

**Usages et objectifs des grèves dans le monde
entre juin 2023 et juin 2024**

Ivan Jurkovic

L'ouvrage

Cet ouvrage dresse un panorama mondial d'une année de luttes sur les lieux de travail, entre juin 2023 et juin 2024. Cette grande variété de situations permet d'identifier les éléments nouveaux et les invariants des modalités que prennent les rapports de force sur le lieu de travail.

Si l'on sait que la lutte de classe n'est pas nécessairement révolutionnaire, on ne peut lui ôter sa principale vertu : créer du collectif et passer nécessairement par des pratiques qui mettent en évidence la nature du capitalisme et de ses mécanismes. A partir de ces exemples concrets, une réflexion sur les catégories sous-jacentes à ces pratiques et ces discours est mise en perspective avec la critique de l'économie politique de Marx, pour révéler sa pertinence, mais aussi les reformulations qui pourraient convenir à lui conférer une puissance perdue.

L'auteur

Ivan Jurkovic est professeur d'allemand dans le secondaire. Il effectue des traductions de l'allemand et de l'anglais d'ouvrages de l'histoire du mouvement ouvrier (Ralf Hoffrogge, *Richard Müller, L'homme de la révolution allemande*, Les Nuits rouges, 2018, Rosa Luxemburg, *Oeuvres complètes, Smolny*), et de critique de l'économie politique (Michael Heinrich, *Introduction à la critique de l'économie politique, Comment lire le Capital de Marx ?*, *La Science de la valeur*, ainsi que de nombreux articles). Au sein de la radio Micros-Rebelles, il réalise durant l'année 2023-2024 une émission hebdomadaire « Le Bulletin international » qui sert de base à ce livre.

Table des matières

Avant-propos.....	13
Sources.....	22
I-Faire respecter le droit.....	23
1) Base légale.....	23
Réglementations.....	24
Restrictions du droit de grève en Ukraine: une nouvelle offensive.....	27
Grèves d’enseignants au Massachussets.....	27
Prérequis légaux pour appeler à la grève.....	27
Restrictions du recours à la grève.....	32
Les effets de la grève.....	34
Grèves illégales.....	35
Modalités d’intervention de l’État.....	37
Services essentiels.....	38
La CSSD : un directive afin d’engager la responsabilité des acteurs tout du long de la chaîne de production.....	42
Conclusions.....	42
2) Lutter pour faire respecter le droit du travail.....	43
Les travailleurs du textile font face à des violations de leurs droits un an après le séisme en Turquie.....	43
L’un des pires pays au monde en matière de droits des travailleurs.....	43
Turquie : Attaque policière contre des travailleurs réclamant leurs droits à Limak Holding : huit détenus.....	44
Grève imminente dans les transports en commun de Toronto.....	45
Inde : Les travailleurs d’Air India Express en grève contre les nouvelles conditions d’emploi.....	45
3) Lutter pour être payé.....	46
Grève des travailleurs d’une usine d’électronique dans la province de Guangdong.....	46
Grève des chauffeurs routiers sur l’aire de Gräfenhausen.....	47
La FSU et Edwin Atema sur la situation actuelle de l’aire de repos de Gräfenhausen..	49
Déclaration du syndicat international de transport (ETF) sur Gräfenhausen.....	53
Gräfenhausen: bilan d’une grève au succès mitigé.....	55
Grève illimitée des travailleurs de la santé.....	56
Manifestations en Chine contre les arriérés de salaire.....	56
Grève dans les hôpitaux de proximité en Angleterre.....	58
Grève des enseignants du primaire au Nigéria.....	58
De nouvelles grèves annoncées par les travailleurs hospitaliers du groupe Barts à Londres..	59
Les ouvriers du textile réclament des salaires impayés (Bangladesh).....	59
Affrontement avec les policiers : 830 travailleurs de l’industrie du textile poursuivis en justice (Bangladesh).....	59
Les musiciens de l’Orchestre de Londres en grève pour non-paiement de salaire (Grande-Bretagne).....	60
Les travailleurs du National Museum Liverpool (Royaume-Uni) poursuivent leur grève.....	60
Appel à action en solidarité avec les salarié.e.s d’ONELA en grève reconductible depuis début février !.....	60
Inde : Les travailleurs des plantations de thé de l’Assam protestent contre les salaires impayés.....	61
4) Lutter contre la répression.....	63
Manifestation d’agriculteurs et de paysans dans l’État mexicain du Chiapas.....	63
Revendications: les polytechniciens enclenchent de nouveau une grève à Madagascar.....	63

Grève nationale des avocats au Pakistan : la situation s'enlise.....	64
Grève des avocats en Tunisie.....	65
5) Lutter pour des papiers.....	66
Quelles victoires des grèves et occupations des travailleurs sans-papiers en octobre 2023 ?.	66
Les immigrés arrêtent les JO ! Occupation en cours du chantier de l'Arena, porte de la Chapelle à Paris.....	69
Travailleurs sans-papiers régularisés : les stratégies payantes d'une grève efficace.....	69
6) Lutter pour pouvoir être syndiqué.....	69
Externalisation des travailleurs syndiqués : les travailleurs de l'usine CSL Behring de Bradley se mettent en grève et obtiennent gain de cause.....	69
Grèves et licenciements pour syndicalisme dans les serres d'Agrobay (Turquie).....	70
Red Cup Day le 16/11: un mouvement de grève se prépare à Starbucks (USA).....	71
Solidarité internationale et répression à Özak (Turquie).....	72
Contexte.....	72
Grève à Amazon Coventry (Grande-Bretagne).....	73
Les vendeurs de Sanofi India organisent une grève nationale de deux jours.....	74
75 jours de grève ! Solidarité avec les travailleuses de Sumithra au Sri Lanka.....	74
7) Lutter pour pouvoir faire grève.....	75
Grève des transports en Italie reportée au 9 octobre: atteintes au droit de grève.....	75
Manifestation à Caracas pour la libération des dizaines de travailleurs emprisonnés.....	76
8) Lutter contre la violence au travail.....	76
650 travailleurs votent pour une grève de 4 jours (USA).....	76
Grève du personnel d'Asda à Wisbech (Royaume-Uni).....	76
II-Ecrire le droit.....	78
1) Négocier les conventions collectives.....	78
USA : grèves dans le secteur de la santé autour de la négociation des accords d'entreprise....	78
Les syndicats annoncent la conclusion d'un accord de principe avec Kaiser Permanente pour 85 000 travailleurs du secteur de la santé.....	78
Le conflit de travail dans les maisons de retraite se poursuit dans un contexte de pandémie.	78
Trois mois de grève des 2000 mineurs de Peñasquito.....	81
Une grève et deux blessés dans une usine de pâte à papier dans le Maine (USA).....	83
La grève à l'usine de pâte à papier du Maine se termine par un accord de principe (USA)	83
Grève dans l'industrie automobile aux USA.....	85
Bill Ford menace les travailleurs de l'automobile de licenciements et de fermetures d'usines si la grève s'étend.....	87
L'UAW s'apprête à trahir près de 150 000 travailleurs des Big Three (USA).....	91
Back to work! Admirable mise en scène du mariage Biden-Fain le 9 novembre.....	94
Trucages des votes par l'UAW pour l'adoption des accords avec Stellantis?.....	96
Crise à l'UAW: l'annonce officielle de la ratification du contrat GM est repoussée, les votes contestés.....	99
«On ne devrait pas faire confiance à ce que l'UAW raconte sur le vote».....	101
Suppression de milliers d'emplois dans l'automobile aux USA et en Europe.....	102
Une « ferveur socialiste »: les accords entre les trois grands et l'UAW et la lutte de classe dans le monde.....	104
Leçons à tirer de la lutte contractuelle de 2023 contre les Trois grands de l'automobile au Canada.....	107
Le modèle capitulaire d'Unifor et les méthodes bureaucratiques antidémocratiques pour vaincre l'opposition des travailleurs de la base.....	108
La voie de l'avant pour les travailleurs de l'automobile.....	109
Résistance de la base.....	111

Shawn Fain essaie de contenir la fronde des comités de base (USA).....	111
Communiqué du Comité de base de Ford Rouge (USA).....	113
Ne cédez pas aux menaces sur l'emploi chez Ford ! Nous exigeons une grève totale maintenant !.....	113
Shawn Fain refuse d'étendre la grève et s'en prend aux comités de base.....	116
L'accord de l'UAW sur les usines de batteries pour véhicules électriques chez GM	118
Grève des scénaristes d'Hollywood.....	119
L'opposition à l'accord de capitulation de la SAG-AFTRA s'intensifie.....	119
En quoi l'accord des scénaristes d'Hollywood n'est pas une victoire (USA).....	120
10 millions de dollars de dettes d'étudiants annulés grâce à des militants à Atlanta (USA). .	123
Les ouvriers de l'usine Milk-Bone se mettent en grève (New York).....	124
Presque un mois de grève pour les 135 travailleurs de la raffinerie de sucre de Vancouver. .	125
Manifestation du collectif de femmes de ménage de Santa Cruz de Tenerife le 9 novembre (Espagne).....	125
Bientôt 35 000 employé.es des casinos en grève au Nevada.....	126
Tesla.....	128
Les peintres rejoignent le mouvement à Tesla (Suède).....	128
Grève à Tesla: un compromis à l'horizon? (Suède).....	129
Le nouvel espoir du syndicat dans la grève de Tesla : un morceau de métal suédois.....	129
Le syndicat suédois IF Metall lève partiellement le blocus contre les réparations de Tesla (09/02).....	130
Le plus grand syndicat suédois se joint à la grève des mécaniciens de Tesla.....	130
Grève spontanée des travailleurs de Brussels Airlines mardi 23/01.....	131
Grèves de Noël des bus de l'Ouest de Londres: la RATP en conflit.....	132
Soignants et travailleurs des services de l'URMC en grève mercredi 13/12 (USA).....	133
Trahison syndicale à Sao Paulo.....	133
Les travailleurs des brasseries Anheuser-Busch votent à 99 % en faveur de la grève.....	136
Les infirmières de Providence à Everett, Washington, sont toujours sans contrat après un mois de grève.....	136
Grève du rail à durée indéterminée en Allemagne.....	136
La nouvelle offensive des conducteurs de train en Allemagne.....	138
Début du mouvement de grève dans les transports en commun de Vancouver.....	139
Extrait de l'appel du Comité de la base des travailleurs universitaires de l'Université d'État de San Diego.....	140
Grève des travailleurs de l'alimentaire à Oshawa, Ontario.....	140
Les pilotes de Qantas organisent une grève de six jours (Australie).....	141
Grève des conducteurs de train de minerai de fer en Australie.....	141
Les cheminots de V/Line à Victoria à nouveau en grève.....	142
Les travailleurs de la santé de Spokane se préparent à lancer une grève d'une semaine à partir du 7 avril (USA).....	142
Deuxième semaine de grève au Musée des Beaux-Arts de l'Ontario.....	143
Les travailleurs des aéroports espagnols se mettent en grève.....	143
Les cheminots du CN et du CPKC votent en faveur d'une grève (Canada).....	144
Unifor impose un contrat au rabais aux travailleurs d'Autoport, mettant fin à une grève d'un mois.....	144
Les travailleurs ubérisés arrachent une victoire inespérée au niveau européen.....	145
2200 infirmières du secteur public de San Francisco votent en faveur de la grève (USA)....	145
Près de 500 travailleurs de l'usine Nestlé de Toronto entament leur quatrième semaine de grève.....	146

4 mois de grève des infirmières de l'hôpital Robert Wood Johnson du New Jersey: quel résultat?.....	147
Bientôt trois mois de grève à la raffinerie de sucre de Vancouver.....	148
2) Négocier le salaire.....	149
La grève des ambulanciers du Rajasthan entre dans sa 4e semaine.....	149
6 000 travailleurs en grève dans une usine de chaussures.....	150
Grève et lock-out des infirmières de l'hôpital Ascension Providence dans la banlieue de Détroit.....	151
Grève des travailleurs des maisons de retraite dans la banlieue de Détroit.....	154
1300 grévistes à PeaceHealth, établissement de santé géré par des Jésuites (Washington)....	157
Grève de 75.000 travailleurs de la santé pendant 3 jours chez Kaiser Permanente: et maintenant?.....	157
Grève des travailleurs des usines de transformation de la volaille d'Inghams (Australie)....	159
3 jours de grève nationale des livreurs de iFood (Brésil).....	161
Grève des travailleurs et travailleuses de Veolia dans le Nottinghamshire.....	164
Ecosse : Des centaines de membres d'Unite rejettent une offre salariale « inacceptable »....	164
Après 73 jours de grève, les travailleurs occupent le toit pour revendiquer de meilleurs salaires (Turquie).....	165
360 grévistes bloquent le transport maritime à Saint-Laurent (Canada).....	165
Dnipro : les coursiers en grève manifestent.....	165
Les paysagistes d'Oakville et de Whitby en grève depuis le 2 novembre (Ontario).....	166
Les travailleurs du musée de Brooklyn prêts à se mettre en grève.....	167
Les travailleurs des transports en commun de Santa Clarita entament leur 2e mois de grève.....	167
Grève nationale des livreurs Uber Eats : à Roanne, l'ensemble des coursiers a cessé le travail depuis ce lundi.....	169
Soutien de la restauration.....	169
Statut précaire.....	170
Trois plateformes.....	170
Luttes pour le salaire minimum au Bangladesh.....	171
Les luttes de classe dans le textile au Bangladesh en octobre 2023 – mai 2024.....	172
Bangladesh: 150 usines textiles fermées « indéfiniment » et 11 000 travailleurs inculpés.....	175
Bangladesh: 4 morts lors d'affrontements entre les ouvriers et la police.....	176
Des milliers d'ouvrier·es du textile du Bangladesh sont en grève pour exiger un triplement de leur salaire et de meilleures conditions de travail.....	177
Grève en Australie des enseignants le 9/11 contre la réduction des salaires.....	178
Trahis par leur syndicat, les conducteurs de bus toujours sans contrat (New York).....	178
Grève des contrôleurs de train en dehors des syndicats en France.....	179
Un électricien sur le toit: victoire des grévistes de Dersim (Turquie).....	179
Las Vegas sans parano: face à la menace de grève, les directions cèdent augmentations et concessions.....	180
Deuxième semaine de grève pour 3500 membres de l'Education publique à Portland (Oregon).....	180
24h de grève des travailleurs indépendants à Athènes (22/11).....	181
Vague de grèves en Espagne: 30 secteurs touchés.....	181
Accord de dernière minute après la menace de grève illimitée en Roumanie.....	183
Grève des travailleurs des médias l'État de Kwara, au Nigeria.....	184
Fin de 156 jours de grève à Corning Cable, Gebze (Turquie).....	184
New York JFK8: Les travailleurs d'Amazon débrayent pendant le Prime Day d'octobre.....	185

Les travailleurs des entrepôts d'Amazon font grève à Coventry (Grande Bretagne).....	185
Grève de l'Université des Antilles (Jamaïque).....	187
Chine : les livreurs de colis de Huolala en grève.....	188
Grève des 70 000 junior doctors des hôpitaux publics anglais.....	188
Les junior doctors anglais annoncent une nouvelle grève (Grande-Bretagne).....	188
1600 licenciements suite à la grève à Ashulia (Bangladesh).....	189
45 000 travailleurs municipaux externalisés en grève en Andra Pradesh (Inde).....	189
Des centaines de travailleurs du secteur pétrolier en grève depuis un mois au Kazakhstan...	190
Grève interpro dans le public en Irlande du Nord le 18/01.....	190
Grève partielle illimitée des conducteurs de trains de banlieue à Varsovie.....	191
400 grévistes chez un constructeur d'autobus à Falkirk, en Écosse.....	191
Environ 300 grévistes à Fujitsu en Grande Bretagne (17/01).....	191
La grève se prépare dans l'hôpital ProMedica Charles and Virginia Hickman d'Adrian (Michigan).....	192
Annonce d'une nouvelle grève des travailleurs de l'organisme britannique de régulation des retraites.....	192
400 ouvriers de la brasserie Molson Coors au Texas votent pour entrer en grève.....	193
Grève des métallurgistes à Ahvaz (Iran).....	193
Les travailleurs de la raffinerie Marathon de Detroit votent en faveur de la grève.....	194
Grève des travailleurs sociaux ruraux (ASHA) de l'État du Maharashtra (Inde).....	194
La grève à l'aéroport d'East Midlands se poursuit (Grande-Bretagne).....	194
Les conducteurs de train de deux entreprises ferroviaires en Angleterre se mettent en grève	195
Les travailleurs mis en lock-out à GFL Environmental à Kelowna (Canada).....	195
Nouvelle grève du personnel d'assistance au sol d'Austrian Airlines.....	196
Les travailleurs d'Amazon en grève à Minworth (Grande-Bretagne).....	196
Grève au Liban des travailleurs des télécommunications et du personnel de l'UNRWA.....	196
La grève des médecins kenyans entre dans sa troisième semaine.....	197
Les médecins et dentistes slovènes entament leur cinquième semaine de grève illimitée.....	197
Petite victoire grâce à une grève des postiers roumains.....	198
Nouvelles grèves des conducteurs de train britanniques.....	198
Grève des chauffeurs de bus d'Arriva Northumberland (Grande-Bretagne).....	198
Les pompiers des aéroports australiens se mettent en grève.....	199
Des milliers d'employés municipaux en grève pour des raisons salariales à İzmir, Turquie.	199
Grève à Manpower (France).....	200
Grève de dix jours des travailleurs de l'industrie chimique à Oelegem, Belgique.....	200
Les contrôleurs de bus de Londres (Royaume-Uni) en grève.....	200
Grève des enseignants brésiliens contre les mesures libérales du gouvernement Lula.....	201
Grève des travailleurs de la transformation du lait de Saputo en Tasmanie.....	201
Les médecins néo-zélandais préparent une grève pour le 7 mai.....	202
Les travailleurs de Wilmar Sugar dans le Queensland font grève pour obtenir une augmentation de salaire.....	202
En Inde, des ouvrières textile du Tamil Nadu en grève.....	202
Les enseignants et les travailleurs de la santé argentins en grève dans la province de Misiones	203
Le syndicat du personnel de cabine d'Air India Express met fin à la grève sous la pression du gouvernement.....	203
Les agents de service des villages sri-lankais poursuivent leur grève.....	204
Les travailleurs non universitaires restent en grève au Sri Lanka après trois semaines.....	204
Grève à Morrisons dans le Yorkshire (Grande-Bretagne).....	204
Sri Lanka : les employés universitaires non académiques en grève.....	205

3) Négocier les conditions de travail.....	207
Les travailleurs de Howard Brown Health entament une grève de deux jours dans les cliniques de Chicago.....	207
Brésil : les travailleurs temporaires de l'aéroport international de Guarulhos à São Paulo font grève.....	207
Représailles.....	208
Les employés de l'aéroport de Denver en grève pour dénoncer des conditions de travail dangereuses.....	209
Extension de la grève des Teamsters à DHL-CVG: plus de 1000 grévistes.....	210
Grève à la tour Eiffel mercredi 27/12.....	210
Grève à l'aéroport de Barcelone.....	211
Grève des infirmières à Hawaï.....	211
Grève au port international d'Iquique (Chili).....	212
Les journalistes italiens font grève pour s'opposer à la vente de presse AGI à un député d'extrême droite.....	212
Grève de 24 heures après un décès sur les chantiers navals de Chalkida, Grèce.....	213
Les métallurgistes poursuivent une grève d'un mois en Espagne.....	213
Grève dans les usines d'engrais en Asturies (Espagne).....	213
Les travailleurs de Costco en Corée du Sud se mettent à nouveau en grève.....	214
Grève dans un centre médical d'urgence (Haïti).....	214
Grève à Sudamin Brasil (Baía de Guanabara, à Rio de Janeiro).....	215
4) Lutter contre la privatisation de services publics.....	215
Grève massive au Pendjab (Inde).....	215
Les travailleurs de l'assainissement municipal de l'Haryana poursuivent leur grève illimitée.....	216
Les cheminots protestent contre les plans de privatisation (Argentine).....	216
Deuxième grève contre la privatisation de la vente de billets à l'Acropole d'Athènes, Grèce.....	216
Privatisation: les grèves et manifestations se poursuivent en Grèce.....	217
Grève dans les hôpitaux en Grèce.....	217
5) Lutter contre la dégradation du service public.....	218
Les enseignants uruguayens mènent une grève de 24 heures.....	218
Grève nationale de 24h dans la santé en Italie (25/12).....	218
Les enseignants grecs continuent de boycotter les évaluations scolaires.....	218
Grève des enseignants et des fonctionnaires argentins : pour les salaires, les conditions de travail et contre les licenciements.....	219
Les travailleurs du gouvernement argentin bloquent un aéroport (18/04).....	219
Pérou : Les travailleurs de l'éducation lancent une grève nationale de 24 heures et manifestent à Lima le 23 mai ; des manifestations pourraient avoir lieu dans d'autres villes.....	220
Radio France, l'INA et France Télévisions sont en grève ce jeudi 23 et vendredi 24 mai 2024. En cause : la réforme très contestée de l'audiovisuel public.....	220
6) Lutter contre les licenciements.....	222
Grève à GM Brésil.....	222
Grève sauvage dans une mine de platine (Afrique du Sud).....	223
Les journalistes portugais de Global Media Group organisent une grève de 24 heures (10/01).....	223
Inde : Grève des travailleurs des agences gouvernementales de l'Uttarakhand.....	223
Deuxième semaine de grève à l'université de Boston : la direction menace de remplacer les enseignants par l'IA.....	224
Amcor : stopper le licenciement collectif ! (France/Suisse).....	225

Coupes nettes dans les emplois de la production de véhicules (USA).....	225
Les travailleurs du tabac bangladais protestent contre les licenciements (14/05).....	225
Grève du personnel de Vetropack jusqu'à la réponse de la direction (Suisse).....	226
7) Lutter pour le droit de grève.....	227
Finlande : grève pendant le semaine du 20 au 26 novembre.....	227
Grève des contrôleurs aériens français contre les restrictions du droit de grève.....	227
Les conducteurs de train entament une série de grèves reconductibles (Grande Bretagne).....	227
8) Changer les normes et/ou les subventions.....	228
Grève nationale de 200 000 conducteurs de Jeepney (Philippines).....	228
Grève des agriculteurs en Allemagne.....	228
Soutien des agriculteurs alsaciens.....	229
Manifestation et blocages des pêcheurs chiliens.....	229
Manifestation contre la répression gouvernementale des paysans opposés à l'expansion des mines en Equateur.....	229
Grève d'avertissement des dockers au Chili.....	230
9) Grèves politiques.....	231
Grève des femmes en Islande.....	231
Un mouvement spontané?.....	232
La pénurie de saucisses.....	233
Une grève décennale.....	233
Interclassisme dans la grève.....	233
Résultat de la journée.....	233
EHNE : historique.....	235
Genèse de la grève en Europe : une participation féminine permanente.....	235
Gora borroka feminista ! Grève féministe au Pays basque le 30/11/23.....	236
Grèves de protestation en Haïti.....	236
Grève générale en Cisjordanie en réponse à l'attaque israélienne qui a tué 10 Palestiniens.....	237
Journée internationale des droits des femmes: un aperçu de la mobilisation dans le monde.....	237
Manifestation des travailleurs du Ministère de la Justice au Mexique.....	242
Conclusion.....	243

-Quelle est la loi de l'existence ?

-La lutte !

Echange avec Marx rapporté par John Swinton

Avant-propos

Quelles sont les grèves qui ont lieu maintenant dans le monde ? Quelles sont les revendications des grévistes ? Quel rôle jouent les syndicats dans ces actions ? Ces luttes ont-elles une perspective internationaliste, anti-capitaliste, ou animées par une base qui déborderait une centrale syndicale ? Sans pour autant ériger la lutte de classe en alpha et omega, autrement dit, estimer que le rapport de force entre capital et travail serait le seul à mériter d'être documenté, nous sommes contraints de constater que lorsqu'il l'est, cela est de manière ponctuelle dans l'actualité. S'il est parfois bien relayé et permet d'avoir un bon suivi en temps réel, il manque cruellement d'une vue d'ensemble sur les revendications portées par ces grèves. C'est ce que propose cet ouvrage sur la période de juin 2023 à juin 2024.

En général, lorsque les mouvements sont relayés, s'ils portent sur les conditions de travail et la rémunération, ils prennent la forme de mobilisations à l'échelle nationale, interprofessionnelles et appelées par des centrales syndicales. Ainsi, seules les « grandes luttes » qui mobilisent largement parviennent jusqu'à nous, mais même celles-ci sont assez peu visibles en fin de compte, et bien peu lisibles: qui y participe, comment cela s'articule-t-il avec les conflits qui émergent par ailleurs concernant les conditions de travail, de rémunération, etc.?

La forme qui est donnée aux actions interprofessionnelles, par des revendications générales, ne faisant jamais, ou en façade seulement, preuve d'audace à défendre des travailleurs et travailleuses dans leurs luttes particulières ne font pas la démonstration de force qu'on attend. Ce jugement est sévère, et il est pondéré par de nombreuses actions qui témoignent d'une capacité à contribuer aux luttes particulières et isolées par des intersyndicales efficaces. ce sont des qui se témoigne par une solidarité de classe internationale. C'est exactement pour cette raison, que concentrer notre attention sur les luttes dans le monde par-delà les grandes démonstrations de forces des syndicats, c'est aussi ne pas laisser isolé-es celles et ceux qui luttent à la base, à contre-courant des directions syndicales, bien trop souvent prêtes à brader la peau des ouvriers pour rester des "interlocuteurs respectables" dans les négociations. Stratégie qui se comprend, mais stratégie délétère.

De cette manière, les informations en général nous font passer à côté de ce que vivent et défendent à leur niveau, parfois modeste et insatisfaisant, les travailleuses et travailleurs aujourd'hui. Comme si la page de la lutte était tournée, comme si ce que nous avons nous était dû. Comme si ce n'était pas une histoire de bagarre qui n'est toujours pas finie, une bagarre avec ceux qui disposent de notre vie, de notre temps, de notre force de travail et qui ne connaissent de limites autres que celles que nous posons, collectivement. Une bagarre des fois, feutrée, des fois violente, il ne s'agit pas ici de faire l'apologie de méthodes plus viriles que d'autres de s'engager dans la lutte, même si les mots peuvent porter à confusion.

Nous avons ici réuni quasi-exclusivement les grèves, les immobilisations décidées collectivement de travailleuses et travailleurs. La grève est un outil assez efficace pour que tout bon gouvernement bourgeois l'ait limité ou en ait limité les effets. On ne doit pas oublier qu'il y a grève et grève,

qu'elles sont multiples dans leurs formes, leur nature, leurs objectifs, leur durée, leur composition sociale, les risques encourus, les secteurs concernés et le rôle qu'y jouent les syndicats et les militant·es, c'est pourquoi nous avons essayé de préciser de quoi on parle dès le début.

Les rapports de force sur les lieux de travail et la manière dont ils se déroulent selon les pays méritent pourtant toute notre attention. Ils sont essentiels pour comprendre les conditions de vie, de travail et de lutte de nos contemporain·es, mais aussi les méthodes des patrons: parfois différentes, parfois semblables. Elles ne nous ont pas attendus les directions d'entreprises pour internationaliser leurs pratiques de management, et pour se servir de l'appareil d'État pour défendre leurs intérêts.

Si le droit de se syndiquer et de lutter par ce moyen est un privilège, cela n'empêche pas de le considérer comme un frein à la mobilisation des travailleuses et des travailleurs dans les pays où cela se présente comme un moyen approprié et légitime. Bien souvent, les syndicats se posant comme représentatifs ont comme interlocuteur l'État, par des commissions, des états généraux, des grenelles et autres dénominations de cycle de discussions.

Aujourd'hui, la plupart des lois sont des outils que seul·es des spécialistes maîtrisent, et ils et elles, avocats, peuvent nous soutenir, pour certain·es, heureusement, mais dans l'ensemble, les lois ce sont seulement des dispositifs inscrits dans des rapports de force, et sans défendre comme programme politique la prise de l'État, il est certain que la bourgeoisie a investi un outil très efficace qui lui préexistait, l'État, pour forger des outils efficaces de gestion par la répression à court et long terme (police, justice), en utilisant la peur et les armes pour garder le dessus dans le rapport de forces.

Alors qu'attendons-nous ? Nous n'avons pas besoin de diplôme de management pour faire déménager les *managers*, nous n'avons pas besoin de pseudo-formation en psychologie pour connaître les besoins qu'a quelqu'un pour ne pas être broyée par le travail, ni pour connaître les stratégies à utiliser pour créer la cohésion d'équipe: nous avons besoin de nous réunir, d'essayer de faire face, de tenir ensemble, de nous éprouver dans le rapport de forces, de formuler des revendications collectivement, de nous décevoir, de nous impressionner, de nous découvrir, mais nous avons aussi besoin de nous savoir faire partie d'une **communauté de condition de vie, de lutte**. En plus d'être fort·es de cela, nous devons être fort·es des savoir-faire que nous accumulons, mais pour cela, il nous faudrait au moins pouvoir et vouloir les partager. Mais cela nécessite de considérer ce savoir-faire/vivre (et autres variantes) comme notre trésor. C'est pourquoi **les expériences de lutte sont notre richesse**. Ou pour paraphraser la première phrase du chapitre I du *Capital* : dans les sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste, la richesse des travailleurs apparaît comme une formidable collection de luttes. Et comme les marchandises, les luttes se présentent avant tout dans leur diversité.

Les conditions de travail, et donc de lutte pour les améliorer, sont très différentes dans chaque branche, et dans chaque branche, selon chaque secteur, puis selon chaque problématique, mais aussi selon la manière dont les individus sont touchés par celle-ci. On pourrait presque penser que sortir de sa branche, de la particularité de son lieu de travail, et de ce qu'on ne veut plus y subir, n'apporte pas beaucoup. On peut se dire la même chose de son propre pays, parce que le droit du travail évolue très rapidement, qu'il est bien souvent dans les faits, en voie de disparition, ou bien bafoué en permanence.

Même si les situations sont « particulières », avec des particularités locales, nous sommes persuadés qu'il existe trop d'invariants et de similitudes pour les ignorer. Nos conditions sont communes, nos modalités sont communes, nos problématiques sont communes; nos manières de nous défendre et de nous faire trahir, mais aussi d'arracher des victoires, ces pratiques nous sont communes. Tout cela, nous l'avons déjà en commun, nous éprouvons les mêmes sentiments, les mêmes difficultés, pas toujours les mêmes objectifs cependant, mais ils sont tous avec certitude appauvris de ne pas être partagés, constitués ici et maintenant en histoire et culture commune, parce que toutes nos expériences, seulement si elles sont réunies, constituent notre véritable richesse.

Nous regrettons, oui, mais notre situation le requiert, de devoir vous faire subir la lecture d'un texte si long pour expliquer pourquoi il est nécessaire de s'intéresser sérieusement à comment et pour quoi des travailleuses et travailleurs luttent aujourd'hui. Il y a 110 ans, ce texte n'aurait pas eu besoin d'être écrit, l'internationalisme prolétarien avant la Première Guerre mondiale avait encore le sens d'une communauté rassemblant des camarades par-delà les nations. S'il n'a pas survécu, c'est aussi parce qu'il a subi l'épreuve de la répression brutale. N'y cédon pas. Cet internationalisme peut vivre et doit vivre malgré le stigmate qu'il porte des capitalismes d'Etat bureaucratiques qui ont dévoyé l'internationalisme pour en faire un soutien rabougri à des nations dont une partie de la population au pouvoir se revendique de la tradition émancipatrice du marxisme.

Nous nous revendiquons **révolutionnaires** au sens où nous estimons que c'est l'ensemble des rapports sociaux capitalistes qui est à bouleverser radicalement pour voir disparaître l'exploitation, la domination et les classes sociales. Mais seulement, il s'agit de ne pas sous-estimer l'importance de l'acteur ou de l'actrice de l'émancipation, et dans notre cas : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. » (... Et l'émancipation des travailleuses de même...)

C'est précisément pourquoi nous nous inscrivons dans une certaine continuité de lecture, d'analyse et de pratiques qui ont émergé au cours de l'histoire du mouvement ouvrier. Un rapport très critique a émergé par rapport aux mouvements ouvriers à aux perspectives qu'il pouvait porter. Il est évident que la doctrine stalinienne et ses versions nationales ont amené à raison les militants à avoir quelques interrogations sur la pertinence de ce terrain de lutte. Son caractère émancipateur et révolutionnaire n'a rien d'automatique, il est à l'image de la société et en porte lourdement les stigmates. L'errance qui a fait suite à l'abandon de la classe ouvrière comme « sujet révolutionnaire » a ouvert une porte béante à la recherche de celui-ci. Pour le trouver un peu partout et sous des formes plus ou moins bariolées, selon les époques.

Porter un focus et un discours sur les travailleurs en lutte dans le monde implique donc un rapport bien spécifique à ces questions-là. Et nous affirmons que s'il n'y a rien d'évident à ce que ces personnes soient porteuses du projet révolutionnaire, nous sommes convaincus de la puissance de la lutte et des germes qu'elle peut faire éclore dans nos pratiques et réflexions. Prenons le risque sinon de constater que les pratiques existantes, les revendications portées, et les échecs essuyés ne font que témoigner d'un recul historique, dont nous sommes par ailleurs étonnamment bien conscients. Mais nous sommes aussi conscients que cette idée nous a été fourrée dans la tête que la classe ouvrière a perdu et qu'elle n'existe peut-être même plus, et que ceux qui nous ont fourré ça dans la tête s'en foutent bien que cela soit vrai ou pas, et en fait, nous avons quelques raisons de douter de la véracité de leur propos. Vérifions.

Ce que nous n'avons pas documenté, ce sont les luttes des policiers, des matons et de ceux que nous estimons avoir *clairement* choisi leur camp dans la lutte de classe.

On aimerait que cette phrase de Marx soit juste :

« ...tandis que la bourgeoisie de chaque nation conserve encore des intérêts nationaux particuliers, la grande industrie a créé une classe qui, dans toutes les nations, a le même intérêt et chez laquelle la nationalité se trouve déjà détruite ; une classe qui s'est réellement débarrassée de tout le vieux monde et s'oppose en même temps à ce monde. Elle rend insupportable au travailleur non seulement le rapport au capitaliste, mais le travail lui-même » (*L'Idéologie allemande*, MEW, t. 3, p. 60 ; *Œuvres I*, p. 1103 sq.).

Mais c'est justement ce qu'il nous faut vérifier : à quel point la nationalité s'estompe dans les grèves, à quel point le rapport capitaliste ou le travail sont remis en question dans ces luttes.

L'objectif de cet ouvrage est de construire une compréhension plus précise de l'état de la lutte de classe dans le monde. Nous sommes convaincu que l'internationalisme n'est pas un mot vain, il est une stratégie qu'il convient de déployer concrètement. Mais pour la déployer de la sorte, il est nécessaire d'avoir tout d'abord connaissance des luttes menées par nos camarades. Il apparaît assez rapidement que nous constituons une véritable communauté de condition et affrontons des ennemis dont seul le visage est différent. Nos méthodes et leurs méthodes sont les mêmes, mais eux se forment dans des écoles de management qui savent mettre en valeur leurs expériences de lutte contre nous. Il est crucial de nous saisir de ce savoir collectivement.

Aucun parti aussi « ouvriériste » soit-il, aussi pétri du culte de la valeur-travail soit-il, n'est capable aujourd'hui de réaliser cela. Souffrant certainement encore de stigmates non cicatrisés d'une Internationale-courroie-de-distribution-du-Kremlin, l'internationalisme s'est limité à encourager l'accueil de réfugiés de dictatures, ou d'afficher leur soutien à des Etats prétendument socialistes, alors que bien franchement hostiles à l'émancipation de la classe ouvrière par la lutte.

La lutte finale du grand soir n'est pas là. La conscience de classe ne pousse pas sur les bancs d'amphis du parti, l'école du socialisme est celle de la lutte.

Les syndicats n'assurent de soutien financier que pour des grèves dont ils maîtrisent le calendrier, et qui sont vouées à rester dans un cadre de négociation qui met leur crédibilité de partenaires sociaux en jeu. Les grands syndicats ne peuvent pas servir nos intérêts, ils sont contradictoires avec les nôtres. Nous avons alors sans cesse le devoir de les déborder, et d'imposer nos intérêts contre les leurs, faisant d'eux un ennemi de plus sur le champ de bataille.

Nous ne pouvons ni devons nous en remettre à des spécialistes de l'organisation. Nous avons déjà perdu si cette idée se présente comme souhaitable. Nous ne pouvons que nous en remettre à nous, à ce nous qui est constitué du fil dense de nos solidarités, et celles-ci ont un sens, tant qu'on les entretient, et qu'on les alimente par nos propres canaux.

Le cadre de lutte que nous impose le capitalisme est restreint. Les règles de l'affrontement, sous la forme d'affrontement de classes, sont biaisées. Toute lutte ayant lieu dans ce cadre renforce simultanément l'existence de ces classes et les perpétue. C'est en cela aussi qu'elles sont limitées et insatisfaisantes. C'est pour cela que certains estiment qu'il est souhaitable de s'en détourner et d'avancer autrement sur le chemin de l'émancipation.

Nous voulons vivre mieux maintenant, et avoir plus de temps pour lutter. Si certains utilisent ce temps pour mieux vivre, grand bien leur fasse, une subjectivité épanouie est bien plus souhaitable d'une subjectivité mutilée, et comme pour la grève, elle peut tout autant renforcer la légitimité du capital que la remettre en question. Nous devons oeuvrer pour l'amélioration de notre qualité de vie. C'est seulement en suivant cette voie que nous pouvons être audibles, crédibles et arracher des victoires. Nous n'avons aucune certitude que cela engendre le sentiment de la nécessité de la lutte

révolutionnaire pour l'abolition de l'ensemble du mode de production capitaliste de manière durable. Peut-être que la possibilité même d'améliorer nos conditions de vie au sein du capitalisme par la lutte amène la preuve qu'il n'est pas hostile à nous, tant que nous développons des stratégies collectives de lutte et une confiance suffisamment grande dans notre capacité à agir collectivement. Nous n'avons qu'une certitude : sans ce sentiment de puissance collective qui émerge de luttes, il n'est aucun socle assuré à un mouvement d'émancipation.

Nous ne pouvons générer la nécessité de l'organisation collective. Elle provient des nécessités immédiates de la lutte. Nous pouvons seulement répéter sans cesse que cette capacité à s'organiser, s'écouter, se parler, construire un mouvement collectif, même vers de petites victoires inatteignables isolément, que cette capacité est notre bien le plus précieux et que nous nous dépouillons complètement lorsque l'on remet cette capacité dans les mains d'un syndicat ou d'une personne. C'est en cela que le mot d'ordre « tous le pouvoir aux conseils » est d'abord un appel à ne pas abandonner ce bien précieux.

Le capitalisme est mondialisé. En se mondialisant, le capitalisme met en concurrence les forces de travail de tous les pays. Il met dans la balance leurs conditions de vie, leur condition de travail. En mettant ainsi en concurrence les forces de travail il fait peser sur chaque lutte le risque du chantage à la délocalisation, le risque de voir le généreux capital fuir pour trouver un meilleur taux d'exploitation, tirer un meilleur profit.

En se mondialisant, le capitalisme a provoqué la dissolution de rapports sociaux préexistants, et cette perte a, dans de nombreux endroits, déjà provoqué une atomisation des individus, et une perte des modes de socialisation autres que par le travail, l'achat et la vente de marchandise, ou la consommation de marchandises (restaurants, fêtes, etc.). La médiatisation des rapports sociaux par les marchandises s'est mondialisée.

En se mondialisant, le capitalisme a provoqué une autre crise au niveau mondial : la crise écologique. Point n'est besoin de le démontrer. Sa résolution doit cependant dépasser les nations, et être internationale, et aucune nation, qui a la forme aujourd'hui de l'État bourgeois, n'est en réalité en mesure de résoudre cette crise : la consubstantialité de l'État et du capital rend irréaliste cette perspective.

Les techniques de managements, de gestion (exploitation) des « ressources humaines » se sont mondialisées. Ces techniques circulent avec une fluidité certaine entre les grandes écoles et parmi les petits managers peaufinant leurs méthodes sur Youtube.

Les chaînes de production, supply chains, mises à l'épreuve du COVID ont opéré un certain repli et se sont partiellement reconcentrées, montrant que leur mondialisation était un de leurs points faibles. Pourtant, ce repli reste relatif, les matières premières devant toujours être acheminées à travers la planète et les variations de coût de force de travail incitant les patrons à installer leurs entreprises aux endroits où celle-ci est la moins chère.

En se mondialisant, le capitalisme a mondialisé le nationalisme. La haine xénophobe s'est mondialisée. L'extrême droite s'est mondialisée et a trouvé un terrain fertile commun qui n'est autre que celui des spéculations sur les « acteurs véritables » de nos oppressions, autour donc d'un discours qu'on qualifie de « complotiste ». Les thématiques communes des réactionnaires jetant de l'huile sur les braises du désespoir pour le faire flamber en xénophobie, si elles n'ont rien de nouveau, gagnent en ampleur à travers le monde, en témoignent les résultats aux diverses élections dans de nombreux pays.

Face à une exploitation mondialisée, notre réponse doit être mondiale. On appelle cette perspective de lutte l'internationalisme. Elle est internationale parce qu'elle met en lien des nations, avec leurs spécificités juridiques, économiques et sociales qui conditionnent les modalités de la lutte. La lutte de classe est mondiale, et nous affirmons que c'est à nous d'en faire une lutte de classe internationalisée, construite avec nos différences, par delà celles-ci.

Faisons de l'internationale une manifestation et un facteur de renforcement de la solidarité des exploités de tous les pays. Le linéament d'une communauté humaine universelle.

Comme l'écrivait Rosa Luxemburg, « la tâche essentielle du socialisme consiste aujourd'hui à rassembler le prolétariat de tous les pays en une force révolutionnaire vivante, à créer une puissante organisation internationale possédant une seule et unique conception de ses intérêts et de ses tâches, une seule et unique tactique et capacité d'action politique »¹. Ce à quoi elle ajoute : « Il n'y a pas de socialisme en dehors de la solidarité internationale du prolétariat, et il n'y a pas de socialisme sans lutte de classe. »

Cet ouvrage prend le parti de se concentrer sur les revendications des grèves. Les grèves sont un des moyens à la disposition des travailleurs. Si nous choisissons celui-ci, c'est en raison de l'engagement corporel et collectif qu'il implique. On aurait pu aussi s'intéresser aux formes de lutte concrètes qui sont utilisées, dans leur diversité et l'ingéniosité dont elles témoignent parfois. Nous restons convaincus qu'il n'y a pas de concurrence entre les modalités de lutte, on ne peut pas a priori en déclarer une meilleure que l'autre. S'il existe aussi des législations empêchant les occupations d'usine, les occupations de rue, qui protègent la propriété privée, etc., la grève apparaît sans cesse comme une méthode qui éveille la crainte des patrons. L'appareil législatif en témoigne. Les tentatives de le contourner aussi.

On aurait pu se concentrer sur la composition sociale des personnes qui prennent part aux grèves. Cela a été fait dans d'autres ouvrages, et la question a un intérêt indéniable pour saisir la nature d'un mouvement social. Nous estimons cependant important d'avoir un aperçu des revendications, de l'objet qui est celui des grèves qui ont lieu, pour mesurer où se trouve l'enjeu suffisamment saisissant pour immobiliser des corps d'un même employeur.

On peut estimer que s'en tenir aux revendications, c'est se limiter à une strate narrative, superficielle de la lutte de classe. Nous verrons si cela est le cas. Si les mots de la lutte sont si éloignés des maux subis, de la corporéité, des chairs, des psychés de ceux et celles qui se réunissent autour.

A l'automne 2023, la revue allemande Wildcat, qui propose un aperçu et une analyse de la situation internationale de la lutte de classe, souvent en dehors des appareils syndicaux, sort son numéro 112. Ce numéro de Wildcat a pour titre « Le retour de la grève syndicale ? ». S'il traite de divers thèmes politiques (le modèle Meloni, la rébellion chilienne de 2019, et le processus de réécriture de la constitution), ce numéro fait la part belle aux mouvements de grève qui ont émaillés le monde depuis l'été. Appelé « Hot Labour Summer », le premier article qui porte sur la situation de la classe ouvrière dans le monde s'ouvre sur cette phrase tonitruante : « Au cours des trois dernières années, le rapport de force s'est déplacé en faveur des travailleurs » (p. 14). De meilleurs salaires, un manque de force de travail, et la promesse disparition des travailleurs soit-disant bientôt remplacés par des machines qui se fait encore attendre... Voici le point de départ du diagnostic, dont nous regrettons cependant qu'il manque de données et de fondement factuel. Poursuivons tout de suite notre lecture pour nous concentrer sur ce qui nous intéresse, les travailleurs en lutte. Quelques

1 Rosa Luxemburg, « Principes directeurs », Oeuvres complètes, t. 4, p. 207.

grèves victorieuses, et le doublement du nombre d'actions aux USA semblent suffire à se réjouir et constater que « le rapport de force s'est déplacé en faveur des travailleurs ».

Les auteurs soulignent qu'une des spécificités de cette vague de grève serait que des personnes entrent en lutte pour la première fois, à l'image de ce qu'il se passe à Amazon, où les grévistes ont une vingtaine d'années : des forces vives qui semblent alimenter l'optimisme des auteurs. A cela s'ajoute que, d'après un sondage, la sympathie pour l'organisation collective continue à augmenter aux USA, ce qui est aussi accompagné par la création de nombreux nouveaux syndicats. L'article rappelle que le rôle des syndicats est de contenir la classe ouvrière, et qu'une fois des accords signés, revient le règne de l'« interdiction de faire la grève », l'objectif d'un syndicat étant de rester un partenaire reconnu pour des négociations. Oui, c'est bel et bien la légitimité du syndicat qui est en question lorsque la base déborde et n'est plus sous son contrôle.

L'enjeu de la phase post-COVID pour les syndicats est d'organiser la riposte face à l'inflation, pour exiger des augmentations de salaire, et effectivement, c'est ce qu'il se passe : les conventions collectives sont renégociées, avec succès souvent, et les syndicats redorent ainsi leur image de défenseurs efficaces des travailleurs.

A partir de la grève qui a eu lieu sur l'aire d'autoroute de Gräfenhausen cet été, mais aussi d'autres exemples de mouvements en Allemagne dans les transports, les auteurs soulignent enfin l'importance qui revient aux travailleurs de la logistique, insistant aussi sur la nécessaire alliance de ces mouvements avec d'autres branches, et surtout la prise en compte dans ces luttes des questions écologiques. Le travail génère une masse énorme de trajets et transports sont en dehors de cela inutiles, mais en plus impliquent de construire sans cesse de nouvelles voies de transport non sans dégâts. L'article se conclut ainsi : « Une lutte collective pour travailler moins serait la lutte la plus importante pour lutter contre la destruction de la planète ». Cette analyse nous semble devoir être mise à l'épreuve des faits. Pour cela, demandons-nous tout d'abord ce qu'est une grève.

Des salarié.es cessent le travail dans le cadre d'un rapport de force avec celles et ceux qui le commanditent, et qui fait de cette action une nécessité. Pourtant, sous ce terme générique se dissimule une diversité de situations spécifiques qui sont déterminantes pour l'évolution du rapport de force qui prend la forme d'une grève.

Voici la définition qu'a retenue l'université de Cornwell qui nous semble claire : « Arrêt temporaire du travail par un groupe de travailleurs afin d'exprimer un grief ou de faire valoir une revendication. Ce grief ou cette revendication peut être lié ou non au lieu de travail.

La première phrase de cette définition est fortement influencée par Peterson (Peterson, F. (1937), *Strikes in the United States: 1880-1936*, Washington: United States Department of Labor, p. 3), également utilisée par Hyman (Hyman, R. (1989), *Strikes*, Fourth Edition. London: Macmillan, p. 17). La seule différence que nous apportons à la première partie de cette définition est de remplacer « employés » par « travailleurs ».

Par ailleurs, cette définition permet de distinguer les grèves d'autres types d'actions :

Actions de travailleurs : « Action collective menée par un groupe de personnes en tant que travailleurs, mais sans arrêter leur travail, afin d'exprimer un grief ou de faire valoir une revendication. Ce grief ou cette revendication peut être lié ou non au lieu de travail. Une action

syndicale peut également être le fait d'un groupe de personnes n'agissant pas en tant que travailleurs, pour autant que la revendication centrale soit liée au lieu de travail.

Le critère déterminant est celui-ci: la grève est un arrêt de travail suivi par un groupe de travailleurs a du avoir lieu pour qualifier un événement de grève.

Après l'avoir défini, on en sait pas forcément plus sur la nature précise des différentes formes que peut prendre une grève. Nous reprenons ici les catégories posées par Parry Leung dans son article *Labor Activists and the New Working Class in China*, 2015, pp.161-2, à partir de ses recherches sur les grèves et le militantisme ouvrier dans le secteur de la bijouterie du sud de la Chine:

Grève de type I – *grève spontanée* : Action de masse spontanée par nature, sans organisateur ni préparation ; elle est dépourvue de planification stratégique et de représentants des travailleurs pour négocier avec la direction.

Grève de type II – *grève menée par des militants (action ponctuelle)* : Planifiée et organisée par une poignée de militants syndicaux et soutenue par l'ensemble des travailleurs ; négociations informelles entre la direction et les représentants des travailleurs, mais aucun accord formel n'est conclu. Les militants ouvriers sont confrontés à des représailles et à des licenciements peu de temps après une grève. Le noyau organisateur des militants est généralement dissous ou démantelé après une grève.

Grève de type III – *grève dirigée par des militants (avec un noyau dur de militants)* : La grève n'est pas un incident unique. Le noyau militant qui dirige la grève ou l'action de protestation a déjà eu l'occasion d'initier une ou plusieurs grèves. Le réseau du noyau militant des travailleurs est capable d'initier ou de soutenir des actions de grève de manière répétée. Le noyau militant est dirigé par des "quasi-leaders".

La grève de type III peut être divisée en deux sous-types :

Type IIIa – le noyau militant durable est un réseau militant inter-usines : Collaboration inter-usines des activistes ; la structure d'organisation des activistes peut être maintenue après l'action de grève, mais elle fonctionne à l'intérieur d'une usine particulière. Le noyau de militants est formé par des travailleurs militants de différentes usines.

Type IIIb – Le noyau militant durable est maintenu dans une usine particulière : Le noyau militant peut se maintenir et fonctionner à l'intérieur de l'usine après la grève, généralement grâce à l'élection de représentants des travailleurs pendant la grève et à des accords écrits formels après les négociations.

Grève de type IV – *grève dirigée par un leader* : Un mouvement syndical organisé, des actions inter-usines ou inter-régionales promouvant les intérêts de classe des travailleurs, peuvent présenter une vision claire du mouvement à la communauté des travailleurs. Les dirigeants du mouvement ont la résolution de mettre cette vision en pratique.

Cependant, nous ne retrouvons pas cette typologie précise dans notre recensement des grèves. A vrai dire, la classification se fait bien plus simplement, et la grève de type IV ne se présente pas du tout. Il n'y a semble-t-il tout simplement pas d'organisations syndicales qui mettent effectivement

en avant les intérêts de classe des travailleurs au-delà des secteurs où ils interviennent, parfois même seulement entre les usines.

Après avoir essayé de les classer selon les grèves spontanées et celles organisées par des syndicats, le déséquilibre entre les parties a été flagrant. En effet, la plupart des grèves qui ont eu lieu cette année ont été le fait et l'initiative de syndicats. En cause notamment, pour le cas des USA, le renouvellement des conventions collectives, des contrats, qui sont à chaque fois l'occasion de bras de fer, du moins de façade pour les grands syndicats. Ces « grandes grèves » bien encadrées par les syndicats ont défrayé la chronique et sont parvenues aux oreilles du « grand public ». On pense bien entendu à celles des acteurs d'Hollywood, ou aux négociations qui ont eu lieu dans le secteur automobile aux USA. L'autre principale raison de la centralité des syndicats provient de ce que les négociations ne sont pas relatives aux conditions de travail, mais aux salaires. Ceci provient d'une montée en flèche de l'inflation au niveau mondial. Cela n'exclut cependant pas que de nombreux mouvements initiés par les syndicats portent aussi sur les conditions de travail, et on songera ici aux infirmières au Canada ou aux USA.

La période après le COVID a été marquée par une inflation forte, provoquée notamment par les variations des prix de l'énergie provoquées par la guerre en Ukraine en Europe occidentale, mais aussi par une instabilité de l'écoulement et de la production de marchandises dues aux ruptures des chaînes d'approvisionnement consécutives au COVID. La période de 2021-2023 a été donc fortement marquée par des mouvements populaires contre l'augmentation des prix, autrement dit la réduction du panier de subsistance, la baisse, somme toute, du salaire réel. Des mouvements particulièrement forts ont eu lieu en Colombie, au Soudan et au Myanmar. En 2022, le Sri Lanka, le Bangladesh, le Panama et l'Équateur, entre autres, ont rejoint le mouvement. Depuis l'automne 2022, l'Iran et maintenant le Pérou.

Dans les années 1980, de nombreux théoriciens ont annoncé la fin de la classe ouvrière – paradoxalement parce qu'elle avait « trop bien réussi » sur le plan économique. Les salaires ont tellement augmenté que les enfants ont pu faire des études et qu'une « classe moyenne » est apparue dans un nombre croissant de pays. Mais les luttes ouvrières s'affaiblissaient et la contre-attaque était en marche (« néolibéralisme », mondialisation).

La crise de 2008 marque la fin de la croyance en un capitalisme victorieux qui crée une prospérité universelle et permet à la prochaine génération de s'élever socialement. Les « Food Riots » dans le Sud du monde en 2007/08, les soulèvements en Afrique du Nord en 2011, à Ferguson en 2014 et à Baltimore en 2015, les Gilets jaunes en France en 2018, le mouvement militant au Chili en 2019, etc. en sont l'expression. Aux États-Unis, en Europe de l'Est, en Turquie, au Moyen-Orient, au Kazakhstan, au Brésil, au Mexique, en Inde, en Chine et au Bangladesh, des grèves impressionnantes ont eu lieu durant la phase 2010-2019. Toutefois, en Chine, les luttes ouvrières ont massivement diminué depuis 2013/14. Les confinements suite aux COVID 19 ont marqué une pause dans cette évolution.

Lors de la pandémie, pour la première fois dans l'histoire, tout le monde a ressenti simultanément les effets des règles de quarantaine, des confinements, de la surcharge du système de santé, etc. Pour la première fois, nous avons dû agir de manière structurellement similaire dans le monde entier au cours du premier semestre 2020 – bien qu'il y ait eu de grandes différences dans la manière dont les gouvernements nationaux ont réagi à la pandémie. Pendant la pandémie, les contradictions du

capitalisme sont apparues au grand jour : exploitation des travailleurs « d'importance systémique », profits des entrepreneurs au détriment des infrastructures en ruine, espérance de vie en baisse pour la majeure partie de la population au milieu d'une médecine de pointe. Alors que dans certains pays, les restrictions liées à la pandémie ont permis de réprimer efficacement la lutte des classes (France, Chili), dans d'autres pays, elle a rapidement repris (États-Unis, Mexique). En Italie, les ouvriers de l'industrie ont mené des grèves pour obtenir des mesures de protection.

Dans la constellation qui a suivi la fin des confinements à partir du second semestre 2020 – chaînes d'approvisionnement rompues et pénurie de main-d'œuvre – s'est ajouté un nouveau rejet du travail – « Corona-Klarheit » dans les pays germanophones, « Big Quit » aux États-Unis, « La Grande Démission » en France, « Tangping » (« à plat ») en Chine. Soudain, la classe ouvrière leur échappe. C'est dans ce contexte qu'une vague de grèves se propage depuis 2021.

L'intérêt de classer les grèves entre organisées par les syndicats ou spontanées s'est aussi avéré peu utile pour parvenir à une lecture appropriée des motifs autour desquels les travailleurs se réunissent. Il a donc été opté pour les classer selon d'autres critères.

Sources

Au niveau international, les trotskystes effectuent bien ce travail, ainsi que les groupes libertaires. Le site labournet.de réunit de nombreuses sources diverses, mais bien souvent provenant de sources syndicales. Le site du WSWP du Socialist Equality Party (Quatrième internationale) réalise un travail de fond sur les trahisons syndicales et les comités de résistance des bases contre les directions. Les sites [passapalavra](http://passapalavra.org) pour le Brésil ou les sites de groupes anarchistes sont bien documentés mais bien souvent dans la langue d'origine et les articles ne sont pas relayés par d'autres groupes à l'international. Enfin, une source fiable est celle fournie par les sites informant les capitalistes sur les difficultés de circulation des marchandises qui sont notamment provoquées par des grèves ouvrières. La quasi totalité des textes réunis dans cet ouvrage a été traduite par l'auteur.

I-Faire respecter le droit

1) Base légale

Le droit de grève est reconnu en principe dans de nombreux pays et trouve son fondement dans la législation, la juridiction et la pratique nationales. Les régulations législatives des rapports salariés et les particularités de chaque système de négociation collective déterminent la manière dont la grève est réglementée.

La grève est un moyen à disposition des travailleurs ou des travailleuses afin de faire pression sur les employeurs publics ou privés en vue de promouvoir les intérêts économiques et sociaux des travailleuses et des travailleurs. Elle peut avoir des répercussions sur l'ensemble de l'économie d'un pays à court et à long terme.

Au niveau international, une controverse de longue date sur la réglementation du droit de grève est apparue au sein de l'Organisation internationale du travail (OIT), la principale agence des Nations unies chargée des questions sociales et des droits des employeurs, des travailleuses et des travailleurs. Le débat portait sur la manière dont le droit de grève a été largement interprété par la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations (CEACR) de l'OIT en tant qu'élément inhérent à la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, adoptée en 1949. Pendant de nombreuses années, les employeurs ont contesté l'extension par la CEACR de son propre mandat pour fournir des interprétations des conventions de l'OIT, en particulier les conventions 87 et 98, qui, selon les employeurs, ne contiennent ni ne reconnaissent implicitement un quelconque droit de grève. Ce débat a connu un tournant décisif lors de la Conférence internationale du travail de 2012, lorsque la Commission de l'application des normes (CAS) s'est trouvée dans une « impasse » en raison des divergences de vues entre le groupe des employeurs et le groupe des travailleurs et travailleuses sur le droit de grève.

En février 2015, après plusieurs tentatives infructueuses pour sortir de l'impasse, les groupes des travailleuses et des travailleurs et des employeurs se sont finalement mis d'accord sur une déclaration conjointe, dans laquelle ils affirment que « le droit des travailleurs et des employeurs de mener des actions syndicales pour soutenir leurs intérêts industriels légitimes est reconnu par les mandants de l'Organisation internationale du travail » et que cette reconnaissance exige que les groupes des travailleurs et des employeurs abordent une série de questions concernant le système de contrôle de l'OIT. Cette déclaration commune ne reconnaît pas que le droit de grève entre dans le champ d'application de la convention n° 87 de l'OIT. Le groupe des gouvernements a exprimé son avis sur la question dans une déclaration qui précise, entre autres, que « le droit de grève, bien qu'il

fasse partie des principes et droits fondamentaux au travail de l'OIT, n'est pas un droit absolu. La portée et les conditions de ce droit sont réglementées au niveau national ».

Ces deux déclarations ont permis de sortir de l'impasse et de relancer le travail de l'OIT. Depuis février 2015, un large éventail d'activités a été entrepris pour améliorer le fonctionnement du système de contrôle de l'OIT dans son ensemble. Lors des réunions du groupe de travail de l'OIE sur la politique des relations industrielles (IRPWG), les représentants des employeurs de différentes régions ont discuté du droit de grève. Il est apparu qu'il existe un niveau élevé d'incohérence entre les réglementations nationales sur le droit de grève et les avis non contraignants élaborés par la CEACR. Cela démontre que, si une norme « universelle » sur la grève et les limites de son exercice devait être établie au niveau international, les avis actuels de la CEACR ne fournissent pas un modèle valable pour toutes les réalités et applicable à tous les contextes.

Avant de dresser notre panorama, nous allons préciser les éléments suivants :

1. Réglementations
2. les conditions préalables à l'organisation d'une grève légale
3. les restrictions à la grève
4. les effets de la grève
5. les services essentiels et minimaux

Ce texte a été élaboré à partir d'un document de l'OIE, qui a été établi à partir d'un questionnaire auquel 41 organisations d'employeurs ont répondu. Nous pouvons de cette manière avoir une masse d'informations suffisante pour définir l'éventail et la variété des réglementations entre les pays, les régions, les modèles de relations industrielles et les réalités historiques. Le présent document vise à présenter les réglementations, l'exercice et les implications de la grève dans les pays des fédérations membres de l'OIE. Les différences sont importantes entre le secteur privé et le secteur public. Toutefois, par souci de simplicité, **seules les grèves du secteur privé sont prises en compte.**

Réglementations

Le premier élément examiné est la base juridique de l'exercice de la grève. Il convient de noter qu'entre les deux extrêmes que sont la réglementation détaillée en **Australie** et l'absence totale de règles en **Belgique**, il existe de nombreuses nuances intéressantes. Lorsque la grève est considérée comme un droit, qu'elle soit individuelle ou collective, un cadre juridique peut exister dans la constitution nationale, la législation nationale, la jurisprudence et les conventions collectives.

Tout d'abord, tous les pays ne reconnaissent pas ouvertement l'action syndicale parmi les droits des travailleuses et des travailleurs. Par exemple, au **Royaume-Uni**, il n'existe pas de droit de grève

spécifique : d'autres voies légales permettent aux travailleuses et aux travailleurs d'exercer leur capacité à mener des actions syndicales ; une grève est considérée comme une rupture du contrat de travail, qui peut être exercée en cas de litige sur les conditions de travail. De même, en **Australie**, on parle d'« action industrielle protégée » plutôt que de droit de grève, ce qui signifie qu'il n'existe pas de droit de grève en soi et qu'une action industrielle peut être entreprise sous certaines conditions et dans un cadre spécifique pour régler un conflit sur le lieu de travail concernant les conditions de travail. Dans les deux pays, l'action syndicale doit être exercée collectivement ².

Dans les pays ayant des traditions de droit civil, ou dans lesquels l'État exerce un niveau élevé d'ingérence dans les négociations collectives, le droit de grève est plus susceptible d'être codifié - souvent reconnu dans la Constitution et d'être exercé dans les limites déterminées par la loi. C'est le cas en **Algérie** ³, en **Bolivie** ⁴, au **Brésil** ⁵, au **Cambodge** ⁶, au **Chili** ⁷, en **Colombie** ⁸, au **Costa Rica** ⁹, en **Croatie** ¹⁰, à **Djibouti** ¹¹, en **République dominicaine** ¹², en **France** ¹³, au **Guatemala** ¹⁴, au **Japon** ¹⁵, au **Mexique** ¹⁶, en **Namibie**, au **Panama** ¹⁷, au **Pérou** ¹⁸, en **Espagne** ¹⁹, en **Suède**, en **Suisse** ²⁰ et en **Turquie** ²¹. Dans de nombreux autres pays, le droit de grève n'est pas inscrit dans la Constitution, mais les lois et la jurisprudence jouent un rôle important dans la définition des modalités du droit de grève. C'est le cas au **Pakistan** ²², en **Thaïlande** ²³, à

2 <http://www.fairwork.gov.au/Employee-entitlements/industrial-action-and-union-membership/industrial-action>

3 Loi n°90-02 du 6 Février 1990 relative à la prévention et au règlement des conflits collectifs de travail et à l'exercice du droit de grève.

4 Article 53 de la Constitution et réglementé par la loi générale sur le travail et son décret d'application.

5 Article 9 de la Constitution fédérale et loi n° 7783/89

6 Article 37 de la Constitution et articles 318-321 et 337 de la loi sur le travail.

7 Article 19 de la Constitution (le reconnaissant indirectement) articles 345 à 363 du Code du travail.

8 Article 56 de la Constitution.

9 Article 61 de la Constitution et réglementé par le Code du travail.

10 La Constitution croate et la loi sur le travail.

11 Article 15 de la Constitution et réglementé par le Code du travail (Chapitre III - Règles relatives aux conflits collectifs).

12 Article 62.6 de la Constitution dominicaine et Code du travail.

13 Préambule de la Constitution française, alinéa 7 de la Constitution du 27 octobre 1946 : "Le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent " repris dans la Constitution du 4 octobre 1958 et l'article L2511-1 du code du travail.

14 Articles 104 et 116 (grève dans le secteur public) de la Constitution, du code du travail et de la loi sur la grève dans le secteur public (Ley de Sindicalización y Regulación de la Huelga de los Trabajadores del Estado).

15 Trade Union Act

16 Article 123 de la Constitution mexicaine et loi fédérale sur le travail (articles 440-441).

17 Article 65 de la Constitution du Panama et chapitre IV du Code du travail ("Droit de grève").

18 Articles 28 et 42 de la Constitution péruvienne et loi sur les relations industrielles (Título IV del Decreto Supremo N° 010-2003-TR, Texto Único Ordenado de la Ley de Relaciones Colectivas de Trabajo; y por su Reglamento, el Decreto Supremo N° 011-92-TR).

19 Article 28.2 de la Constitution espagnole (1978) et décret royal 17/1977 sur les relations de travail. Ce décret a ensuite été modifié en plusieurs endroits et interprété par le Tribunal constitutionnel.

20 L'article 28.3 de la Constitution énonce les principes permettant de déclarer une grève licite. Ces principes ont été interprétés par le Tribunal fédéral. La possibilité d'entreprendre une grève (et un lock-out) découle de la liberté d'association. L'article 28.3 stipule que "La grève et le lock-out sont autorisés s'ils ont trait aux relations de travail et s'ils ne contreviennent pas aux exigences du maintien de relations de travail pacifiques ou de la conduite d'une procédure de conciliation". Selon la doctrine dominante, la Constitution garantit un "quasi-droit", puisque la possibilité de recourir à la grève n'est autorisée que si les conditions fixées à l'article 28.3 de la Constitution sont respectées.

21 Article 54 de la Constitution turque et 11e section (articles 58 à 76) de la loi sur les syndicats et les conventions collectives n° 6356 du 7 novembre 2012.

22 Section 2 (xxx) du Industrial Relations Act de 2012.

23 Labour Relations Act.

Trinité-et-Tobago ²⁴, au **Venezuela** ²⁵ et en **Zambie**. Au **Costa Rica**, les tribunaux nationaux et la Cour constitutionnelle ont détaillé certains des critères de base pour l'exercice de la grève, par exemple dans les services essentiels.

En **France**, c'est la jurisprudence, plus que la loi elle-même, qui a déterminé les conditions d'exercice des actions de grève légales. La jurisprudence a un poids similaire en Allemagne, où les réglementations relatives aux conflits du travail découlent de la jurisprudence, en particulier des décisions de la Cour fédérale du travail.

Au **Danemark**, on se réfère aux principes du "droit d'entreprendre une action industrielle" et de l'"obligation de paix" plutôt qu'à un droit de grève exprimé et établi. Dans ce cas, le système de négociation collective et les principales organisations du marché du travail influencent directement la manière dont l'action collective est exercée, étant donné que l'action syndicale n'est fondamentalement qu'un outil juridique dans la lutte pour les conventions collectives. La principale source de réglementation des grèves officielles, de celles exercées dans le respect des exigences de base et de l'obligation de paix réside dans les conventions collectives et la jurisprudence du tribunal du travail ; les règles directrices de base pour l'action collective se trouvent dans l'accord général entre la Confédération des employeurs danois (DA) et la Confédération danoise des syndicats (LO), qui contient la reconnaissance mutuelle des intérêts des deux parties, ainsi que certaines règles sur les conflits du travail, les grèves, les lock-out et l'obligation de paix. La loi ne contient des exigences que lorsque l'action syndicale concerne des entreprises étrangères qui détachent des travailleuses et des travailleurs au Danemark. En **Norvège**, la législation régissant les actions de grève est complétée par la convention (collective) de base. En **Croatie**, les conventions collectives de certaines catégories de travailleuses et de travailleurs introduisent une réglementation de la grève.

Au **Canada**, le droit de grève est reconnu et réglementé par la législation sur les relations de travail et les tribunaux administratifs. Il n'a pas été considéré comme un droit constitutionnel fondamental, étant donné que la constitution reconnaît la liberté d'association et ne fait pas explicitement référence à la grève. Toutefois, une décision récente de la Cour suprême a considéré le droit de grève comme un droit évolutif et, par conséquent, comme faisant partie des garanties de la liberté d'association ²⁶.

Le droit de grève est principalement un outil collectif (**Algérie, Bolivie, Brésil, Cambodge, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Danemark, République dominicaine, Djibouti, Finlande, Allemagne, Japon, Mexique, Namibie, Norvège, Panama, Pérou** ²⁷, **Suède, Suisse, Thaïlande, États-Unis, Uruguay, Zambie**).

Toutefois, il existe des pays où le droit de grève est individuel, ce qui signifie qu'un seul travailleur peut exercer le droit de défendre ses intérêts, aux dépens de l'employeur, mais aussi potentiellement au détriment d'autres travailleuses et travailleurs et de la société dans son ensemble. En **Belgique**, il n'existe pas de loi sur le droit de grève ; un arrêt de 1981 de la Cour de cassation belge a reconnu

24 Sections 60-63 du Industrial Relations Act (IRA).

25 Articles 472 et 486 de la LOTTT - Droit général du travail (Ley Orgánica del Trabajo, los Trabajadores y las Trabajadoras).

26 Affaire Saskatchewan : Federation of Labour contre Saskatchewan, SKCA 43 du 26 avril 2013.

27 Loi sur les relations industrielles (Article 72 du décret suprême No. 010-2003-TR.2003, Texto unico Ordenado de la Ley de Relaciones Colectivas de Trabajo).

que toutes les actions de grève sont possibles puisque le droit de grève est un droit individuel que le travailleur peut exercer en cessant simplement de travailler.

En **Uruguay**, la grève est un droit collectif en vertu de la Constitution (article 57), mais il existe peu de réglementation sur l'action syndicale en général ²⁸. Selon la doctrine, chaque travailleur jouit de ce droit et prend la décision de participer ou non à une action syndicale. Au **Guatemala** et en **France**, on parle d'un droit individuel à exercer collectivement (au **Guatemala**, un minimum de trois travailleuses ou travailleurs est nécessaire pour déclencher une grève). Il en va de même en **Croatie**.

Au **Venezuela**, il s'agit également d'un droit individuel, mais la liste des revendications à l'origine du conflit collectif doit être présentée par les syndicats, sauf dans les entreprises non syndiquées. Depuis la réforme de 2012, le syndicat qui présente le cahier de revendications ne doit pas nécessairement être le plus représentatif de l'entreprise.

En **Croatie**, au **Danemark**, en **Norvège**, au **Pakistan** et en **Suisse**, la grève va de pair avec la possibilité pour les employeurs de recourir au lock-out.

Restrictions du droit de grève en Ukraine: une nouvelle offensive

Les nouvelles dispositions sur le droit de lock-out en Ukraine réduisent le nombre de personnes autorisées à faire grève, la durée de la grève et prévoient des amendes.

« Les syndicats ukrainiens protestent contre l'inclusion de dispositions relatives au lock-out dans les articles 48-52 du projet de loi sur les conflits collectifs du travail, actuellement en discussion au Parlement ukrainien. Les dispositions relatives au lock-out, qui donneraient plus de pouvoir aux employeurs et réduiraient les droits des travailleurs, sont contraires à la Constitution ukrainienne et aux normes internationales du travail.

L'inclusion des dispositions relatives au lock-out légitimerait le droit des employeurs de décréter des lock-out et réduirait à néant tous les progrès réalisés lors des grèves. En cas d'atteinte à la propriété, la grève pourrait être considérée comme illégale et l'employeur pourrait obtenir une compensation. Les droits des travailleurs ne sont pas renforcés par ces dispositions, car le nombre de travailleurs pouvant légalement faire grève pourrait être limité à trois ou cinq personnes au maximum. Une grève d'avertissement ne peut être organisée qu'une seule fois et ne peut durer que 60 minutes pendant toute la durée d'un conflit du travail.

Grèves d'enseignants au Massachussets

Toutes les grèves d'enseignants dans le Massachussets depuis 2019 ont été déclarées illégales. À chaque fois, les villes et les communes ont fait appel aux tribunaux pour obtenir des amendes massives se chiffrant en centaines de milliers de dollars. Avant même le début de la grève,

28 Loi n° 18.566.

le comité scolaire de Newton avait déposé une requête auprès du département des relations de travail de l'État pour mettre fin à la grève et punir les enseignants s'ils décidaient de débrayer. Un juge de l'État peut émettre une injonction pour que les enseignants retournent au travail.

Prérequis légaux pour appeler à la grève

Cette section vise à identifier les conditions à remplir avant qu'une grève légale puisse être déclenchée, en termes de motifs pouvant justifier une action de grève, mais aussi d'exigences en matière de conciliation et d'information précédant l'exercice de la grève, ainsi que de seuils de vote pour les grévistes. Dans de nombreux pays, la légalité d'une grève est associée au droit de négociation collective.

En **Allemagne**, par exemple, une grève n'est légale que si l'objectif est de parvenir à une convention collective. Le syndicat concerné ne peut déclencher une grève qu'en dernier recours et lorsque les négociations en vue de conclure une convention collective ont échoué. Par conséquent, la grève doit poursuivre un objectif réglementé par une convention collective. Il en va de même en **Turquie** et en **Suisse**, mais dans ces pays, deux conditions supplémentaires doivent être respectées : l'obligation de maintenir la paix sociale et le respect du principe de proportionnalité. La grève doit être organisée par un syndicat. Les grèves organisées par des travailleuses et des travailleurs individuels sont illégales. De même, en **Norvège**, l'arrêt de travail peut être exercé en cas de renégociation de la convention collective, ou s'il n'y a pas de convention collective en vigueur et que les travailleuses et les travailleurs visent à établir la convention. C'est également le cas en **Australie**, au **Danemark**, en **Finlande** et en **Islande**. Au **Canada**, les grèves sont également strictement liées à la négociation collective et se produisent généralement lorsque la convention collective a expiré.

Au **Chili**, le droit de grève ne peut être exercé que si les négociations d'une convention collective échouent et a) si le conflit ne fait pas l'objet d'un arbitrage obligatoire défini par la loi ou convenu par les parties, b) si la date du vote sur la grève est antérieure à l'expiration de la convention collective (au moins cinq jours). De même, au **Brésil**, la grève est possible si les négociations échouent et si les parties ne recourent pas à l'arbitrage. En **Nouvelle-Zélande**, les grèves et les lock-out ne sont légaux que s'ils visent à établir ou à renouveler une convention collective, ou si une question liée à la santé et à la sécurité est en jeu (par exemple, lorsque le retrait du travail est nécessaire pour éviter un préjudice ou un décès). La grève ou le lock-out sont illégaux si le conflit est lié à l'application ou à l'interprétation d'une convention collective en vigueur ou à un grief personnel. Certaines exigences spécifiques sont établies dans chaque pays. En **Croatie**, la grève doit être annoncée par écrit et indiquer les motifs de la grève, le lieu, la date et l'heure de son début, ainsi que le type d'arrêt de travail organisé. En **République dominicaine**, la grève doit être notifiée par écrit au ministère du travail et cette notification doit contenir, entre autres, la raison pour laquelle la grève est déclarée (pour résoudre un conflit collectif sur les intérêts économiques et sociaux des travailleuses et des travailleurs - mais pas pour une augmentation de salaire) ; et une déclaration indiquant que la conciliation a échoué et que l'arbitrage n'a pas été choisi.

Au **Mexique**, la grève est légale et peut être exercée par un syndicat reconnu qui a) vise à rétablir l'équilibre entre les différents facteurs de production (par exemple, lorsqu'une situation économique spécifique a affecté l'équilibre entre les salaires et le coût de la vie, ou lorsqu'il y a une dévaluation significative de la monnaie) b) vise à signer/réviser/appliquer la convention collective ou l'"accord par la loi" ("contrato ley" - c'est-à-dire une convention collective qui est applicable erga omnes aux travailleuses et travailleurs du secteur) ; c) vise à réviser l'échelle des salaires ou d) vise à protester contre l'employeur qui ne respecte pas les exigences légales en matière de participation aux bénéfices de l'entreprise.

Au **Panama**, la grève a lieu s'il existe un conflit collectif, c'est-à-dire : a) un conflit juridique et légal ("de derecho") ou b) un conflit économique et d'intérêts. Le premier type de conflit, qui porte sur l'application ou l'interprétation de la loi et d'autres questions similaires, peut être soumis aux tribunaux et/ou aux mécanismes de conciliation. Le second type de conflit, qui concerne une convention collective, peut être soumis directement aux employeurs pour un accord bilatéral ou au ministre du travail pour une tentative de conciliation. La grève peut être organisée pour conclure ou renouveler une convention collective.

En **Espagne**, la grève doit être déclenchée par un syndicat, par des représentants des travailleuses et des travailleurs ou par un groupe de travailleuses et de travailleurs. Un comité de grève doit être établi avec un maximum de 12 représentants. Ce comité participera aux négociations et sera chargé d'assurer la fourniture de services minimums.

A **Trinité-et-Tobago**, une grève peut être légalement déclenchée si : elle trouve son origine dans un "conflit d'intérêts" (pour la négociation d'une nouvelle convention collective) ; une procédure de conciliation a été tentée par le ministre du travail ; le délai de préavis a été respecté.

Au **Royaume-Uni**, bien qu'il n'existe pas de droit de grève spécifique, des immunités statutaires sont accordées dans les cas où l'action entreprise s'inscrit dans le cadre

d'un conflit professionnel²⁹ et que les procédures correctes concernant le scrutin et la notification aux employeurs sont suivies.

Au **Venezuela**, le syndicat qui organise la grève doit annoncer publiquement l'existence d'un conflit du travail. Ce faisant, il doit présenter par écrit le cahier de revendications (« pliego de peticiones ») et le déposer à l'Inspection du travail, qui peut admettre et donc valider l'action de grève à deux conditions : s'il est impossible d'obtenir un accord avec l'employeur, ou si l'employeur n'a pas respecté ses obligations. À partir de l'admission des revendications, 120 heures doivent s'écouler

²⁹ Ce qui constitue un "conflit professionnel" est défini dans la loi de 1992 sur les syndicats et les relations de travail (consolidation). Un conflit professionnel est "un différend entre employeurs et travailleuses et travailleurs, ou entre travailleurs/travailleuses et travailleurs/travailleuses, lié à l'une ou plusieurs questions suivantes : (a) les termes et conditions d'emploi, ou les conditions physiques dans lesquelles les travailleurs et travailleuses doivent travailler ; (b) l'engagement ou le non-engagement, ou la résiliation ou la suspension de l'emploi ou des fonctions de l'emploi, d'un ou de plusieurs travailleurs ; (c) la répartition du travail ou des fonctions de l'emploi entre les travailleurs ou les groupes de travailleurs ; (d) les questions de discipline ; (e) l'appartenance ou la non-appartenance à un syndicat de la part d'un travailleur ; (f) les facilités accordées aux fonctionnaires des syndicats ; et (g) les mécanismes de négociation ou de consultation, et autres procédures, concernant l'une quelconque des questions susmentionnées, y compris la reconnaissance par les employeurs ou les associations d'employeurs du droit d'un syndicat de représenter les travailleurs et les travailleuses dans toute négociation ou consultation de ce genre ou dans la mise en oeuvre de ces procédures".

avant que la grève puisse être lancée. Dans les 24 heures qui suivent l'introduction de la liste, l'inspection du travail doit informer l'employeur. La liste des revendications doit être accompagnée d'une énumération des services minimaux à garantir pendant la grève.

En **Belgique**, c'est la convention collective unique qui détermine les conditions préalables au déclenchement d'une grève, telles que le délai de préavis obligatoire, l'obligation de passer par une conciliation préalable, l'obligation de maintenir la paix pendant la durée de validité de la convention collective, etc. Toutefois, ces conditions ne sont pas facilement applicables en raison de l'absence de personnalité juridique des syndicats et du fait que l'employeur ne peut poursuivre le(s) travailleur(s) que pour abus de droit. Aux **États-Unis**, il n'y a pas d'exigences légales strictes pour le déclenchement d'une grève, à moins que cela ne soit stipulé dans la convention collective.

Dans plusieurs pays, la conciliation doit être tentée avant d'appeler à la grève. C'est le cas notamment de l'**Algérie** (inspection du travail), de la **Bolivie** (avec l'avis du bureau de conciliation et seulement après qu'une sentence a été rendue par le tribunal arbitral), du **Brésil**, du **Costa Rica**, de **Djibouti** (inspection du travail suivie du comité d'arbitrage), de la **République dominicaine**, du **Guatemala** (tribunal de conciliation), de l'**Islande** (fonctionnaire d'État chargé de la conciliation et de la médiation), **Maurice** (résolution volontaire des conflits par la Commission de conciliation et de médiation), **Mexique**, **Namibie** (procédures nationales de médiation et de conciliation), **Panama**, **Espagne** (Autorité du travail), **Suisse**, **Thaïlande** (conciliateur), **Turquie** (médiateur officiel nommé par la Direction générale du travail), **Uruguay** (ministère du Travail et de la Sécurité sociale) et **Zambie**.

En **Norvège**, une fois que la négociation de la convention collective a échoué, les parties doivent se soumettre à une procédure de médiation obligatoire menée par le médiateur national (un fonctionnaire de l'État). Au **Canada**, chaque province détermine les règles de la tentative préalable de conciliation.

Au **Cambodge**, la procédure de conciliation joue un rôle fondamental. La grève étant un dernier recours à n'exercer "que lorsque toutes les méthodes pacifiques de règlement du conflit avec les employeurs ont été essayées", le conflit collectif doit faire l'objet d'une procédure de règlement, consistant en une conciliation avec l'inspecteur du travail de la province ou de la municipalité des parties, suivie d'une procédure d'arbitrage devant le Conseil d'arbitrage. Lorsque la décision est rejetée par l'une des parties, le recours à la grève est autorisé.

La conciliation est également essentielle au **Pakistan**. La procédure est la suivante : a) après avoir été informé du conflit du travail par un syndicat agent de négociation collective, l'employeur tente de régler le différend par des négociations bilatérales. Un protocole d'accord peut être signé ; c) en cas d'échec des négociations bilatérales, l'agent peut déposer un préavis de grève, dont une copie doit être envoyée au conciliateur régional ; d) le conciliateur régional propose un règlement ; e) en cas d'échec de la conciliation, les deux parties peuvent convenir conjointement de soumettre le litige à un arbitre. La sentence de l'arbitre est définitive ; f) si aucun accord n'est trouvé au cours de la procédure de conciliation et que les parties au conflit n'acceptent pas de soumettre l'affaire à l'arbitrage, les travailleuses et les travailleurs peuvent se mettre en grève. Au **Chili**, dans les quatre jours suivant l'accord de grève, les parties à la négociation peuvent soumettre une demande de médiation obligatoire à l'inspection du travail. La grève commence immédiatement après que la médiation s'est avérée impossible. À tout moment, les parties peuvent volontairement soumettre les

instances de négociation collective à l'arbitrage. De même, en **Colombie**, les parties peuvent soumettre la question à un mécanisme de conciliation ou d'arbitrage de leur choix. Une commission spéciale, la "Commission permanente de coordination des politiques salariales et de l'emploi" (Comisión de Concertación de Políticas Salariales y Laborales) de l'État, aide généralement les parties à trouver une solution. Si la conciliation échoue, les parties peuvent déclarer la grève ou transmettre le litige à un conseil d'arbitrage, mais il n'y a pas d'autre intervention de l'autorité publique.

Au **Pérou**, les parties peuvent soumettre une demande de conciliation ou de médiation à l'autorité du travail lorsque les négociations échouent, mais cette même autorité peut également entamer de manière autonome le processus de conciliation si nécessaire. Le différend peut être soumis à l'arbitrage à tout moment. Au **Panama**, lorsque la tentative de conciliation a échoué, le syndicat peut opter pour une procédure d'arbitrage ou déclarer la grève.

En **Finlande**, une procédure de conciliation commence lorsque le syndicat a notifié par écrit l'arrêt de travail au conciliateur national et aux autres parties de la grève (deux semaines avant le déclenchement de la grève). Les grèves de sympathie et les grèves politiques ne sont pas soumises à ces exigences. Au **Danemark**, dans la pratique, un médiateur public tente de trouver un terrain d'entente en vue d'établir ou de renouveler la convention collective. En cas de conflit constituant une violation de l'obligation de paix, il incombe généralement aux partenaires sociaux de résoudre la situation.

L'information directe de l'employeur au sujet de la grève est courante dans tous les pays où le questionnaire a été rempli. Dans certains pays, l'information préalable de l'employeur n'est pas une exigence générale. La situation concernant les exigences en matière d'information et les délais de préavis est la suivante :

Dans de nombreux pays étudiés, les actions de grève sont illégales lorsqu'elles portent atteinte à la propriété industrielle ou à des individus, ou lorsqu'elles visent à empêcher les non-grévistes de travailler. C'est le cas en **Bolivie**, au **Cambodge**, au **Chili**, en **Colombie**, au **Costa Rica**, en **République dominicaine**, en **France**, au **Mexique** et au **Venezuela**.

Restrictions du recours à la grève

Cette section donne un aperçu des restrictions à l'action de grève, pour des raisons politiques, pour des raisons de solidarité (grèves de sympathie) et pendant la durée de validité d'une convention collective. Il thématise les restrictions légales, sans prendre en compte les contraintes réelles qui pèsent sur les travailleuses et les travailleurs et qui les amènent à ne pas entrer en grève. Ces contraintes subjectives, qui se traduisent notamment par la crainte, ne sont pas forcément dissociables de contraintes objectives, qui en sont la condition : la nature du contrat de travail, la répression judiciaire, économique ou

Les grèves politiques ne sont autorisées en **France** que si elles visent, parmi les objectifs généraux, à exprimer une « revendication sociale ». L'objectif principal des grèves politiques étant de critiquer la politique du gouvernement, les tribunaux français ont estimé que les grèves ne représentaient plus un soutien à des revendications professionnelles et les ont donc jugées illégales. En **Norvège**, la motivation politique peut justifier des actions de grève, mais ces grèves sont généralement d'une durée limitée (de deux à huit heures). Les grèves politiques sont également autorisées en **Finlande**, en **Belgique** et au **Pakistan**.

Les grèves sont autorisées pour l'acquisition et la protection d'intérêts liés aux conditions de travail, mais pas pour des raisons purement politiques en **Algérie**, au **Cambodge**, au **Chili**, en **Colombie**, au **Costa Rica**, au **Danemark**, à **Djibouti**, en **République dominicaine**, en **Allemagne**, au **Guatemala**, en **Islande**, au **Japon**, en **Namibie**, au **Pérou**, en **Espagne**, en **Suisse**, en **Thaïlande**, en **Uruguay** (selon la doctrine) et au **Venezuela**.

Une restriction générale des grèves de solidarité existe en **Algérie**, en **Australie**, en **Bolivie**, au **Canada**, au **Costa Rica**, à **Djibouti**, au **Guatemala**, au **Japon**, à **Maurice**, en **Namibie**, au **Pérou**, en **Thaïlande**, au **Royaume-Uni** et en **Zambie**.

En **Norvège**, au **Danemark**, en **Finlande** et en **Islande**, les grèves de sympathie ne sont légales que lorsque la grève principale est légale. En **Allemagne**, des décisions judiciaires récentes justifient les grèves de soutien aux travailleuses et aux travailleurs d'autres régions ou d'autres secteurs industriels. En Espagne, la Cour constitutionnelle a considéré que les grèves de solidarité étaient légales dans certains cas où il existe une convergence minimale d'intérêts entre les groupes de travailleuses et de travailleurs concernés. En **Suède**, les grèves de solidarité sont autorisées, même lorsque la convention collective est en vigueur.

Les grèves de sympathie sont également légales en **Belgique**, en **Croatie** (appelées grèves de solidarité), au **Mexique** (mais peu fréquentes), au **Panama**, ainsi qu'aux **États-Unis** et au **Venezuela**. Une grève de soutien aux travailleuses et aux travailleurs en dehors des frontières du pays est légitime en **France**, en **Islande**, en **Norvège** et en **Suède**.

L'obligation de maintenir la paix sociale pendant la durée de validité de la convention collective est établie en **Australie**, en **Belgique** (lorsqu'elle est incluse dans la convention collective et uniquement pour les questions incluses dans la convention collective). Toutefois, étant donné l'absence de personnalité juridique des syndicats en **Belgique**, l'obligation de paix sociale repose sur la confiance. C'est également le cas en **Allemagne**, au **Cambodge**, au **Canada**, au **Costa Rica**, en

Croatie (elle fait généralement partie de la convention collective elle-même), au **Djibouti**, au **Guatemala**, en **Islande**, au **Japon** (mais elle n'est pas incluse dans toutes les conventions collectives), à **Maurice**, en **Norvège**, en **Namibie**, au **Pérou**, en **Suède** (mais pas pour les grèves de solidarité), en Suisse (uniquement pour les thèmes inclus dans la convention collective), en **Turquie**, en **Uruguay** (uniquement pour les thèmes contenus dans la convention collective), aux **États-Unis** (lorsqu'elle est incluse dans la convention collective) et en **Zambie**.

En **Finlande**, la loi sur les conventions collectives de 1946 prévoit que "pendant la durée de validité d'une convention collective, les parties à la convention collective doivent s'abstenir de toute action hostile à l'encontre de la convention collective dans son ensemble ou de l'une de ses dispositions particulières". Il en va de même au **Danemark**, où une obligation de paix sociale est incluse dans la convention principale entre DA et LO (les confédérations des employeurs et des syndicats), ainsi que dans de nombreuses autres conventions collectives à un niveau de négociation inférieur. En **Algérie**, les parties ont inclus une clause de paix sociale dans leur pacte économique et social. Par ailleurs, au **Royaume-Uni**, il n'existe pas d'obligation de paix sociale absolue pendant la durée de validité de la convention collective. Aucune clause de paix sociale n'existe en tant que telle au **Chili** ou au **Brésil**, tandis qu'au **Panama**, il existe une obligation de maintenir la grève sous forme d'action pacifique. En **France**, une obligation de paix serait illégale, car aucune convention collective ne peut imposer aux travailleuses et aux travailleurs une obligation contraire à un droit garanti par la Constitution.

Les actions de grève sont plus susceptibles de se produire au niveau du secteur ou de l'entreprise. Toutefois, les grèves nationales sont autorisées en **Croatie**, au **Brésil** et en **Uruguay**. En **Suisse**, elles se produisent à la fois au niveau national et sectoriel. Au **Cambodge**, ainsi qu'en **République dominicaine**, un arrêt de travail ne peut avoir lieu qu'au sein de l'entreprise³⁰. Au **Panama**, les grèves nationales et sectorielles ne sont pas autorisées (à l'exception des secteurs énumérés par la loi).

30 Article 318 de la Labour Law.

Les effets de la grève

Cette partie se concentre sur les effets de la participation à une grève légale ou illégale sur le contrat de travail, les conséquences des grèves illégales pour le syndicat (pour ne pas avoir respecté les exigences légales) et le rôle des autorités publiques lors d'une grève.

La grève est largement légalisée en **Belgique**, de sorte que les travailleuses et les travailleurs qui y participent ne s'exposent à aucune conséquence négative, à moins que l'employeur ne décide de déposer une plainte pour abus de procédure. Les conséquences pour les travailleuses et les travailleurs qui participent à l'arrêt de travail sont variées, allant d'une suspension du contrat de travail pendant la grève en **Algérie**, en **Bolivie**, au **Brésil**, au **Cambodge**, au **Canada**, au **Chili**, en **Colombie**, à **Djibouti**, en **République dominicaine**, en **France**, en **Allemagne**, au **Guatemala**, en **Islande**, au **Japon**, en **Nouvelle-Zélande**, en **Namibie**, en **Norvège**, au **Pérou**, en **Espagne**, en **Suède**, en **Suisse**, en **Turquie**, en **Uruguay** et au **Venezuela**, **Suisse**, **Turquie**, **Uruguay**, **Venezuela** et **Zambie**, à une rupture du contrat de travail au **Danemark**, où les accords bilatéraux signés pour suspendre les grèves légales incluent normalement des clauses de réintégration des travailleuses et des travailleurs concerné.es, tandis que les grèves exercées en violation de l'obligation de paix sont considérées comme une rupture du contrat de travail. Au **Royaume-Uni**, les grévistes rompent techniquement les termes de leur contrat de travail et n'ont donc pas droit à un salaire ou à une pension. Toutefois, d'autres avantages, tels que l'assurance médicale privée, sont maintenus à de rares exceptions près. La protection contre le licenciement est garantie aux grévistes pendant les 12 premières semaines de l'action. Cela signifie qu'il y a effectivement une suspension du contrat de travail pendant l'action collective.

En règle générale, l'employeur ne verse aucun salaire aux grévistes pendant l'action collective : c'est le cas en **Algérie** (sauf accord contraire des partenaires sociaux), au **Brésil**, au **Cambodge**, au **Chili**, en **République dominicaine**, en **France**, à l'île **Maurice**, en **Nouvelle-Zélande**, au **Pérou** et en **Espagne**. Toutefois, les syndicats versent un certain montant dans certains pays, par exemple en **Belgique** (30 EUR par jour), au **Canada** (les syndicats utilisent un fonds spécial établi avec les cotisations syndicales pour fournir aux travailleuses et aux travailleurs une allocation et inclure également des prestations sociales et de santé), au **Danemark** (fonds de grève - si la grève est légale), en **Finlande** (le syndicat fournit aux travailleuses et aux travailleurs une allocation journalière exonérée d'impôt pour les grèves légales et illégales). Ces pratiques se retrouvent aussi occasionnellement en **France**. D'un point de vue fiscal, il n'y a pas de différence entre les grèves légales et illégales, l'**Allemagne** (fonds de grève), l'**Islande**, le **Japon** (fonds de grève), la **Namibie**, la **Norvège**, la **Suède**, la **Suisse** (fonds), la **Thaïlande**, la **Turquie**, l'**Uruguay** et les **États-Unis**.

Dans certains pays, la loi, la jurisprudence ou la pratique permettent aux grévistes de conserver leur salaire pendant la durée de l'action syndicale. C'est le cas au **Brésil**, en **Bolivie**, au **Costa Rica** (si le tribunal détermine que la grève a été causée par le comportement de l'employeur), au **Guatemala**, en **Équateur**, au **Mexique** (si le tribunal du travail détermine que la grève a été causée par le comportement de l'employeur, mais en aucun cas pour les grèves de sympathie), et en **Zambie**. Au **Panama**, les grévistes ont également droit à un salaire, si la grève est déclarée imputable à

l'employeur. La loi établit les cas dans lesquels le comportement de l'employeur est considéré comme la cause de la grève.

Dans certains pays, il est courant de conclure des accords de fin de grève qui prévoient le versement d'un salaire aux grévistes. C'est le cas au **Brésil**, en **Côte d'Ivoire**, au **Mexique**, au **Sri Lanka** et au **Venezuela**.

Grèves illégales

Dans le cas de grèves illégales, le syndicat est responsable des dommages et possède une personnalité juridique dans la majorité des pays recensés ici. C'est le cas en **Algérie**, au **Brésil**, au **Canada**, en **Colombie**, au **Costa Rica**, en **Croatie**, au **Danemark**, à **Djibouti**, en **République dominicaine**, en **France** (dans les situations où le syndicat a participé au comportement criminel des grévistes et l'a soutenu), en **Allemagne**, au **Guatemala** (où les membres du conseil d'administration du syndicat sont responsables des dommages si une infraction au code du travail peut être prouvée), en **Islande**, au **Japon**, en **Norvège**, au **Pérou** (uniquement s'il s'agit d'une association enregistrée), en **Suède**, en **Turquie** (s'il n'y a pas de décision d'un syndicat représentatif d'appeler à une grève légale), en **France** (dans les situations où le syndicat a participé aux agissements criminels des grévistes et les a soutenus).

Les travailleuses, les travailleurs ou les responsables syndicaux directement impliqués dans la grève sont désignés responsables des dommages résultant d'actes individuels de travailleuses, de travailleurs ou de responsables syndicaux), en **Zambie**, au **Royaume-Uni** (avec un montant maximal calculé en fonction de la taille du syndicat qui lance la grève - de 10 000 livres pour les petits syndicats à 250 000 livres pour ceux qui comptent au moins 100 000 membres), en **Uruguay** (ou contre les dirigeants syndicaux, si le syndicat n'a pas de personnalité juridique - ce qui ne s'est jamais produit dans la réalité), aux **États-Unis** et au **Vénézuéla**. En **Finlande**, en cas de grève illégale, le syndicat et sa section locale peuvent être condamnés par le tribunal du travail finlandais à payer une amende compensatoire. Le montant maximum actuel est de 30 900 euros, mais il est rarement perçu.

En revanche, en **Belgique**, les syndicats bénéficient d'une immunité *de facto* et ne sont donc pas responsables des dommages, car ils n'ont pas de personnalité juridique. Au **Cambodge**, il n'est pas certain que les syndicats aient une personnalité juridique similaire à celle d'une entreprise (et qu'ils soient donc en mesure de poursuivre et d'être poursuivis). À ce jour, les actions en justice ont été intentées contre les dirigeants syndicaux individuels et non contre le syndicat lui-même. Au **Mexique**, les tribunaux n'ont jamais admis les demandes de dommages-intérêts résultant de "grèves inexistantes" (qui sont des grèves illégales selon le système mexicain). En **Suisse**, les travailleuses et les travailleurs qui participent à une grève illégale peuvent être tenus responsables des dommages intentionnels ou des dommages causés par la négligence du travailleur.

La participation à des grèves illégales est considérée comme une faute qui peut être sanctionnée par des mesures disciplinaires et éventuellement par un licenciement en **Algérie**, au **Cambodge**, en **Colombie**, au **Costa Rica**, au **Danemark**, en **République dominicaine**, à **Djibouti**, en **Finlande** (si la grève illégale a lieu sans décision syndicale), en **France**, au **Guatemala** (à partir de la déclaration d'illégalité de la grève par le tribunal, l'employeur dispose de 20 jours pour communiquer le licenciement), le **Japon**, le **Mexique** (si la grève a été déclarée "inexistante" par le tribunal et que la décision de "reprise du travail" n'a pas été respectée, ou si elle est "illicite" et implique des actes de violence), l'île **Maurice**, le **Panama**, le **Pérou**, l'**Espagne**, la **Suède**, la **Suisse**, l'**Uruguay** (même si, dans la pratique, cela ne se produit jamais) et le **Royaume-Uni**. Une amende en faveur de l'employeur peut être due par des grévistes participant à une grève non officielle au **Danemark**, lorsque les travailleuses et les travailleurs ne répondent pas à l'ordre de "reprise du travail" de leur employeur et du syndicat (qui ne reconnaît pas la grève comme une activité syndicale alors qu'elle constitue une violation de l'obligation de paix sociale). Dans ce cas, le syndicat ne peut être condamné à une amende. Une possibilité de licenciement est prévue en **Bolivie** en cas de participation massive à une grève illégale.

Modalités d'intervention de l'État

Dans la mesure où la grève est un moyen, son efficacité ne repose pas seulement sur son utilisation mais aussi sur l'impact qu'elle peut avoir. C'est pour cette raison qu'il a été essentiel pour le capital de se prémunir de ses effets autrement que par l'emploi de « jaunes », ou d'intérimaires, mais de manière plus pérenne. Ce chapitre est donc centré sur la définition des services essentiels et la mise en place éventuelle de services minimums.

L'intervention des autorités publiques au cours d'une grève légale est prévue dans certains pays, en particulier pour les services et les industries ayant une importance économique particulière au niveau national, ou lorsque la « sécurité publique » est compromise. Par exemple, en **Belgique**, le Ministre du travail peut obliger les travailleuses et les travailleurs à effectuer un travail dans le cadre du service minimum. Au **Brésil**, les autorités peuvent intervenir pour maintenir un service minimum. La résiliation du contrat de travail pendant la grève est interdite au **Brésil**. Il est également interdit d'embaucher des travailleuses et des travailleurs pour remplacer les grévistes (à moins qu'il n'y ait pas d'accord entre les employeurs et les syndicats sur le maintien de certains services et machines).

Au **Canada**, le Parlement peut adopter une "législation spéciale de retour au travail" dans les cas susceptibles de causer des dommages économiques importants au pays ou de susciter de graves préoccupations d'intérêt public. De même, au **Danemark**, il est admis que le gouvernement peut intervenir pour mettre fin à une action collective officielle/légale lorsque l'intérêt public est en jeu (par exemple, lorsque la grève dure si longtemps qu'elle peut nuire aux intérêts de la population) et qu'il peut lui-même organiser la convention collective par la loi. En **Islande**, le Parlement est intervenu dans sept arrêts de travail légaux, pour des raisons économiques nationales. Au **Panama**, le ministre du travail peut intervenir lorsque la grève a lieu dans une entreprise de services publics, comme le prévoit la loi. L'affaire est soumise à une procédure d'arbitrage. Au **Pérou**, lorsqu'une grève se poursuit pendant une période prolongée, compromettant gravement la viabilité d'une entreprise ou celle d'un secteur entier, ou qu'elle est violente, ou qu'elle peut avoir des conséquences importantes, l'autorité centrale favorise la conciliation du conflit. En cas d'échec de la conciliation, le ministère du travail résoudra le problème par une décision contraignante pour toutes les parties.

A l'île **Maurice**, en cas de crise nationale aiguë (danger pour la vie, la santé et la sécurité), le Premier ministre mauricien peut demander au tribunal d'établir un service minimum ou à la Cour suprême d'interdire la grève. Au **Japon**, le Premier ministre peut ordonner la fin d'une grève lorsque des services essentiels sont affectés, au niveau national et dans des industries spécifiques qui ont

une importance économique significative, ou lorsque la grève présente un risque pour la sécurité de la population. En **Norvège**, en cas d'atteinte potentielle à la vie, à la santé ou aux intérêts vitaux de l'ensemble de la société (ainsi qu'aux intérêts économiques), le gouvernement norvégien peut proposer une nouvelle loi au Parlement pour mettre fin à l'action syndicale et soumettre le conflit au Conseil national des salaires, dont la décision est contraignante.

Au **Pakistan**, lorsqu'une grève dure plus de 30 jours, le gouvernement peut l'interdire et saisir le tribunal du travail. Le gouvernement peut interdire la grève en cas de "difficultés graves pour la communauté" ou si elle est préjudiciable à l'intérêt national.

En **Thaïlande**, si le ministre du travail estime que l'action syndicale peut avoir des effets négatifs sur l'économie du pays ou porter atteinte aux intérêts publics, à la sécurité et à l'ordre public, il peut ordonner aux travailleuses et aux travailleurs de reprendre le travail ou soumettre l'affaire au comité des relations du travail du pays.

En **Zambie**, le ministre zambien du travail, en consultation avec le Conseil tripartite du travail, peut demander au tribunal des relations industrielles de mettre fin à une action industrielle organisée. Aux **États-Unis**, le président peut interdire une grève nationale qui affecte une partie importante d'une industrie, ou une industrie entière, et qui met en danger la santé et la sécurité nationales. De même, le gouverneur d'un État américain peut interdire une grève unique. Au **Venezuela**, l'autorité publique peut ordonner aux grévistes de reprendre le travail lorsque l'action collective met en danger la vie et la sécurité de la population et peut soumettre le conflit à l'arbitrage.

Les autorités publiques et la police peuvent être sollicitées par les grévistes légaux en **République dominicaine** pour assurer la protection nécessaire à une manifestation pacifique.

Services essentiels

L'existence de services essentiels justifie généralement une restriction ou une interdiction de la grève. Tous les pays ne définissent pas les services essentiels. En **Bolivie**, seuls les services publics sont détaillés. Au **Chili**, en raison de l'absence de définition des services essentiels, les termes exprimés par le Comité de la liberté syndicale du Conseil d'administration de l'OIT, à savoir "les services dont l'interruption pourrait engendrer une menace claire et imminente pour la vie, la sécurité personnelle ou la santé de l'ensemble ou d'une partie de la population", ont été incorporés dans la loi par un "dictamen" de l'autorité publique³¹. Les services minimums ne sont pas déterminés à l'avance. Toutefois, selon le code du travail, le président de la République peut

31 Acte administratif du Labour Directorate (2010).

ordonner la reprise du travail pour les grévistes des "services d'utilité publique ou des services dont l'interruption peut constituer une menace pour la santé, l'approvisionnement de la population, l'ensemble de l'économie ou la sécurité nationale".

La **Finlande** n'a pas non plus de définition des services essentiels. Toutefois, si un conflit du travail risque d'affecter les fonctions essentielles de la société, ou s'il risque de nuire considérablement à l'intérêt général, le ministère du travail peut interdire un arrêt de travail ou sa prolongation pendant une période de 14 jours (sept jours pour le secteur public). Au **Guatemala**, la législation ne définit pas les services essentiels, mais fait référence aux services minimaux à assurer pour protéger la vie, la santé ou la sécurité d'une partie ou de l'ensemble de la population. Elle spécifie les services publics essentiels : hôpitaux, services de nettoyage, bureaux de poste, télécommunications, administration de la justice, transports publics, approvisionnement en eau et en énergie, et services de sécurité publique, entre autres.

La **Norvège** et les **États-Unis** n'ont pas de définition des services essentiels, ni des services minimums.

Au **Japon**, les services essentiels sont énumérés : transports, services postaux, télécommunications, approvisionnement en eau, en électricité et en gaz, services médicaux et de santé publique. Cette liste est normalement mise à jour par la Diète nationale (le Parlement japonais). Les grèves sont interdites dans les services essentiels.

Il n'existe pas de définition des services essentiels au **Mexique**, mais il existe une liste de services publics où, en cas de grève, l'État reprend la gestion du service précédemment géré par un prestataire. Ces services sont : les communications, les transports, la fourniture d'électricité et d'énergie, les services de nettoyage, la fourniture d'eau et de gaz, les hôpitaux, les services de santé, les cimetières et les fournisseurs d'aliments pour les besoins de base. Des services minimums doivent être assurés dans les services de transport et les services médicaux. L'État intervient également au **Pakistan**, où le gouvernement fédéral déclare les services essentiels pour lesquels les grèves ne sont pas autorisées.

En **Espagne**, aucune définition n'est établie par la loi, mais la jurisprudence a déterminé les services essentiels, sur la base des droits garantis par la Constitution. Les autorités gouvernementales sont chargées de fixer les prestations minimales pour chaque service considéré comme essentiel.

En **Uruguay**, la loi attribue à l'exécutif la faculté de déclarer les services essentiels. Pour les services publics non essentiels, le ministère du travail déclare les services minimaux qui doivent être maintenus et dont la suspension n'est pas autorisée.

Une définition des services essentiels et minimaux par la loi existe au **Chili**, en **Colombie**, en **République dominicaine** ³², en **Allemagne**, en **Suisse**, à **Trinité-et-Tobago** et en **Turquie**.

Au **Brésil**, la loi énumère les services essentiels ; les partenaires sociaux doivent, par accord, assurer l'exécution des services essentiels aux besoins de la communauté.

Au **Chili**, le code du travail stipule que les services minimums sont ceux qui sont strictement nécessaires pour protéger les biens et les installations de l'entreprise et prévenir les accidents, ainsi que pour garantir la fourniture de services d'utilité publique, l'attention portée aux besoins fondamentaux de la population, y compris ceux liés à la vie, à la sécurité ou à la santé des personnes, et pour prévenir les dommages environnementaux ou sanitaires. Une commission spécifique (la "Comisión Negociadora de la huelga") gère les ressources humaines nécessaires à ces services.

Au **Costa Rica**, les services essentiels ne sont pas spécifiquement énumérés mais sont définis comme "les services pour lesquels les travailleuses et les travailleurs sont absolument indispensables au maintien de leurs activités et dont la suspension causerait un préjudice grave ou immédiat à la santé publique ou à l'économie, tels que les cliniques et les hôpitaux, les services d'hygiène, de nettoyage et d'éclairage". Les services minimums ne sont pas énumérés, mais une réforme est actuellement en discussion au Parlement.

Une définition générale de ce qui doit être considéré comme un service essentiel se trouve au **Cambodge** et en **Namibie** ("un service dont l'interruption mettrait en danger la vie, la sécurité personnelle ou la santé de l'ensemble ou d'une partie de la population" - la définition des services essentiels de l'OIT CFA).

Au **Canada**, chaque province a sa propre définition des services essentiels, qui couvre généralement les services susceptibles d'avoir un impact sur la sécurité et la sûreté de la population. Les services minimums sont négociés bilatéralement par l'employeur et le syndicat et sont soumis au contrôle du tribunal administratif.

En **République dominicaine**, des services minimums sont prévus par la loi (secteur des communications, gestion de l'eau, énergie, services du secteur de la santé), et il n'est pas possible de faire grève dans ces services. De même, au **Panama**, les listes de services publics et essentiels sont composées de : communication et transport, gaz, électricité et approvisionnement en eau, hôpitaux, crèches, distribution alimentaire de base et cimetière.

32 Les services essentiels sont : télécommunications, pharmacies, hôpitaux, fournisseurs d'électricité, de gaz et d'eau.

En **France**, les transports publics, la santé publique et les transports aériens ont des services minimums réglementés.

Au **Panama**, les services minimums sont déterminés par la loi. En cas d'absence de services pouvant avoir des conséquences économiques importantes, un arbitrage obligatoire est requis. Au **Pérou**, des services minimaux doivent être garantis pour les services publics essentiels, expressément énumérés par la loi : services de santé, nettoyage, fourniture d'électricité, d'eau et de drainage, de gaz et de carburant, cimetières et services connexes, gardiens de prison, services de communication et de télécommunication, transport, services de nature stratégique ou liés à la défense ou à la sécurité nationale, administration de la justice, administration, exploitation, équipement et entretien des terminaux et des docks dans le pays, et autres services déterminés par la loi. Au début de chaque année, les prestataires de ces services doivent transmettre aux syndicats et à l'autorité du travail le nombre et la profession des travailleuses et des travailleurs nécessaires au maintien du service minimum. En **Nouvelle-Zélande**, la loi définit et réglemente les services essentiels, notamment la production de carburant, l'énergie, l'approvisionnement en eau, l'évacuation des eaux usées, la lutte contre les incendies, l'exploitation des ports, les ferries, le transport aérien, les services d'ambulance, les hôpitaux, les services médicaux et la fourniture de médicaments, les institutions de retraite et de prévoyance et la production laitière. Les travailleuses et les travailleurs de ces services doivent avertir l'employeur et le ministère du travail 14 jours à l'avance de toute action syndicale.

En **Algérie**, un service minimum doit être mis en place pour les activités dont l'interruption totale peut entraîner le blocage des services publics essentiels, des activités économiques vitales, de l'approvisionnement de la population et de la sécurité des usines et des produits existants.

Les services publics essentiels sont énumérés par la loi au **Venezuela** et comprennent : la santé, la sécurité, l'eau, l'électricité, l'approvisionnement en carburant, la satisfaction des besoins de base, la défense civile, l'élimination des déchets, l'administration de la justice, les transports publics, les douanes, le contrôle du trafic aérien, la protection de l'environnement, la sécurité sociale, les services postaux, les télécommunications, la radio et la télévision publique. Lorsque le syndicat dépose le cahier de revendications auprès du ministre du travail, il indique si les activités concernées sont incluses dans la liste des services publics essentiels.

Dans certains pays, même si la loi ne définit pas expressément les services essentiels, les partenaires sociaux, par accord au niveau de l'entreprise ou du secteur, délimitent les services essentiels pour lesquels un minimum doit être assuré. C'est le cas de la **Croatie**, de l'**Islande** (une liste de services sensibles à assurer en cas de grève est incluse dans les conventions collectives), du **Danemark** (les partenaires sociaux définissent des services minimums avant ou pendant le conflit social) et la jurisprudence stipule également certaines restrictions, par exemple en matière de gestion des

déchets. Dans le secteur privé en **Belgique**, des "commissions paritaires", composées de représentants des employeurs et des syndicats, définissent les services essentiels et minimaux pour chaque secteur. En cas de grève, l'employeur doit mettre en œuvre l'accord conclu au niveau sectoriel au sein de l'entreprise. La mise en œuvre nécessite la participation des travailleuses et des travailleurs : un accord au niveau de l'entreprise est alors signé. Si les travailleuses et les travailleurs ne respectent pas l'accord, le ministère du travail peut ordonner la reprise du travail pour les grévistes. Lorsqu'un accord au niveau sectoriel n'a pas été conclu, le ministère du travail peut déterminer les services minimums par secteur. Comme cela ne s'est jamais produit, les employeurs des services considérés comme essentiels n'ont aucun moyen d'organiser des services minimums et de demander un ordre de reprise du travail. Pour le secteur public, il n'existe pas de définition claire des "services essentiels", à l'exception du secteur de la santé ; il n'y a donc pas de services minimums pour les transports publics ou les services de l'administration publique, par exemple ³³.

La CSSD : un directive afin d'engager la responsabilité des acteurs tout du long de la chaîne de production

Au niveau national, il existe des premières tentatives visant à accorder une aide pour les frais de justice engagées par les personnes concernées dans le pays du siège social des entreprises. Le droit de mener des actions collectives est particulièrement nécessaire. Le 24 avril 2024, le Parlement européen a finalement adopté la version définitive de la directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité (ou CSDD, Corporate Sustainability Due Diligence). Cette directive vise à obliger les entreprises à gérer les impacts sociaux et environnementaux tout au long de leur chaîne de valeur, y compris lorsqu'ils sont issus de leurs propres opérations commerciales.

Conclusions

Il existe une grande variété de réglementations en matière de grève d'un pays à l'autre. Dans certains pays, la grève est réglementée en détail, avec un cadre spécifique et des restrictions déterminées à l'avance pour équilibrer les conséquences négatives des arrêts de travail par rapport à d'autres droits et intérêts légitimes dans la société. À l'autre extrême, il y a des pays où il n'y a pas de cadre, ou très peu de restrictions, et où le droit de grève est presque absolu.

Le cadre légal permettant d'avoir recours à la grève est en évolution constante. L'application de la loi est traversée d'enjeux politiques, économiques et sociaux multiples, engageant les personnalités

³³ Depuis le 30 avril 2014, un nouveau code économique est entré en vigueur, permettant au ministre de l'économie d'imposer aux travailleurs et aux travailleuses l'obligation de livrer certains produits/marchandises en cas de circonstances exceptionnelles susceptibles de mettre en péril l'ensemble de l'économie. Cette disposition n'a pas encore été appliquée.

politiques locales ou nationales, les forces de l'ordre intervenant sur les piquets de grève, ou encore des réalités sociales locales qui permettent à un tissu de sociabilisation de soutenir les grévistes. Nous verrons dans notre panorama que l'enjeu majeur se concentre dans le rapport entre la base salariale et les syndicats dépositaires des intérêts des travailleuses et des travailleurs auprès de la loi et des acteurs du conflit.

2) Lutter pour faire respecter le droit du travail

Notre recensement des grèves commence par celles qui s'appuient sur le respect des accords de classe convenus et entérinés dans le droit.

Les travailleurs du textile font face à des violations de leurs droits un an après le séisme en Turquie

Les séismes puissants qui ont dévasté une grande partie du sud-est de la Turquie, il y a un peu plus d'un an, ont également exposé les travailleurs de l'importante industrie du textile et de l'habillement de la région à des violations généralisées de leurs droits, selon un nouveau rapport de la Clean Clothes Campaign.

« Lors du tremblement de terre, j'ai appris quelles vies avaient de la valeur et lesquelles n'en avaient pas. La vie des travailleurs comme nous n'a aucune valeur », a confié un employé du secteur à des chercheurs basés à Istanbul dans le cadre du rapport de janvier 2024, *The Impact of the Earthquake on Textile and Garment Workers* (L'impact du tremblement de terre sur les travailleurs du textile et de l'habillement). Ce rapport s'appuie sur 130 entretiens anonymes avec des travailleurs du secteur.

Selon l'auteur du rapport, Derya Göçer, professeure à l'École supérieure des sciences sociales à la Middle East Technical University d'Ankara, les résultats mettent également en évidence l'incapacité des grandes enseignes internationales à soutenir leurs chaînes d'approvisionnement mondiales lors de catastrophes et de situations de crise.

« Les catastrophes de ce type ne font que renforcer les mauvaises pratiques et les inégalités déjà inhérentes à ce secteur, où les délais de production stricts de la fast fashion signifient que même les employeurs [locaux] sont sous pression dès lors qu'ils risquent à tout moment de voir leur contrat d'approvisionnement résilié », explique Mme Göçer.

Les tremblements de terre du 6 février 2023 ont fait plus de 53.000 morts dans 11 provinces turques et déplacé plus de trois millions de personnes. Dans la Syrie voisine, les estimations récentes font état de 5.000 à 8.500 morts et de dizaines de milliers de personnes déplacées. Plus de la moitié des travailleurs du textile et de l'habillement interrogés par l'équipe de Mme Göçer ont déclaré faire partie des personnes dont les maisons ont été endommagées. [...]

L'un des pires pays au monde en matière de droits des travailleurs

La Turquie est l'un des principaux pays producteurs de vêtements et de textiles. Selon un rapport du ministère turc du Commerce cité dans l'enquête de la Clean Clothes Campaign, ses exportations en 2021 se sont chiffrées à 16,2 milliards USD et étaient destinées aux pays de l'Union européenne et aux États-Unis principalement. Les fournisseurs situés dans les provinces touchées par le tremblement de terre ont joué un rôle important dans le secteur, produisant des marchandises pour des acheteurs mondiaux de premier plan tels que Benetton, H&M, Primark et Zara, ainsi que pour de grandes enseignes nationales telles que LC Waikiki.

Les provinces touchées par le séisme représentaient 15 % de l'industrie turque de l'habillement et du textile, avec environ 350.000 travailleurs répartis entre quelque 2.900 entreprises avant la catastrophe. [...]

La liberté syndicale et le droit de grève étant tous deux restreints en Turquie, 89 % des travailleurs de l'industrie du textile et de l'habillement dans la région du séisme – y compris ceux qui sont syndiqués – n'ont pas de convention collective, selon le rapport de la Clean Clothes Campaign. Dans ce contexte, l'interdiction des licenciements pourrait avoir aggravé la situation de certains travailleurs, dans la mesure où ils ne recevraient pas d'indemnités de départ ou d'autres prestations en cas de départ forcé plutôt que de licenciement officiel.

Turquie : Attaque policière contre des travailleurs réclamant leurs droits à Limak Holding : huit détenus

Nous apprenons le 11 octobre 2023 que des travailleurs entendent faire respecter les modalités de résiliation de leur contrat, ainsi que recevoir leurs arriérés de salaire ³⁴.

Les travailleurs qui ont quitté leur emploi après avoir résilié leur contrat de manière conforme suite à des paiements irréguliers alors qu'ils travaillaient sur le projet de la Banque centrale au sein du Centre financier d'Istanbul. Ils se battent pour leurs salaires non payés avec le soutien des syndicats DİSK/Dev Yapı-İş et İnşaat-İş. Six travailleurs et deux dirigeants syndicaux qui s'étaient rendus sur le chantier le 11 octobre pour rencontrer Limak Holding, le principal entrepreneur du projet, ont été attaqués d'abord par des agents de sécurité privés, puis par la police. Les travailleurs et les dirigeants syndicaux ont été battus et détenus par la police. Les travailleurs revendiquent donc leurs droits découlant d'une résiliation de contrat en bonne et due forme.

Özgür Karabulut, le président de DİSK/Dev Yapı-İş, a résumé les événements et les revendications des travailleurs au journal bianet :

« Les travailleurs employés pour des travaux de réparation et d'isolation ont subi des retards constants dans le paiement de leurs salaires, en particulier au cours des 4 à 5 derniers mois. Il faut parfois 10 à 15 jours, voire 20 jours, pour que les salaires soient versés. Nos collègues se sont opposés à cette situation et ont résilié à juste titre leur contrat de travail en raison des retards de paiement des salaires. Ils ont réclamé les indemnités de licenciement auxquelles ils avaient droit

³⁴ [Article paru sur le site bianet](#)

ainsi que le paiement des jours fériés et des heures supplémentaires du dimanche qui avaient été antidatés. Nos négociations ont atteint un certain point. Ils ont dit qu'ils paieraient les jours travaillés lors des jours fériés officiels de l'année dernière. Mais qu'ils ne paieraient pas les indemnités de licenciement ».

Karabulut a déclaré qu'une réunion avait eu lieu avec les responsables de Limak après l'action des travailleurs et a ajouté : « Ils nous ont dit : 'Nous voulons prendre une décision commune avec trois entreprises'. Nous avons arrêté notre action hier. Mais aujourd'hui, nos amis qui se sont rendus sur le chantier pour rencontrer les responsables se sont vu dire : 'Nous ne vous verserons pas d'indemnités de licenciement. Il n'y a pas de licenciement légitime. Si nous faisons cela, il y a des milliers de travailleurs à l'intérieur, tout le monde fera un licenciement légitime en raison des retards de salaires'. Nos collègues ont déclaré qu'ils ne quitteraient pas le chantier tant qu'ils n'auraient pas reçu leurs paiements ».

Karabulut a déclaré que les dirigeants syndicaux et les travailleurs qui ont été attaqués d'abord par des agents de sécurité privés, puis par la police, ont été emmenés au siège de la police d'Ümraniye. M. Karabulut, qui a déclaré avoir déjà été confronté à des situations similaires, a ajouté : « Lorsqu'il s'agit d'entreprises sous-traitantes, les entreprises principales les font payer. Elles le font pour que l'action syndicale ne se poursuive pas, pour qu'il n'y ait pas de lutte visible pour les droits sur le chantier. Mais lorsqu'il s'agit de l'argent des entreprises principales, nous nous heurtons à une approche incroyablement réticente et despotique ».

Le dirigeant syndical a déclaré : « Ils savent en fait que les paiements irréguliers sont un motif justifiable de licenciement, mais ils évitent d'effectuer les paiements nécessaires parce qu'ils ne veulent pas donner l'exemple aux autres travailleurs ».

Grève imminente dans les transports en commun de Toronto

Avec un vote quasi unanime en faveur du mouvement de grève d'environ 700 travailleurs des communications, de l'électricité et de la signalisation de la Toronto Transit Commission (TTC), les travailleurs ont lancé le compte à rebours vers la première grève sur le réseau de bus et de métro de la ville depuis que l'action syndicale a été interdite par l'ancien gouvernement libéral provincial en 2011. Le 8 mai 2023, la Cour supérieure de justice de l'Ontario a finalement statué sur une action intentée à la fois par l'ATU et le SCFP. La Cour a déclaré inconstitutionnelle la loi anti-grève adoptée il y a 13 ans.

Contraints d'accepter des contrats inférieurs aux normes depuis 2011, ces travailleurs de l'infrastructure de la TTC sont déterminés à obtenir des gains significatifs en termes de salaires et de conditions de travail. Les travailleurs de la TTC, membres de la section locale 2 du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), sont sans contrat depuis mars 2022. Les premières discussions avec la direction de la TTC ont débouché sur des offres d'augmentation salariale de 1 % par an, assorties de concessions sur les primes de poste, le paiement des heures supplémentaires et les conditions de travail.

En plus de ce conflit, le 31 mars, environ 13 000 mécaniciens, ouvriers d'entretien et conducteurs de bus et de métro, membres de la section 113 de l'Amalgamated Transit Union (ATU), verront leur contrat actuel expirer. Pour la première fois depuis 2011, ils pourront eux aussi déclencher une grève à la TTC s'ils ne parviennent pas à négocier un nouvel accord.

Inde : Les travailleurs d'Air India Express en grève contre les nouvelles conditions d'emploi

Environ 300 travailleurs de la compagnie aérienne à bas prix Air India Express, une filiale d'Air India appartenant au groupe Tata, se sont mis en arrêt maladie et ont éteint leurs téléphones mercredi 8 mai 2023, ce qui a entraîné des perturbations importantes sur les vols. Au total, 76 vols ont été perturbés. Les travailleurs protestent contre la modification de leur régime de rémunération et les nouvelles conditions d'emploi, telles que le manque d'égalité dans le traitement du personnel. Ils affirment que certains membres du personnel se sont vus proposer des postes de moindre importance alors qu'ils avaient passé des entretiens d'embauche pour des postes à responsabilité.

La compagnie aérienne a réagi le jeudi 9 mai en licenciant au moins 25 membres du personnel de cabine un jour après la campagne d'arrêts maladie massifs. Les lettres de licenciement indiquaient que le congé massif « indique clairement une absence préméditée et concertée au travail sans aucune raison justifiable ».

Le syndicat des employés d'Air India Express a accusé la direction de « manquer à ses engagements », mais n'a pas appelé à une escalade de la grève. Le commissaire régional du travail à New Delhi aurait signalé des « violations flagrantes du droit du travail » par la compagnie et déclaré que les plaintes du personnel étaient sérieuses. Air India Express a déclaré ne pas reconnaître le syndicat.

3) Lutter pour être payé

Il est assez flagrant de constater que de nombreuses grèves ont lieu de par le monde pour simplement obtenir le salaire dû.

Grève des travailleurs d'une usine d'électronique dans la province de Guangdong

24/09/2023

Environ 1 100 travailleurs de l'usine Zhongshan Eurotec Electronics, dans la province chinoise de Guangdong, se sont mis en grève le 11 septembre pour réclamer plus de 20 revendications ³⁵. Parmi les principales revendications figuraient une augmentation de salaire et la fin des contrôles de sécurité répétés. Les travailleurs se sont plaints d'être obligés de faire la queue sans rémunération pendant de longues périodes chaque matin pour passer les contrôles de sécurité et se rendre à leur poste de travail.

Les travailleurs ont déclaré que leur salaire n'avait pas augmenté depuis cinq ans et que les travailleurs temporaires gagnaient souvent plus que les travailleurs à temps plein. Ils affirment que le salaire moyen des travailleurs à temps plein est inférieur à 500 dollars par mois et que les primes de fin d'année n'ont pas été versées.

La direction a ouvert des couloirs supplémentaires pour les contrôles de sécurité et a annoncé que les grévistes seraient « notés » et qu'après trois notes sur leur dossier d'emploi, ils seraient licenciés. Le 14 septembre, un avis de l'entreprise indiquait que 269 travailleurs avaient été radiés.

Zhongshan Eurotec Electronics produit des équipements d'enregistrement et de mixage de musique électronique pour Behringer, en Allemagne.

Réclamant une augmentation de salaire et la fin des contrôles de sécurité répétés, les travailleurs ont déclaré que leurs salaires n'avaient pas augmenté depuis cinq ans et que les travailleurs temporaires gagnaient souvent plus que les travailleurs à temps plein. Les travailleurs ont également déclaré qu'ils n'avaient pas reçu leurs primes de fin d'année.

Grève des chauffeurs routiers sur l'aire de Gräfenhausen

L'une des grèves les plus marquantes et impressionnantes de l'été 2023 en Europe occidentale a été celle entreprise spontanément par les chauffeurs routiers de diverses nationalités sur une aire d'autoroute en Allemagne. 98 chauffeurs de camion se mettent en grève à Gräfenhausen, en Allemagne. Ils ont été privés de leurs salaires par leur employeur depuis le mois de mai, certains de 2.500 euros, d'autres de 13.000 euros – tous ensemble de plus de 500.000 euros. Cette lutte porte sur le versement des salaires. Les chauffeurs sont employés dans différentes entreprises ayant leur siège social dans différents pays, ce qui complique les modalités de négociation. Les négociations s'étendront jusqu'en octobre, avec des rebondissements divers. Mais c'est surtout lorsqu'elle s'étend que la grève commence à peser.

Le 25 juillet la grève s'étend. Alors qu'avec plus de 80 camions l'aire de Gräfenhausen est pleine, les chauffeurs de camions font désormais aussi grève à Pfungstadt. Environ 55 chauffeurs de camion de Géorgie et d'Ouzbékistan faisaient déjà grève sur une aire d'autoroute près de Darmstadt pour réclamer leur salaire au groupe polonais Mazur.

35 Source: <https://www.wsws.org/en/articles/2023/09/22/lpvv-s22.html>

La plupart des hommes sont des géorgiens ou viennent d'Ouzbékistan et font valoir des revendications similaires, en particulier le versement de leur salaire. Le témoignage d'Adwin Atema met cette grève en lien avec une autre qui a lieu dans le Sud de l'Allemagne :

« Les nombreux camions bleus, alignés les uns à côté des autres, appartiennent au groupe d'entreprises polonaises Mazur et ne devraient pas bouger tant que les employés n'auront pas reçu l'argent qui leur est dû, ou du moins une grande partie de celui-ci. Ce n'est pas le seul conflit social dans l'entreprise : En Basse-Saxe, au Tyrol du Sud et en Suisse, plus de 100 Européens de l'Est au total ont également cessé le travail et élevé la voix. (...) En coopération avec des collègues géorgiens, Edwin Atema du syndicat néerlandais FNV et Anna Weirich du centre de conseil Faire Mobilität, qui fait partie de la Confédération des syndicats allemands, soutiennent les personnes concernées... ». [Article de Gregor Haschnik du 31.03.2023 dans le journal FR en ligne \(« Aufstand der Ausgebeuteten »\)](#)

La grève prend de l'ampleur et de plus en plus de chauffeurs de poids lourds rejoignent leurs collègues en grève à Gräfenhausen. Comme l'aire de repos de cette ville est désormais bondée, les chauffeurs se rassemblent aussi à Pfungstadt. Dimanche midi, selon la police, 73 camions étaient stationnés à Gräfenhausen, et déjà douze à Pfungstadt. La situation serait détendue sur les deux aires de repos. Les agents passent régulièrement avec une patrouille. Les chauffeurs qui ont pris leurs quartiers à Pfungstadt roulent eux aussi pour la même entreprise de transport polonaise que leurs collègues de Gräfenhausen. La grève est motivée par les revendications salariales des chauffeurs, originaires notamment de Géorgie, d'Ouzbékistan et du Tadjikistan. Les chauffeurs mènent des négociations individuelles sur les salaires impayés et les déductions non transparentes.

Selon Atema, un accord a déjà été trouvé dans certains cas, mais les chauffeurs ont décidé de rester jusqu'à ce que le dernier ait reçu son argent. « Gräfenhausen semble être maintenant pour les chauffeurs comme une sorte de banque où ils reçoivent leur argent ». [Article du 23.07.23 dans le journal Hessenschau](#)

Le 18 août, la police procède à des contrôles d'identité à Gräfenhausen. En réponse à cette provocation, les chauffeurs tiennent une conférence de presse à 15h lors de laquelle les chauffeurs de camion rendent publiques les entreprises de la chaîne d'approvisionnement qui participent à leur exploitation.

Alors que la police établit l'identité des chauffeurs routiers, des auditions sont prévues.

Pendant ce temps, le transporteur a recours à des contre-mesures bizarres. Mise à jour du mercredi 16 août à 16h30 : L'entrepreneur polonais avait déposé une plainte auprès du parquet de Darmstadt contre les chauffeurs routiers de Gräfenhausen pour extorsion de fonds. Le parquet a ensuite chargé la police de poursuivre l'enquête, ont indiqué le parquet et la police mercredi (16 août). Dans un premier temps, la police a d'abord constaté mercredi l'identité des chauffeurs de camion présents sur l'aire de repos et les a informés de leurs droits. « Pendant toute la durée de l'intervention, la police a mis l'accent sur la communication », a-t-on précisé. Dans un deuxième temps, les chauffeurs de camion devraient être entendus dans les prochains jours, afin d'examiner ensuite, dans le cadre de la procédure d'enquête, si et dans quelle mesure des infractions pénales pourraient être commises... »

Voici le communiqué de presse commun du parquet de Darmstadt et de la préfecture de police de la Hesse du Sud du 16 août 2023. sur le [Presseportal](#) : « ... Selon les informations dont nous disposons actuellement, il s'agit de chauffeurs originaires notamment de Géorgie, d'Ouzbékistan, du Tadjikistan, du Kazakhstan et du Kirghizstan et travaillant pour une entreprise de transport en Pologne. Entre-temps, l'entrepreneur polonais a déposé une plainte contre les chauffeurs de camion auprès du parquet de Darmstadt, en les accusant d'extorsion de fonds. C'est au parquet de Darmstadt qu'il revient d'évaluer si des intérêts pénaux pourraient être concernés et, le cas échéant, lesquels. Pour une évaluation juridique définitive des faits, d'autres enquêtes et mesures de procédure pénale sont nécessaires. Le parquet a donc chargé la police de poursuivre l'enquête. Dans un premier temps, la police a d'abord recueilli mercredi (16.08.2023) les données personnelles des conducteurs présents sur l'aire de repos et leur a expliqué leurs droits. Des interprètes étaient également présents pour faciliter la compréhension. Tout au long de l'intervention, la police a mis l'accent sur la communication. La possibilité a également été offerte aux représentations consulaires des pays dont sont originaires les chauffeurs, ainsi qu'aux représentants des organisations professionnelles qui défendent les intérêts des chauffeurs, d'accompagner la vérification de l'identité. Dans un deuxième temps, les chauffeurs de poids lourds se verront accorder le droit d'être entendus dans les jours à venir, afin d'examiner ensuite, dans le cadre de la procédure d'enquête, si et dans quelle mesure des infractions pénales pourraient être commises. Dans le cadre des mesures policières, les chauffeurs ont la possibilité d'exposer de manière plausible leurs revendications à l'égard de l'entreprise de transport, d'étayer le bien-fondé de leurs demandes ainsi que de faire valoir des preuves à décharge en leur faveur... » et la DGB Hessen :

La FSU et Edwin Atema sur la situation actuelle de l'aire de repos de Gräfenhausen

« Le week-end dernier, les chauffeurs routiers de l'aire de repos de Gräfenhausen ont chargé Edwin Atema, de la fondation Road Transport Due Diligence (RTDD), d'agir pour eux en tant que porte-parole et négociateur. Les chauffeurs souhaitent ouvrir un dialogue par ce biais et en ont informé les trois entreprises dirigées par Lukasz Mazur. Jusqu'à présent, les entreprises n'ont pas réagi, l'offre de dialogue a tout simplement été ignorée. Aujourd'hui, la police s'est rendue sur place pour identifier tous les chauffeurs qui se trouvent sur place et leur proposer de faire une déclaration dans le cadre de la procédure pénale engagée contre eux. Jusqu'à présent, les chauffeurs n'ont appris l'existence de la plainte pénale qui les vise que par les médias et ne connaissent pas les accusations exactes.

Edwin Atema commente : « Comme les chauffeurs ne connaissent pas les faits exacts qui leur sont reprochés et qu'ils ont affaire à une entreprise qui agit elle-même comme des bandits aux méthodes douteuses, nous avons conseillé aux chauffeurs, à ce stade, de ne faire des déclarations à la police que s'ils ont consulté et engagé un avocat. Légalement, il n'est pas possible dans une telle procédure que tous les conducteurs soient représentés par le même avocat, mais chaque conducteur doit être représenté par son propre avocat individuel. Ces règles existent pour éviter les conflits d'intérêts dans une procédure pénale où plusieurs personnes sont accusées de la même infraction. Les conducteurs individuels sont prêts à partager leurs histoires avec les autorités, mais ils doivent d'abord engager un avocat. Cela pourrait nécessiter deux bus remplis d'avocats pour soutenir les conducteurs contre la tentative de criminalisation. Ce processus peut prendre des semaines ou des mois et ne contribuera pas à résoudre la situation actuelle ». Renate Sternatz, vice-présidente du

DGB-Hesse-Thuringe, souligne : « Mazur est maintenant appelée à accepter l'offre de médiation et à mettre en place des solutions. Il est scandaleux de criminaliser les chauffeurs. (...) Sternatz poursuit : « Il serait bon que les autorités communiquent le dernier état de leurs enquêtes pénales contre le propriétaire de l'entreprise Mazur et ses acolytes. Lors de la manifestation actuelle à Gräfenhausen, les chauffeurs de camion craignent également de nouvelles agressions de la part de l'entreprise, comme par le passé. Bien que ces chauffeurs soient venus en Europe pour y travailler et gagner de l'argent pour nourrir leur famille, ils sont finalement exploités et criminalisés par leur entreprise ». [Communiqué de presse du 16.08.2023 au DGB-Bezirk Hessen-Thüringen](#)

Source: <https://www.labournet.de/?p=210526>

Fin août, une caisse de grève est mise en place, la contribution est à faire au nom de Joe Hill. En mémoire de Joe Hill : le syndicat soutenant en particulier les travailleurs immigrés « Solidariska Byggare » en Suède crée une caisse de grève internationale pour payer les frais de grève des chauffeurs de camion de Gräfenhausen.

Solidariska Byggare est un syndicat au sein de la Fédération syndicale suédoise (SAC). Le syndicat a été fondé il y a deux ans et organise depuis lors presque exclusivement des travailleurs immigrés. Jusqu'à présent, nous avons redistribué près de 1,5 million d'euros d'argent des employeurs aux travailleurs par le biais de négociations, de blocages, de grèves et de procédures juridiques. [Se rendre sur leur site](#)

Après trois mois de grève, les routiers qui n'ont pas été payés par Mazur depuis le mois de mai se rassemblent à nouveau sur l'aire de repos de Gräfenhausen.

Les chauffeurs de camion de Gräfenhausen mettent fin à leur grève de la faim, Mazur aurait retiré un quart des plaintes pénales, le Bafa a ouvert une enquête et le flux de dons s'est tari – la grève est-elle maintenant « affamée » ?

« Dans leur lutte pour obtenir des salaires impayés, une trentaine de chauffeurs routiers grévistes de l'aire de repos de Gräfenhausen sur l'A5 ont mis fin à leur grève de la faim. Ils attendent toujours leur argent. Désormais, un nouvel espoir renaît : Une autorité fédérale est intervenue. (...) »

Une visite de haut niveau ravive l'espoir

Les routiers ont maintenant cédé et mis fin à leur grève de la faim. D'une part, des médecins urgentistes avaient tiré la sonnette d'alarme durant le week-end et attiré l'attention sur les risques pour la santé. Edwin Atema, le représentant commun et porte-parole des 80 chauffeurs routiers en grève sur place, avait qualifié la situation de « très grave » pour les chauffeurs, non seulement sur le plan physique, mais aussi psychologique. D'autre part, les chauffeurs ont reçu une visite de haut niveau qui a de nouveau sensiblement remonté leur moral. Torsten Safarik, président de l'Office fédéral de l'économie et du contrôle des exportations (Bafa), est arrivé dans l'après-midi pour se faire une idée de la situation sur place. En Allemagne, cette autorité est notamment chargée de veiller au respect de la loi dite sur la chaîne d'approvisionnement.

Les entreprises allemandes ont-elles enfreint la loi sur la chaîne d'approvisionnement ?

Safarik constate que les chauffeurs ont été victimes de violations des droits de l'homme. « Celles-ci ont clairement été commises par le transporteur polonais », a souligné le chef des autorités. Le syndicaliste Atema a cité dans ce contexte l'accès à des conditions de travail transparentes, le droit de grève et des salaires permettant de vivre.

Néanmoins, Safarik a expliqué qu'une enquête était en cours pour déterminer si les entreprises allemandes avaient enfreint la loi sur la chaîne d'approvisionnement. Cette loi, en vigueur depuis 2023, oblige les entreprises à respecter les normes en matière de droits de l'homme dans leurs chaînes d'approvisionnement – par exemple, pour les chauffeurs de camion, des pauses suffisantes et une rémunération suffisante. « Nous sommes venus ici aujourd'hui pour examiner les lettres de voiture, avec l'accord des chauffeurs », a déclaré Safarik. Si des marchandises d'entreprises allemandes soumises à la loi sur la chaîne d'approvisionnement se trouvent sur les camions, nous prendrons d'abord contact avec ces entreprises et leur demanderons de prendre position. (...) Safarik et Atema ont annoncé que les négociations se poursuivaient en arrière-plan. Il est question que des entreprises allemandes puissent reprendre une partie des créances. En outre, le Bafa veut inviter des représentants du secteur des transports et des syndicats à un sommet de crise le 16 octobre à Borna (Saxe) afin de changer la situation à long terme. « Une situation comme celle de Gräfenhausen ne doit pas se reproduire », a déclaré Safarik. Les invitations à la réunion devraient être envoyées dans le courant de la semaine... » [Article de Uwe Gerritz du 25.09.23 dans hessenschau.de](#)

Edwin Atema témoigne à la radio HIT RADIO FFH le 25 septembre : « Environ un quart des plaintes pénales ont été retirées. (...) Néanmoins, il y a aussi un nouveau signal d'espoir, pour 19 chauffeurs du groupe de transport polonais, l'entreprise a désormais retiré ses plaintes pénales. L'entreprise avait déjà dénoncé les 80 grévistes il y a quelques semaines – pour extorsion de fonds. Les 19 chauffeurs sont employés par l'une des trois entreprises de transport du groupe... ». [Extrait de l'information « Les chauffeurs routiers mettent fin à leur grève de la faim sur l'A5 » du 25.9.23 sur Radio FFH](#)

Le 26 septembre, des 100 camions sur l'aire d'autoroute, il n'en reste plus que 84. Certains chauffeurs ont dû abandonner, même si c'était difficile pour eux. Les employeurs auraient proposé de retirer les plaintes et de payer 1.000 euros à toute personne qui cesserait de faire grève. « Pour nous, cela ressemble à un mauvais accord, mais ces hommes sont soumis à une pression massive », explique Atema. « S'ils restent ici, ils ne gagnent pas d'argent – et certains n'ont même pas les moyens de prendre l'avion pour rentrer chez eux : « L'argent qu'ils ont reçu, ils l'envoient directement à leur famille restée au pays ». (...) »

Atema ne sait pas à qui manque la marchandise que les chauffeurs auraient dû transporter. Il a seulement entendu parler d'une des entreprises dont les produits se trouvent dans les camions bleus. Leur chargement pourrait se trouver parmi eux, mais ce n'est pas certain. Les autres entreprises sont certainement au courant de la grève, dit Atema, mais elles ne se sont pas renseignées sur la marchandise. Et encore moins les chauffeurs ». [Reportage de Karolina Kaltschnee du 26 septembre 2023 dans Die Zeit online](#)

Alors que les chauffeurs de camion en grève à Gräfenhausen attendent toujours une solution, leur partenaire de négociation a déjà envoyé un message de succès. Le 28 septembre, Edwin Atema, le

syndicaliste néerlandais qui défend les revendications des chauffeurs, reçoit un appel d'une entreprise de transport autrichienne : on a entendu dire que les grévistes ont reçu de l'argent – pourquoi les véhicules sont-ils toujours sur l'aire de repos de l'A5, demandent les Autrichiens, selon Atema.

En effet, mardi soir, des paiements semblaient déjà à portée de main, du moins pour 20 des quelques 80 chauffeurs. Le nouveau propriétaire d'une des entreprises de transport polonaises en grève s'était assis pendant des heures autour d'une table de pique-nique pour négocier avec les collaborateurs d'Atema et plusieurs chauffeurs. En signe de bonne volonté, il a fourni des hamburgers pour tout le monde, puis à 19 heures, il a annoncé un accord : Les chauffeurs recevraient de l'argent en échange de la remise des camions de l'entreprise qu'il avait acquise, Imperia. Mais selon le syndicaliste Atema, l'accord écrit préparé par l'entrepreneur stipulait que les chauffeurs devaient ramener les camions au siège de l'entreprise en Pologne.

« Il pourrait alors finir par prétendre qu'il y a des dommages sur les véhicules et nous prendre de l'argent pour cela », a déclaré mercredi l'un des chauffeurs, Mirschod, pour justifier le refus des grévistes. Après tout, avant la grève déjà, les entreprises du groupe polonais Mazur avaient toujours retiré de l'argent aux chauffeurs sur la rémunération initialement promise, sans explication convaincante. Mirschod n'a pas non plus vraiment confiance dans le nouveau propriétaire d'Imperia, un Arménien.

Dispute entre les grévistes

Pourtant, certains de ses collègues auraient sans doute volontiers accepté l'accord. Mardi soir, lorsqu'Atema a fait part de ses inquiétudes concernant le document, une discussion houleuse s'est engagée entre les chauffeurs, pour la plupart originaires de Géorgie et d'Ouzbékistan. Certains d'entre eux ont parlé à Atema en gesticulant, tandis que sa collègue russophone avait du mal à suivre la traduction. Tous les hommes n'ont visiblement pas compris qu'après dix semaines passées sur l'aire de repos, ils devaient laisser passer leur chance d'obtenir au moins une partie de leurs demandes de paiement. Atema a finalement réussi à les apaiser : « Nous avons encore un autre moyen d'obtenir de l'argent ». Il ne pouvait pas en dire plus en présence de représentants des médias.

Le Néerlandais avait toutefois déjà lancé de nombreux appels aux entreprises dont les noms figuraient sur les documents de transport des chauffeurs au cours des semaines précédentes... » [Article de Barbara Schäder du 27.09.2023 dans le FAZ online](#) (« Zähe Verhandlungen mit polnischem Transportunternehmen ») – il n'est pas possible d'en savoir plus pour le moment.

Début octobre, la direction de Mazur, l'employeur commun aux chauffeurs grévistes réclamant leurs payes entre dans une « drôle de danse ». *Gregor Haschnik précise ainsi que Mazur nie avoir conclu un accord avec les chauffeurs de camion. Il semble toutefois qu'il y ait eu un contrat de renonciation à toute action en justice.*

L'entreprise n'a pas payé les chauffeurs de camion en grève à Weiterstadt-Gräfenhausen et n'a pas signé d'accord, dit-on. Le *Frankfurter Rundschau* dispose toutefois d'un contrat stipulant qu'il renonce à toute action juridique contre les camionneurs.

Une représentante du groupe polonais Mazur a nié tout accord avec les camionneurs qui ont fait grève jusqu'à récemment à Gräfenhausen. L'entreprise n'aurait pas signé d'accord avec les camionneurs, ni avec leur négociateur, le syndicaliste néerlandais Edwin Atema. C'est ce qu'a fait savoir la directrice financière Magdalena Kurek lundi (2 octobre).

« ...les travailleurs se plaignent de salaires impayés s'élevant au total à un demi-million d'euros... »

En outre, Mazur n'a pas effectué de versements – les travailleurs se plaignent de salaires impayés s'élevant au total à un demi-million d'euros. Le groupe a l'intention de régler le conflit par voie juridique. Néanmoins, la directrice a reconnu que le groupe avait retiré des réclamations liées à un prétendu détournement des wagons, les chauffeurs ayant récemment remis les camions aux employés de l'entreprise de transport.

Mazur avait dénoncé les hommes au parquet de Darmstadt pour extorsion et coercition après quelques transferts effectués en leur faveur au début du conflit social.

Chauffeurs de camion en grève à Gräfenhausen : contrat avec cachet et signature

Le *Frankfurter Rundschau* dispose notamment d'un contrat portant un cachet et une signature de la société Agmaz de Mazur. Il y est dit en substance que l'entreprise confirme qu'elle retire toutes les accusations portées contre le chauffeur en question, qu'elle n'en formulera pas de nouvelles et qu'elle en informera également les autorités compétentes. Cet aspect était très important pour les camionneurs.

Les quelque 70 derniers chauffeurs, originaires pour la plupart de Géorgie et d'Ouzbékistan, avaient mis fin à la grève le week-end dernier après plus de deux mois et avaient parlé d'un succès : Une grande partie des salaires a été payée et Mazur s'est engagé à ne plus engager de poursuites judiciaires contre ses collaborateurs.

En plus de deux entreprises autrichiennes, des entreprises allemandes de la chaîne d'approvisionnement ont également mis la main à la bourse. La DGB a parlé dans ce contexte d'« une coalition de responsables » et d'un grand nombre de « dons ».

Aucune précision n'a été donnée sur la question de savoir si des sommes ont été versées par Mazur et lesquelles l'ont été par ses donneurs d'ordre – qui avaient été préalablement mis en cause par la politique et les audits de l'Office fédéral de l'économie et du contrôle des exportations. Selon les informations, Mazur n'aurait effectivement plus versé d'argent après les premiers paiements au début.

Chauffeurs de camion en grève à Gräfenhausen : tous les dysfonctionnements ne sont pas résolus

La DGB et Atema ont souligné que la fin de la grève ne mettait pas fin à tous les abus, loin s'en faut, et ont exigé des contrôles intensifs. Les entreprises comme Mazur doivent se voir retirer leur licence. Stefan Körzell, du comité directeur de la DGB, a qualifié Mazur de menteur et d'employeur criminel.

Dans les deux cas, Mazur a rejeté toutes les accusations, soulignant qu'il agissait toujours en toute légalité et qu'il n'exploitait personne. Le groupe d'entreprises est la véritable victime.

Au printemps dernier, des collègues des routiers de Gräfenhausen avaient déjà obtenu des arriérés de salaire d'un montant de 300.000 euros après six semaines de grève. Ils reprochaient également au groupe, qui avait alors payé, d'exploiter les travailleurs et de leur imposer des conditions de travail inhumaines.

Déclaration du syndicat international de transport (ETF) sur Gräfenhausen

Les grévistes de Gräfenhausen démontrent que la solidarité des travailleurs permet de contrôler la chaîne d'approvisionnement

Les chauffeurs routiers qui étaient en grève à Gräfenhausen, en Allemagne, ont mené à bien leur action collective vendredi (29 septembre). Dans une victoire historique, les chauffeurs recevront l'argent qui leur est dû et le consortium polonais Lukmaz, Agmaz et Imperia a accepté de renoncer à toute action en justice à leur encontre.

L'entreprise avait engagé des poursuites pénales et civiles contre les conducteurs qui étaient en grève sur l'aire de repos près de Gräfenhausen depuis plus de dix semaines, à la suite d'une action collective similaire en avril.

Les chauffeurs de Gräfenhausen sont originaires d'Ouzbékistan, de Géorgie, du Tadjikistan, d'Ukraine et d'autres pays extérieurs à l'Union européenne (UE), mais travaillent pour le groupe Mazur en Europe occidentale, où ils transportent des marchandises dans la chaîne d'approvisionnement de grandes entreprises multinationales. Leur grève a été déclenchée par les conditions de travail abusives de Mazur Group. Les chauffeurs ont tenu bon pendant plus de 10 semaines et ont même résisté à une grève de la faim de six jours.

L'ITF et l'ETF ont soutenu la grève depuis le début. Sur le terrain, la Fondation pour le contrôle préalable des transports routiers (RTDD), Fair Mobility et les syndicats allemands DGB et ver.di ont apporté une aide concrète aux chauffeurs et facilité la résolution de la grève.

La grève de Gräfenhausen a une nouvelle fois mis en lumière les problèmes endémiques du transport routier européen et plus particulièrement les problèmes rencontrés par les conducteurs transfrontaliers en Europe, notamment les ressortissants de pays tiers. Les conditions de travail extrêmement médiocres des ressortissants de pays tiers témoignent des lacunes structurelles du secteur du transport routier et du modèle économique non viable sur lequel il repose. La campagne en faveur de la justice pour ces conducteurs a également mis en lumière la responsabilité des

multinationales du transport routier dans les violations des droits de l'homme et du travail dans leurs chaînes d'approvisionnement.

Edwin Atema, de la Road Transport Due Diligence Foundation, qui s'est rendu sur le terrain à Gräfenhausen, a déclaré : « La grève des chauffeurs routiers la plus longue et la plus internationale que l'Europe ait jamais connue a pris fin. Toutes les réclamations et accusations portées contre les chauffeurs de Gräfenhausen ont été retirées et l'argent a été versé ».

« Ces conducteurs étaient invisibles dans les chaînes d'approvisionnement du transport routier européen, mais ils ont désormais ouvert la voie à des changements fondamentaux. Ils ne sont plus invisibles, mais invincibles. Tous les conducteurs d'Europe et les entreprises responsables peuvent remercier les conducteurs de Gräfenhausen pour la victoire qu'ils ont remportée ».

La grève a également attiré l'attention du commissaire européen aux droits sociaux, du ministère fédéral allemand du travail et de l'Office fédéral allemand de l'économie et du contrôle des exportations (BAFA). Le BAFA est chargé de l'application de la loi allemande sur les obligations de diligence raisonnable des entreprises dans les chaînes d'approvisionnement, qui impose aux entreprises de prévenir et d'atténuer les violations des droits de l'homme dans leurs chaînes d'approvisionnement. Le BAFA a ouvert une enquête sur les entreprises allemandes qui ont fait appel à des sociétés de transport polonaises dans leur chaîne d'approvisionnement. Le BAFA a également convoqué un sommet de crise le 16 octobre pour discuter de la pandémie d'exploitation dans le transport routier avec les syndicats et les représentants de l'industrie.

Livia Spera, secrétaire générale de l'ETF, a déclaré : « Les conducteurs de Gräfenhausen ont démontré que lorsque les travailleurs s'organisent, leurs droits ont plus de chances d'être respectés. Mais ils ont également mis en lumière la question de l'exploitation des ressortissants de pays tiers dans l'industrie du transport routier, révélant la nécessité d'un contrôle rigoureux de leurs conditions d'emploi, de leur statut juridique et du respect des règles sociales par les opérateurs, quelle que soit leur position dans la chaîne d'approvisionnement ».

Spera a déclaré que cette grève servait d'exemple et soulignait la nécessité d'inspections systématiques des chaînes d'approvisionnement opérant en Europe. Bien qu'il s'agisse d'une avancée significative, la lutte pour la dignité et le respect de tous les conducteurs se poursuit.

« L'unité dont ont fait preuve les conducteurs de Gräfenhausen est une grande source d'inspiration pour nous tous », a déclaré Stephen Cotton, Secrétaire général de l'ITF. « En même temps, ces conducteurs ont démontré qu'il y a énormément de travail à faire pour résoudre les problèmes structurels du transport routier européen. L'ITF s'engage à soutenir le processus visant à garantir la responsabilité dans l'ensemble du transport routier européen et félicite l'autorité allemande de la chaîne d'approvisionnement BAFA pour son intervention rapide en convoquant un sommet de crise. Nous sommes prêts à travailler avec tout gouvernement ou toute entreprise qui s'engage à réparer l'industrie.

[Publié le 3 octobre sur le site du syndicat](#)

Gräfenhausen: bilan d'une grève au succès mitigé

A la mi-octobre, nous pouvons déjà dresser un bilan de cette grève spontanée. Le prétendu succès de la grève sauvage de Gräfenhausen a un goût amer, on se demande donc comment les syndicats auraient-ils dû mieux soutenir la grève.

En effet, si la grève sauvage des chauffeurs de camion à Gräfenhausen a été couronnée de succès, elle n'a rien changé au dumping salarial et au manque de transparence des entreprises de transport. Les syndicats pourraient soutenir plus durablement les futurs conflits du travail. Il ne faut toutefois pas être devin pour prédire qu'une grève similaire peut se reproduire à tout moment. Les chauffeurs sont employés dans le secteur de la logistique, le plus grand secteur économique européen après l'industrie et le commerce. Les relations de travail sont marquées par la sous-traitance et le dumping salarial, dont profitent également les entreprises allemandes. Même la nouvelle loi sur la chaîne d'approvisionnement ne s'applique pas ici ³⁶. Par le passé, les grèves sauvages ont souvent été ignorées par les syndicats du DGB, parfois même combattues. Ce n'était pas le cas à Gräfenhausen. Mais la question importante, notamment pour les syndicats, est maintenant : Comment soutenir ceux qui sont livrés sans protection à la pression sur les salaires ? Les grèves sauvages créent des situations confuses et spontanées. Il s'agit alors d'organiser un soutien dans des conditions qui changent rapidement. L'affiliation syndicale à long terme devrait également être compliquée en raison des conditions d'emploi. Ainsi, il apparaît approprié de mettre en place une caisse de grève solidaire pour ce type de grèves.

Les caisses de grève sont les secrets bien gardés des syndicats, qui rendent possible la poursuite d'une grève. Peut-être que l'argent de la grève, qui aurait pu être envoyé à la maison par les chauffeurs grévistes spontanés, aurait pu faire de la grève de Gräfenhausen un véritable succès. Comme le rappelle Nina Scholz : cette grève a un goût amer parce que « ce n'est pas le transporteur Mazur qui a payé les salaires impayés des chauffeurs. (...) N'aurait-il pas été préférable d'utiliser de l'argent pour que la grève se poursuive durablement avec succès plutôt que de contribuer à la pacification à court terme avec des sommes provenant de canaux peu clairs ? Le rapport de force entre les chauffeurs et leur transporteur n'a en tout cas guère changé de cette manière ».³⁷

Ce sont plusieurs entreprises qui étaient alors prises dans le conflit. Après de longues discussions, les chauffeurs ont compris que les entreprises de transport polonaises Agmaz et Lukmaz ne paieraient pas, a indiqué mardi la directrice financière d'Agmaz, Magdalena Kurek, interrogée à ce sujet. Elle a ainsi confirmé un rapport de l'agence de presse dpa. Les quelque 70 chauffeurs avaient mis fin à leur grève avant les autres chauffeurs après avoir reçu de l'argent, selon leur négociateur, le syndicaliste néerlandais Edwin Atema. Le montant et la provenance n'étaient toutefois pas clairs. Interrogé à ce sujet ce week-end, Atema s'est contenté de dire : « Tout l'argent ne vient pas de Pologne ».

Cette grève fait apparaître le caractère inadapté des syndicats pour soutenir des grèves internationales, portées par des travailleurs précaires de différents employeurs, qui n'ont pas le

³⁶ Voir à ce sujet notre point en première partie sur la CSSD.

³⁷ [Extraits issus de l'article de Nina Scholz du 13.10.2023 dans Freitag online](#)

moyen de se syndiquer. La nature de la revendication révèle une lutte défensive, disposer de son salaire, et donc, faire respecter un contrat de travail. Il s'agit donc de revendiquer l'application du droit.

Grève illimitée des travailleurs de la santé

[17/10/2023](#)

Vingt-deux mille travailleurs de la santé péruviens, membres de la fédération d'assurance EsSalud, se sont mis en grève le 10 octobre. Les travailleurs réclament notamment le paiement d'une prime annuelle de 5 500 soles peruanos (1 443 dollars) qui leur est due par le gouvernement péruvien de la présidente Dina Boluarte. Les grévistes accusent le gouvernement péruvien de mener des politiques hostiles à la classe ouvrière.

La raison en est l'absence de dialogue avec le gouvernement et le non-respect de l'accord signé en juin pour un « Bono de Cierre de Pliego » pour tous les travailleurs. Aujourd'hui, les syndicats se sont rendus au ministère du travail et de la promotion de l'emploi.

Manifestations en Chine contre les arriérés de salaire

Manifestations et grèves contre les délocalisations d'usines sans compensation, les salaires impayés et les cotisations de retraite dans presque tous les secteurs de la Chine depuis début novembre.

L'organisation de défense des droits de l'homme China Labor Bulletin, basée à Hong Kong, a enregistré 140 grèves dans toute la Chine entre janvier et mai 2023, le chiffre le plus élevé depuis la même période en 2016, où 313 grèves avaient été signalées.

« Du 31 octobre au 1er novembre, des centaines de travailleurs de Jinyang Coal and Coking Group Co., Ltd. à Lvliang, dans la province du Shanxi, ont fait grève deux jours de suite pour protester contre des licenciements déguisés sous le couvert de longs congés et pour réclamer une indemnisation de la part de l'entreprise.

Plus de 100 travailleurs de la cokerie de Tianxing, dans le district de Lingshi de la ville de Jinzhong, dans la province du Shanxi, ont protesté pendant quatre jours, du 30 octobre au 2 novembre, contre le fait que l'usine n'avait pas indemnisé les travailleurs après la fermeture de l'usine et ont exigé que l'usine cotise rétroactivement à l'assurance retraite.

Les travailleurs/euses de l'usine Deli Textile Co Ltd, située dans la zone de développement économique de Xia Sha, dans le district de Qiantang de Hangzhou (province du Zhejiang), ont entamé une grève le 2 novembre pour protester contre la délocalisation de l'usine sans indemniser les travailleurs/euses.

Le 2 novembre, les travailleurs/euses de Lai Ming Industrial Co. Ltd, dans le district de Jimei, Xiamen City, province du Fujian, ont entamé une grève pour protester contre le fait que l'entreprise n'avait pas versé de salaires pendant trois mois. (...) Le 4 novembre, les travailleurs de la cokerie

de Tianxing, dans le district de Lingshi, ville de Jinzhong, province du Shanxi, ont poursuivi leur manifestation pour le sixième jour. Les travailleurs de la cokerie de Tianxing avaient lancé une action de défense de leurs droits le 30 novembre dernier, pour protester contre le fait que l'usine n'avait pas indemnisé les travailleurs après la fermeture de l'usine et pour exiger que l'usine rembourse l'assurance retraite.

Le 6 novembre, les travailleurs de l'usine de textile Yonglong à Shaoxing, dans la province du Zhejiang, ont entamé une grève parce qu'ils n'avaient pas reçu d'indemnisation suite à la délocalisation de l'usine. (...)

Du 6 au 7 novembre, près de 100 travailleurs/euses de l'office du tourisme se sont rassemblés deux jours de suite devant l'office du tourisme du district de Tianjin Jizhou pour réclamer leurs salaires impayés depuis neuf mois. (...)

Une centaine d'agents de nettoyage de Tangshan, dans la province du Hebei, se sont rassemblés pendant plusieurs jours pour réclamer leur salaire, car ils ne l'avaient pas reçu depuis six mois ». La société Supply and Marketing Environmental Technology Co, Ltd, située dans le village de Beijiazhuang, district de Fengrun, ville de Tangshan, province du Hebei, n'est pas en mesure de payer ses salaires depuis le mois de mai de cette année. Une centaine d'agents de nettoyage se sont rassemblés devant l'entreprise pendant trois jours, du 13 au 15 novembre, dans l'espoir de récupérer leur argent durement gagné, mais sans résultat jusqu'à présent. (...)

Des centaines d'ouvriers au chômage réclament une indemnisation après l'effondrement d'une usine de véhicules à Zhumadian, dans la province du Henan. L'usine CIMC Huajun Vehicle Co, Ltd de Zhumadian, dans la province du Henan, a récemment annoncé sa fermeture et, faute d'avoir reçu une indemnisation adéquate, des centaines de travailleurs ont déposé une plainte lundi (27 novembre) afin de réclamer à l'entreprise une compensation appropriée pour les ouvriers. Zhumadian CIMC Huajun Vehicle Co, Ltd est une filiale de l'entreprise publique China International Marine Containers (Group) Co, Ltd et un fournisseur de semi-remorques et de véhicules spéciaux de renommée mondiale ainsi qu'une base de production de véhicules modifiés de différentes marques connues d'usines automobiles en Chine et à l'étranger, employant plus de 2.000 personnes. (...)

Travailleurs migrants se réunissent sur un toit (Shubo Global, Yueyang Tower District, Yueyang City, province du Hunan) pour cause de salaires impayés. 4.12.. [N.B. : Se tenir sur un toit (parfois accompagné de la menace de sauter) est un moyen de pression fréquemment utilisé en Chine]. (...)

Ouvriers du bâtiment en conflit avec la police (Centre de services de proximité de Dancun Town, Weinan, province du Shaanxi) à propos de salaires impayés, 2.12

Grève dans les hôpitaux de proximité en Angleterre

[12/12/2023](#)

Les travailleurs des hôpitaux de proximité font grève aujourd'hui parce qu'ils ne bénéficient pas des mêmes conditions salariales que les autres employés du NHS.

Les travailleurs des hôpitaux communautaires du Wiltshire se disent « lésés » et se considèrent comme des « citoyens de seconde zone ». Les rendez-vous ont été réorganisés et il y a moins de personnel en poste, mais les unités de soins pour les blessures mineures restent ouvertes. Le service de santé et de soins du Wiltshire a déclaré qu'il attendait de savoir si le gouvernement financerait les paquets de salaires. Les hôpitaux communautaires touchés par les grèves sont Chippenham, Trowbridge et Warminster. En juin, un accord a été conclu pour les travailleurs sous contrat avec le NHS, qui comprenait une augmentation de salaire de 5 % pour cette année et un paiement unique de 1 655 £ pour les plus bas salaires pour 2022/23.

Mais Unison a déclaré que les travailleurs employés par Wiltshire Health and Care, qui appartient au NHS mais n'en fait pas techniquement partie, n'ont pas bénéficié du paiement unique offert au personnel en raison d'une « faille ». Bien qu'elle soit détenue à 100 % par des organismes locaux du NHS, la société Wiltshire Health and Care est gérée comme une entité distincte appelée LLP, semblable à une société privée. C'est à cause de ce détail technique que les travailleurs n'ont pas encore reçu le paiement supplémentaire. Le ministère de la santé et des soins sociaux a déclaré que le financement des organisations éligibles « sera fourni d'ici la fin de l'année financière ».

Grève des enseignants du primaire au Nigéria

Les enseignants des écoles primaires du Territoire de la capitale fédérale du Nigeria ont repris leur grève le 15 janvier pour réclamer des arriérés de salaire.

Le syndicat des enseignants du Nigeria a suspendu la grève précédente le 3 décembre, invoquant les promesses des autorités compétentes, qui n'ont pas été tenues.

Les enseignants ont entamé une grève illimitée le 11 septembre 2023. Leurs revendications comprenaient la mise en œuvre d'une indemnité particulière de 40 % et le paiement de 25 mois d'arriérés de salaire. Une enseignante, Margaret, a déclaré que ses collègues n'avaient pas reçu leurs salaires de décembre.

De nouvelles grèves annoncées par les travailleurs hospitaliers du groupe Barts à Londres

Les transporteurs, les nettoyeurs et le personnel de restauration des services dits « soft » de cinq hôpitaux dans l'est et le centre de Londres vont organiser un nouvel arrêt de travail du 19 au 21 février. Ces travailleuses et travailleurs sont employés par le St Barts National health Care Service Trust.

Les membres du syndicat Unite ont déjà mené des actions, dont une grève de 12 jours qui s'est achevée le 9 février. Ils exigent que leur soit versée la prime de 1 650 livres sterling reçue par d'autres travailleurs de la santé qui ont travaillé au cours de la pandémie. L'entreprise refuse de

verser cette prime, car certains employés des services non médicaux ont été réintégrés dans le NHS par des prestataires privés pendant la pandémie. Enfin, les travailleuses et travailleurs protestent également contre le manque de personnel.

Les ouvriers du textile réclament des salaires impayés (Bangladesh)

Des centaines d'ouvriers du textile de deux usines fermées à Fatuallah (Narayanganj) ont manifesté dimanche pour protester contre les fermetures et réclamer les salaires impayés pour les mois de décembre et janvier.

Les travailleurs de l'usine Abanti Colour Tex, qui emploie 7 000 personnes, ont manifesté dans les locaux de l'usine pendant deux heures dans la matinée, puis se sont rendus sur la route régionale Dhaka-Munshiganj, provoquant des embouteillages. Un travailleur a déclaré aux médias : « Le matin, nous sommes arrivés au travail et avons trouvé l'usine fermée. La police qui se trouvait devant l'usine ne nous a pas permis d'entrer ».

Les travailleurs ont mis fin à leur protestation après qu'un représentant a assuré verbalement que l'usine serait ouverte et que les salaires seraient versés lundi.

Le même jour, plus d'une centaine de travailleurs d'une usine fermée du Rupashi Group of Industries ont manifesté devant le Narayanganj Press Club. La Fédération unie des travailleurs du textile a déclaré que 700 travailleurs n'ont pas été payés depuis novembre.

Affrontement avec les policiers : 830 travailleurs de l'industrie du textile poursuivis en justice (Bangladesh)

La police industrielle de Narayanganj a poursuivi 830 travailleurs du secteur de la confection pour avoir attaqué la police et vandalisé des véhicules, entre autres, lors d'un affrontement le 21 avril. L'affrontement a eu lieu entre la police et les travailleurs d'Abanti Colour Tex Ltd, une usine de vêtements du groupe Crony à BSCIC à Fatullah de Narayanganj, lorsque les travailleurs manifestaient pour réclamer des arriérés de salaire.

Au moins 10 membres de la police et 50 travailleurs ont été blessés lors de l'affrontement, dont deux travailleurs touchés par des balles. La police a tiré 85 balles et 13 grenades lacrymogènes pour contrôler la situation. Personne n'a encore été arrêté lors de cet affrontement, a ajouté le commandant.

Les musiciens de l'Orchestre de Londres en grève pour non-paiement de salaire (Grande-Bretagne)

La moitié des musiciens du London Chamber Orchestra (LCO) ont quitté une répétition la semaine dernière pour protester contre le non-paiement de leurs salaires depuis cinq mois.

Les musiciens acceptent d'autres emplois, y compris en dehors de la sphère musicale, pour survivre. L'impossibilité de payer les salaires est survenue après que la banque Barclays a gelé le compte de LCO sans préavis. Ce compte a maintenant été débloqué. Le concert prévu pour le 7 février a pu avoir lieu, mais seulement après une recherche frénétique pour trouver suffisamment de musiciens.

Le LCO, fondé il y a plus de 100 ans, est environ deux fois plus petit qu'un orchestre classique. Son président est le pianiste de renommée internationale Vladimir Ashkenazy.

Les travailleurs du National Museum Liverpool (Royaume-Uni) poursuivent leur grève

Environ 200 travailleurs du National Museum Liverpool (NML), en Angleterre, ont entamé le 17 février une grève programmée de huit semaines. Les travailleurs du NML sont répartis sur sept sites à Liverpool, dont le Musée de Liverpool et le Musée international de l'esclavage.

Les membres du syndicat PCS ont voté à une majorité de 94 % en faveur de cette action. Ils protestent contre la rétention par le NML d'une indemnité d'inflation de 1.500 livres sterling (environ 1750 euros) versée aux fonctionnaires dans le cadre d'un accord salarial. La NML est le seul des plus de 200 employeurs à ne pas avoir effectué ce paiement.

Le 20 mars, la direction du NML a fait une offre de règlement du conflit, comprenant un paiement unique de 750 £ (870 euros), l'augmentation du congé annuel à 30 jours et d'autres concessions mineures. L'offre était soumise à la condition que le personnel accepte de reprendre le travail le 27 mars, à temps pour les vacances de Pâques, très chargées pour ce musée national. Les travailleurs ont rejeté l'offre et la grève devrait se poursuivre jusqu'au 14 avril.

Appel à action en solidarité avec les salarié.e.s d'ONELA en grève reconductible depuis début février !

Depuis le 1er février les salariés du service d'astreinte d'ONELA sont en grève ! ONELA est une entreprise spécialisée dans « l'aide à domicile » pour personne handicapée ou âgée, c'est plus de 2900 salarié.e.s exploité.e.s au quotidien. Le service d'astreinte est là pour gérer les absences et trouver des auxiliaires de vies qui accepteraient des remplacements au dernier moment. La direction n'ayant pas mis de bureaux à dispositions des salarié.e.s, iels doivent changer chaque semaine / week-end d'agence où travailler.

Liste des revendications des salarié.e.s :

Les salariés de la cellule d'astreinte des sociétés de services à la personne BIEN À LA MAISON et NOUVEL HORIZON SERVICES revendiquent :

- Une rémunération de base minimale de 17€/net avec une augmentation automatique annuel d'ancienneté de 15% ;

- Une rémunération de base minimale pour la responsable adjointe 21€/net avec une augmentation automatique annuel d'ancienneté de 15% ;
- Paiement intégrale du travail dissimulé du 01 janvier 2019 au 01 juillet 2023 pour les salariés sous contrat BALM ;
- Majoration du dimanche/ jours fériés à 100 % et du samedi à 50 % ;
- La reconnaissance des diplômes avec majoration salariale de 10% ;
- Maintien du nom de service « cellule d'astreinte »
- Paiement intégrale des heures de grèves ;
- Un local individuel pour les salariés de la cellules d'astreinte avec boîte individuelle et matériel adapté au travail ;
- Ticket restaurant ou un panier repas d'un montant minimal de 10 euros ;
- Prévoyance pour tous les salariés ;
- Prise en charge à 100% de la mutuel ;
- Prise en charge à 100% des titres de transport ;
- Retour systématique de la direction sur les sanctions/rappel à l'ordre fait aux clients de la société à la suite du signalement des salariés de l'astreinte lors de propos racistes, homophobes, sexistes et menace de mort ;

On le voit, nous trouvons ici un mélange de revendications qu'on ne peut limiter à celle sur les salaires ou à payer ce qui est dû.

Inde : Les travailleurs des plantations de thé de l'Assam protestent contre les salaires impayés

[26/05/2024](#)

Des milliers de travailleurs des jardins de thé de Moran sont descendus dans la rue pour protester massivement contre le gouvernement indien, le gouvernement de l'Assam et la société Andrew Yule. Des manifestations ont eu lieu dans les plantations de thé de Bamunbari et de Khowang, où les travailleurs ont exprimé leur indignation face aux politiques anti-ouvrières et aux mauvaises conditions de travail.

Les travailleurs des plantations de thé de Dibrugarh, dans l'État d'Assam, ont cessé le travail et manifesté dans la ville mardi 21 mai pour protester contre trois mois de salaires et de rations impayés et de conditions de travail difficiles. La manifestation, coordonnée par l'Assam Tea Workers Union, a coïncidé avec la Journée internationale du thé.

Les travailleurs de différentes plantations de thé appartenant au groupe Andrew Yule ont défilé à travers Lahowal avant de converger vers la plantation de thé Basmatia. Ils ont scandé des slogans contre le gouvernement et la direction des plantations de thé. Ils ont également brûlé des effigies du Premier ministre Narendra Modi, du ministre en chef de l'État Himanta Biswa Sarma ainsi que de la direction de la plantation de thé.

4) Lutter contre la répression

Manifestation d'agriculteurs et de paysans dans l'État mexicain du Chiapas

Le vendredi 13 octobre, plus de 4 000 agriculteurs et paysans ont manifesté dans la ville d'Altamirano, dans l'État du Chiapas, pour réclamer le retour de 20 de leurs dirigeants, enlevés par une bande armée le 10 octobre. Les manifestants ont dénoncé l'impact des homicides, des enlèvements, des extorsions et des déplacements forcés sur leurs communautés, perpétrés par des escadrons paramilitaires qui ont pris pour cible les partisans de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN).

Les manifestants ont également dénoncé la corruption et l'indifférence des autorités provinciales. Le dernier enlèvement a eu lieu alors que 100 agriculteurs revenaient de la capitale de l'État, Tuxtla Gutierrez, où ils avaient présenté leurs griefs aux autorités de l'État. Le groupe a été intercepté par des hommes armés en tenue militaire.

Revendications: les polytechniciens enclenchent de nouveau une grève à Madagascar

Les étudiants de l'École supérieure polytechnique d'Antananarivo (Espa) sont entrés en grève mardi 30 avril tout en semant des troubles dans le campus et les environs. Outre le paiement des cinq mois de bourses d'études, principale raison de cette grève, les manifestants réclament également la rénovation des infrastructures de l'établissement.

Le campus de Vontovorona est devenu de nouveau un théâtre d'affrontement mardi 30 avril. Très tôt dans la matinée, les étudiants ont érigé des sacs remplis de sables et des blocs de pierre en guise de barrage pour y bloquer l'accès. Les forces de l'ordre sont intervenues pour évacuer les lieux.

Selon les manifestants, il s'agit d'une grève d'avertissement, conformément à la lettre de doléances qu'ils ont envoyée le 29 avril aux responsables de l'établissement et de l'Université d'Antananarivo. Ils demandent le paiement des cinq premiers mois de bourses d'études, la réhabilitation des infrastructures et des matériels pédagogiques, qui se trouvent pour la plupart dans un état de délabrement avancé, par exemple, les installations électriques génèrent une menace constante d'incendie sur les infrastructures du campus. Les grévistes exigent aussi l'amélioration de la qualité de l'enseignement dans les universités publiques à travers le pays. Au moment où l'affrontement entre les étudiants et les forces de l'ordre était à son comble à Vontovorona, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique s'est empressé de publier le calendrier de paiement des bourses d'études dans les universités qui lui sont rattachées. Les boursiers devraient toucher leurs dus à partir de ce lundi 6 mai.

Selon les dispositions du ministère de tutelle, les étudiants ne percevront cette fois que les trois premiers mois de bourses d'études et les frais d'équipements. Pourtant, les grévistes, dont ceux de

Vontovorona et de la Faculté des Sciences, exigent le paiement des cinq premiers mois de bourses d'études.

Après avoir lancé un ultimatum de 72 heures, les membres de l'association FMSA (Fikambanan'ny mpianatra siantifika Antananarivo) ont menacé d'entrer en grève jeudi 2 mai au cas où les responsables à tous les niveaux ne donneraient pas une suite favorable à leurs requêtes. Dans une publication sur Facebook, ladite association convoque ses membres à une assemblée générale le 2 mai à 8h. Nous n'avons à ce jour pas d'informations supplémentaires.

Grève nationale des avocats au Pakistan : la situation s'enlise

Le Conseil du barreau du Pakistan a appelé à une grève nationale et à des manifestations après que les avocats de Lahore ont été victimes de brutalités policières

Le Conseil du barreau du Pakistan (PBC) a annoncé une grève et une protestation à l'échelle nationale à la suite du traitement brutal infligé aux avocats par la police à Lahore. Cette décision fait suite à une confrontation entre les avocats et la police dans le complexe judiciaire de Lahore, où les avocats protestaient contre le transfert de juges et l'ouverture d'une procédure pour terrorisme à leur rencontre.

Les avocats ont été victimes de brutalités policières, notamment de coups de matraque et de gaz lacrymogènes, après s'être rassemblés dans le complexe judiciaire pour protester. Les avocats, menés par la présidente du Conseil du barreau du Pakistan, Asma Jahangir, demandaient l'annulation de la mutation et le retrait des accusations de terrorisme.

La confrontation a dégénéré lorsque la police a fait usage de la force pour disperser les manifestants. Les avocats ont riposté en jetant des pierres sur la police, qui a répondu par des gaz lacrymogènes et des coups de matraque. La situation est devenue de plus en plus tendue et la police a utilisé des canons à eau pour disperser la foule.

Le conseil du barreau pakistanais a appelé à une grève et à des manifestations dans tout le pays, exhortant tous les avocats à boycotter les tribunaux et à participer aux manifestations. La présidente du conseil, Asma Jahangir, a annoncé la grève dans un communiqué, précisant qu'aucun avocat ne se présenterait devant les tribunaux du pays et que les avocats organiseraient des manifestations dans toutes les grandes villes.

La grève et la manifestation sont une réponse aux brutalités policières et aux problèmes persistants auxquels sont confrontés les avocats au Pakistan. Ces derniers réclament de meilleures conditions de travail, la fin du harcèlement policier et la protection de leurs droits. La grève devrait avoir un impact significatif sur le système juridique du pays, de nombreuses affaires étant susceptibles d'être retardées ou reportées.

La situation à Lahore reste tendue, la police a arrêté plusieurs avocats qui participaient à la manifestation, et la situation devrait rester explosive jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée.

Si les informations sont difficiles à obtenir, un article de « Dawn », journal progouvernemental pakistanais nous apprenait que le mouvement se poursuivait ne manquant pas de souligner les dysfonctionnements générés dans le système judiciaire. Les tensions entre le pouvoir judiciaire et les avocats risquent de s'aggraver. L'avocat principal Naeem Bukhari accuse le président de l'Islamabad High Court Bar Association (IHCBA) d'avoir empêché les avocats d'entrer dans les locaux du tribunal.

Le PBC a prévenu qu'il engagerait une procédure disciplinaire à l'encontre des personnes ne respectant pas l'appel à la grève. Le conseil du barreau du Pendjab avait suspendu les licences de trois avocats - Zafar Nawaz, Abdul Samad Langah et Shahid Sajjad Siddqui - pour n'avoir pas respecté l'appel à la grève.

Grève des avocats en Tunisie

Ces dernières semaines les arrestations se multiplient en Tunisie, journalistes et avocats. L'avocate et chroniqueuse Sonia Dahmani a été arrêtée le samedi 11 mai à la maison du barreau suite à un commentaire sur un propos tenu par Ben Saïd.

Ces arrestations font suite à celle de Saadia Mosbah, une dissidente tunisienne de renom, connue pour sa défense des migrants africains. Elle a été arrêtée au début du mois pour blanchiment d'argent. Ces arrestations s'inscrivent dans le cadre d'une répression croissante du gouvernement tunisien à l'encontre des dissidents et des détracteurs du décret 54.

Des organisations internationales, dont Human Rights Watch, ont exprimé leur inquiétude quant à l'utilisation de l'article 24 du décret, qui prévoit des amendes et des peines d'emprisonnement de cinq ans pour réprimer la dissidence, et l'ont qualifiée de violation de l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne.

5) Lutter pour des papiers

Quelles victoires des grèves et occupations des travailleurs sans-papiers en octobre 2023 ?

En ce mois d'octobre 2023 a eu lieu l'une des plus grosses grèves de sans-papiers observée depuis 2009, quand le 12 octobre, 1300 travailleurs sans papiers s'étaient mis en grève sur 28 sites d'Ile-de-France. Depuis longtemps, les grèves de sans-papiers émaillent le territoire français. La première a lieu en mai 1973 dans une usine de recyclage de papier de Nanterre et Gennevilliers. Elles connaissent un notable regain, en témoignent les mouvements qui secouent actuellement certaines communautés Emmaüs et les coursiers de plateformes de livraison. Nous allons essayer de comprendre comment le mouvement qui s'est déclenché sur les chantiers du Grand Paris et des Jeux Olympiques 2024 en Ile-de-France a été construit, quels en sont les résultats et ce que cela signifie dans le rapport de force entre capital et travail.

Entre le 17 et le 23 octobre 2023, ce sont 33 piquets de grève qui sont tenus devant les boîtes d'intérim, avec pour résultat qu'une trentaine d'employeurs délivrent les formulaires Cerfa dûment remplis, des documents nécessaires à l'ouverture de procédures de régularisation auprès des préfetures. L'action qui a marqué le début de cette mobilisation est une occupation du chantier de l'Arena Adidas, unique stade intra-muros de Paris pour les Jeux Olympiques, qui avec ses 8000 places doit notamment accueillir le tournoi préliminaire masculin de basket, ainsi que des épreuves de badminton et de gymnastique. Le 17 octobre au matin, 100 à 150 travailleurs sans-papiers se sont mis en grève et ont occupé le chantier toute la journée, avec le soutien de leurs collectifs (notamment les Gilets noirs), du syndicat du BTP de la CNT-Solidarité Ouvrière et de la CGT. Le syndicat CNT-SO résume à la fin de la journée : « Cette journée s'est soldée par une première victoire pour la régularisation qui en appelle d'autres ! ». En effet, les Cerfa des travailleurs sans-papiers grévistes ont pour la plupart été remplis sur-le-champ.

Le lendemain, le mercredi 18 octobre, une équipe d'intérimaires grévistes de la CNT-SO a lancé l'occupation des locaux de l'agence Qapa (groupe Adecco), boulevard de l'Opéra à Paris. Le même jour, la CNT-SO fait part dans un communiqué que le premier adjoint au maire de la mairie de Paris a promis de les soutenir dans leurs démarches auprès de la Préfecture suite à « la victoire arrachée à l'Arena à savoir la régularisation » de certains camarades. L'adjoint affirme également qu'il va solliciter SOLIDEO et la société du Grand Paris pour que les syndicalistes soient reçus et que se tienne une discussion au sujet des régularisations des travailleurs sans-papiers se trouvant sur les chantiers. Enfin, la mairie « demande solennellement » au Ministère du Travail et de l'Intérieur de rencontrer les collectifs mobilisés contre la loi dite immigration.

Les actions se poursuivent jusqu'au 23 octobre, et le 26 octobre, on apprend donc que ce sont plus de 800 travailleurs sans papiers qui ont été régularisés (Politis). Dans l'article d'Alice Terrier « Travailleurs sans papiers : comment leur grève éclair a mené à la victoire » publié le 6 novembre dans *L'Humanité*, on trouve le chiffre de 630.

D'après les dernières informations que nous avons, un seul piquet de grève n'a pas obtenu satisfaction, environ une vingtaine de grévistes d'une agence d'intérim à Pontault-Combault (Seine-et-Marne). Si le modèle de base est celui du mille feuille de sous-traitants, la cellule investigation de Radio France révèle le 24 octobre qu'une centaine de sans-papiers ont été embauchés sans contrat de travail, ni fiche de paie, par neuf entreprises, sous-traitantes de deux « géants » du secteur du BTP : GCC et Spie-Batignolles. Ils s'ajoutent à ceux régularisés via l'action de la CNT-SO.

La CNT-SO effectue un travail de fond de défense des travailleurs sans-papiers depuis au moins 2019. Leurs activités visibles auprès des travailleurs sans-papiers semblent remonter juste en amont de la grève de postiers ayant débuté en novembre 2019. Le syndicat est également engagé auprès d'une autre lutte longue et encore sans résultat. Depuis fin octobre 2021, trois grèves de travailleurs sans-papiers ont démarré successivement : DPD (filiale de La Poste) du Coudray-Montceaux, Chronopost d'Alfortville et l'agence d'Intérim RSI de Gennevilliers. Ils sont soutenus dans leur combat par de nombreux·euses travailleuses et travailleurs d'autres entreprises qui exigent aussi leur régularisation avec l'implication de l'Union syndicale Solidaires, de SUD PTT et du CTSPV. Pour le mouvement d'octobre 2023, Gérard Ré, membre du bureau confédéral de la CGT, explique qu'« un an de préparation a été nécessaire pour coordonner l'action ». Il poursuit : « Il fallait surtout que les travailleurs comprennent qu'ils pouvaient gagner ».

Régularisés ?

Les titres des articles ainsi que les déclarations du syndicat sont à relativiser : les travailleurs ne sont pas régularisés, seule leur démarche de régularisation peut commencer. En effet, si le Cerfa-sésame a été rempli par l'employeur, il convient de rappeler tout de même que la procédure durera encore plusieurs mois et qu'il n'y a pas de certitude sur son résultat. Ce qui explique les démarches entreprises par le syndicat auprès de la mairie et de cette dernière auprès du ministère du travail et de l'intérieur. On sait même d'expérience que cela dépend aussi de la capacité de l'employeur lui-même à faire régulariser ses salariés. Comme le rappellent les auteurs du livre *On bosse ici, on reste ici ! La grève des sans-papiers : une aventure inédite*, cette capacité est très variable « selon qu'ils [les employeurs] possèdent ou non des connexions avec le monde politique, ce qui crée des inégalités entre grévistes » (p. 64).

Rappelons que le cadre juridique de la démarche de régularisation est celui de la circulaire Valls de 2012, qui a pour particularité de faire reposer la demande sur un formulaire Cerfa que l'employeur doit (peut) remplir. Il convient de remarquer que les entreprises intérimaires bénéficient d'un statut spécifique qui les contraint et peut expliquer leurs réticences : « L'entreprise d'intérim doit s'engager sur l'avenir, et le préciser sur le Cerfa, à fournir huit mois de travail sur douze mois, ou douze mois sur dix-huit mois », précise le texte.

Cette lutte s'inscrit en continuité avec une certaine représentation du sans-papiers qui l'assimile au travailleur. Le rapport entre droit de régularisation et travail salarié s'inscrit dans une histoire des stratégies employées par les collectifs et les syndicats pour lutter aux côtés des travailleurs sans-papiers. La déconnexion totale entre les deux est aujourd'hui portée par les Gilets noirs : ce collectif de personnes migrantes exige des papiers pour tous, indépendamment de la question du travail. Ce positionnement marque une rupture forte avec une manière de définir l'identité des travailleurs sans-papiers en lutte qui s'est initiée en 2006. En effet, c'est pour la première fois lors du conflit dans l'entreprise de nettoyage Modeluxe dans l'Essonne que le cadrage des mobilisations se pose autour du travail et non plus selon les principes de la « commune humanité » que l'on observait, par exemple, lors des occupations d'églises et des grèves de la faim de 1996³⁸. Cependant, pour Emeline Zougbedé, la revendication d'une égalité de droits avec les travailleurs réguliers et nationaux se révèle surtout avec l'utilisation d'un mode d'action propre aux ouvriers, la grève, en 2008-2010. Appelée la grève de « Tous les Travailleurs Sans-papiers », les travailleurs ont alors « appuyé sur les contradictions liant leurs situations professionnelles et les politiques migratoires »³⁹. C'est lors du deuxième acte de la grève de travailleurs impliquant plus précaires que l'alternative se pose alors entre deux affirmations : tous les sans-papiers sont des travailleurs

38 Voir à ce sujet, Lucie Tourette, Pierre Barron, Anne Bory, Sébastien Chauvin, Nicolas Jounin et Lucie Tourette, *On bosse ici, on reste ici ! La grève des sans-papiers : une aventure inédite*, La Découverte, Paris, 2011.

39 Zougbedé, Emeline. « Régulariser le « bon » travailleur « sans-papiers » : la circulaire « Valls » comme « politique de la frontière » », *Sciences & Actions Sociales*, vol. 9, no. 1, 2018, pp. 116-136.

comme les salariés français, ou « parmi les sans-papiers il y a des travailleurs ⁴⁰ ». La CGT oeuvrera alors en ce sens, concentrant son activité sur les travailleurs et leur défense.

Socialisme ou barbarie, ou pourquoi le succès n'est pas une victoire

La logique de la préfecture de Paris est de régulariser quelques personnes et de maintenir la grande majorité comme sans-papiers. De cette manière, l'Etat a créé un marché du travail de 6 à 700.000 sans-papiers dans lequel les employeurs n'ont qu'à se servir. Guillaume Bernard rappelle dans son article pour *Rapport de force* que « ainsi, en Île-de-France, les travailleurs immigrés – avec ou sans papiers – représentent une large part des salariés dans l'aide à domicile, le BTP, l'hôtellerie-restauration, le nettoyage, la sécurité privée ou l'agroalimentaire (40 à 62 % en fonction des branches, selon l'Insee) ». Par ailleurs, Julien Huard, secrétaire de la CNT-SO, évoque les conditions dangereuses dans lesquelles les ouvriers travaillent sur les chantiers : « Les blessures se multiplient sur les chantiers des JO. L'Adidas Arena, ce n'est que la partie visible de l'iceberg ».

Il est indéniable que le travail qui a produit cette action intersyndicale et l'agrégation de collectifs et de camarades a été un élément déterminant de la réussite de cette action. Si le mouvement est massif et a des conséquences immédiates, Nicolas Joulin, sociologue interrogé par Alice Terrier pour *L'Humanité*, c'est l'urgence dans laquelle se trouvent les chantiers à l'approche des JO qui explique ce rapide succès, mais aussi la présence de journalistes internationaux.

L'état du droit en France est tel que l'on doit se réjouir d'obtenir de son employeur, pour un emploi temporaire, le papier rempli permettant de commencer des démarches en vue d'une éventuelle régularisation. Qu'on doit se réjouir que l'accès aux soins soit possible (alors que l'AME est en cours de suppression) sur des chantiers (pour Adidas) où l'urgence de la date butoire augmente les risques d'accidents. Qu'on doit se réjouir d'obtenir le droit d'être un peu mieux exploités. Oui, c'est cela. On doit profondément et véritablement s'en réjouir, parce que des vies en seront moins incertaines et mutilées. Parce qu'elles seront entre d'autres mains que celles de l'employeur, pour ce qui est du droit de rester sur le territoire français.

Malgré la nécessité du capital à disposer d'une main d'oeuvre bon marché, et l'intérêt immédiat que peut y trouver la bourgeoisie française, la situation d'extrême précarité des sans-papiers crée une solidarité qu'il convient de prendre en compte dans les dynamiques de lutte : leur situation crée une « interdépendance forcée entre travailleurs sans-papiers et travailleurs avec papiers » (p. 36).

Sans réaffirmer l'existence d'une commune humanité au sens religieux, il convient de se demander les limites que s'impose une lutte qui n'inclut que les travailleurs, et non tous les sans-papiers. La précarité, l'insécurité, la peur permanente dans lesquelles on laisse vivre (et mourir, et assassiner) des contemporains que nous côtoyons, contribuent à nous mithridatiser, à nous acoutumer à un degré très élevé de barbarie. Ce ne sont donc pas seulement des libertés que l'on perd, notre humanité est redéfinie selon le capital. Et cela nous rappelle que l'universalité du combat prolétarien signifie la dissolution de la société : le prolétariat appartient dans son dénuement extrême à « une sphère [...] qui ne peut s'émanciper sans s'émanciper de toutes les autres sphères de la société et, partant, sans les émanciper toutes ; en un mot, une sphère qui est la perte totale de l'homme et ne peut donc se reconquérir elle-même sans la reconquête totale de l'homme. Cette dissolution de la société, c'est, en tant que classe [Stand] particulière, le prolétariat ⁴¹ ».

La réduction de la journée de travail est un prérequis pour disposer du temps nécessaire à faire plus que survivre : améliorer ses conditions de vie. La dystopie du capital se réalise avec les travailleurs sans-papiers, comme avec les travailleurs en prison d'ailleurs. Les droits que sont l'accès aux soins, à

40 Barron 2014, p. 128

41 Philosophie, p.396.

un logement digne, à une nourriture suffisante et de qualité, à la formation, à l'éducation des enfants, etc., sont à présents conditionnés par la reconnaissance par l'employeur d'un travail salarié effectif. Conditionner l'accès à tous les droits au devoir de se soumettre à l'extraction de plus-value est une victoire du capital.

Les immigrés arrêtent les JO ! Occupation en cours du chantier de l'Arena, porte de la Chapelle à Paris.

Les travailleurs sans-papiers des chantiers des JO, en grève pour la régularisation, occupent le chantier de l'Arena (porte de la Chapelle Paris) avec le soutien de leurs collectifs et du syndicat du BTP de la CNT-Solidarité Ouvrière. Soutenons-les !

Travailleurs sans-papiers régularisés : les stratégies payantes d'une grève efficace

Chantier des Jeux olympiques bloqué, boîtes d'intérim occupées : les grèves de plus de 800 travailleurs sans-papiers en Île-de-France viennent de permettre de nombreuses régularisations. Une victoire rendue possible grâce à l'action collective.

Dans son article publié le 25 octobre sur le site de bastamag, Guillaume Bernard revient sur cette grève et ses victoires.

6) Lutter pour pouvoir être syndiqué

Externalisation des travailleurs syndiqués : les travailleurs de l'usine CSL Behring de Bradley se mettent en grève et obtiennent gain de cause

Des centaines de travailleurs d'une entreprise de biotechnologie du comté de Kankakee se sont mis en grève tard dans la nuit de mercredi à jeudi (27-28/09). Les travailleurs syndiqués de l'usine CSL Behring à Bradley devaient se rassembler vers 7 heures du matin. Plus de 700 travailleurs ont débrayé à 23 heures mercredi. CSL Behring est une entreprise pharmaceutique internationale. Elle fabrique notamment des médicaments pour les troubles de la coagulation et les déficiences immunitaires. L'usine de Bradley est le deuxième employeur du comté de Kankakee, avec un effectif total de 1 500 personnes. Les membres du syndicat ont déclaré que le principal sujet de préoccupation concernait l'externalisation des emplois des travailleurs syndiqués de CSL vers des sous-traitants. Le président de la section locale 498C a déclaré qu'il s'agissait d'une question de sécurité de l'emploi. Le moment choisi pour la grève marque la fin officielle d'un contrat de trois ans. Entre-temps, les responsables de la société CSL Behring ont déclaré avoir offert aux travailleurs des augmentations de salaire et d'autres avantages compétitifs.

Article publié sur [ABC7Chicago](#)

Le 5/10/2023

La grève a pris fin chez CSL Behring dans le comté de Kankakee et les employés syndiqués seront de retour jeudi.

La direction et les dirigeants syndicaux ont conclu un nouvel accord de trois ans.

La semaine dernière, plus de 700 travailleurs ont débrayé à Bradley. L'usine de Bradley est le deuxième employeur du comté de Kankakee, avec un effectif total de 1 500 personnes.

Le syndicat a déclaré qu'ils obtiendraient des augmentations annuelles, une prime de ratification de 2 500 dollars et que leurs primes d'assurance resteraient inchangées.

CSL Behring est une entreprise pharmaceutique internationale. Elle fabrique notamment des médicaments pour les troubles de la coagulation et les déficiences immunitaires.

Article paru sur le site d'[ABC7Chicago](#)

Grèves et licenciements pour syndicalisme dans les serres d'Agrobay (Turquie)

[04/10/2023](#)

Les travailleurs des serres Agrobay continuent de protester devant les consulats. Les travailleurs licenciés en raison de leurs activités syndicales protestent contre l'entreprise depuis 42 jours.

Un groupe de travailleurs de l'entreprise de serres Agrobay, licenciés en raison de leur affiliation au Syndicat des travailleurs agricoles (Tarım-Sen), a poursuivi sa protestation de 42 jours à İstanbul. Ces travailleurs ont protesté contre les violations de leurs droits, les humiliations, les menaces et les insultes auxquelles ils ont été confrontés pendant leur emploi.

Représentant les 39 travailleurs syndiqués licenciés, une délégation s'est exprimée devant les consulats des principaux pays acheteurs d'Agrobay, faisant la lumière sur les violations commises par l'employeur et présentant leurs revendications.

Selon les rapports de Yeni Yaşam, les travailleurs ont commencé leur protestation devant le consulat des États-Unis, et le président de Tarım-Sen, Umut Kocagöz, a articulé leurs demandes : « Nous sommes venus devant les consulats des pays où Agrobay fait du commerce pour envoyer un message aux citoyens de ces pays.

Kocagöz a exhorté les importateurs américains à reconsidérer leurs relations commerciales avec Agrobay à la lumière des violations.

Les travailleurs affiliés à Tarım-Sen ont poursuivi leurs manifestations devant le consulat britannique. Malgré un orage soudain et de fortes pluies, les travailleurs ont tenté de se faire

entendre en brandissant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : « Donnez-nous nos droits, Agrobay ».

Au cours de la manifestation, Şirin Yıldırım, l'une des travailleuses participant à la résistance, a dénoncé les fausses accusations portées par Arzu Şentürk, le propriétaire d'Agrobay, lors d'un programme auquel elle a participé à İzmir.

« La gendarmerie m'a cassé la jambe, m'a frappé avec un bouclier et m'a plaqué au sol. Lorsque le présentateur de la radio a posé la question à [Arzu Şentürk], elle a dit qu'il n'y avait pas de mauvaises conditions », a-t-elle déclaré.

« Je suis tombée de la voiture et je me suis cassé la colonne vertébrale. Mais s'il y avait eu une ceinture de sécurité, ma colonne vertébrale n'aurait pas été brisée. Ne s'agit-il pas de conditions difficiles ? Pourquoi ment-elle ? Elle parle à la radio. Elle devrait nous inviter là-bas, et nous pourrions parler face à face ».

Les travailleurs de l'entrepôt de Trendyol Esenyurt, qui sont également impliqués dans un conflit de travail, ont soutenu la manifestation devant le consulat néerlandais. Behice Karabulut, l'une des manifestantes, a expliqué qu'elle avait travaillé chez Agrobay pendant 11 ans. Elle a raconté qu'ils avaient été licenciés et que leurs indemnités de licenciement et un mois de salaire avaient été saisis en raison de leur appartenance à un syndicat. Karabulut a rappelé que Tuncay Özkan avait promis de les aider, mais qu'il n'avait pas tenu sa promesse. (AEK/VK)

[Article paru sur bianet](#)

Red Cup Day le 16/11: un mouvement de grève se prépare à Starbucks (USA)

[15/11/2023](#)

Les travailleurs de Starbucks font à nouveau grève à l'occasion de la Journée du gobelet rouge et, cette année, ils sont plus nombreux à s'impliquer. Le Red Cup Day, le jour où Starbucks sort ses gobelets de fête à collectionner, est l'un des plus rentables de l'entreprise. L'année dernière, le syndicat des travailleurs de Starbucks (Starbucks Workers United) a profité de l'occasion pour attirer l'attention sur son combat pour la syndicalisation. Le Red Cup Rebellion du groupe a donné lieu à des grèves dans plus de 100 magasins et a constitué la plus grande action coordonnée du SBWU à ce jour. Cette année, le SBWU affirme que son action sera encore plus importante.

Starbucks a également refusé à des travailleurs syndiqués des avantages qu'elle accorde à des travailleurs de magasins non syndiqués, et a menacé de retirer ces avantages à des travailleurs s'ils se syndiquaient.

l'une des plus grandes différences par rapport à la grève de la Journée du Gobelet Rouge cette année est l'action coordonnée des universités. L'université Cornell a récemment décidé de mettre fin à son contrat avec Starbucks, et les étudiants de Georgetown, UCLA, Boston University, University of Washington et d'autres encore demandent à leurs universités de se désinvestir de l'entreprise.

Solidarité internationale et répression à Özak (Turquie)

[12/12/2023](#)

Le 11 décembre, 15e jour de résistance et de solidarité internationale croissante, la gendarmerie a de nouveau attaqué brutalement : 60 travailleurs du textile d'Özak et deux responsables syndicaux arrêtés

Au petit matin, alors que la gendarmerie érigeait des barricades, les travailleurs continuaient d'attendre sur le trottoir. La gendarmerie a frappé les travailleurs/euses et le comité directeur du Syndicat unifié des travailleurs du textile, du tissage et du cuir (BİRTEK-SEN) à coups de matraque et a fait usage de gaz lacrymogène. Deux dirigeants syndicaux et de nombreux travailleurs/euses ont été arrêtés par la TOMA à l'aide de gaz lacrymogènes et de canons à eau. Certains travailleurs ont été blessés lors de l'intervention... » [dépêche du 11.12.2023 à retrouver sur haber.sol](#)

On retrouve un [fil twitter Birtek Sen](#) avec vidéos et photos:

Alors que la résistance des travailleurs du textile d'Özak à Urfa entre dans son 15e jour, les forces de gendarmerie sont intervenues violemment, blessant plusieurs travailleurs et entraînant la détention de nombreux travailleurs et responsables du BİRTEK-SEN. @LEVIS Levée de boucliers, action pour les #özakworkers, pour les droits du travail. Mettez fin à l'oppression contre les travailleurs d'Özak Textile.

Contexte

L'escalade de la grève s'accompagne d'une extension de la solidarité internationale.

« La grève entamée par environ 500 travailleurs de l'usine Özak Tekstil dans la zone industrielle organisée de Şanlıurfa dure maintenant depuis deux semaines. Au dixième jour de la grève, environ 200 travailleurs qui continuaient à travailler se sont joints à la grève, ce qui a encore renforcé le mouvement. Le gouvernement a interdit toutes les manifestations et tous les événements dans la ville pendant quatre jours. La gendarmerie a resserré quotidiennement l'étau autour des travailleurs/euses et a arrêté des dirigeants et des membres syndicaux, dont le président de BİRTEK-SEN, Mehmet Türkmen, avec parfois des attaques à la matraque et au bouclier. Le ministère public a engagé des poursuites contre BİRTEK-SEN et les travailleurs/euses qui avaient participé à la grève à la demande du patron. Le patron et le syndicat Öz-İplik-İş, qui a perdu la légitimité de son accréditation car il est désormais très douteux qu'il y ait encore des membres dans l'usine, ont tenté de diviser les travailleurs et d'utiliser toutes sortes de pressions et de pots-de-vin, allant jusqu'à recruter illégalement des briseurs de grève.

Malgré toutes ces méthodes traditionnelles de répression et la mobilisation de toutes les forces anti-ouvrières, y compris la mobilisation du mufti provincial pour expulser les ouvriers de la cour de la mosquée où ils cherchaient à s'abriter de la pluie, et malgré les tentatives d'empêcher les ouvriers d'entrer dans la mosquée en la fermant au culte le vendredi, les ouvriers d'Özak Tekstil poursuivent leur grève chaque jour avec une détermination accrue. QUAND IL S'AGIT DE REVENDICATIONS DE CLASSE, L'OUVRIER EST L'AMI DE L'OUVRIER !

La grève des travailleurs d'Özak n'a pas seulement uni leurs adversaires. La grève a également mobilisé les parties les plus sensibles du conflit du travail, car il s'agit d'une affaire de droits syndicaux et de liberté de choix du syndicat. Les travailleurs de Corning en grève, membres de Lastik-İş, les travailleurs d'İMES, les travailleurs de Pulver Kimya, les travailleurs de Yonga Mobilya à Denizli, la plateforme des branches syndicales d'Istanbul (İİSŞP), les travailleurs de DERİTEKS, Burda Bebek à Sakarya, Les travailleurs de Pekintaş, membres de Türk Metal à Düzce, les travailleurs de Novares, membres de Petrol-İş, ont exprimé leur solidarité avec les travailleurs d'Özak Tekstil par des messages de solidarité, des communiqués de presse, des vidéos, etc. exprimant leur mécontentement.

Des discours sur l'importance de la grève d'Özak ont également été prononcés lors des congrès des syndicats affiliés à la KESK. Le Women's Research Club de l'université Aydın d'Istanbul a envoyé des lettres aux ouvrières ; le Parti des travailleurs, la Jeunesse ouvrière et certains cercles politiques de gauche ainsi que le syndicat Ver-di, l'organisation de jeunesse de la Confédération des syndicats allemands (DGB) et la DİDF en Allemagne ont exprimé leur solidarité par des déclarations à la presse devant les bureaux de représentation de Levi, où Özak Tekstil produit. Au Royaume-Uni, la Solidarity Campaign with the Peoples of Turkey (SPOT) a appelé à une action de solidarité devant les locaux de Levi. Des représentants du TUC et de l'UNITE ainsi que des représentants du Réseau national des représentants des travailleurs ont participé à l'action. Le comité syndical de la CGT Paris a également demandé dans une déclaration « la réintégration de tous les travailleurs licenciés de l'usine Özak Tekstil et notamment le respect de leur droit à la représentation syndicale ». Au Parlement européen, 12 députés, pour la plupart issus du groupe de gauche, ont appelé à la solidarité avec les travailleurs d'Özak... »

Grève à Amazon Coventry (Grande-Bretagne)

Environ 1 000 personnes sur un effectif total de 2 700 employés de l'entrepôt d'Amazon à Coventry ont entamé une grève de trois jours mardi.

Les membres du GMB, qui ont déjà effectué plus de 30 jours d'arrêt de travail, se battent pour obtenir un salaire minimum de 15 livres sterling de l'heure et la reconnaissance de leur syndicat. Ils ont participé à une journée de grève le 24 novembre afin de réclamer une amélioration des salaires et des conditions de travail dans le cadre d'une manifestation internationale à l'occasion du « vendredi noir », l'une des journées les plus rentables pour les entreprises de vente au détail.

Le GMB a demandé à être officiellement reconnu sur le site de Coventry après avoir affirmé représenter plus de la moitié des travailleurs. Il a retiré sa demande de reconnaissance après qu'Amazon a recruté du personnel supplémentaire, réduisant ainsi le nombre de membres du syndicat à moins de 50 %.

Une centaine de travailleurs du nouveau centre phare d'Amazon à Birmingham, en Angleterre, ont également débrayé le 25 janvier pour des raisons salariales.

Les vendeurs de Sanofi India organisent une grève nationale de deux jours

Les employés de Sanofi India Limited chargés de la promotion des ventes ont organisé une grève nationale de deux jours les 22 et 23 avril pour protester contre des pratiques de travail injustes et antidémocratiques. La multinationale pharmaceutique indienne, dont le siège se trouve à Mumbai, compte environ 800 vendeurs membres du Hoechst All India Representatives' Committee (HAIRC). Les travailleurs ont dénoncé la direction pour ses attaques contre les droits syndicaux des travailleurs.

75 jours de grève ! Solidarité avec les travailleuses de Sumithra au Sri Lanka

121 travailleuses de l'usine Sumithra Hasalaka, qui produit pour des marques de mode internationales, ont fait grève pendant 75 jours pour obtenir des salaires plus justes et le droit de se syndiquer. Elles ont résisté à l'intimidation et même à la violence pour poursuivre leur lutte !

Le 10 février 2024, les travailleuses de l'usine Sumithra Hasalaka au Sri Lanka, organisés par le syndicat Free Trade Zones & General Services Employees Union (FTZ & GSEU), ont entamé une grève pour obtenir une offre salariale qui corresponde au coût de la vie. La direction de l'usine a présenté une offre salariale extrêmement basse et a refusé de négocier avec les travailleuses. Ces dernières se battent pour obtenir des salaires plus élevés pour tous·tes les travailleur·euses de ce groupe d'usines, car il s'agit de la seule usine active dotée d'un syndicat indépendant.

Les patrons de Sumithra ont tenté un large éventail de tactiques pour briser la grève et le syndicat : agressions, harcèlement des familles, démission forcée du syndicat et rapports de police sans fondement. Pendant 75 jours, les 121 femmes ont refusé de se laisser intimider. Les travailleuses de l'habillement d'autres usines ont fait don d'une journée de leur maigre salaire pour que les grévistes puissent se nourrir. Après 75 jours de grève, sous le coup d'un « arbitrage obligatoire », elles doivent reprendre le travail.

L'usine Sumithra Hasalaka produit des vêtements pour des marques internationales telles que ASDA, Marks & Spencer, Tom Tailor, SuperDry et Dillard's.

7) Lutter pour pouvoir faire grève

Grève des transports en Italie reportée au 9 octobre: atteintes au droit de grève

[11/10/2023](#)

La grève des chemins de fer du 13 juillet 2023 dans l'entreprise publique Trenitalia et la compagnie privée Italo pourrait être le prélude à une nouvelle vague de grèves en Italie. La grève des chemins de fer a toutefois été réduite à 12 heures par décret du gouvernement, ce qui n'a pas empêché le pays d'être largement paralysé. Le 15 juillet 2023, des collègues de l'industrie aérienne veulent faire grève et pourraient également être menacés par la restriction du droit de grève. Plusieurs alliances de gauche appellent à manifester, d'autant plus que le gouvernement néofasciste de Meloni ne s'attaque pas seulement aux sans-abri et aux mal-logés, mais aussi aux droits des chômeurs et des travailleurs, et que le salaire minimum actuel ne suffit pas pour vivre.

La grève de 24 heures dans les transports publics, le transport, les chemins de fer et le trafic aérien de l'USB a été reportée du 29 septembre au 9 octobre suite à des atteintes au droit de grève

Avant une grande journée de mobilisation pour le droit de grève

« ... Le 29 septembre, une nouvelle grève nationale de 24 heures était prévue dans les services publics, les transports, les chemins de fer et le trafic aérien, à l'appel du principal syndicat de base, l'USB. Trois jours plus tôt, l'actuel ministre des Infrastructures et des Transports, Matteo Salvini, en sa qualité d'ennemi des travailleurs et d'ami des capitalistes, et principal représentant de l'alliance gouvernementale dirigée par le fasciste affiché Meloni, a émis à la hâte un décret visant à limiter cette grève à quatre heures. Il est expérimenté dans la lutte ouverte contre les droits démocratiques de par son existence antérieure en tant que ministre de l'Intérieur du gouvernement Conti et – selon de nombreux Italiens progressistes – en tant que fer de lance fasciste agressif agissant réellement dans le gouvernement Meloni. La motivation de son décret laisse perplexe, écrit le portail en ligne Contropiano : « Le ministre des Infrastructures et des Transports, Matteo Salvini, a ordonné de réduire à quatre heures la grève nationale d'Autoferrotranvieri, lancée par l'USB Private Work pour toute la journée du 29 septembre... les raisons ? 'La grève du 29 septembre aurait pu entraîner de graves inconvénients pour la population, dont le droit à la mobilité aurait été limité' ». (C'est ce que dit le portail en ligne). Bien entendu, cette position anti-ouvrière permettrait à l'avenir d'interdire presque toutes les grèves. Démagogiquement « protecteur », Salvini, connu pour sa politique ouvertement raciste et misanthrope à l'égard des réfugiés, s'est placé devant « le peuple ». Une attaque ouverte contre le droit de grève en Italie. (...) Le syndicat de base USB a annulé la grève prévue pour le 29 septembre et l'a reportée au 9 octobre. « L'USB Private Work n'est pas prête à accepter en silence cette nouvelle attaque contre un droit constitutionnel. Quatre heures ne suffisent pas pour que les travailleurs puissent faire valoir leurs droits. Nous allons reporter la grève de 24 heures du 29 septembre au 9 octobre de 24 heures, afin que tous les conducteurs de tram et de route puissent descendre dans la rue et faire entendre leur voix. Une journée qui deviendra le 9 octobre pour tous les routiers et traminots une grande journée de mobilisation pour le droit de grève dans les services publics essentiels »... » Extrait de la dépêche du 6.10.2023 dans les [Nouvelles du Drapeau Rouge](#)

Manifestation à Caracas pour la libération des dizaines de travailleurs emprisonnés

[07/11/2023](#)

La manifestation de Caracas, au Venezuela, exige un Noël sans travailleurs emprisonnés

Le 1er novembre, des travailleurs se sont rassemblés dans le centre de Caracas, dans le parc Carabobo, pour demander la libération des travailleurs emprisonnés. Des dizaines de travailleurs ont été emprisonnés pour avoir défendu leurs droits et lutté contre les salaires de misère généralisés au Venezuela. Les manifestants portaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : « Arrêtez de criminaliser ceux qui luttent, liberté pour tous les travailleurs emprisonnés pour avoir lutté pour leurs droits ».

Le rassemblement était organisé par le Comité des familles et amis des travailleurs emprisonnés et d'autres groupes de travailleurs.

Les manifestants ont également réclamé des salaires supérieurs au seuil de pauvreté, des pensions décentes et le rétablissement des droits du travail annulés il y a quelque temps.

L'administration Maduro a emprisonné des centaines de travailleurs pour le compte des grandes entreprises. Ces attaques se sont accélérées avec l'imposition de barèmes salariaux très bas et l'élimination des avantages sociaux des travailleurs, imposant des conditions de quasi-esclavage.

Lire notamment à ce sujet [cet article en espagnol](#)

8) Lutter contre la violence au travail

650 travailleurs votent pour une grève de 4 jours (USA)

Environ 650 travailleurs de chaînes d'épicerie de la région de Brainerd Lakes, dans le nord du Minnesota, entameront une grève de quatre jours à partir du 22 décembre pour protester contre le harcèlement de l'entreprise, alors que la section locale 663 de l'United Food and Commercial Workers est en négociation avec cinq magasins d'alimentation. Les chaînes d'épiceries concernées sont Cub Foods, Super One Foods et SuperValu.

Le syndicat n'a pas publié les détails des négociations. Au lieu de cela, il a appelé à une grève pour pratiques déloyales de travail, car "les membres de la section locale 663 de l'UFCW ont subi des interrogatoires, une surveillance et des intimidations de la part de leurs employeurs..."

Grève du personnel d'Asda à Wisbech (Royaume-Uni)

Environ 170 employés britanniques du supermarché Asda de Wisbech, dans le Cambridgeshire, ont débrayé les 29 et 30 mars, pendant le week-end de Pâques.

Les membres du syndicat GMB protestaient contre la réduction des heures de travail et accusaient la direction de pratiquer une culture d'intimidation. Ils dénoncent également l'absence de formation adéquate, les retards dans le règlement d'une réclamation de longue date concernant l'égalité de rémunération, ainsi que des problèmes de santé et de sécurité.

Les membres du GMB du magasin Asda de Lowestoft ont également voté à une majorité de 87 % en faveur d'une grève pour des raisons similaires. Aucune date d'action n'a encore été fixée.

II-Ecrire le droit

Le droit entérine les accords de classe stabilisés au cours d'un moment où le rapport de force a pris une forme aiguë. Si nous avons vu dans la première partie qu'être entériné n'est pas une garantie de l'application, qu'un rapport de force est nécessaire pour le faire appliquer parfois, nous allons voir dans cette partie les processus qui entourent l'entérinement d'accords de classe.

1) Négocier les conventions collectives

USA : grèves dans le secteur de la santé autour de la négociation des accords d'entreprise

Entre le 9 et le 14 octobre 2023, 1 500 travailleurs du secteur de la santé ont fait grève au St. Francis Medical Center et dans trois autres établissements médicaux du sud de la Californie gérés par Prime Healthcare. Cette grève fait suite à celle de 85 000 travailleurs de Kaiser Permanente dans tout le pays, la plus grande grève de travailleurs de la santé de l'histoire des États-Unis. À l'instar de leurs homologues de Kaiser, ils réclament de meilleurs salaires et des effectifs plus importants.

Les syndicats annoncent la conclusion d'un accord de principe avec Kaiser Permanente pour 85 000 travailleurs du secteur de la santé.

Le 15 octobre

La Coalition des syndicats de Kaiser Permanente (CKPU) a annoncé vendredi qu'elle était parvenue à un accord de principe avec Kaiser Permanente. L'accord couvre 85 000 travailleurs du secteur de la santé dans huit États et à Washington DC. Les augmentations salariales sont de 6 % la première année et de 5 % les deuxième, troisième et quatrième années, en plus d'une prime unique de 1 500 \$ qui sera versée en mars 2024. Aucun élément concret n'a été apporté sur les ratios de personnel dans les établissements Kaiser, l'une des principales revendications des grévistes

Le conflit de travail dans les maisons de retraite se poursuit dans un contexte de pandémie

Plus d'une semaine après l'intervention de Gretchen Whitmer pour aider à résoudre un conflit de travail entre 1 600 employés de maisons de retraite et 18 employeurs répartis dans tout l'État, elle a déclaré qu'elle espérait un accord.

« J'espère que nous pourrons éviter une grève », a déclaré Mme Whitmer lundi à Detroit. « Les maisons de retraite constituent une partie importante de notre communauté de soins de santé. Nous avons fait quelques progrès. Des négociations sont toujours en cours. J'essaie simplement de faire en sorte que nous évitions une grève, que les résidents soient en sécurité et que la main-d'œuvre le soit également ».

Selon le site web COVID-19 de l'État, environ un tiers des décès dus aux coronavirus dans le Michigan se sont produits dans des maisons de repos, ce qui inclut les résidents et le personnel.

L'Union internationale des employés de service (SEIU) s'efforce de négocier des dizaines de contrats avec plusieurs maisons de repos de la région métropolitaine de Détroit. Il représente 65 maisons de repos et plus de 6 000 employés de maisons de repos dans le Michigan. L'État compte environ 444 maisons de repos.

Dans une lettre adressée le 16 août à David Gunsberg, négociateur principal du Beaconsire Nursing Center, et à Larry Alcott, négociateur principal du SEIU Healthcare Michigan, Mme Whitmer a déclaré que le conflit de travail entre le SEIU Healthcare Michigan et le Beaconsire Nursing Center « met en danger les travailleurs de première ligne qui s'occupent des personnes dans ces établissements » et que le conflit « pourrait avoir un impact dévastateur sur de nombreuses personnes ».

« La résolution de ce conflit est essentielle », a ajouté Mme Whitmer. « Les travailleurs doivent recevoir un salaire équitable pour le travail important qu'ils accomplissent, et les exploitants de maisons de retraite doivent avoir une solution durable pour l'avenir. C'est pourquoi j'encourage vivement toutes les parties à s'engager dans des négociations de bonne foi pendant au moins les 30 prochains jours afin de trouver une solution acceptable sans entreprendre d'autres actions économiques telles qu'une grève ou un lock-out ».

Mme Whitmer a également envoyé des lettres similaires à deux autres exploitants de maisons de repos, Four Seasons Rehab and Nursing et Villa Healthcare Corp. ainsi qu'aux négociateurs du SEIU qui représentent les travailleurs de ces établissements.

Les négociations se poursuivent cette semaine. Les travailleurs syndiqués de plusieurs maisons de repos de la région métropolitaine de Détroit ont mené une grève de quelques heures le 20 juillet pour des raisons de rémunération et de risques sanitaires liés à la pandémie de COVID-19. Cette action a été présentée comme une « grève pour la vie des Noirs ».

Ils avaient prévu de poursuivre la grève le 17 août. Mais trois jours auparavant, Ciena Healthcare Management, Inc. a obtenu une ordonnance restrictive temporaire à l'encontre des salariés de huit de ses sites, leur ordonnant de « cesser immédiatement, de s'abstenir et de s'abstenir de tout piquet de grève » pendant sept jours.

Les membres du SEIU présents sur les différents sites réclament des mesures de protection accrues, telles que des masques et des gants, dans le cadre de la crise du COVID-19. Ils réclament également un salaire minimum de 15 dollars pour tous les travailleurs des services, un salaire de 18 dollars

pour les aides-soignants, la fin des heures supplémentaires obligatoires et du manque de personnel, ainsi que de meilleures prestations telles que les soins de santé et les congés de maladie payés.

Le salaire minimum actuel au Michigan est de 9,65 dollars de l'heure.

« Tant de travailleurs des maisons de retraite risquent leur vie pour prendre soin de celle des autres et de leur communauté », a déclaré Kevin Haney, vice-président du SEIU Healthcare Michigan. « Leur engagement et leur dévouement vont aux plus vulnérables – les résidents âgés, les personnes handicapées et les membres de leur famille.

En juin, Robert Gordon, directeur du département de la santé et des services sociaux du Michigan (DHHS), a émis une ordonnance concernant les établissements de soins de longue durée. Il a exigé des tests réguliers et la notification rapide et précise des cas, des décès, la distribution d'équipements de protection individuelle et un plan pour remédier aux pénuries de personnel.

« Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour protéger les résidents des établissements de soins en imposant des tests, en veillant à ce que le personnel soit en nombre suffisant et en déployant de nouveaux efforts pour lutter contre les infections », a déclaré M. Gordon à l'époque.

Les appels à Beaconshire Nursing Center, Ciena Healthcare Management, Inc, Four Seasons Rehab and Nursing et Villa Healthcare Corp. n'ont pas été immédiatement retournés.

Mercredi dernier, selon les dernières données disponibles, l'État avait signalé 8 049 cas confirmés de résidents et 2 089 décès de résidents, ainsi que 4 226 cas confirmés de membres du personnel et 21 décès de membres du personnel.

Le Michigan se classe au 11e rang national et dans le district de Columbia en ce qui concerne le nombre de décès dans les maisons de retraite, selon le réseau national de sécurité des soins de santé des Centres américains de contrôle des maladies. Le New Jersey, le Massachusetts, le Connecticut, le Rhode Island, le Delaware, Washington, la Pennsylvanie, le Maryland, la Louisiane et New York se classent devant le Michigan.

M. Haney a salué les efforts de Mme Whitmer pour résoudre le problème, mais il a réitéré l'appel du SEIU pour que les exploitants de maisons de retraite acceptent les demandes des travailleurs.

« Il est grand temps que les travailleurs des maisons de retraite soient placés au premier plan et considérés comme essentiels », a déclaré M. Haney. « Les aides-soignants, les agents d'entretien, les blanchisseurs, les animateurs, le personnel de bureau, les cuisiniers, les responsables de l'environnement et de la diététique s'unissent pour pouvoir s'occuper de leurs familles, faire entendre leur voix et faire respecter leurs droits.

En ce qui concerne la réponse à la demande de Whitmer, Haney a souligné que Trece Andrews, un employé de blanchisserie sur un site de Ciena Healthcare Management, Inc., représente les voix des travailleurs au sein du groupe de travail COVID-19 Preparedness Task Force for Nursing Homes de Whitmer.

« Les travailleurs méritent également une place équitable à la table des négociations afin de pouvoir soulever les questions qui leur tiennent le plus à cœur », a déclaré M. Haney. « Nous sommes impatients de poursuivre ce travail avec le gouverneur afin de garantir que nos travailleurs bénéficient d'un contrat équitable, et nous honorerons notre engagement à négocier.

Trois mois de grève des 2000 mineurs de Peñasquito

2 000 travailleurs affiliés à IndustriALL, Los Mineros, sont en grève à la mine de Peñasquito dans l'Etat de Zacatecas, au Mexique. Les opérations de la plus grande mine d'or du pays ont été interrompues en réponse aux violations par l'entreprise de plusieurs clauses de la convention collective. Les travailleurs de la section 304 du SNTMMSSRM, également connus sous le nom de Los Mineros, ont entamé leur grève à la mine de Peñasquito, filiale de la société américaine Newmont, le 7 juin. Leur objectif est de faire pression sur Newmont pour qu'elle respecte les clauses de la convention collective relatives à des questions telles que la santé, la sécurité et les salaires.

Les grévistes affirment que l'entreprise n'a pas respecté les dispositions relatives à la protection de la santé des travailleurs et à la formation des membres du comité de santé et de sécurité. Ils affirment également que l'entreprise n'informe pas immédiatement les représentants syndicaux en cas d'accident.

Pour nous, la santé et la sécurité sont de la plus haute importance – la vie des gens est mise en danger pour atteindre les objectifs de production. Chaque fois que nous quittons notre domicile pour deux semaines, nous laissons nos familles dans l'incertitude quant à notre sécurité », a déclaré le syndicat dans un communiqué officiel.

Selon le syndicat, l'entreprise enfreint également les dispositions de la convention collective relatives au recrutement, les demandeurs d'emploi locaux étant rejetés parce qu'ils ont été présentés par le syndicat, en raison d'une condition physique mineure ou parce qu'ils n'auraient pas reçu la formation nécessaire – alors que la convention collective prévoit une période de formation de 120 jours.

Le syndicat affirme que la prime de participation aux bénéfices est loin d'atteindre les 10 % obligatoires des bénéfices de l'exercice précédent, et que l'entreprise sous-paie les travailleurs pour les heures travaillées les jours fériés. Le syndicat a indiqué à plusieurs reprises qu'il était prêt à entamer un dialogue pour résoudre le conflit, mais il affirme que l'entreprise refuse de négocier de bonne foi.

Dans une lettre adressée à Tom Palmer, président-directeur général de Newmont, le secrétaire général d'IndustriALL, Atle Høie, lui demande instamment d'intervenir pour résoudre la grève :

« L'industrie minière reconnaît de plus en plus l'importance de créer une culture préventive de la santé et de la sécurité et de promouvoir la durabilité en obtenant des résultats positifs pour les travailleurs et les communautés. Newmont, en revanche, agit de manière intransigeante en refusant d'aborder ces questions et de résoudre la grève qui dure depuis deux mois.

« Nous vous demandons instamment d'intervenir pour trouver d'urgence une solution satisfaisante. Veuillez noter que, si nécessaire, nous n'hésiterons pas à porter cette affaire à l'attention des

principales parties prenantes intéressées par les questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) chez Newmont ».

Le 7 septembre 2023 symbolisait l'anniversaire de trois mois de grève à la Minera Peñasquito, propriété de la société américaine Newmont, par les membres de la section 304 du syndicat des mineurs, dirigée par le sénateur Napoleón Gómez Urrutia. Le propriétaire de la plus grande exploitation d'or et d'argent à ciel ouvert du Mexique a refusé de verser une participation aux bénéfices de 10 %, comme l'exige la loi.

Quatre-vingt-dix jours après que les drapeaux rouges et noirs ont été placés aux différentes entrées de la gigantesque enclave, située dans le semi-désert de la municipalité de Mazapil, la transnationale a lancé une campagne de lynchage médiatique contre l'arrêt de travail.

Sur ses comptes de médias sociaux, elle accuse l'Union minière et sa grève en cours d'être à l'origine des millions de dollars perdus en raison de l'arrêt de travail, qui, selon l'entreprise, a également eu un impact sur sa production annuelle.

Depuis le 7 septembre, l'entreprise est en arrêt de fonctionnement et de production depuis trois mois, ce qui signifie des pertes d'environ 25 % de la production annuelle (398 000 onces d'équivalent or), soit quelque 472 millions de dollars de revenus en moins.

La baisse de production, a-t-il ajouté, aura un impact négatif sur le partage des bénéfices d'ici 2024, car il n'y aura tout simplement pas de partage des bénéfices pour les plus de 2 000 travailleurs syndiqués de Minera Peñasquito. « Zéro vente, zéro revenu, zéro profit », résume-t-il.

Début septembre, l'Association des ingénieurs miniers, métallurgistes et géologues du Mexique, dans une déclaration publiée par Newmont sur sa page Facebook, a demandé au ministère du Travail et de la Protection sociale « de garantir que le droit et le cadre juridique soient respectés dans les relations de travail afin que la grève puisse être levée ».

L'Association demande une résolution légale, « dans le respect absolu des droits des employés de Minera Peñasquito », et « surtout le respect de la convention collective expressément négociée et signée par les parties au conflit en juin 2022 », qui est l'un des principaux arguments contre la grève de la transnationale.

« Si la compagnie minière reste inactive, cela continuera d'affecter les revenus de plus de 5 000 familles d'employés et d'entrepreneurs, ainsi que 28 000 emplois indirects qui participent à la chaîne de valeur », affirme l'entreprise.

« Le Mexique doit maintenir l'emploi formel pour la croissance économique et garantir le respect du cadre juridique, afin de continuer à être attractif pour les investissements nationaux et internationaux », ajoute l'association.

Source: Periódico La Jornada, Viernes 8 de septiembre de 2023, p. 13

Une grève et deux blessés dans une usine de pâte à papier dans le Maine (USA)

Grève à l'usine de pâte à papier du Maine en raison du projet de remise en question des qualifications professionnelles

Un troisième syndicat a débrayé le 16 octobre, rejoignant les deux syndicats qui ont fait grève au cours du week-end à l'usine Woodland Pulp de Baileyville, dans le Maine. Les trois syndicats protestent contre une proposition de l'entreprise visant à supprimer les qualifications des postes de mécaniciens de chantier, de tuyauteurs, de machinistes et de mécaniciens automobiles et à leur substituer une qualification de « mécanicien général ».

La grève concerne 22 membres de l'Association internationale des machinistes, section 1490, 20 membres de Millwrights, section 1121, et 38 membres de Service Employees International Union, section 330-3. « Les trois syndicats sont fermement convaincus qu'ils ne veulent pas d'un système à plusieurs niveaux qui éliminerait leurs métiers de base », a déclaré Danny Loudermilk, du syndicat des machinistes.

Le 16 octobre, une salariée a percuté deux travailleurs qui marchaient sur le piquet de grève. Le président du Sénat du Maine, Troy Jackson, qui se trouvait sur le piquet de grève au moment de l'incident, a déclaré à la radio publique du Maine : « Cette voiture fonçait sur nous. Je ne dis pas qu'elle allait vite, mais elle ne s'est jamais arrêtée. Elle [la salariée] a essayé de les écarter avec son véhicule [et] a heurté l'un des hommes sur le côté de la jambe, puis un autre à l'arrière de la jambe ».

Les syndicats négocient depuis le début du mois d'août, la dernière réunion ayant eu lieu le 3 octobre. La prochaine session de négociation aura lieu le 8 novembre.

La grève à l'usine de pâte à papier du Maine se termine par un accord de principe (USA)

[28/11/2023](#)

Les 86 travailleurs représentés par trois syndicats à l'usine Woodland Pulp de Baileyville, dans le Maine, ont voté en faveur de la dernière offre contractuelle après plus d'un mois de grève contre la tentative de l'entreprise de supprimer les classifications des postes de mécaniciens de chantier, de tuyauteurs, de machinistes et de mécaniciens automobiles et de leur substituer une classification de mécanicien général. Le nouvel accord met fin à une politique de vacances à deux vitesses et prévoit d'autres changements en termes de congés de maladie payés et une prime de ratification de 750 dollars.

Au cours de la semaine précédant l'accord, les travailleurs ont rejeté une offre de principe. Puis, le lundi 20 novembre, des travailleurs de Bath Iron Works ont rejoint les grévistes sur le piquet de grève. L'entreprise a appelé la police et cinq travailleurs ont été arrêtés. Cet incident a apparemment déclenché un accord entre l'entreprise et les trois syndicats – l'Association internationale des machinistes, le Millwrights Union et le Service Employees International Union.

Le 16 octobre, un salarié est entré en collision avec deux travailleurs sur le piquet de grève.

Grève dans l'industrie automobile aux USA

Le rythme des grèves syndicales aux Etats-Unis est ponctué par des négociations de conventions collectives. A chaque fois que celles-ci deviennent caduques, les centrales syndicales mobilisent leur base pour peser dans la négociation. A l'image de ces sagas dont la mise en scène est bien huilée, la grande négociation qui a eu lieu pour les salarié.es des « Big Three » en 2023.

Il nous semble important de faire entendre une autre ligne d'analyse des faits, qui restent indéniablement ceux d'une trahison d'une centrale syndicale qui fricote bien avec le pouvoir en place. Il paraît donc nécessaire de relativiser ce qui pourrait se présenter comme un succès historique: la plupart des employés ont été forcés par la direction syndicale à travailler sans contrat, la « grève debout » n'a pas eu d'impact négatif sur la production, les négociations ont eu lieu à huis clos et la fin de la grève a été annoncée avant que les travailleurs n'aient eu connaissance des termes concrets des accords signés. La particularité est que la verve de Shawn Fain, à la tête du syndicat majoritaire United Auto Workers (UAW) est en contradiction avec le rapport du syndicat à la base.

Le 14 septembre 2023, ce sont les contrats couvrant 150 000 travailleurs américains de General Motors, Ford et Stellantis qui vont expirer. Les contrats couvrant 18 000 autres travailleurs de l'automobile au Canada expireront quatre jours plus tard, le 18 septembre.

À l'approche de l'échéance, la bureaucratie des Travailleurs unis de l'automobile s'efforce de mettre un terme à la bataille ou d'en limiter considérablement l'impact. Selon un article du Detroit Free Press publié mardi soir, le président de l'UAW, Shawn Fain, se prépare à annoncer des « grèves stratégiques » – c'est-à-dire des grèves isolées dans une poignée d'usines – si un accord n'est pas annoncé. Quelques jours auparavant, l'UAW était revenu sur des revendications essentielles des travailleurs.

La situation est suivie de près par l'administration Biden, qui est en communication quotidienne avec l'appareil de l'UAW. Ce qui est discuté à huis clos, ce n'est pas le contenu des contrats, qui ont été rédigés il y a longtemps, mais la manière dont les travailleurs peuvent être contraints d'accepter une trahison.

Parmi les travailleurs, cependant, la colère et la détermination à se battre ne cessent de croître. Les travailleurs ont voté à 97 % pour autoriser une grève dans le but d'obtenir des augmentations de salaire massives, l'abolition des échelons, des ajustements au coût de la vie (COLA) et des pensions entièrement financées, l'embauche immédiate de tous les travailleurs temporaires et la fin des licenciements et des fermetures d'usines.

L'affrontement de classe qui se développe a d'immenses implications nationales et mondiales.

La rébellion naissante parmi les travailleurs de l'automobile fait suite à 40 ans d'attaques contre les droits et les conditions de vie de la classe ouvrière. Dans les années 1980, avec l'aide de la bureaucratie de l'AFL-CIO, la classe dirigeante américaine a écrasé de puissantes luttes chez PATCO, Hormel, Greyhound et Phelps Dodge, et a inauguré plusieurs décennies de suppression artificielle de la lutte des classes, avec des conséquences dévastatrices pour le niveau de vie de la classe ouvrière.

Mais la période de plusieurs décennies au cours de laquelle la classe dirigeante pouvait étouffer la lutte des classes aux États-Unis avec l'aide des bureaucraties syndicales a pris fin. Depuis plusieurs années, on assiste à une escalade constante de la lutte des classes aux États-Unis. Et la principale forme qu'elle a prise est le conflit de plus en plus âpre avec l'appareil bureaucratique, voué à subordonner la classe ouvrière aux intérêts des entreprises et de l'État.

Dans cette lutte, la classe ouvrière n'affronte pas seulement quelques entreprises avides. L'ensemble de la politique de l'élite dirigeante – le sauvetage des riches, la croissance extrême des inégalités sociales et la guerre sans fin – exige une attaque implacable contre les emplois et le niveau de vie des travailleurs.

La lutte des classes a toujours eu tendance à être âprement violente aux États-Unis, ce qui n'est pas seulement le produit de la dynamique interne des rapports de classe. Lorsque les États-Unis se sont imposés comme la principale puissance impérialiste, toutes les pressions et les contradictions du capitalisme mondial se sont concentrées à l'intérieur même des États-Unis.

Pendant la majeure partie du 20^e siècle, la lutte des classes s'est déroulée sur fond de montée en puissance et de domination de l'impérialisme américain. En conséquence, la force de la position mondiale du capitalisme américain a permis à la classe dirigeante de faire certaines concessions à la classe ouvrière, bien que ces concessions aient toujours été motivées par la crainte d'une révolution sociale, une crainte qui s'était concrétisée lors de la révolution russe de 1917.

Plus d'un demi-siècle s'est écoulé depuis que l'administration Johnson s'est rendu compte que les aspirations déclarées de la « Grande Société » ne pouvaient être combinées à la guerre du Viêt Nam, mettant ainsi en œuvre une politique de contre-révolution sociale. La classe dirigeante a réagi à la détérioration de la position économique du capitalisme américain par une attaque féroce contre la classe ouvrière. Elle a été aidée et soutenue par l'appareil syndical antisocialiste, qui s'est transformé en un bras armé de la direction des entreprises.

Les luttes actuelles de la classe ouvrière se déroulent dans des conditions totalement différentes. La classe dirigeante a célébré la dissolution de l'Union soviétique en 1989-91 comme annonçant une nouvelle naissance de la stabilité capitaliste, mais le monde ne s'est pas déroulé comme elle l'avait prédit.

Plus de 30 ans plus tard, la classe dirigeante américaine est confrontée à un ensemble de crises économiques, sociales et politiques d'une ampleur sans précédent. Les États-Unis ne sont pas le plus grand créancier du monde, mais le plus grand débiteur, luttant pour maintenir la position de plus en plus précaire du dollar en tant que monnaie de réserve mondiale. Les efforts de l'impérialisme américain pour affirmer sa position dominante dans le monde par des guerres sans fin ont produit une débâcle après l'autre et dégénèrent maintenant en une troisième guerre mondiale.

La situation sociale dans ce que l'on appelait autrefois le « pays le plus riche du monde » est un désastre, caractérisé par une pauvreté croissante et des niveaux d'inégalité record. Le déclin incessant du niveau de vie a effacé de la langue américaine des expressions telles que « le pays des opportunités illimitées ». Au cours des trois dernières années et demie, plus d'un million de personnes sont mortes de la pandémie de COVID-19 aux États-Unis, en raison du refus de la classe dirigeante de prendre des mesures de santé publique de base à cause de leur impact sur la valeur des actions à Wall Street.

Quant au système politique, il est de plus en plus discrédité en tant qu'outil aux mains des riches. Incapables de répondre à la crise par un programme de réformes, les élites dirigeantes se dirigent vers le fascisme et la dictature.

La classe ouvrière est poussée à trouver un moyen de sortir de la folie et du dysfonctionnement de la société américaine. Dans son programme adopté en 2010, le Parti de l'égalité socialiste écrit : « En dernière analyse, l'immense richesse et le pouvoir du capitalisme américain ont été la cause objective la plus importante de la subordination de la classe ouvrière au système bipartite contrôlé par les entreprises... Le changement des conditions objectives, cependant, amènera les travailleurs américains à changer d'avis. La réalité du capitalisme fournira aux travailleurs de nombreuses raisons de lutter pour un changement fondamental et révolutionnaire de l'organisation économique de la société ».

C'est ce qui est en train de se produire. La répression brutale de la lutte des classes est en train de s'effondrer. Le développement de comités de base, organisations de la classe ouvrière non contrôlées par la bureaucratie, prend de l'ampleur dans tous les États-Unis.

Cependant, le développement de la lutte des classes ne prendra pas seulement la forme d'un mouvement de grève. Il y a un sentiment croissant que ce qui est nécessaire, c'est une réorganisation fondamentale de la société.

Ce sentiment s'est exprimé l'année dernière par le soutien massif apporté à la campagne de Will Lehman, ouvrier de l'automobile, pour la présidence de l'UAW. Lehman, qui s'est présenté en tant que socialiste ouvert et partisan de l'International Workers Alliance of Rank-and-File Committees, a obtenu près de 5 000 voix malgré la privation massive du droit de vote de la base par l'appareil, qui a refusé d'informer de nombreux travailleurs de la tenue d'une élection.

Là encore, les événements qui se déroulent aux États-Unis auront des répercussions internationales. Une relation réciproque est à l'œuvre. De même que le plein impact de la crise mondiale de l'impérialisme américain confère à la lutte des classes un caractère extraordinairement explosif, de même la croissance du conflit de classe aux États-Unis aura un impact radicalisant sur le monde entier.

L'émergence d'un mouvement de base parmi les ouvriers américains de l'automobile fait partie du développement d'un puissant mouvement de la classe ouvrière à l'échelle mondiale. Sur tous les continents, les manifestations de masse de ces dernières années ont rassemblé des dizaines de millions de personnes, représentants d'une classe ouvrière mondialement intégrée qui s'est accrue de plusieurs milliards au cours des 30 dernières années.

Dans cette situation objective, la construction d'une direction révolutionnaire dans la classe ouvrière, basée sur l'ensemble de l'expérience historique de la lutte des classes et du mouvement socialiste, est la tâche politique fondamentale.

Bill Ford menace les travailleurs de l'automobile de licenciements et de fermetures d'usines si la grève s'étend

16 octobre

Lundi matin, le président exécutif de Ford Motor Company, Bill Ford, a prononcé un discours nationaliste de droite dans le complexe de fabrication Rouge de l'entreprise à Dearborn, dans le Michigan, dans lequel il a menacé les travailleurs de l'automobile de licenciements massifs et de fermetures d'usines s'ils n'acceptaient pas les conditions contractuelles exigées par l'entreprise.

Arrière-petit-fils du fondateur de l'entreprise Henry Ford, William Clay Ford Jr. a gagné 17,3 millions de dollars en 2022 et sa valeur nette est estimée à plus de 2 milliards de dollars. Ford a licencié 550 personnes lundi à Dearborn Stamping, Dearborn Diversified Manufacturing, Rawsonville Components Plant et Sterling Axle Plant, imputant ces licenciements aux grèves de l'UAW à Louisville et Chicago. Cela porte le total de Ford à environ 2 480 licenciements liés à la grève.

Lundi matin, le président exécutif de Ford Motor Company, Bill Ford, a prononcé un discours nationaliste de droite dans le complexe de fabrication Rouge de l'entreprise à Dearborn, dans le Michigan, dans lequel il a menacé les travailleurs de l'automobile de licenciements massifs et de fermetures d'usines s'ils n'acceptaient pas les conditions contractuelles exigées par l'entreprise.

Arrière-petit-fils du fondateur de l'entreprise Henry Ford, William Clay Ford Jr. a gagné 17,3 millions de dollars en 2022 et sa valeur nette est estimée à plus de 2 milliards de dollars.

Bill Ford a pris la décision inhabituelle de commenter publiquement les négociations contractuelles, alors que les travailleurs de l'automobile réclament de plus en plus une grève totale contre Ford et d'autres entreprises automobiles. Il est bien conscient, et manifestement préoccupé, de l'opposition de la base à la fausse grève debout du président de l'UAW, Shawn Fain, qui a permis à plus des trois quarts des 146 000 membres de l'UAW chez Ford, GM et Stellantis de rester au travail et de produire des bénéfices un mois après l'expiration de leur contrat.

Les remarques de Ford font suite aux déclarations faites la semaine dernière par le président de Ford Blue, Kumar Galhotra, qui a déclaré que « nous avons atteint notre limite » et que l'entreprise n'offrirait rien de plus dans le cadre des négociations contractuelles.

S'exprimant devant un petit groupe de journalistes et de cadres de l'entreprise, M. Ford a essentiellement demandé à M. Fain et à la bureaucratie de l'UAW de « mettre un terme à ce cycle de négociations acrimonieux ». Il ne fait aucun doute que, dans le dos des travailleurs de l'automobile, la bureaucratie de l'UAW et Ford se sont déjà mis d'accord sur les paramètres d'un tel accord. La semaine dernière, il a été contraint de faire appel à 8 700 travailleurs supplémentaires de l'usine Ford Kentucky Truck pour tenter de maintenir sa crédibilité.

De plus en plus impatient face aux retards, le président de Ford a décidé d'adresser ses menaces directement aux travailleurs de base. « Alors que la grève de l'UAW contre Ford se poursuit, nous sommes à la croisée des chemins », a-t-il averti. « Choisir la bonne voie ne concerne pas seulement l'avenir de Ford et notre capacité à être compétitifs. Il s'agit de l'avenir de l'industrie automobile américaine ».

Bien qu'il ne l'ait pas précisé, « choisir la bonne voie » et soutenir la « capacité concurrentielle » de l'industrie automobile américaine exigent que les travailleurs de l'automobile renoncent à leurs demandes de rétablir des années de concessions que l'UAW a accordées à Ford et à d'autres constructeurs automobiles. Cela inclut des demandes d'augmentations salariales en phase avec

l'inflation, le rétablissement des COLA et des pensions, ainsi que la fin du système détesté des salaires échelonnés en fonction des profits des trois grands constructeurs automobiles.

Si les travailleurs ne cèdent pas, Ford a prévenu que l'entreprise fermerait des usines comme le Rouge Complex et procéderait à des licenciements massifs. « La capacité de Ford à investir dans l'avenir est l'élément vital de cette entreprise. Si nous la perdons », a-t-il déclaré, « de nombreux emplois seront perdus, de même que les investissements futurs, les usines comme celle dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, et les communautés en souffriront grandement ».

En fait, Ford a déjà lancé une campagne de chantage économique contre les travailleurs. L'entreprise licencie 700 travailleurs qui construisent le F-150 Lightning, la version électrique de son camion le plus vendu, au Rouge Electric Vehicle Center. L'entreprise affirme que la suppression de l'une de ses trois équipes est temporaire et due à la faiblesse des ventes.

En outre, Ford a licencié 550 personnes lundi à Dearborn Stamping, Dearborn Diversified Manufacturing, Rawsonville Components Plant et Sterling Axle Plant, imputant ces licenciements aux grèves de l'UAW à Louisville et Chicago. Cela porte le total de Ford à environ 2 480 licenciements liés à la grève.

Bill Ford a formulé son insistance sur la compétitivité des États-Unis en des termes économiques nationalistes stridents visant à opposer les ouvriers américains de l'automobile à leurs frères et sœurs des pays du monde entier. Il a déclaré : « Il ne devrait pas s'agir de Ford contre l'UAW, mais de Ford et de l'UAW contre Toyota, Honda, Tesla et toutes les entreprises chinoises qui veulent entrer sur notre marché intérieur ». Les concurrents des constructeurs automobiles américains « adorent cette grève parce qu'ils savent que plus elle dure, mieux c'est pour eux. Ils gagneront et nous perdrons tous ».

Ford a également présenté son nationalisme économique en termes de soutien au militarisme impérialiste américain dans le monde d'aujourd'hui : « Une base manufacturière solide est essentielle à notre sécurité nationale. Construire des choses en Amérique est plus important que jamais, surtout en ces temps incertains, et nous ne pouvons pas considérer cela comme acquis ». Il a également fait référence au soutien apporté par Ford Motor Company au complexe de Rouge à l'intervention américaine « dans deux guerres mondiales » en convertissant les opérations en « construction de bateaux, de pièces de chars d'assaut et de moteurs à réaction ».

Fain a récemment fait des déclarations similaires sur le rôle joué par Walter Reuther, vice-président de l'UAW, dans la conversion de l'industrie automobile pour la production en temps de guerre, qui comprenait l'application d'un engagement de non-grève. Ceci est particulièrement inquiétant étant donné les mesures prises par l'administration Biden pour recruter la bureaucratie syndicale afin de supprimer la lutte des classes, alors qu'elle intensifie son agression militaire contre la Russie et la Chine et qu'elle envoie des navires pour soutenir le bombardement criminel d'Israël sur les Palestiniens.

Bill Ford a fait l'éloge des anciens présidents de l'UAW, Douglas Fraser (1977-1983), Ron Gettelfinger (2002-2010) et Bob King (2010-2014), qui ont mené les attaques contre les emplois, les salaires et les conditions de travail dans les usines automobiles au nom des employeurs pendant des décennies. Il s'est vanté d'avoir été « le dirigeant le plus favorable aux syndicats dans notre industrie » et « Ford est le partenaire le plus solide que l'UAW ait jamais connu ». Le milliardaire a

également fait référence à plusieurs reprises à ses « collègues de l'UAW », « dont certains que je connais depuis des décennies et dont beaucoup sont des amis proches ».

Pour illustrer cette collusion, Ford a cité la mort de six de ses employés lors de l'explosion de la centrale électrique de Rouge, le 1er février 1999, en déclarant que « nous étions tous unis comme une famille ». La bureaucratie et la direction de l'UAW se sont certainement unies, le vice-président de l'UAW de l'époque, Ronald Gettelfinger, se précipitant à la défense de l'entreprise, affirmant que la centrale électrique était une « installation sûre ».

En fait, la bureaucratie de la section locale 600 de l'UAW a ignoré à plusieurs reprises les griefs déposés par les travailleurs de la centrale électrique, y compris ceux qui ont été tués dans l'explosion, qui avaient mis en garde contre les dangers imminents d'une explosion due à des années de réduction des coûts et au manque d'entretien.

Loin de sauver des emplois, les décennies de collusion patronale-syndicale poursuivies par la bureaucratie de l'UAW ont fait chuter le nombre de membres de l'UAW chez Ford de 176 000 en 1976, l'année de la dernière grève nationale contre Ford, à seulement 57 000 aujourd'hui.

Alors que le président exécutif de Ford menaçait les travailleurs de l'automobile de supprimer des emplois, il n'a rien dit des plans de son entreprise visant à supprimer des emplois lors de la transition des voitures à moteur à combustion interne vers des véhicules électriques alimentés par des batteries. En cela, Bill Ford a participé – avec les autres représentants des entreprises de l'industrie automobile et les dirigeants de l'UAW – à une conspiration contre les travailleurs de base.

En réponse au discours de Bill Ford, le président de l'UAW, M. Fain, n'a rien dit sur la menace de l'entreprise de supprimer des emplois et de fermer des usines. Au lieu de cela, Fain a continué à affirmer : « Bill Ford sait exactement comment régler cette grève. ... Ce n'est pas l'UAW et Ford contre les constructeurs automobiles étrangers. Ce sont les travailleurs de l'automobile du monde entier qui s'opposent à la cupidité des entreprises. Si Ford veut être le constructeur automobile américain, il peut payer des salaires et des avantages sociaux américains.

Si la bureaucratie de l'UAW a un différend avec Ford, ce n'est pas sur la destruction continue des emplois, des salaires et des conditions de travail de ses membres. Fain veut que Ford place les nouvelles usines de batteries pour véhicules électriques sous contrat syndical afin que l'UAW puisse collecter les cotisations des travailleurs mal payés de ces usines. Jusqu'à présent, Ford semble réticent à le faire.

En entendant la menace de Bill Ford de fermer des usines et de détruire des emplois, un membre du comité de base des travailleurs de Ford Rouge, récemment formé, a souligné l'annonce soudaine par l'entreprise de licenciements temporaires d'équipes entières au centre de véhicules électriques de Rouge. « C'est comme si l'Empire frappait à son tour. C'est en représailles à la grève de l'usine de camions du Kentucky. Ils essaient de nous intimider », a-t-il déclaré, en rejetant les menaces de Ford avec mépris. Il a rejeté les menaces de Ford avec mépris : « Cela ne marchera pas ».

Il a rappelé l'histoire récente de l'entreprise et a souligné la détermination des travailleurs à récupérer les concessions massives qu'ils ont sacrifiées il y a 15 ans. « Bill Ford est venu voir l'UAW en 2008-2009 et nous a demandé de faire des sacrifices pour sauver l'entreprise de la faillite. Nous avons renoncé aux salaires, aux pensions, aux vacances et à d'autres choses. Cela

n'était pas censé être permanent. Mais lorsque l'entreprise s'est remise sur pied, elle ne nous a jamais remboursés. Aujourd'hui, elle réalise des bénéfiques records année après année. Les actionnaires et les dirigeants de l'entreprise gagnent des millions de dollars. Maintenant, c'est notre tour, et nous voulons récupérer tout ce que nous avons abandonné ». Pour ce faire, il a déclaré : « Chaque ouvrier de l'automobile doit se retirer maintenant ».

[Article publié sur le site WSWS](#)

L'UAW s'apprête à trahir près de 150 000 travailleurs des Big Three (USA)

[25/10/2023](#)

La bureaucratie de l'United Auto Workers (UAW) se prépare à annoncer un accord avec un ou plusieurs constructeurs automobiles qui trahirait les intérêts de près de 150 000 travailleurs de GM, Ford et Stellantis.

Lors d'une émission en direct vendredi, le président de l'UAW, Shawn Fain, a déclaré que les constructeurs automobiles avaient déjà accepté des « contrats records », mais qu'il « restait encore beaucoup à gagner ». « Chez GM, nous sommes proches du but, mais il reste encore quelques ajustements à faire », a-t-il déclaré. La « partie la plus difficile d'une grève » se situe « juste avant un accord », a-t-il poursuivi, « lorsque la pression est la plus agressive pour obtenir le dernier kilomètre ».

Les travailleurs de l'automobile doivent être avertis : La seule « poussée agressive » de l'UAW est en train de mettre la dernière main à une capitulation. Pendant 40 jours, l'UAW a maintenu l'écrasante majorité des travailleurs des Trois Grands au travail sans contrat, produisant des bénéfiques pour les entreprises. Dans le même temps, Fain et l'UAW ont maintenu les travailleurs dans l'ignorance totale des détails de leurs discussions avec la direction, malgré les vagues « mises à jour » hebdomadaires de Fain.

Tout accord annoncé sur cette base sera une capitulation massive.

Face aux revendications croissantes de la base en faveur d'une grève totale, en particulier lorsque GM et Ford ont annoncé leurs bénéfiques cette semaine, M. Fain a appelé à des grèves dans certaines des usines les plus rentables des trois grands, pour la première fois depuis le début de sa politique de grève sélective, il y a près de six semaines. Lundi matin, l'UAW a appelé 6 800 travailleurs de l'usine d'assemblage Stellantis Sterling Heights, dans la banlieue de Détroit, et 5 000 autres travailleurs de l'usine d'assemblage de GM à Arlington, au Texas, ont été appelés à débrayer mardi matin.

Mais ces grèves, qui portent à 45 000 le nombre de travailleurs des Big Three en grève – soit moins d'un tiers des 146 000 membres de l'UAW chez GM, Ford et Stellantis – font partie d'une performance orchestrée visant à atteindre le résultat souhaité.

Art Wheaton, directeur des études sur le travail à l'université de Cornell, a déclaré au New York Times que les dernières grèves indiquaient que l'UAW était sur le point d'annoncer un accord. Cela montre aux membres que « nous avons éliminé leurs plus gros bailleurs de fonds et que nous les avons poussés à bout », a déclaré M. Wheaton. « Ensuite, s'il y a un accord de principe, ils peuvent

dire aux membres : ‘Vous feriez mieux de le ratifier’ : Vous feriez mieux de le ratifier. Ne votez pas contre ».

Confirmant cette évaluation, M. Fain a déclaré lundi devant l’usine de Sterling Heights : « Nous pouvons parvenir à un accord cette semaine. Nous voulons que nos membres quittent le piquet de grève et se remettent au travail pour fabriquer les meilleurs produits d’Amérique ».

Les dirigeants de l’UAW craignent manifestement que les rapports sur les bénéfices considérables de Ford et de GM n’alimentent la résistance des travailleurs à toute autre chose qu’une victoire massive.

Mardi, GM a annoncé un bénéfice net de 3,06 milliards de dollars pour le troisième trimestre, soit une baisse de 7 % par rapport à l’année dernière, mais un résultat supérieur aux attentes de Wall Street. Soulignant l’inefficacité de la politique de « grève debout » de l’UAW, les ventes et les revenus de l’entreprise ont augmenté au troisième trimestre. Selon le directeur financier Paul Jacobson, GM a perdu 200 millions de dollars de revenus en raison de la grève au troisième trimestre, soit moins de 0,5 % de son chiffre d’affaires trimestriel de 44,13 milliards de dollars. L’entreprise a déclaré un manque à gagner global de 800 millions de dollars, soit moins d’un quart de l’impact de la grève nationale de GM en 2019.

Malgré les affirmations de M. Fain selon lesquelles les entreprises ont conclu des « contrats records », les dirigeants de l’industrie automobile se sont fermement opposés aux demandes des travailleurs concernant le rétablissement des concessions historiques que l’UAW – et M. Fain lui-même – avaient acceptées en 2009. Les entreprises ont proposé des augmentations salariales d’environ 23 % sur quatre ans, soit à peine plus que les 20 % d’augmentations de prix cumulées que les travailleurs ont subies depuis le dernier contrat de l’UAW en 2019. Elles ont également proposé des formules de calcul du coût de la vie tout à fait inadéquates.

Les entreprises ont rejeté du revers de la main les demandes des travailleurs visant à abolir les niveaux de salaires et d’avantages sociaux, à rétablir les pensions et les prestations de santé des retraités, et à convertir immédiatement les travailleurs intérimaires actuels et futurs en travailleurs à temps plein.

Les entreprises ont pour objectif de détruire des dizaines de milliers d’emplois dans les années à venir et d’établir une main-d’œuvre largement sous-payée dans le cadre de la transition vers la production de véhicules électriques. La principale préoccupation de la bureaucratie de l’UAW a été de réduire le militantisme de la base à une telle capitulation, tout en préservant les intérêts financiers et institutionnels de l’appareil syndical lui-même.

La bureaucratie de l’UAW travaille en étroite collaboration avec l’administration Biden pour empêcher l’escalade du mouvement de grève aux États-Unis, qui a déjà impliqué près de 500 000 travailleurs cette année. Leur objectif n’est pas seulement de défendre les résultats financiers des entreprises automobiles, mais aussi d’empêcher toute interférence dans l’expansion massive des opérations militaires de la classe dirigeante américaine.

Dimanche soir, l’UAW a annoncé un accord de dernière minute pour empêcher une grève de 1 100 travailleurs contre General Dynamics, un important sous-traitant de la défense pour la machine de guerre américaine. Ses chars et son armement sont essentiels à la guerre menée par les États-Unis contre la Russie en Ukraine, au génocide des Palestiniens par les forces israéliennes à Gaza, soutenu par les États-Unis, et à la préparation des futures guerres contre l’Iran et la Chine.

L'administration Biden cherche à obtenir 105 milliards de dollars supplémentaires pour ces guerres, en plus du budget militaire américain qui s'élève à près de 1 000 milliards de dollars. M. Biden a l'intention de soutirer ces ressources à la classe ouvrière en s'attaquant aux programmes sociaux et en augmentant sauvagement l'exploitation.

Dans son discours de la semaine dernière exposant les plans de guerre mondiale pour défendre la domination globale des États-Unis, M. Biden a fait référence à l'alliance entre l'administration Roosevelt et les syndicats américains pour la conversion de l'industrie automobile en vue de produire des chars et des bombardiers pour la Seconde Guerre mondiale, alliance qui comprenait une interdiction de toute grève. Fain, qui a également fait référence au prétendu « arsenal de la démocratie » pendant la Seconde Guerre mondiale, offre les services de la bureaucratie de l'UAW pour réprimer la lutte des classes et imposer la discipline de travail brutale nécessaire à une guerre à grande échelle aujourd'hui.

Mais les efforts de l'impérialisme américain pour mener la guerre à l'étranger et contre la classe ouvrière à l'intérieur du pays se heurteront à une opposition massive. Après trois décennies de conflits militaires sans fin, l'hostilité à la guerre est largement répandue parmi les travailleurs américains. Des manifestations de masse ont déjà eu lieu contre la guerre génocidaire d'Israël contre Gaza, qui est soutenue à bout de bras par l'establishment politique américain.

Fain, l'administration Biden et leurs agents publicitaires des Socialistes démocrates d'Amérique (DSA) au sein du département de la communication de l'UAW ont déjà rédigé leurs communiqués de presse et leurs déclarations vidéo afin d'annoncer une « victoire historique » et d'étouffer toute opposition de la part des travailleurs de base.

Au fur et à mesure que la réalité de cette trahison deviendra évidente, la bureaucratie de l'UAW devra faire face à une éruption d'opposition. Mais cette opposition doit être organisée afin de surmonter les tentatives inévitables de l'UAW de trahir la lutte, en utilisant ses méthodes traditionnelles de mensonges, d'intimidation et de truquage des votes.

Les travailleurs de l'automobile doivent s'inspirer du comité de base de Mack Trucks, qui a mené la campagne pour faire échouer les tentatives de Fain et de l'appareil de l'UAW d'imposer un contrat de vente à 4 000 travailleurs de Mack en Pennsylvanie, dans le Maryland et en Floride. Le contrat soutenu par Fain prévoyait des augmentations inférieures à l'inflation, maintenait le système de salaires et d'avantages sociaux à deux niveaux et prolongeait la journée de travail sans paiement d'heures supplémentaires.

Les travailleurs de Mack ont rejeté le contrat de l'UAW à trois contre un et ont débrayé le 9 octobre. Depuis lors, le comité de base a appelé les travailleurs des Big Three à mener une grève totale pour renforcer les travailleurs des secteurs de l'automobile et des camions.

Les travailleurs doivent se préparer dès maintenant à s'opposer à la capitulation imminente que prépare la bureaucratie du Fain. Il faut pour cela étendre le réseau des comités de base dans chaque usine afin de faire respecter les revendications non négociables des travailleurs, à savoir des augmentations de salaire supérieures à l'inflation, le rétablissement de l'indemnité de vie chère, des pensions et des soins de santé à la retraite payés par l'entreprise pour tous les travailleurs, l'élimination de tous les échelons, la conversion immédiate de tous les intérimaires actuels et futurs en travailleurs à temps plein, et de fortes augmentations des pensions pour les travailleurs à la retraite. La résistance des employeurs à ces revendications ne peut être brisée que par la mobilisation des travailleurs dans le cadre d'une grève à l'échelle du secteur.

[Article paru le 25 octobre sur le site WSWS](#)

Back to work! Admirable mise en scène du mariage Biden-Fain le 9 novembre

[13/11/2023](#)

Jeudi 9 novembre, « le président américain et le président du syndicat automobile UAW Shawn Fain organisaient un rassemblement commun à deux heures de route de là, à Belvidere (Illinois), pour promouvoir le contrat au rabais conclu la semaine dernière entre la bureaucratie du syndicat et les trois grands constructeurs (Ford, GM, Stellantis).

L'événement UAW-Biden a mis en lumière la guerre sur deux fronts que la classe dirigeante américaine mène dans le monde entier.

Fain et Biden n'ont eu qu'éloges l'un pour l'autre et pour des accords de principe qui maintiennent le système détesté des paliers, bloquent le passage à l'emploi permanent des intérimaires «temps partiel», ne compensent pas des décennies de baisse des salaires et ouvrent la voie à des pertes d'emplois massives dû au passage aux véhicules électriques (VE).

Qualifiant cette capitulation de victoire, Fain a remercié Biden pour « le soutien apporté par la Maison Blanche tout au long de ce combat » et a ajouté « maintenant, nous allons de l'avant ». Biden a retourné le compliment à Fain lui disant: « Vous avez fait un sacré boulot ». Il a qualifié les contrats d' « historiques » et dit qu'ils « changent la donne ».

En présentant les contrats comme une affaire conclue, Fain et Biden ont oublié un détail mineur: les travailleurs de la base.

Ni l'un ni l'autre n'ont mentionné que la très grande majorité des quelque 150 000 travailleurs des Trois Grands n'avaient pas encore voté sur le contrat, ou que les principales usines qui ont rejeté le contrat ces derniers jours, notamment GM Flint Assembly, Romulus Powertrain, Marion Stamping et Pontiac Stamping/Powertrain, avaient voté contre.

L'ensemble de l'establishment n'a que le mépris le plus absolu pour les droits démocratiques les plus élémentaires des travailleurs. Fain et les dirigeants de l'UAW ont mis fin à toutes les grèves chez les Trois Grands et ont ordonné aux travailleurs de reprendre le travail avant même d'avoir pris connaissance des accords de principe. Comme s'il y avait le moindre doute sur leurs objectifs, les organisateurs du rassemblement avaient accroché derrière les orateurs une banderole disant: «Auto Workers Back to Work» (Les travailleurs de l'automobile reprennent le travail).

Jamais un président américain en exercice n'avait été aussi étroitement impliqué dans la promotion de la ratification d'une convention collective que Biden ne l'a été avec l'UAW. À propos des négociations dans l'automobile, *Politico* a écrit que «Biden lui-même était informé quotidiennement sur ces négociations, même après que la guerre eut éclaté en Israël».

Le gouvernement américain — le comité exécutif de la classe dirigeante américaine — considère la suppression de la lutte des classes comme essentielle à ses objectifs de guerre à l'extérieur. Il y a plusieurs raisons à cela.

Tout d'abord, la classe dirigeante considère la lutte des ouvriers de l'automobile — et toute autre lutte ouvrière — comme une menace pour la position financière mondiale des grandes entreprises

américaines, déjà déstabilisée par des niveaux d'endettement record qui sapent encore davantage le rôle du dollar en tant que principale monnaie mondiale. La solvabilité de Wall Street et sa capacité à dominer le marché mondial dépendent de l'extraction toujours plus intense de plus-value à partir de la classe ouvrière aux États-Unis et dans le monde.

Deuxièmement, l'impérialisme américain considère la suppression de la lutte des classes à l'intérieur du pays comme une nécessité militaire. Biden s'est adressé à la nation le mois dernier pour réclamer 105 milliards de dollars de dépenses supplémentaires pour la guerre menée par les États-Unis contre la Russie en Ukraine et pour le génocide israélien soutenu par les États-Unis à Gaza. Ce faisant, il a appelé à revenir à un niveau de production de temps de guerre jamais atteint depuis la Seconde Guerre mondiale, afin de «reconstituer» les stocks d'équipements et d'armes.

Les porte-parole du Pentagone se plaignent régulièrement auprès des médias des difficultés à produire assez d'armes et d'équipements pour toutes les guerres des États-Unis, en particulier sous l'angle de leurs plans de guerre contre la Chine. Dans son discours à Belvidere, Joe Biden a évoqué ainsi la nécessité de développer une industrie nationale des VE pour contrer la Chine: «Mon gouvernement continuera à veiller à ce que l'UAW dispose de tout ce dont elle a besoin pour surpasser la Chine et tous les autres pays du monde».

Troisièmement, la classe dirigeante est profondément inquiète de la radicalisation politique de la classe ouvrière et considère toute lutte sociale comme une menace potentielle pour la pérennité du système capitaliste. Le gouvernement Biden et les grands médias ont dénoncé les manifestants pro-palestiniens comme antisémites, et la secrétaire de presse de la Maison-Blanche Karine Jean-Pierre, les a même comparés à des néonazis. Le Congrès américain a censuré la députée Rashida Tlaib pour avoir utilisé un slogan pro-palestinien, une tentative d'intimider tout discours pro-palestinien, alors que de nombreux gouvernements impérialistes dans le monde interdisent carrément les manifestations.

Mais l'opposition de masse aux guerres multi-fronts de la classe dirigeante américaine — qui sont menées contre la classe ouvrière mondiale — est en train de surgir en surface.

Le rôle sordide joué par la bureaucratie de l'UAW dans la répression de l'opposition sociale à la guerre a été mis en lumière durant le discours de Biden à Belvidere. Lorsqu'il a commencé à parler, il a été interrompu par une manifestante qui a exigé un cessez-le-feu en criant: «10.000 Palestiniens ont été tués, un génocide est en train de se dérouler à Gaza! Les bureaucrates de l'UAW présents ont commencé à la huer, criant: «Mettez-la dehors!», «c'est pas le moment pour ça» et à couvrir les paroles de la manifestante anti-génocide en scandant «nous t'aimons, Joe!».

Au moment où la bureaucratie de l'UAW acclamait Genocide-Joe à Belvidere, des milliers de gens manifestaient à Chicago pour soutenir le peuple palestinien. Les manifestations avaient été organisées en prévision de la visite de Biden dans la ville jeudi soir, à l'occasion d'une collecte de fonds organisée par le méga-donateur bipartite et multi-millionnaire Glen Tullman. Après s'être déclaré l'ami des «gens qui bossent» à Belvidere, Biden a été faire la quête chez les super riches de Chicago à un événement qui coûtait 3.330 dollars à qui voulait y assister et 200.000 dollars à qui voulait le «co-organiser».

La Maison-Blanche et la bureaucratie de l'UAW ne réussiront pas dans leurs efforts désespérés pour créer un soutien populaire à leurs actes. Le soutien à Biden s'effrite, et les appels se multiplient, même chez les démocrates, pour ne pas l'avoir comme candidat en 2024. Fain a été élu lors d'une élection frauduleuse où il n'a obtenu que 3 pour cent des voix de la base.

Will Lehman, ouvrier de l'automobile de l'UAW, a reçu une réponse massive à sa demande que l'UAW cesse la production d'équipements militaires destinés à Israël, avec un salaire complet pour tous les travailleurs concernés. Une vidéo de l'appel de Lehman a été visionnée des centaines de milliers de fois, et des milliers de travailleurs et de jeunes ont écrit des commentaires de soutien.

Bien que plusieurs usines où les travailleurs sont organisés par l'UAW fabriquent des équipements et des munitions pour l'armée israélienne, Shawn Fain a rejeté l'appel de Lehman. Il n'a fait aucune référence au massacre en cours en Palestine lorsqu'il a fait l'éloge de Biden comme héros de la classe ouvrière jeudi. Dans un communiqué publié avant le rassemblement, Lehman a déclaré :

« L'action de Fain et celle de toute la direction de l'UAW a été de continuer à soutenir Joe Biden et à maintenir la production alors que les bombes et missiles «made in USA» continuent de pleuvoir sur la population sans défense de Gaza. Je condamne ce silence lâche des bureaucrates qui dirigent l'UAW et tous les autres grands syndicats américains. Leur silence montre que toute la bureaucratie de l'AFL-CIO s'est complètement intégrée à un Parti démocrate impérialiste, avec des résultats dévastateurs pour les travailleurs des États-Unis et du monde entier...

Si une action doit avoir lieu, elle doit être organisée et préparée par nous, la base, à la fois au sein de l'UAW et en dehors d'elle, à l'échelle internationale. Les mouvements anti-guerre du passé, menés par la classe moyenne argentée et privilégiée, ont été absorbés par le Parti démocrate, le cimetière des mouvements sociaux. Ce mouvement anti-guerre doit être basé sur la classe ouvrière, la force sociale capable de mettre fin à la guerre impérialiste et à l'exploitation capitaliste.

Cet appel obtient lui aussi un soutien massif. Les travailleurs et les jeunes, quel que soit leur lieu de travail, peuvent rejoindre le mouvement de la base et participer à la lutte pour unir les travailleurs contre l'impérialisme, l'exploitation des trusts et des banques et contre les bureaucraties syndicales pro-impérialistes en remplissant le formulaire ci-dessous.

(Article paru en anglais le 9 novembre 2023)

[Article publié sur le site du WSWS.](#)

Trucages des votes par l'UAW pour l'adoption des accords avec Stellantis?

[15/11/2023](#)

Les travailleurs de Warren Truck accusent les représentants de l'UAW d'avoir truqué le vote pour faire ratifier le contrat de Stellantis.

Les travailleurs de l'usine d'assemblage de camions de Warren accusent les responsables de la section 140 de l'United Auto Workers d'avoir truqué le vote pour faire ratifier l'accord UAW-Stellantis. Les travailleurs ont rejeté les affirmations des responsables locaux selon lesquelles 85 % des travailleurs ont voté « oui » et seuls 335 travailleurs sur les 2 188 qui ont voté se sont opposés à l'accord lors du vote de ratification de lundi. Les responsables de la section locale 869 à Warren Stamping et de la section locale 1264 à Sterling Stamping ont annoncé des résultats tout aussi suspects.

Les résultats du vote dans ces trois usines vont à l'encontre de la tendance à l'accélération des votes négatifs sur des accords de capitulation similaires chez GM et Ford au cours de la semaine dernière.

Les travailleurs de quatre usines d'assemblage de General Motors dans le Michigan, le Tennessee et le Kentucky ont rejeté l'accord ces derniers jours. En outre, les travailleurs de sept autres usines d'emboutissage, de moteurs et de transmissions dans le Michigan, l'Indiana, l'Ohio et l'État de New York ont voté contre l'accord. Les travailleurs de la plus grande section locale de Ford de l'UAW l'ont également rejeté à Louisville, dans le Kentucky. L'UAW était tellement préoccupé par le résultat du vote que le président de l'UAW, Shawn Fain, et le vice-président de l'UAW pour le département Stellantis, Richard Boyer, ont publié des vidéos sur Facebook la semaine dernière pour tenter de vendre les accords.

« Je n'y crois pas », a déclaré David, un ouvrier de Warren Truck qui travaille depuis dix ans à l'usine, à propos des résultats officiels. « Je suis heureux que les travailleurs de GM rejettent ce contrat. L'accord de Stellantis reflète celui de GM, voire est pire. Il est impossible que 85 % des travailleurs de Warren Truck aient voté en sa faveur. Je ne m'attendais pas du tout à ce qu'il soit adopté, surtout quand on a vu tous les gens sur les médias sociaux dire qu'ils allaient voter « non ».

« La manière dont la section locale a organisé le vote était déplorable. Ils n'ont rien prévu pour la troisième équipe qui travaille la nuit dans les ateliers de peinture, d'assemblage final et de carrosserie. Après que les travailleurs se sont plaints sur Facebook que le vote se terminait à 18 heures, les privant ainsi de la possibilité de voter, le président de la section locale a publié une note disant : « Je m'excuse. Nous ferons mieux la prochaine fois ».

« Les bulletins de vote n'ont fait l'objet d'aucune surveillance. Vous les marquez avec un crayon, qui peut être effacé ou transformé en 'oui'. Il y avait très peu de documentation sur les votants. Il suffisait de dire 'oui' ou 'non'. Aucun travailleur ne les surveillait. Seuls les élus contrôlaient les bulletins de vote.

« En 2023, pourquoi ne pourrions-nous pas avoir une ouverture en direct des bulletins de vote ? Il y a des Facebook Live pour tout le reste. Pourquoi pas le dépouillement des votes ? Ce n'est pas un secret. Il n'y a pas de noms sur les bulletins de vote ».

David a poursuivi en évoquant des pratiques douteuses lors de votes antérieurs. « Ils ont essayé de bourrer les bulletins de vote après que nous ayons rejeté le contrat en 2015. En 2019, il y a eu un taux de participation record lorsque le contrat a été adopté. Ce n'est pas surprenant avec toute cette corruption. »

« Vous vous souvenez de Norwood Jewell, le vice-président de l'UAW qui a été soudoyé avec un fusil de chasse italien de 2 500 dollars et d'autres articles de luxe pour faire passer le contrat de 2015 ? Son bras droit, Shawn Fain, était assis juste à côté de lui au local 140 du syndicat. Ça a failli éclater en bagarre lorsqu'ils ont essayé de nous vendre ce contrat pourri en 2015. »

« Les dirigeants locaux ne sont pas différents. Le président du syndicat, Randall Pearson, a été élu lors d'un vote truqué. Il n'y avait plus de bulletins de vote et ils ont fait revoter les gens. Il a obtenu plus de voix dans l'atelier de peinture qu'il n'y avait de travailleurs. Son cousin est le président du comité de l'atelier. Nous l'appelons la « mafia de l'atelier de peinture ». Je ne fais pas non plus confiance à Margaret Mock [secrétaire-trésorière de l'UAW]. Elle faisait partie du comité de négociation lorsque Jewell et Fain essayaient de vendre le contrat ».

« Je ne crois pas qu'il ait été adopté à 85 %. Cela n'a aucun sens. Je sais que les gens voulaient une nouvelle voiture et que les responsables syndicaux ont donné aux travailleurs ce qu'ils voulaient dans une certaine mesure. Mais c'est à l'entreprise de décider de tout reprendre. Elle peut révoquer l'offre. Elle peut arrêter la construction de nouvelles usines si les 'conditions du marché' changent. »

Le pire, c'est que les travailleurs temporaires doivent avoir neuf mois de « service continu » pour passer à temps plein. S'ils ne sont plus programmés ou s'ils sont licenciés pendant 31 jours, ils devront tout recommencer. Même s'ils vous font passer à temps plein, ils peuvent vous obliger à aller travailler dans n'importe quelle usine du « bassin d'emploi », comme Toledo.

« Nous travaillons sept jours de 12 heures par intermittence depuis deux ou trois ans. On nous écrit et on nous menace si nous sommes en retard ou si nous prenons du retard dans notre travail. La politique d'assiduité est plus stricte, mais nous avons subi six changements d'horaires, qui se terminent parfois à 13 heures, 14 heures ou 16 heures 30. Nous avons des enfants à emmener à l'école, et il y a des travaux sur les routes et des problèmes de stationnement quand nous arrivons.

« Stellantis compare nos chiffres de fréquentation avec ceux de l'Italie, du Canada et d'autres pays où les travailleurs bénéficient de plus de congés, d'un système de santé universel et d'autres choses encore. La première chose que M. Fain a retirée de la table, c'est notre demande d'une semaine de travail de 32 heures. Lorsque M. Boyer a commencé à nous parler de nos congés, cela a eu pour effet d'augmenter le nombre de personnes opposées à ce contrat », a déclaré M. Stellantis.

« J'avais le sentiment que, quelle que soit l'issue du vote, ils allaient l'adopter », a déclaré Michelle, membre du Warren Truck Rank-and-File Committee, au WSWS. Même si la majorité votait « non », ils allaient trouver une explication pour dire que le texte avait été ratifié. Ces crétins s'en tirent depuis des années. »

« Nous nous battions simplement pour récupérer ce qu'ils nous ont pris en 2009. Fain est un serpent, mais beaucoup de gens faisaient confiance à Rich Boyer, qui venait de Warren Truck. Mais maintenant, ils voient qu'il est de l'autre côté. La semaine dernière, il a dénoncé sur Facebook le fait que nous utilisions le FMLA [Family and Medical Leave Act], en disant que nous ne voulions tout simplement pas venir travailler. Mais ils nous font travailler comme des chiens, en nous imposant des heures supplémentaires obligatoires, et nous n'avons pas le temps de passer du temps avec nos familles. Je ne reproche à personne d'utiliser la loi sur les congés pour obtenir un peu de temps libre ».

L'UAW a une longue et sordide histoire de bourrage de bulletins de vote pour faire passer des contrats. Cela inclut le vote de 2015 à la section locale 600 de l'UAW, lorsque les responsables de l'UAW ont affirmé que le contrat avait été adopté à l'usine de camions de Dearborn par 51,4 %, soit environ 1 230 voix. Le vote de la section locale 600, organisé à la toute fin du processus de ratification, a donné à la bureaucratie de l'UAW juste assez de voix pour « ratifier » l'accord, qui était promis à l'échec.

En 2021, l'UAW a affirmé qu'un nouveau vote sur un accord de principe précédemment rejeté par les travailleurs en grève de Volvo Trucks New River Valley à Dublin, en Virginie, avait été adopté par 17 voix sur les 2 369 votes exprimés. Les travailleurs se sont immédiatement rendus sur les réseaux sociaux pour accuser l'UAW de fraude et de truquage des bulletins de vote, tandis que d'autres ont appelé à un recomptage des voix ou à un nouveau vote.

Les travailleurs de Warren Truck, Warren Stamping et Sterling Stamping doivent exiger de savoir : Quelle était la « chaîne de possession » des bulletins de vote, c'est-à-dire qui contrôlait les bulletins à chaque étape ? Comment la sécurité et l'intégrité des bulletins ont-elles été assurées ? Y avait-il un moyen d'empêcher le rejet des votes négatifs et l'ajout de votes positifs ?

Michelle a exhorté les travailleurs à rejoindre le comité de base de Warren Truck, à dénoncer les fraudes et à se battre pour un nouveau vote sur le contrat, sous le contrôle d'un comité élu composé de travailleurs de base dignes de confiance. « Beaucoup d'entre nous n'ont ni l'accès ni le temps d'obtenir les informations dont ils ont besoin, mais grâce au réseau des comités de base des travailleurs de l'automobile, nous pouvons obtenir la vérité, nous organiser et lutter pour nos droits.

Elle a résumé la bataille à laquelle les travailleurs sont confrontés. « Qu'il s'agisse de la guerre ou de ce contrat, le dominateur commun est l'avidité », a-t-elle déclaré. « De combien d'argent ces gens ont-ils besoin ? Je ne peux pas regarder les bébés mourir à Gaza. Cela m'attriste car il pourrait s'agir de nos enfants, de nos bébés. En plus de cela, le président américain est tout à fait d'accord. Ils sont prêts à sacrifier tout ce qu'ils veulent pour du pétrole, des terres et des profits. La lutte sera rude, mais il est temps que les travailleurs du monde entier s'unissent pour mettre un terme à cette situation.

[Article paru sur le site du WSWWS le 15/11/23](#)

[USA](#)

Crise à l'UAW: l'annonce officielle de la ratification du contrat GM est repoussée, les votes contestés

[20/11/2023](#)

La direction du syndicat automobile UAW (United Auto Workers) est apparemment dans une crise face à l'opposition généralisée de la base à son contrat de capitulation chez General Motors, qualifié d'«historique» par le président du syndicat Shawn Fain et par le gouvernement Biden. Bien que le compteur de votes de l'UAW indique que le contrat a été approuvé de justesse, l'UAW n'avait pas encore annoncé officiellement la ratification du contrat vendredi soir. Des informations de presse avaient auparavant indiqué que Fain devait s'adresser aux membres de l'UAW et annoncer les résultats dans un direct vidéo vendredi.

Les travailleurs d'une série de grandes usines d'assemblage ont voté contre le contrat, ce qui a conduit les médias pas plus tard que mercredi à prédire un rejet du contrat. Mais la tendance aurait été renversée par un vote positif massif à l'usine GM d'Arlington, au Texas.

Les travailleurs de GM ont protesté contre le fait qu'on les ait forcés à voter dans les usines, sous l'œil des directions et caméras de l'entreprise. Des informations font état sur Facebook d'irrégularités dans le vote à Arlington, dont des affirmations qu'on avait laissé les urnes ouvertes et sans surveillance, et qu'on avait obligé les travailleurs à inscrire leur vote au crayon à papier.

Plus important encore, 1.263 travailleurs de l'usine de batteries pour véhicules électriques (VE) Ultium Cells à Lordstown (Ohio) et environ 1.000 travailleurs de GM Subsystems LLC ont été inclus dans le total des votes de l'UAW au plan national. Ces travailleurs ne faisaient techniquement

pas encore partie de l'unité de négociation de GM, mais auraient voté à une large majorité en faveur de l'accord.

Les travailleurs d'Ultium et de GM Subsystems ont reçu des augmentations globales plus fortes que les salariés réguliers de GM. Chez Ultium cependant, ils sont toujours enfermés dans un palier inférieur et rémunérés bien en dessous des travailleurs chevronnés de GM.

Le fait que les votes d'Ultium et de GM Subsystems aient été comptabilisés dans le total de la ratification du contrat a suscité la colère des travailleurs sur Facebook. L'un d'eux écrit:

Pour l'instant, ça a l'air louche et de la filouterie. J'avais confiance en Fain. Mais plus maintenant. Le contrat est aussi mauvais que les précédents. Je n'ai toujours pas récupéré toute mon ancienneté. J'ai perdu neuf ans bien que j'aie travaillé pour GM. Mais parce que j'ai été transféré d'un CCA [Customer Care and Aftersales], on m'a traité comme un malvenu. Ils n'arrêtent pas de réviser les paliers.

Il semble de plus en plus probable que les travailleurs de GM feront officiellement appel de la «ratification» de l'UAW. Jeudi, le président des négociations de la section locale 2209, Rich LeTourneau, de l'usine GM Fort Wayne Assembly, a déclaré à la radio publique WBOI du nord-est de l'Indiana que le résultat serait probablement contesté en raison d'irrégularités, notamment le fait que les travailleurs d'Ultium et de GM Subsystems aient été autorisés à voter. Les ouvriers de production de l'usine de Fort Wayne ont rejeté le contrat 1.922 votes contre 1.147, 62 pour cent contre.

Selon WBOI, «les membres de l'UAW ont 45 jours pour faire appel avant que le vote ne soit entériné». LeTourneau a déclaré que les dirigeants de l'UAW lui avaient dit que si l'accord de principe n'était pas ratifié, ils retourneraient à la table des négociations sans relancer la grève».

« Il a déclaré que si la section 2209 ne déposait pas de recours, “quelqu'un le ferait”. Il pense que l'appel sera déposé dans les jours qui viennent».

Dans l'ensemble, le système de suivi des votes de l'UAW indique que le contrat GM a été adopté à 53,24 pour cent contre 46,76 chez les travailleurs de la production GM et par 54,74 pour cent contre 45,26 dans l'ensemble, si l'on ajoute les votes des ouvriers qualifiés. Selon les statuts de l'UAW, les travailleurs de la production et les ouvriers spécialisés doivent tous deux voter oui à la majorité simple pour que le contrat soit ratifié.

Des travailleurs ont contacté le World Socialist Web Site au sujet d'irrégularités de vote dans les usines Ford et Stellantis également. Les chiffres publiés par l'UAW indiquent que les contrats dans les deux entreprises étaient en passe d'être ratifiés, mais avec une forte opposition, y compris des rejets de contrats par les travailleurs de grandes usines comme Ford Kentucky Truck et le complexe Stellantis Jeep à Toledo.

Les témoignages de plus en plus nombreux de travailleurs sur les irrégularités du vote soulignent l'importance de la revendication formulée par le World Socialist Web Site d'un audit complet et indépendant du vote, dont un examen de comment les bulletins de vote ont été traités. L'audit doit se faire sous la supervision de comités de travailleurs de confiance de la base, élus dans les ateliers. Ces comités doivent recueillir les témoignages des travailleurs sur les irrégularités et les cas d'intimidation.

Alors que les trois constructeurs automobiles de Detroit faisaient passer en force leurs contrats, l'UAW forçait les travailleurs de Mack Trucks à revoter sur un contrat qu'ils avaient déjà rejeté à 3 contre 1 il y a plus d'un mois. L'UAW a mis aux travailleurs le pistolet sur la tempe en leur disant que s'ils rejetaient l'accord, on les remplacerait par des briseurs de grève.

Vendredi, l'UAW a également annoncé la conclusion d'un contrat provisoire de cinq ans avec trois casinos de Détroit, dans le cadre d'une grève à laquelle participe une coalition de syndicats couvrant quelque 3.700 employés de casino. En outre, l'UAW a annoncé une prolongation de contrat de dernière minute chez Allison Transmission, près d'Indianapolis (Indiana), bloquant ainsi une grève potentielle de 1.700 travailleurs dans cette usine, malgré un vote d'autorisation de grève de 99 pour cent.

Même si les totaux de votes chez les constructeurs automobiles de Détroit sont considérés comme exacts, ils ont été obtenus par les méthodes habituelles de mensonges et d'intimidation utilisées par l'appareil de l'UAW. Dès le début des négociations, les travailleurs ont été soumis à une propagande médiatique incessante, renforcée par le gouvernement Biden et qualifiant les revendications de l'équipe Fain et tout accord éventuel d'«historiques».

Au lieu de mobiliser toute la force des membres de l'UAW contre les constructeurs, le syndicat a divisé les travailleurs en organisant de fausses grèves 'debout', qui ont permis que la grande majorité des travailleurs restent au travail et produisent des bénéfices pour les entreprises, tandis que d'autres participaient au piquet de grève pour juste 500 dollars d'indemnités de grève par semaine.

«On ne devrait pas faire confiance à ce que l'UAW raconte sur le vote»

Un membre dirigeant du comité de la base de l'usine Stellantis Warren Truck a déclaré à propos du vote chez General Motors:

Le syndicat a utilisé des tactiques sales pour faire passer cela chez GM. Il a utilisé les travailleurs d'Ultium et de GM Subsystems comme pions pour obtenir suffisamment de votes. Le syndicat ne se soucie pas d'eux, il voulait juste obtenir leurs votes.

Les responsables syndicaux montent les travailleurs les uns contre les autres et aiment nous voir nous battre entre nous. Je n'en veux pas à quelqu'un parce qu'il fait partie d'une classe qui gagne moins d'argent. Je ne vais pas le regarder de haut. Je suis passé par là, je gagnais 15,78 dollars de l'heure comme intérimaire et j'avais du mal à joindre les deux bouts.

On ne devrait pas se fier à ce que dit l'UAW sur le vote. Pourquoi ne pouvons-nous pas voir le décompte des voix? Pourquoi n'y avait-il pas de travailleurs de la base pour superviser le décompte? Ils nous disent toujours une chose et font le contraire. Si la majorité avait voté «non», ils auraient trouvé un moyen de dire que c'était «oui». Cela fait 30 à 40 ans qu'ils nous font ces sales coups.

Un autre membre du comité de la base de Warren Truck a déclaré à propos du vote chez General Motors: «Pourquoi les faire voter dans l'usine? Ça n'est pas correct. Ils devraient voter au local syndical. La direction n'aurait jamais dû être là. Pour moi, ça ne doit pas se produire. C'est comme de la fraude».

La puissante opposition qui s'est manifestée lors des votes sur les contrats montre le gouffre qui sépare la bureaucratie corrompue et hautement privilégiée de l'UAW de la grande masse des travailleurs des usines automobiles. L'appareil de l'UAW dirigé par Shawn Fain et ses protecteurs au gouvernement Biden pensaient pouvoir faire passer ces accords pourris sans trop de mal, en s'appuyant sur des astuces de carnaval et des tactiques de marketing sophistiquées. Mais en tentant d'imposer les exigences des trusts, la bureaucratie de l'UAW s'est démasquée encore plus comme homme de paille du patronat.

Loin d'être 'historiques', les contrats ne rétablissent pas les salaires abandonnés lors de concessions passées aux trusts, ils ne rétablissent pas les pensions et les soins de santé pour les retraités et ne mettent pas fin aux systèmes abusifs d'intérim et de paliers. De plus, ces contrats exposent les travailleurs à des pertes d'emploi massives lors de la transition vers les VE.

La lutte des ouvriers de l'automobile fait partie d'une recrudescence mondiale de la lutte des classes contre les inégalités massives, les attaques contre l'infrastructure sociale et l'intensification des guerres. Pour faire avancer leur lutte, les travailleurs de l'automobile doivent rejoindre et développer le Réseau des comités de la base des travailleurs de l'automobile, au sein de l'Alliance internationale des travailleurs pour les comités de base (initiales anglaises IWA-RFC).

(Article paru en anglais le 18 novembre 2023, [repris depuis la version française](#))

Suppression de milliers d'emplois dans l'automobile aux USA et en Europe

[31/01/2024](#)

Des milliers de travailleurs de l'automobile aux États-Unis et dans d'autres pays vont se retrouver au chômage dans les semaines à venir, Stellantis, Ford et d'autres entreprises mondiales étant à l'origine d'une vague de plus en plus forte de suppressions d'emplois dans l'ensemble de l'économie mondiale.

À Toledo, dans l'Ohio, pas moins de 1.225 travailleurs de Stellantis – soit près d'un quart de la main-d'œuvre du complexe géant de fabrication de Jeep – devraient être licenciés à partir du 5 février. 2.455 autres travailleurs seront également licenciés à l'usine Detroit Assembly Complex-Mack. L'entreprise affirme que la production de Jeep Cherokee dans l'usine sera «temporairement» réduite de trois à deux équipes, mais des menaces répétées ont été formulées pour supprimer définitivement la troisième équipe.

Au début du mois, 539 employés supplémentaires (temporaires) des usines Stellantis de Detroit et de Kokomo, dans l'Indiana, ont été licenciés, et les représentants des Travailleurs unis de l'automobile (TUA/UAW) affirment que 1.600 autres SE risquent de subir le même sort dans les prochains mois, si ce n'est plus tôt. L'UAW avait dit à ces travailleurs qu'ils seraient transférés à des postes à temps plein une fois les nouvelles conventions collectives ratifiées, et maintenant ils sont licenciés.

Le troisième constructeur automobile mondial procède également à 600 suppressions d'emplois dans son usine de Mulhouse, dans l'est de la France, qui touchent principalement les travailleurs contractuels. Entre le 12 février et le 3 mars, 2.250 autres travailleurs de Stellantis seront temporairement licenciés dans son usine de Mirafiori à Turin, en Italie.

Ford a commencé à licencier 100 travailleurs à l'usine d'assemblage de Chicago cette semaine, et 25 des travailleurs ayant le moins d'ancienneté ont été priés de ne pas se présenter au travail lundi. Selon la section locale 551 de l'UAW, les licenciements sont d'une durée de trois mois, la date de retour étant provisoirement fixée au 29 avril.

En outre, Ford supprime deux tiers des emplois au Rouge Electric Vehicle Center (REVC) à Dearborn, dans le Michigan, obligeant 1.500 travailleurs à être transférés dans d'autres installations ou à prendre une retraite «volontaire». La production de la camionnette F-150 Lightning sur le site est réduite à une seule équipe.

Au début du mois, General Motors a licencié 1.300 travailleurs dans le Michigan. Parmi eux, 945 travailleurs de l'usine d'assemblage d'Orion, au nord de Detroit, où la production de la Chevrolet Bolt est en cours d'arrêt et où le rééquipement pour la fabrication de camions électriques a été reporté jusqu'en 2025. Par ailleurs, 369 travailleurs de GM sont licenciés à l'usine Grand River de Lansing, où la production de la Camaro s'est achevée en décembre 2023.

Ces suppressions d'emplois interviennent quelques mois seulement après que le président de l'UAW, Shawn Fain, a affirmé que le syndicat avait obtenu des trois grands constructeurs automobiles des contrats «records» qui «sauvaient» les usines et créaient des emplois. En réalité, les accords négociés par l'UAW ont ouvert la voie à une attaque massive contre l'emploi, les constructeurs automobiles passant aux véhicules électriques et réduisant les emplois et les coûts de main-d'œuvre pour gagner un avantage concurrentiel dans ce que le PDG de Stellantis, Carlos Tavares, a récemment qualifié de «massacre».

Après avoir collaboré avec le gouvernement Biden pour faire passer les accords de suppression d'emplois, l'appareil de l'UAW a donné son appui au président démocrate, s'associant au programme de l'administration qui consiste à étendre la guerre à l'étranger et intensifier la guerre des classes à l'intérieur du pays.

Au complexe d'assemblage de Toledo, les responsables de la section locale 12 de l'UAW ont maintenu les travailleurs dans l'ignorance totale des licenciements prévus le mois prochain. Pendant la période précédant la ratification de la convention collective, les responsables du syndicat local ont affirmé qu'une troisième équipe et de nouveaux emplois seraient ajoutés, et que les 1.100 travailleurs temporaires obtiendraient des emplois permanents. Or, Stellantis n'a accepté de convertir que 900 employés supplémentaires dans l'usine, qui seront parmi les premiers à être licenciés. Plutôt que de s'opposer aux suppressions d'emplois, les représentants de l'UAW préconisent des licenciements «glissants» sur deux mois, ce qui permettrait à l'entreprise de licencier d'abord les travailleurs seniors les mieux payés. [...]

Les travailleurs temporaires se battent pour être réintégrés et recevoir leurs arriérés de salaire. Nombre d'entre eux ont participé le 21 janvier à une réunion d'urgence organisée par l'Alliance ouvrière internationale des comités de base (IWA-RFC) afin d'organiser une lutte indépendante des appareils qui dirigent l'UAW et d'autres syndicats.

À Kokomo, Stellantis prévoit également de fermer son usine Tipton Transmission, la première d'une vague de fermetures d'usines et de licenciements massifs dans les usines de transmissions de la région, car l'entreprise commence à acheter des systèmes de propulsion à Hyundai Transys inc., une filiale de pièces automobiles du groupe sud-coréen Hyundai Motor Group. BorgWarner, l'un des principaux fournisseurs de transmissions, a fermé son usine de Kokomo au début du mois, licenciant définitivement les 94 travailleurs restants.

Face à la concurrence de Tesla et des fabricants chinois, le fabricant suédois de véhicules électriques a annoncé son intention de supprimer 450 emplois dans le monde, soit environ 15 pour cent de sa main-d'œuvre totale.

Au Canada, les fournisseurs de pièces détachées sont également touchés par le rééquipement pour la production de véhicules électriques. Martinrea International a fermé son usine Fabco Metallic à Dresde, en Ontario, au début du mois, après que Stellantis a mis fin à la production d'un ancien modèle du Jeep Grand Cherokee à Detroit et à la production de la Chrysler 300, de la Dodge Charger et de la Dodge Challenger à Brampton, en Ontario, en décembre, selon *Automotive News Canada*. [...]

Au cours des quatre premières semaines de 2024, près de 25.000 travailleurs du secteur technologique ont été licenciés, selon layoffs.fyi, chez Meta, Amazon, Microsoft, Google, TikTok, Salesforce et de nombreuses autres entreprises. Ces licenciements font suite à la suppression de 260.000 emplois dans le secteur de la technologie l'année dernière, la pire depuis l'éclatement de la bulle Internet au début des années 2000. EBay a annoncé qu'elle supprimerait encore 1.000 emplois cette année, après avoir supprimé 500 postes en 2023.

Jeff Shulman, professeur à la Foster School of Business de l'université de Washington, a déclaré à la radio NPR: «Il y a un effet d'entraînement dans la technologie. Les licenciements semblent favoriser le cours de leurs actions, de sorte que ces entreprises n'ont aucune raison de s'arrêter [...] c'est la nouvelle normalité».

(Article paru en anglais le 30 janvier 2024)

[Extraits de l'article paru sur le site de WSWS.](#)

Une « ferveur socialiste »: les accords entre les trois grands et l'UAW et la lutte de classe dans le monde

[08/11/2023](#)

Cette déclaration a été publiée à l'origine dans Newsweek.

Lehman travaille chez Mack Trucks à Macungie, en Pennsylvanie. Il s'est présenté à la présidence de l'UAW en 2022 et a obtenu près de 5 000 voix. Il poursuit actuellement le ministère américain du travail en vue d'obtenir un nouveau scrutin après avoir constaté la suppression d'électeurs lors de ce scrutin.

Les accords de principe conclus entre les United Auto Workers et Ford, Stellantis et General Motors sont de partout salués dans les médias, par l'UAW et par l'administration Biden comme des contrats « historiques », « records », qui rétablissent les concessions qui avaient été faites auparavant.

Dans une déclaration du 30 octobre, M. Biden a déclaré : « Avec cet accord historique avec GM, l'UAW est parvenu à des accords de principe historiques avec l'ensemble des trois grands constructeurs automobiles américains. Cet accord de principe historique récompense les travailleurs de l'automobile qui ont fait tant de sacrifices en leur accordant des augmentations records,

davantage de congés payés, une plus grande sécurité en matière de retraite, ainsi que davantage de droits et de respect au travail ».

Mais tout examen sérieux des termes des contrats révèle qu'ils constituent la poursuite de la guerre de classe menée par les entreprises contre les travailleurs.

Ces accords constitueront la première salve d'attaques contre les emplois dans le cadre de la transition vers les véhicules électriques. La proposition de Stellantis prévoit la fermeture de 19 usines, et l'accord de Ford catégorise tous les employés de l'énorme complexe de Rouge, dans le Michigan, comme « excédentaires » après le 1er décembre.

Les contrats n'augmentent le salaire de base que de 25 % sur quatre ans et demi, une augmentation qui ne compense pas la baisse massive de la valeur des salaires des travailleurs au cours des dernières décennies. L'inflation a augmenté de plus de 40 % depuis la restructuration de l'industrie automobile en 2009, ce qui signifie que les travailleurs de l'automobile gagneront toujours moins en 2028, en termes réels, qu'il y a 20 ans.

Entre-temps, les augmentations accordées au titre de l'ajustement au coût de la vie (COLA), qui ont été saluées saluées par l'UAW, ne compenseront qu'une petite partie de l'augmentation inexorable des prix à la consommation. L'UAW estime que l'augmentation de l'ajustement au coût de la vie de l'année prochaine ne sera que de 0,45 dollar de l'heure. Cela représente une augmentation de moins de 5 dollars par jour, ou moins de 1 000 dollars par an, qui sera complètement dépassée par l'augmentation du coût de l'essence, des œufs, du lait, des factures d'Internet et de téléphone, et d'autres produits de première nécessité, sans parler du loyer ou de l'hypothèque et des échéances pour la voiture.

Le président de l'UAW, Shawn Fain, a également affirmé que les accords mettraient fin au phénomène du « perma-temps », dans lequel les travailleurs temporaires sont maintenus indéfiniment dans un statut inférieur et mal rémunéré. L'affirmation de M. Fain selon laquelle « tous les intérimaires seront convertis en emplois à temps plein » au bout de 90 jours est un mensonge cynique. Les contrats conclus avec GM et Stellantis excluent les milliers d'intérimaires à temps partiel de cette disposition.

Dès le début, les « grèves debout » de l'UAW ont été une mascarade. Seules quelques usines de chaque société ont été mises en grève, tandis que la majorité des travailleurs ont reçu l'ordre de rester au travail sans contrat. Les entreprises ont été autorisées à poursuivre leur production pratiquement sans entrave, pouvant même constater l'augmentation de leurs stocks à la fin des grèves. En violation totale des droits démocratiques des travailleurs, l'UAW a mis fin à ces grèves limitées avant même que les travailleurs de l'automobile n'aient pris connaissance des contrats.

Les dirigeants de l'industrie automobile ont clairement indiqué qu'ils se félicitaient de ces accords et qu'ils comptaient compenser toute augmentation modeste des coûts salariaux en augmentant l'« efficacité » et en trouvant d'autres sources d'économies, comme l'a déclaré le directeur financier de Ford lors d'une conférence téléphonique avec les investisseurs le mois dernier.

Qu'en pense Wall Street ? Quelques jours seulement après l'annonce de l'accord UAW-Ford, S&P Global a relevé la note des obligations de l'entreprise de « junk » à « investment grade » pour la première fois depuis 2020. L'agence de notation a déclaré qu'elle s'attendait à ce que Ford augmente ses bénéfices « avec un coussin adéquat en 2024 et 2025, compte tenu de la forte dynamique de sa franchise de véhicules commerciaux et de la réduction progressive des coûts ».

La société d'investissement Barclays a estimé que l'accord UAW-Ford coûtera à l'entreprise environ 1 à 2 milliards de dollars par an, ce que Ford prévoit de compenser par des accélérations et des réductions de coûts. Malgré cela, le coût de l'accord équivaut à 1 % du chiffre d'affaires annuel, ou à 10 % des 10 milliards de dollars de bénéfices de Ford en 2022. Cela peut sembler une « part équitable » pour M. Biden, mais toute cette richesse est produite par le travail des ouvriers.

Les principales préoccupations de la Maison Blanche et des dirigeants de l'UAW ont été de contenir les grèves des travailleurs de l'automobile dans des limites soigneusement définies et de garantir la « compétitivité » des entreprises lors de la transition vers les VE.

Fain et Biden craignent également qu'un mouvement de grève croissant ne compromette les projets de Washington d'intensifier et de financer massivement ses guerres. Pendant la grève, Biden, Fain et le président de Ford ont tous fait l'éloge de la transformation des usines automobiles en production militaire pendant la Seconde Guerre mondiale.

Parallèlement aux grèves des Big Threes, des manifestations contre la guerre ont éclaté dans le monde entier pour protester contre la guerre d'Israël contre Gaza, qui est menée dans un but génocidaire. Dans une déclaration faite la semaine dernière, j'ai demandé à l'UAW de cesser la production dans toutes les usines qui fabriquent des équipements et des munitions pour Israël, et que tous les travailleurs mis à pied reçoivent l'intégralité de leurs salaires. J'ai agi de la sorte parce que la guerre contre les opprimés de Gaza n'est qu'une partie d'une guerre sur plusieurs fronts contre la classe ouvrière du monde entier.

L'élite dirigeante est terrifiée par la radicalisation de la classe ouvrière, qui est motivée par la société largement inégale et injuste qu'elle supervise. Le mois dernier, un article paru dans Freight Waves, une publication de l'industrie du transport, déplorait une « ferveur socialiste » grandissante parmi les travailleurs de Mack Trucks, où je travaille. L'article soulignait ma critique de l'accord de concession de l'UAW – que M. Fain a approuvé – et le rôle du Mack Workers Rank-and-File Committee, qui a organisé les travailleurs pour qu'ils rejettent l'accord de l'UAW à 73 %.

Le président de l'UAW, M. Fain, pense peut-être avoir réglé le problème en mettant fin aux grèves des Trois grands. Mais les contrats de l'UAW ne feront qu'intensifier les inégalités et alimenter la rébellion des travailleurs de la base.

Article traduit [à partir du site WSWS](#).

Leçons à tirer de la lutte contractuelle de 2023 contre les Trois grands de l'automobile au Canada

Après la ratification à Stellantis : leçons à tirer de la lutte contractuelle de 2023 contre les Trois grands de l'automobile au Canada

Niles Niemuth

Unifor a annoncé le 6 novembre que les travailleurs de l'automobile de Stellantis Canada avaient voté à seulement 60 % en faveur d'une entente de principe de trois ans lors d'un scrutin en ligne. La ratification de l'entente pour les quelques 8.200 travailleurs des installations de Stellantis en Ontario et en Alberta met un terme à la lutte contractuelle de 2023 contre les Trois grands de l'automobile au Canada, Unifor ayant précédemment fait adopter des ententes de capitulation similaires chez Ford et GM.

La ronde de négociations dans son ensemble a prouvé une fois de plus l'hostilité amère de la bureaucratie syndicale nourrie à l'égard des intérêts des travailleurs de la base. Conspirant contre les membres, la présidente d'Unifor, Lana Payne, et les hauts responsables syndicaux ont travaillé en coulisses pour négocier des conventions favorables à l'entreprise qui garantissent que les Trois grands de l'automobile continueront d'engranger des bénéfices pendant la transition vers la production de véhicules électriques (VE), tandis que les travailleurs continueront d'endurer la précarité d'emploi, des salaires à plusieurs niveaux et des conditions de travail exténuantes.

La leçon essentielle à tirer de cette expérience, qui suit le même schéma que celle des quatre dernières décennies, est que seule une rébellion contre la bureaucratie syndicale visant à placer le pouvoir entre les mains des travailleurs de la base permettra aux ouvriers de l'automobile de lutter véritablement pour leurs revendications. Cette lutte passe par la création de comités de base dans chaque usine et l'unification des travailleurs canadiens de l'automobile avec leurs frères et sœurs de classe aux États-Unis et au Mexique dans une lutte commune contre les géants de l'automobile, avides de profits et mobiles à l'échelle internationale.

Bien que les négociations pour le renouvellement des conventions collectives soient officiellement terminées pour cette année, les travailleurs de l'ensemble de l'industrie automobile feront face à des luttes majeures dans les mois et les années à venir, alors que l'Amérique du Nord et le monde sont secoués par la crise économique et la guerre. En outre, les patrons de l'automobile considèrent ces nouvelles conventions comme un élément essentiel dans leurs plans de restructuration de l'industrie à l'échelle mondiale afin d'accroître l'exploitation des travailleurs et leurs profits grâce à la transition vers la production de véhicules électriques. Ce processus est habilement facilité par la bureaucratie d'Unifor, qui étouffe l'opposition des travailleurs tout en faisant pression pour que les gouvernements fédéral et provinciaux accordent d'énormes subventions aux constructeurs automobiles, déjà très rentables.

Quelques heures seulement après l'annonce de la ratification chez Stellantis, 900 travailleurs du secteur automobile de Magna Integram Windsor Seating à Lakeshore, en Ontario, débrayaient à leur tour pour des questions de salaires, d'avantages sociaux et de pensions. L'usine fabrique des sièges pour les véhicules assemblés à l'usine de montage de Windsor de Stellantis. La transition vers les véhicules électriques va entraîner une hémorragie d'emplois et des bouleversements importants pour ceux qui resteront dans le secteur des pièces automobiles.

Le modèle capitulaire d'Unifor et les méthodes bureaucratiques antidémocratiques pour vaincre l'opposition des travailleurs de la base

À quelques différences locales mineures près, l'entente conclue chez Stellantis suit le modèle auparavant établi chez Ford. Elle prévoit des augmentations salariales totales de 15 % sur trois ans, ainsi qu'un ajustement limité au coût de la vie qui n'entrera en vigueur qu'en décembre 2024. Cela signifie que les travailleurs continueront à faire du sur-place pendant toute la durée de la convention, dans un contexte de crise persistante du coût de la vie où l'on voit une augmentation massive des prix de la nourriture, du logement et des services publics depuis 2020.

La nouvelle convention maintient la progression des salaires et des pensions par paliers. Elle prévoit également le versement d'indemnités de chômage supplémentaires à hauteur de 70 % du salaire pour les employés à temps plein comptant une année complète d'expérience advenant des licenciements dans le cadre de la transition vers la production de véhicules électriques.

La question de l'adéquation des indemnités de chômage est particulièrement cruciale pour les travailleurs de l'usine d'assemblage de Stellantis de Brampton. On s'attend en effet à ce qu'ils soient mis à pied pendant la plus grande partie de la convention – la fermeture de l'usine pour son réoutillage commençant en janvier, la première équipe devant reprendre le travail pas avant la fin de 2025, et la troisième que dans la seconde moitié de 2026. Il convient de noter que, comme toujours, toutes ces projections dépendent des «considérations commerciales» de Stellantis. Rappelons que la promesse du retour d'une troisième équipe à l'usine d'assemblage de Windsor, pourtant contenue dans la dernière convention négociée par Unifor, n'a jamais été tenue. La perte de cette troisième équipe en 2020 a éliminé 1.500 emplois.

Les travailleurs qui ont déjà éprouvé de nombreux licenciements feront face à une incertitude supplémentaire dans les mois à venir, alors que l'entreprise établit des lignes distinctes pour la production de véhicules électriques, hybrides et à moteur à combustion interne. Le retour d'une troisième équipe à Windsor pendant la durée de la convention n'est donc que «prévu» et nullement garanti. L'entente fait également peu de cas des retraités actuels – qui n'ont pas le droit de voter sur les conventions – un point de désaccord pour de nombreux travailleurs qui ont voté «non».

Enfin, il n'y a aucune garantie ferme quant au nombre d'emplois qui subsisteront dans les opérations canadiennes des Trois grands après la transition aux véhicules électriques. Les analystes de l'industrie prévoient que les véhicules électriques nécessiteront 40 % de main-d'œuvre en moins. Si la production reste sous le contrôle de la direction et continue d'être organisée pour enrichir les investisseurs et non pour servir les travailleurs, cela se traduira par des centaines de milliers de suppressions d'emplois au Canada et aux États-Unis.

L'appareil syndical d'Unifor, dirigé par la présidente Lana Payne, a mené une campagne soutenue pour assurer une capitulation en faveur des entreprises chez les Trois grands, haranguant les travailleurs en affirmant que les ententes proposées étaient «historiques», «battaient des records» et «changeaient la vie». Lorsque cette campagne a échoué, les bureaucrates syndicaux ont fait miroiter des primes à la signature et se sont tournés vers des méthodes antidémocratiques.

Le «modèle» d'Unifor a été adopté par Ford avec le soutien de seulement 54 % des votants, et a été rejeté par les ouvriers qualifiés et les ouvriers de production de l'usine d'Oakville, la plus grande usine de l'entreprise au Canada. Lorsqu'il est devenu évident que le vote serait serré, les responsables d'Unifor ont encouragé les travailleurs temporaires à temps partiel à s'inscrire pour voter en dépit que la date limite à l'interne pour cela était échue. À l'issue du vote, Unifor a eu

recours à des manœuvres bureaucratiques pour passer outre au rejet des travailleurs qualifiés, en dépit d'une pratique de longue date leur donnant droit de veto.

Chez GM, la bureaucratie s'est appuyée sur le grand nombre de travailleurs temporaires à temps plein, fortement exploités, en leur promettant qu'ils seraient transférés à des postes à temps plein, pour obtenir 80,5 % de «oui». Après une ratification de justesse chez Ford, Unifor a déclenché une grève bidon de 12 heures chez GM dans le but de tromper les travailleurs, prétendant que le syndicat «luttait» contre l'intransigeance de l'entreprise et dans les faits imposer son modèle inadéquat.

Le même stratagème a été utilisé chez Stellantis avec une grève encore plus courte, de sept heures seulement – l'équivalent d'une piqure de moustique au milieu de la nuit sans aucun effet sur la production. Renversant l'objectif de la grève, ces «débrayages» ont été déclenchés par Unifor non pas pour lutter contre les entreprises, mais bien pour faire pression sur les travailleurs et les déstabiliser.

Par ailleurs, le président de la section locale 444 de Windsor, Dave Cassidy, qui s'était d'abord posé en critique du modèle dans le but d'endiguer une opposition croissante des membres du syndicat, a fait volte-face en déclarant que ce modèle était le meilleur que le syndicat pouvait obtenir et que les travailleurs de Stellantis ne pouvaient rien faire pour s'y opposer. Malgré cette trahison et l'opposition manifeste d'Unifor à toute lutte, 40 % des travailleurs ont voté «non».

Tout au long des négociations contractuelles qui ont débuté en août, l'équipe de négociation d'Unifor a tenu les travailleurs dans l'ignorance, ne leur fournissant des «mises à jour» sporadiques qui n'apportaient aucun détail concret sur ce qui était proposé tant par les constructeurs automobiles que leur syndicat.

Conformément à leur stratégie nationaliste-corporatiste, les responsables d'Unifor ont fait de l'excès de zèle pour maintenir les travailleurs canadiens à l'écart de leurs collègues des usines des Trois grands aux États-Unis, qui voyaient leurs conventions collectives venir à échéance presque simultanément pour la première fois depuis des décennies. Ainsi on a eu droit aux déclarations répétées de Payne selon lesquelles le syndicat «traçait sa propre voie». Afin d'éviter toute grève internationale des travailleurs américains et canadiens, Unifor a négocié des conventions de trois ans, découplant ainsi l'échéance des conventions au Canada et aux États-Unis pour les années à venir.

La voie de l'avant pour les travailleurs de l'automobile

Bien que certains travailleurs canadiens de l'automobile aient vu une alternative à Unifor dans la posture militante du président de l'UAW, Shawn Fain et la Stand-Up Strike (la soi-disant grève «debout») menée par l'UAW dans les usines des Trois grands, l'appareil de l'UAW a fait en sorte que la grève n'affecte jamais véritablement les bénéfices des entreprises en s'assurant que jamais plus de 25 % des membres de l'UAW ne se retrouvent sur les lignes de piquetage. Tout au long de la grève, Fain a été en consultation avec le président américain Joe Biden et l'administration démocrate de droite. Après avoir privé les cheminots de leur droit de grève et joué un rôle central dans l'imposition d'une entente aux dockers de la côte ouest présidant à une réduction de leurs salaires réels, Joe Biden s'est efforcé de soutenir Fain, allant même jusqu'à apparaître brièvement sur un piquet de grève de l'UAW, tandis que tout ce beau monde collaborait pour étouffer la lutte des classes et garantir la «position concurrentielle mondiale» – c'est-à-dire la rentabilité – des Trois grands.

Avec l'annonce par l'UAW de la conclusion d'ententes de principe et la fin antidémocratique de la grève, l'opposition grandit contre les conventions proposées, les travailleurs américains voyant maintenant clairement qu'il s'agit d'accords de capitulation. Les ententes prévoient en effet de maigres augmentations de salaire et le maintien du statut temporaire pour les travailleurs de ce type pour des conventions de près de 5 ans.

Tout comme l'UAW collabore avec l'administration Biden, Unifor soutient le gouvernement libéral Trudeau et coordonne ses activités avec ce dernier. Des deux côtés de la frontière, les gouvernements comptent sur l'aide des syndicats pour mener une guerre sur deux fronts – contre la classe ouvrière dans leur pays, et à l'étranger, où ils cherchent à procéder à une redivision impérialiste du monde – que ce soit contre la Russie en Ukraine ou en soutenant le génocide perpétré par Israël à Gaza.

La dernière ronde de négociations dans l'industrie automobile a démontré une fois de plus que les travailleurs rencontraient en Unifor une organisation fonctionnant comme un partenaire des entreprises et travaillant avec le gouvernement pour étouffer la résistance de la classe ouvrière. Face à l'opposition croissante des travailleurs et à leur détermination pour récupérer des pertes encourues lors de décennies de concessions, la bureaucratie d'Unifor a recours à des méthodes de plus en plus antidémocratiques pour étouffer toute dissidence et manipuler les résultats des votes.

L'échec d'une série d'ententes de principe négociées par Unifor, notamment dans les épiceries Metro, à Windsor Salt et à la Voie maritime du Saint-Laurent, a été suivi d'efforts redoublés de la part de Payne et compagnie pour faire adopter essentiellement les mêmes termes. L'éviction, l'année dernière, de l'ancien président Jerry Dias, accusé d'avoir touché des pots-de-vin pour avoir favorisé tests de dépistage de la COVID, souligne le caractère corrompu de la bureaucratie.

Cette corruption découle du corporatisme poursuivi par Unifor et son prédécesseur, les Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA), au cours des 40 dernières années. La scission réactionnaire et nationaliste entre les TCA et l'UAW réalisée en 1985 a été menée avec l'idée qu'un dollar canadien plus bas et des soins de santé financés par l'État permettraient aux TCA d'offrir aux Trois grands de l'automobile des coûts de main-d'œuvre moins élevés, attirant ainsi davantage d'investissements et d'emplois au nord de la frontière. Cette scission a permis de diviser les travailleurs de l'automobile selon des lignes nationales, créant les conditions parfaites pour que les patrons de l'automobile puissent entraîner les salaires, les emplois et les conditions de travail dans une course vers le bas d'un côté à l'autre de la frontière avec la collaboration enthousiaste des bureaucrates de l'UAW et des TCA/Unifor. Cette étroite collaboration a conduit à la création de nombreux comités, projets et autres initiatives conjoints patronal-syndical, tandis que les syndicats des deux côtés de la frontière s'intégraient de plus en plus ouvertement à l'État. Unifor est aujourd'hui l'un des principaux piliers du soutien au gouvernement libéral Trudeau qui poursuit une politique de guerre et d'austérité.

Pour les travailleurs piégés dans cette organisation, la question n'est pas de se contenter de faire simplement pression sur l'appareil corrompu et corporatiste d'Unifor ou de chercher à le réformer. Les dernières négociations ont clairement démontré que la colère contre la bureaucratie et la détermination militante de se battre, bien que justifiées et nécessaires, ne suffisent pas.

Les travailleurs doivent consciemment organiser une rébellion contre la direction d'Unifor et répudier la perspective pro-capitaliste, nationaliste et corporatiste de leur syndicat. Pour cela, ils doivent créer des comités de base, s'unir avec les travailleurs des autres usines et employeurs du

secteur de l'automobile et des pièces détachées, et se mobiliser pour une grève internationale commune contre les constructeurs automobiles organisés à l'échelle mondiale.

Le réseau croissant de comités de base aux États-Unis sert de modèle aux travailleurs canadiens de l'automobile, qui doivent s'en inspirer pour développer leur propre lutte. Will Lehman, travailleur socialiste employé chez Mack Trucks, s'est présenté l'an passé à la présidence de l'UAW avec un programme pour abolir la bureaucratie syndicale et remettre le pouvoir entre les mains des travailleurs de la base. C'est ce programme que les travailleurs doivent reprendre à leur compte au Canada pour lutter afin de s'unir concrètement avec leurs frères et sœurs de classe aux États-Unis, au Mexique et ailleurs dans le monde.

(Article paru en anglais le 12 novembre 2023), [disponible en français sur le site du WWSW](#).

Résistance de la base

Shawn Fain essaie de contenir la fronde des comités de base (USA)

[17/10/2023](#)

Le président de l'United Auto Workers (UAW), Shawn Fain, a rendu visite aux travailleurs de Mack Trucks en grève en Pennsylvanie et dans le Maryland, samedi, dans le but de contrôler la rébellion croissante contre la bureaucratie de l'UAW. Le week-end dernier, près de 4 000 travailleurs de Mack Trucks ont massivement rejeté une offre de capitulation soutenue par l'UAW, en la rejetant à 73 %.

Lors de son émission hebdomadaire, vendredi, M. Fain a déclaré : « Ce week-end, je me rends en Pennsylvanie pour passer du temps avec notre famille syndicale chez Mack Trucks ». M. Fain a continué à parler des deux côtés de la bouche, déclarant que l'accord rejeté « prévoyait des augmentations générales de salaires plus importantes que tout ce qui a été fait chez Mack de mémoire récente », mais que « les membres de Mack ont décidé ensemble qu'il existait un meilleur accord et qu'ils étaient prêts à faire grève pour l'obtenir ».

Plutôt que d'œuvrer au soutien de la grève des 4 000 travailleurs de Mack Trucks, le but de la visite de Fain était de déployer la bureaucratie de l'UAW pour étouffer le mouvement de grève grandissant parmi les travailleurs de l'automobile.

L'administration Fain a été mise sur la défensive après avoir fait l'éloge de l'offre de capitulation. Dans une lettre personnelle jointe aux « points forts » du contrat de l'UAW, Fain avait fait l'éloge de l'accord, le qualifiant de « contrat record pour l'industrie des poids lourds ».

L'UAW avait annoncé cet accord de principe à la onzième heure, quelques minutes avant l'expiration du contrat précédent, le 1er octobre, afin d'éviter qu'une grève des travailleurs de Mack Trucks n'encourage les travailleurs de l'automobile et des pièces détachées à lancer des appels à la grève générale. Jusqu'à présent, les travailleurs de Stellantis, Ford et General Motors ont été contraints par l'UAW à des grèves « debout » extrêmement limitées, ce qui a permis à ces entreprises de continuer à faire des bénéfices sans aucune entrave.

En effet, les travailleurs de Mack Trucks savaient qu'il existait un « meilleur accord » que l'augmentation inférieure à l'inflation de 19 % après cinq ans accordée par l'UAW, sans augmentation du coût de la vie ni protection de la sécurité de l'emploi et avec un allongement de la journée de travail.

Les réunions syndicales organisées à la hâte n'ont attiré que peu de membres de la base, dont beaucoup méprisent les exercices de sauvetage de la face de l'administration Fain, après avoir tenté de faire passer en force un accord de principe favorable à l'entreprise une semaine plus tôt.

« C'était une blague », a déclaré un travailleur de l'usine Mack Truck de Macungie, en Pennsylvanie, à propos de la visite de M. Fain. « Cet homme n'avait aucune idée de notre offre contractuelle. D'autres travailleurs ont déclaré que la visite avait pour but de faire de « fausses promesses pour les faibles d'esprit ».

D'un syndicat à l'autre, M. Fain a cherché à jouer les idiots, affirmant qu'il avait été induit en erreur au sujet de l'offre. M. Fain a dit « qu'il ne connaissait pas grand-chose à notre contrat », a commenté un travailleur sur Facebook. D'après son récit, M. Fain « a approuvé l'offre parce qu'il s'est basé sur ce qu'on lui a dit ».

Une telle explication révèle le mépris du bureaucrate de l'UAW pour l'intelligence des travailleurs. M. Fain savait manifestement que l'accord ne prévoyait pas d'ajustements au coût de la vie et que l'augmentation de salaire de 19 % sur cinq ans – un montant qui s'élève en moyenne à 3,8 % par an – serait plus qu'absorbée par l'inflation.

« J'ai du mal à croire qu'il n'avait aucune idée de ce que contenait l'accord de transfert », a déclaré un travailleur à propos des commentaires de M. Fain. « Puisqu'il prône la responsabilité, il devrait alors interpellé ces personnes et leur demander des comptes », a ajouté le travailleur.

Lors des manifestations, M. Fain a continué à s'en remettre aux fonctionnaires censés l'avoir induit en erreur au sujet de l'offre pourrie. « @ShawnFainUAW dit à la section 171 de l'UAW que 'nous n'essayons pas de vous vendre quoi que ce soit' alors que [le président de la section 171] Bobby Keller plaide littéralement en faveur d'un contrat que les travailleurs ont déjà rejeté lors du vote », a écrit un travailleur sur X.

Les remarques de M. Fain n'ont pas indiqué que l'UAW poursuivrait le type de stratégie nécessaire pour obtenir les revendications des travailleurs, comme la mobilisation de tous les travailleurs des Big Three en grève ou l'augmentation des indemnités de grève.

Au lieu de cela, il a promis de nouvelles négociations en coulisses, cette fois-ci avec sa participation directe.

Plutôt que d'aider les travailleurs de Mack en grève, la bureaucratie de l'UAW mobilise toutes ses ressources pour empêcher la lutte des travailleurs de s'étendre au-delà des piquets de grève de Mack Trucks.

La grève de Mack Trucks est le fer de lance d'une rébellion croissante contre la bureaucratie de l'UAW. La direction du syndicat utilise actuellement sa politique de grève « debout » pour isoler et épuiser les travailleurs de Ford, GM et Stellantis, en ne faisant appel qu'à une fraction des membres de l'UAW dans chaque entreprise.

La grève « debout » suscite de plus en plus le dégoût des travailleurs qui ont été contraints de continuer à travailler sans contrat, essentiellement obligés de constituer des stocks pour les entreprises et d'affaiblir leur propre grève.

Alors que Fain s'est rendu chez Mack Trucks pour empêcher la rébellion croissante d'atteindre Detroit et les trois grands, Will Lehman, un travailleur socialiste de base chez Mack Trucks en Pennsylvanie et candidat aux élections présidentielles de l'UAW de l'année dernière, s'est rendu à Detroit ce week-end pour obtenir un soutien en faveur d'une grève totale.

La semaine dernière, les membres du comité de base des travailleurs de Mack Trucks ont répondu aux fausses déclarations de soutien de Fain par une lettre ouverte exigeant que tous les membres de l'UAW Big Three soient appelés à la grève.

Vous dites que c'est notre « solidarité et notre organisation qui nous permettront d'obtenir un contrat équitable chez Mack », demande la lettre à Fain. Cela soulève la question suivante : « Pourquoi faites-vous tout ce qui est en votre pouvoir pour empêcher l'obtention d'un contrat équitable chez Mack ? Pourquoi faites-vous tout ce que vous pouvez pour bloquer la solidarité de tous les travailleurs de l'automobile dans leur lutte contre les entreprises avec votre grève « debout » ?

La lettre déclare :

« Nous savons que nous sommes confrontés à une lutte acharnée chez Mack Trucks contre des dirigeants d'entreprise déterminés à protéger leurs profits contre nos justes revendications. Nous savons également que notre combat serait énormément renforcé par une lutte unie avec tous nos frères et sœurs des trois grands. Et leur lutte serait énormément renforcée par une lutte unie avec nous ».

Le texte se termine par une liste de revendications :

- que tous les travailleurs des trois grands soient immédiatement rappelés à l'ordre
- que toutes les négociations soient menées sur la base de revendications qui répondent à nos besoins
- une indemnité de grève de 750 \$ par semaine pour tous les travailleurs
- Le contrôle des négociations par la base

[Article paru sur le site WSWS](#)

Communiqué du Comité de base de Ford Rouge (USA)

[18/10/2023](#)

Par le Ford Rouge Rank-and-File Committee

Ne cédez pas aux menaces sur l'emploi chez Ford ! Nous exigeons une grève totale maintenant !

Chers frères et sœurs :

Nous avons fondé le Comité de base des travailleurs de Ford Rouge et nous demandons instamment à nos frères et soeurs d'examiner sérieusement ce que nous avons à dire et de prendre la décision de nous rejoindre.

Pendant quatre semaines, nous avons assisté au déroulement de ce scénario de grève « stand up », « stay on the job », « pinprick ». Nous devrions tous être en grève. Mais même si nous étions d'accord avec ce BS un par un, la première usine frappée aurait dû être la nôtre. Pendant cent ans, Rouge a été le symbole de l'empire Ford – le centre d'innovation, de production, d'exploitation et de PROFIT ! Si nous voulons obtenir des gains réels, rétablir les concessions et redresser les torts, nous devons les frapper là où ça fait mal. Les événements de la semaine dernière confirment cette évaluation et soulignent l'opportunité de notre décision.

Lundi, Bill Ford a prononcé un discours dans lequel il menaçait nos emplois si nous n'acceptons pas ses conditions. En fait, les licenciements ont déjà commencé. Ford licencie 700 travailleurs de Ford REV-C.

Le 8 octobre, 4 000 membres de l'UAW chez Mack Trucks en Pennsylvanie, dans le Maryland et en Floride ont rejeté une capitulation pourrie que Shawn Fain avait publiquement approuvée et qu'il avait ensuite essayé de leur faire avaler. Au lieu de reprendre le travail le lundi matin, ils se sont rendus sur le piquet de grève.

Le même jour, le journal de l'industrie freightwaves.com a publié un article intitulé « Commentaire : Comment l'agitation socialiste a contribué à faire échouer l'accord Mack-UAW ». L'article tirait la sonnette d'alarme quant à une nouvelle étape dans la rébellion croissante de la base contre des décennies de concessions. L'article citait deux « catalyseurs » pour le vote « non » à trois contre un contre la capitulation : 1. les comités de la base qui critiquent l'appareil syndical et sont soutenus par le World Socialist Web Site (WSWS) ; 2. la grève en cours de l'UAW chez les trois constructeurs automobiles de Detroit qui pourrait bien s'étendre aux « usines de camionnettes extrêmement rentables ».

Dans un avertissement brutal à Shawn Fain et au reste de la bureaucratie syndicale, l'auteur de l'article, qui a travaillé pendant deux décennies en tant qu'attaché de presse pour GM, a conclu que « les dirigeants syndicaux qui demandent l'adoption d'accords de principe ont moins de poids parmi les travailleurs qu'ils n'en ont eu par le passé ». Mercredi soir, l'appareil de l'UAW était en plein mode de contrôle des dommages, Fain appelant l'usine de camions du Kentucky (KTP), la première usine critique à être touchée au cours d'un mois d'esbroufe et de postures prétentieuses. Les gros bonnets de la Maison de la Solidarité se démenaient pour faire face à la rébellion naissante de la base.

Le réseau en expansion des comités de la base a tiré la sonnette d'alarme : l'accord avec Mack Trucks est un test pour la capitulation qui a été préparée pour les Trois Grands. L'offre de Mack, qui prévoit une augmentation de salaire de 19 % sur cinq ans, se traduirait par une réduction réelle de 20 % après correction de l'inflation, et elle intervient après une perte de plus de 20 % due à l'inflation depuis la dernière convention collective. La chaîne a dû toucher un point sensible. Fain était presque en état de panique lorsqu'il a refusé d'appeler d'autres usines vendredi matin et a annoncé qu'il se rendait à Mack le lendemain. De toute évidence, il avait pour ordre d'éteindre l'incendie et de forcer la vente malgré tout.

Un sympathisant de notre comité, qui a commencé son service alors que le piquet de grève commençait à se former au KTP, a voulu savoir : « Si la grève debout a été aussi fructueuse que le

dit Fain, pourquoi doit-il la changer si radicalement un mercredi soir ? » Un autre acquiesce : « Plus personne ne croit personne. Tout a été fait à huis clos et le syndicat ne nous dit rien ». Il insiste : « Nous devons savoir tout ce que Shawn Fain sait. S'il peut retransmettre en direct ses déclarations le vendredi matin, nous pouvons apporter des caméras et des micros et retransmettre en direct toutes les séances de négociation. La position de notre Comité est claire : plus d'accords à huis clos !

Il s'agit de notre syndicat. Nous payons des cotisations tous les mois. Il est grand temps que nous en prenions le contrôle et que nous utilisions le fonds de grève pour ce à quoi il est destiné : la lutte pour défendre nos moyens de subsistance. Le syndicat prétend qu'il y a 825 millions de dollars sur le compte. Mais il a intérêt à sous-estimer ce montant, car les statuts stipulent que lorsqu'il atteindra 850 millions de dollars, il devra nous rembourser les cotisations versées. Des estimations fiduciaires fiables situent le montant réel à plus d'un milliard de dollars. Même à 825 millions de dollars, l'ensemble des membres des trois grands pourrait rester en grève pendant 11 semaines, avec des indemnités de grève de 750 dollars par semaine pour tout le monde.

Lorsque l'économie s'est effondrée en 2009, Bill Ford Jr. a demandé des concessions à l'UAW. Les travailleurs de base ont renoncé à 600 millions de dollars par an. Il n'a jamais été prévu que cette somme soit permanente. Nous devons maintenant les récupérer.

Nous avons voté pour une grève totale à une écrasante majorité : 98 % chez Rouge et 97 % au niveau national. Personne n'a voté en faveur de ces mesures fragmentaires. Si KTP est en grève, pourquoi pas nous ? Et pourquoi les autres usines automobiles, les dépôts de pièces détachées, etc. ne le font-ils pas d'un bout à l'autre du pays ?

Dans une déclaration intitulée « Trop c'est trop ! Pour une grève totale de tous les travailleurs des trois grands de l'automobile », le réseau des comités de base des travailleurs de l'automobile a appelé les travailleurs de chaque usine à « exiger des réunions locales d'urgence afin d'adopter des résolutions appelant à une grève totale ». Le communiqué explique que les travailleurs de base « doivent prendre eux-mêmes le contrôle de la bataille et transformer la fausse grève « debout » de l'UAW en une véritable grève. Chaque usine d'assemblage, chaque usine d'emboutissage, chaque usine de moteurs, chaque usine de pièces détachées – chaque lieu de travail – doit être en grève si l'on veut que ce combat soit couronné de succès ». Nous sommes d'accord avec chaque mot.

Ford Motor Company a enregistré 77 milliards de dollars de bénéfices au cours des 10 dernières années, tout en fermant 65 usines et en détruisant des milliers d'emplois au cours des 20 dernières années. Dans la transition vers les VE, ils prévoient des profits basés sur une accélération toujours plus massive et la destruction d'emplois. On le voit déjà chez REV-C. En moins d'un an, le temps de travail est passé de cinq minutes à une minute et 17 secondes. Les travailleurs, en particulier les nouveaux embauchés, sont systématiquement harcelés, piégés, notés, suspendus et licenciés. Ford appelle cela le « barattage » de la main-d'œuvre. Les chefs d'équipe et les représentants syndicaux tournent le dos et s'en vont. Nous devons mettre un terme à cette situation et redonner le contrôle de la sécurité et de l'accélération aux travailleurs de l'atelier.

Tout ce que les travailleurs de l'automobile ont ou ont jamais eu a été gagné grâce à une lutte déterminée qui a été discutée, préparée et exécutée comme une armée sur le champ de bataille. Comme l'a dit Will Lehman, le leader de la base de Mack Trucks, dans sa tribune publiée dans Newsweek, « C'est plus qu'une lutte contractuelle, c'est une guerre de classe ». C'est une guerre de classe ». Nos pères et nos grands-pères se sont battus pour améliorer notre niveau de vie et notre

syndicat. Pendant quatre décennies, l'appareil syndical s'est enrichi tout en abandonnant ce pour quoi nos pères s'étaient battus.

Beaucoup de gens sont victimes ici. Les intérimaires en subissent les conséquences : harcèlement, lettres d'avertissement, suspensions. Les emplois sont surchargés au point d'être impossibles.

Un article paru jeudi matin dans le Washington Post a parfaitement clarifié l'offre de contrat de Ford Motor Company. « Nous avons atteint notre limite », a déclaré Kumar Galhotra, président de Ford Blue, lors d'un appel avec les journalistes pour discuter du débrayage chez Kentucky Truck. « Nous nous sommes en fait mis à l'épreuve pour en arriver là.

Ford ne bougera pas. Si nous voulons obtenir ce dont nous avons besoin, nous devons prendre le contrôle et mettre en place une grève totale.

Voici notre programme initial de revendications :

1. Augmentation immédiate des salaires de 40 %. Rétablissement de la journée de 8 heures ! Temps et demi après 8 heures.
2. Transférer tous les intérimaires et les salariés en progression depuis plus de 90 jours à temps plein, avec un salaire complet et des avantages sociaux immédiats.
3. Rétablir l'intégralité de l'indemnité de vie chère.
4. Rétablir les pensions complètes pour tous les retraités, avec des augmentations liées au coût de la vie pour rétablir les pensions et les prestations médicales complètes érodées par l'inflation. Rétablir les réductions des prestations médicales des retraités mises en œuvre par l'UAW dans le cadre du VEBA.
5. Rétablir l'intégralité des vacances et des jours de congé personnel, dont la programmation est laissée à l'entière discrétion de chaque employé.

[Communiqué publié sur le site WSWs](#)

Shawn Fain refuse d'étendre la grève et s'en prend aux comités de base

[23/10/2023](#)

Le président de l'UAW refuse d'étendre les grèves, tout en attribuant l'opposition de la base à la propagande de la direction.

Dans une émission diffusée sur Facebook vendredi après-midi, le président de l'United Auto Workers, Shawn Fain, a affirmé que les négociations contractuelles avec Ford, Stellantis et General Motors avaient progressé de manière significative et n'a pas appelé d'autres usines à la grève.

Cette annonce signifie qu'environ 75 % des membres de l'UAW travaillant pour les trois grands ont reçu l'ordre de continuer à travailler pendant une sixième semaine sans contrat. Fain et l'UAW n'ont appelé à la grève qu'une seule usine – Ford Kentucky Truck – depuis le début du mois d'octobre.

Encore sous le choc du vote massif des travailleurs de Mack Trucks qui ont rejeté le contrat recommandé par M. Fain, l'UAW reste en mode « contrôle des dégâts ». Le livestream a une fois de plus été consacré aux tentatives défensives de Fain pour répondre aux critiques de plus en plus virulentes des travailleurs concernant les « grèves debout » extrêmement limitées de l'UAW.

Le livestream a débuté par une vidéo sur la grève chez Mack Trucks. Bien qu'elle contienne des clips de travailleurs de base s'opposant au contrat, elle ne mentionne pas que les dirigeants nationaux et locaux de l'UAW ont tenté de faire passer un accord de capitulation qui prévoyait des augmentations inférieures à l'inflation, pas d'indemnité de vie chère et un allongement de la journée de travail.

Lors de la partie en direct de l'événement, Fain a lancé un avertissement sinistre sur les « divisions » et les « doutes » au sein de la direction de l'UAW, semés par l'entreprise.

Face au mécontentement croissant suscité par sa politique perfide de « grève debout », Fain tente d'éclairer les travailleurs et de suggérer que toute critique de l'appareil de l'UAW est fomentée par la direction. Mais en réalité, l'opposition de la base grandit parce que Fain et la bureaucratie de l'UAW travaillent de concert avec les entreprises et à leur profit.

Fain n'a pas pu expliquer la contradiction évidente entre sa déclaration lors du livestream selon laquelle la capacité des travailleurs à refuser leur travail est leur « levier » et leur « chemin vers la victoire » et le fait que l'UAW supprime ce levier et bloque le chemin vers la victoire en maintenant 75 % de ses membres des Big Three au travail.

Il a salué le « mouvement » des constructeurs automobiles et a laissé entendre qu'un accord pourrait être annoncé dans quelques jours, affirmant que l'UAW était en train de « faire une poussée agressive pour le dernier kilomètre ». Cette possibilité a été soulignée par l'annonce d'accords chez ZF en Alabama et Faubert à Newton, dans l'Iowa. Entre-temps, le contrat des 1 100 travailleurs de l'industrie de la défense de General Dynamics dans le Michigan, l'Ohio et la Pennsylvanie expire à 23h59 le dimanche 22 octobre.

L'appareil de l'UAW est clairement conscient de l'énorme colère sociale suscitée par les guerres soutenues par les États-Unis en Ukraine et à Gaza. Cherchant à faire semblant de répondre au sentiment anti-guerre, Fain a déclaré : « A une époque où il y a de l'argent à n'en plus finir pour la guerre, il n'y a toujours pas d'argent pour la classe ouvrière ».

Fain a dit cela comme si lui et l'appareil de l'UAW n'étaient pas en train de promouvoir sans relâche et de conspirer avec la Maison Blanche et le Parti Démocrate, qui sont au milieu d'une escalade massive de la guerre à travers l'Europe de l'Est et le Moyen-Orient et des préparatifs de guerre avec la Chine, appelant cette semaine à un financement supplémentaire de 100 milliards de dollars pour le Pentagone et à une aide militaire pour l'Ukraine et Israël.

Ces dernières semaines, Fain et Biden ont tous deux fait référence à l'expression « arsenal de la démocratie », en référence à la conversion massive de l'industrie américaine, y compris des usines automobiles, à la production militaire pendant la Seconde Guerre mondiale. À l'époque, l'UAW a mis en œuvre la militarisation du travail en imposant un engagement de non-grève, l'érosion des salaires, l'accélération de la cadence et les heures supplémentaires dans l'intérêt d'une économie de guerre.

Le discours de Shawn Fain a de nouveau suscité des commentaires virulents sur Facebook. Dans l'un des commentaires les plus appréciés sur le livestream de l'UAW, un travailleur a écrit : « Shawn Fain gagne-t-il lui aussi 500 dollars par semaine, comme ceux qui sont en grève depuis plus de 30 jours ? La grève debout semblait cool au début, mais maintenant je me sens tellement mal pour ceux qui ont commencé cela et qui ont été sur les piquets de grève sans qu'il y ait de fin en vue. Frappez plus d'usines, mettez un terme à tout cela et remettez les gens au travail !

Un autre a écrit dans un post: « Montrez-nous l'offre complète ».

Les travailleurs qui ont parlé au WSWs ont exprimé leur frustration face au fait que M. Fain ne leur donnait aucune information. Un jeune ouvrier de GM Flint a déclaré : « Ce n'était que des paroles en l'air ! Mais aucune information réelle. Aucune nouvelle usine n'a été annoncée. Un autre travailleur de GM, faisant référence aux retards réguliers des livestreams de l'UAW, a déclaré : « Si nous étions en retard autant de fois que Fain, nous n'aurions plus de travail. Pour qui se prend-il ? »

Contrairement à ce que prétend M. Fain, l'UAW ne réclame pas de meilleurs salaires et avantages pour les travailleurs. Les accords déjà conclus par la bureaucratie sont loin de compenser les pertes subies par les travailleurs au cours des 30 à 40 dernières années. Les entreprises s'attendent à compenser les modestes augmentations accordées par des suppressions d'emplois et un recours accru à l'intérim.

La bureaucratie de l'UAW ne défend rien d'autre que ses propres intérêts institutionnels, à savoir le « droit » de collecter les cotisations des travailleurs des nouvelles usines de véhicules électriques (VE).

L'accord de l'UAW sur les usines de batteries pour véhicules électriques chez GM

Avant le livestream, Reuters a publié un article très révélateur exposant la réalité qui se cache derrière le discours de Fain sur la garantie d'une « transition juste » vers la production de VE.

Il y a deux semaines, M. Fain a annoncé qu'il avait annulé un débrayage prévu par les travailleurs de l'usine d'assemblage de GM à Arlington, au Texas, en invoquant un accord de GM visant à intégrer les usines de batteries dans l'accord contractuel national de l'UAW. Toutefois, un rapport publié vendredi par Reuters indique que la question de la représentation de l'UAW dans les futures usines de batteries reste un point de désaccord majeur.

Selon Reuters, l'accord « décisif » avec GM annoncé précédemment par Fain impliquerait la création d'une « unité de négociation » distincte pour les travailleurs d'Ultium dans le cadre du contrat-cadre de l'UAW avec GM. Le rapport indique clairement que les travailleurs d'Ultium seraient relégués à un nouveau niveau de bas salaires, notant que l'accord établirait « un organe de contrôle commun et des salaires flexibles liés à la production, aux subventions gouvernementales et aux coûts des concurrents ». En d'autres termes, les travailleurs d'Ultium seraient directement confrontés à une course vers le bas contre les travailleurs de Tesla non syndiqués et d'autres concurrents à bas salaires.

Dans la mesure où il existe des conflits entre l'appareil de l'UAW et la direction au sujet des usines de batteries pour véhicules électriques, c'est sur la manière de répartir les milliards de dollars de subventions gouvernementales, la bureaucratie de l'UAW cherchant à en obtenir une part importante pour elle-même. Comme c'est toujours le cas, l'UAW, pour mettre la main à la poche, est prêt à négocier les salaires, les conditions de travail et les avantages des travailleurs qu'il représente nominalement.

Reuters note que « fonctionnant à plein régime, l'usine [Ultium] pourrait générer en moyenne 337 dollars de subventions par travailleur et par heure.

« GM a déclaré aux investisseurs l'année dernière que les subventions américaines pourraient ajouter 3 500 à 5 500 dollars par véhicule en bénéfice avant impôt pour chaque VE vendu. »

GM et d'autres constructeurs automobiles insistent sur le fait que leurs activités liées aux véhicules électriques doivent être « compétitives par rapport à Tesla et à d'autres fabricants de batteries dont les activités aux États-Unis bénéficieront des mêmes subventions fédérales, mais auront des règles de travail plus souples et paieront moins que le salaire maximum de 32 dollars de l'heure gagné par les travailleurs de l'UAW dans les trois usines de Détroit ».

L'une des possibilités évoquées est un accord visant à offrir des emplois dans les usines de batteries aux travailleurs des usines représentées par l'UAW, telles que Stellantis Belvidere Assembly, dont les effectifs ont été réduits. Selon les termes actuellement discutés, cela pourrait bien entraîner d'énormes réductions de salaires pour ces travailleurs délocalisés.

La lutte des travailleurs de l'automobile est à la croisée des chemins. Tout accord contractuel conclu par l'appareil de l'UAW dans des conditions où la pleine puissance des membres n'est pas mobilisée ne peut être qu'une trahison massive. Les constructeurs automobiles sont à l'offensive, tandis que l'UAW ordonne à la grande majorité des travailleurs de rester sur le carreau et de produire des profits pour les actionnaires.

Selon la presse financière, les grèves n'ont eu qu'un impact minime sur les résultats des entreprises automobiles. Un analyste de JPMorgan a récemment estimé le coût à 500 millions de dollars pour Ford et GM, ce qui équivaut à seulement 1 % des ventes de ces entreprises en 2022. En revanche, Ford a versé à lui seul 3,8 milliards de dollars de dividendes au cours du premier semestre 2023.

Pour mettre fin au sabotage de leur lutte et obtenir gain de cause, les travailleurs doivent prendre le contrôle de la lutte en main en élargissant le réseau des comités de base, qui se battent pour transférer le pouvoir de la bureaucratie de l'UAW aux travailleurs de l'atelier. Ces comités doivent se préparer à s'opposer à la capitulation à venir de l'UAW et se battre pour convoquer des réunions afin de voter une grève totale dans l'ensemble de l'industrie automobile.

[Paru le 20 octobre sur le site WSWS.](#)

Grève des scénaristes d'Hollywood

L'opposition à l'accord de capitulation de la SAG-AFTRA s'intensifie

L'opposition à l'accord de capitulation de la SAG-AFTRA s'intensifie : « Ce contrat entraînera la mort des acteurs de la classe ouvrière »

Sur tous les points essentiels, l'accord conclu entre la Screen Actors Guild-American Federation of Television and Radio Artists (SAG-AFTRA) et l'Alliance of Motion Picture and Television Producers (AMPTP) est une trahison des intérêts des acteurs. Contrairement aux affirmations soporifiques et malhonnêtes des responsables syndicaux, il ne s'agit pas de « ne pas avoir obtenu tout ce que nous voulions ».

Au contraire, SAG-AFTRA facilite l'appauvrissement et les abus croissants – et, en fin de compte, le sous-emploi et le chômage – des acteurs de la classe ouvrière, ainsi que des autres membres de l'équipe et des professionnels du cinéma.

En quoi l'accord des scénaristes d'Hollywood n'est pas une victoire (USA)

[27/09/2023](#)

La Writers Guild annonce un accord avec les studios et les plateformes, pourtant aucun accord de ce type ne mettra fin aux attaques contre les revenus et les conditions de travail des scénaristes. Dimanche, la Writers Guild of America (WGA) et l'Alliance of Motion Picture and Television Producers (AMPTP) ont annoncé qu'elles étaient parvenues à un accord de principe. Cet accord, d'une durée de trois ans, doit être ratifié par les différents organes de direction de la WGA avant d'être soumis au vote des membres. La grève des scénaristes a débuté le 2 mai. Quelque 65 000 membres de la Screen Actors Guild-American Federation of Television and Radio Artists (SAG-AFTRA) sont en grève depuis la mi-juillet.

La WGA a immédiatement commencé à démobiliser les grévistes dimanche, en suspendant les piquets de grève alors même que le syndicat admettait que la « formulation finale du contrat » n'avait même pas été rédigée et en continuant à garder secrètes toutes les propositions de règlement de l'accord.

Dans un communiqué, la WGA a demandé aux 11 000 scénaristes d'être « patients » et leur a dit que ce que les négociateurs du syndicat avaient gagné dans le nouvel accord « est dû à la volonté de ces membres d'exercer leur pouvoir, de démontrer leur solidarité, de marcher côte à côte, d'endurer ensemble la douleur et l'incertitude pendant des 146 derniers jours... ». « Nous pouvons dire, avec une grande fierté, que cet accord est exceptionnel – avec des avancées significatives et des protections pour les scénaristes dans tous les secteurs représentés par les membres. »

La détermination et la solidarité des auteurs et des acteurs sont indéniables et inspirantes. Mais cela ne permet pas de conclure que l'accord est « exceptionnel », avec « des avancées significatives et des protections pour les scénaristes ».

Au contraire, tous les aspects de la situation actuelle, y compris la gestion de la grève par les dirigeants de la WGA, indiquent une réalité implacable : l'accord proposé, malgré les changements d'ordre cosmétiques apportés par les entreprises, ne fera rien pour arrêter la détérioration accélérée des revenus et des conditions de travail des scénaristes, et il doit être rejeté par la base.

Plus d'un demi-milliard de dollars ont été effacés de la valeur marchande des plus grands groupes de divertissement en 2022. Disney, Warner Bros. Discovery, Paramount et NBCUniversal ont collectivement perdu plus de 10 milliards de dollars de revenus d'exploitation l'année dernière en raison de leur entrée dans le streaming. Ces entreprises, poussées par Wall Street, ont bien l'intention de continuer à supprimer des emplois et à réduire leurs coûts.

Dans la mesure où le nouvel accord n'a qu'un impact minimal sur leurs plans et leurs opérations, les entreprises géantes, leurs avocats et leurs comptables ont commencé il y a plusieurs semaines à trouver des moyens d'utiliser des échappatoires, de contourner le contrat lorsque cela est nécessaire et de l'ignorer tout simplement lorsqu'il les gêne.

En août, en pleine grève, Reuters a rapporté que Disney avait « créé un groupe de travail chargé d'étudier l'intelligence artificielle [IA] et la manière dont elle peut être appliquée dans l'industrie du divertissement, alors même que les scénaristes et les acteurs d'Hollywood se battent pour limiter l'utilisation de cette technologie par l'industrie ». La source de Disney qui a fourni l'information à Reuters « considère l'IA comme un outil permettant de contrôler la montée en flèche des coûts de la production cinématographique et télévisuelle ». Reuters ajoute que, pour preuve de son intérêt, « Disney a actuellement 11 offres d'emploi à la recherche de candidats ayant une expertise en intelligence artificielle ou en apprentissage automatique. »

Quiconque croit que les négociations à huis clos entre la WGA et les impitoyables égorgeurs de l'AMPTP pourraient aboutir à des avancées qui répondraient aux problèmes et aux intérêts des scénaristes de cinéma et de télévision doit sérieusement réfléchir aux conditions dans lesquelles l'accord a été conclu, ainsi qu'à la manière dont il a été reçu.

Dans l'un des commentaires les plus francs à trouver dans les médias, le Hollywood Reporter s'est interrogé à haute voix sur le fait que, tandis que les scénaristes « plaidaient pour une meilleure rémunération à l'ère du streaming grâce à des salaires planchers plus élevés, à la réglementation des [mini-rooms](#) et à des indemnités résiduelles liées aux performances de leurs émissions », les conglomérats, qui « subissent des pressions pour réduire les coûts depuis que Wall Street a dénoncé les opérations de streaming non rentables en 2022 et dans un climat économique incertain en général », « cherchaient à limiter les dépenses liées à la main-d'œuvre ». Le Hollywood Reporter a ajouté : « Il reste à voir comment les deux parties ont réussi à atteindre un compromis qui satisfera leurs électeurs. »

L'annonce de la WGA-AMPTP a été accueillie avec enthousiasme par Wall Street, la presse de l'industrie du divertissement, divers responsables syndicaux, des politiciens du parti démocrate et le magazine de pseudo-gauche Jacobin.

En tête de file, le président Joe Biden a publié une déclaration dans laquelle il « applaudit » le syndicat des scénaristes et les studios, les réseaux et les services de diffusion en continu pour être parvenus à un accord de principe « qui permettra aux scénaristes de reprendre leur travail important consistant à raconter les histoires de notre nation, de notre monde et de chacun d'entre nous ». Cet accord, qui comprend des garanties relatives à l'intelligence artificielle, n'a pas été facile à obtenir. Mais sa conclusion témoigne du pouvoir de la négociation collective ».

Si l'on prend le commentaire de M. Biden au pied de la lettre, cela signifie qu'il a été informé du contenu de la proposition d'accord de fin de grève, dont les détails ont été entièrement dissimulés aux membres de la WGA. Cela démontre l'attention de haut niveau que la grève des scénaristes (et des acteurs) a reçue de la part du gouvernement américain et de l'establishment américain dans son ensemble. Si l'administration Biden s'est tenue à l'écart du processus, c'est parce que la Maison Blanche a préféré s'appuyer sur l'AFL-CIO, la WGA et la SAG-AFTRA pour saboter la lutte, en isolant la grève, en ne lui fournissant aucune stratégie viable et en laissant les scénaristes et les acteurs vulnérables à une immense pression économique.

Le président se rendra dans le Michigan mardi, selon ses propres termes, pour « rejoindre le piquet de grève [des ouvriers de l'automobile] et se solidariser avec les hommes et les femmes de l'UAW », en d'autres termes, pour tenter de mettre fin à la grève des ouvriers de l'automobile, au nom des constructeurs automobiles.

Dans sa déclaration sur la WGA, M. Biden s'est efforcé d'« exhorter tous les employeurs à se rappeler que tous les travailleurs – y compris les scénaristes, les acteurs et les ouvriers de l'automobile – méritent une part équitable de la valeur que leur travail a contribué à créer ».

En réponse à un commentaire similaire du président concernant la lutte des ouvriers de l'automobile, Will Lehman, ouvrier chez Mack Trucks et candidat à la présidence de l'UAW en 2022, a souligné que M. Biden « essaie de dissimuler le fait que les travailleurs et l'oligarchie des entreprises ont des intérêts de classe fondamentalement irréconciliables. Il n'y a pas de 'part équitable' dans un système où les investisseurs gagnent des milliards, les dirigeants des millions et les travailleurs quelques centimes ».

C'est le cas de l'industrie du divertissement. Les scénaristes ont perdu 23 % de leurs revenus au cours de la dernière décennie. Selon Variety du mois de mai, on estime que 50 % des membres de la SAG-AFTRA « ne gagneront pas un centime pour leur travail d'acteur ; seuls 5 à 15 % des membres gagnent suffisamment pour bénéficier du seuil de 26 470 dollars fixé pour les soins de santé ». Variety a également calculé que seuls 2 % des membres du syndicat « gagnent en toute sécurité un salaire de classe moyenne ».

Les scénaristes et les acteurs affrontent des sociétés comme Amazon et Disney, dont les revenus annuels en 2022 s'élèvent respectivement à 514 milliards de dollars et 83 milliards de dollars, et des dirigeants comme David Zaslav, de Warner Bros. Discovery, qui a été payé près de 500 millions de dollars sur la période 2018-2022, et Bob Iger, de Disney, qui a encaissé 209 780 532 dollars sur la même période.

Outre M. Biden, la maire de Los Angeles, Karen Bass, et le gouverneur de Californie, Gavin Newsom, ont rapidement publié des déclarations de soutien après l'annonce de l'accord de principe.

Dans son commentaire sur l'accord, le magazine Jacobin a commencé par noter que « nous ne savons pas encore ce que contient l'accord de principe ». Poursuivant dans la même veine et s'appuyant sur le rapport lénifiant du New York Times, principal porte-parole de l'élite dirigeante américaine, selon lequel « la Writers Guild of America a obtenu l'essentiel de ce qu'elle voulait », la publication a observé que « le comité de négociation déclare que l'accord est « exceptionnel ». Pour l'instant, tout ce qui va au-delà n'est que spéculation ».

Il ne s'agit pas d'une question de spéculation. Le caractère et le rôle des syndicats américains ne sont pas une « question ouverte ». Pendant des décennies, les syndicats, y compris la WGA et la SAG-AFTRA, ont trahi et étranglé tous les efforts des travailleurs pour défendre ou améliorer leurs conditions de travail. Ils sont devenus les bras armés de la direction, imposant des concessions et des pertes d'emploi. Les scénaristes se trouvent dans leur situation actuelle à cause de la trahison de la grève de 2007-2008 et des accords qui ont suivi. La direction de la WGA, de par son caractère social et son rôle de « partenaire » des entreprises géantes, ne peut que trahir.

En réponse à la nouvelle de dimanche, les marchés et le monde financier en général se sont également donné la main. Les actions de Disney et de Netflix ont augmenté d'environ 1 % lors de la première séance du marché lundi. Warner Bros. Discovery Inc. a fait un bond de 3,6 %. Les actions des sociétés de cinéma ont également augmenté. Le PDG d'AMC Theatres, Adam Aron, a décrit l'accord comme une source de joie. « Un accord annoncé met fin à la grève des scénaristes qui durait depuis 5 mois, en attendant un vote positif des membres du syndicat », a-t-il tweeté dimanche. « Les contrats des réalisateurs et des scénaristes sont désormais derrière nous. Il ne reste

plus que la Screen Actors Guild à négocier. Les salles de cinéma du monde entier peuvent se réjouir ».

Zaslav, Iger, Ted Sarandos de Netflix et Donna Langley de NBCUniversal sont intervenus personnellement au cours de la dernière semaine de négociation. Le gouverneur Newsom a déclaré aux médias qu'il suivait les négociations secrètes au jour le jour. De riches scénaristes, comme Ryan Murphy, et des célébrités réactionnaires du type Bill Maher, exigeaient la fin de la grève. Comment quelque chose d'«exceptionnel», au sens positif du terme, aurait-il pu émerger de ce processus sordide ?

L'AMPTP, soutenue par les médias, fait pression pour une reprise du travail aussi rapide que possible. Comme nous l'avons vu, la WGA a cessé ses piquets de grève. Pourquoi ? La grève n'est pas terminée et l'accord n'a pas été ratifié par la base. Selon Deadline, les studios ont demandé qu'une fois l'accord ratifié, les scénaristes « reprennent leurs stylos et leurs claviers très peu de temps après », c'est-à-dire avant que SAG-AFTRA n'ait également conclu un nouvel accord. « Il semble que l'on ait trouvé un moyen de diviser. Quoi qu'il en soit, cela ressemble fort à un coup de poignard dans le dos des acteurs.

[...] Les dirigeants de la WGA, riches et bien connectés, étroitement liés à l'establishment hollywoodien et au Parti démocrate, sont incapables de mener une lutte fructueuse pour l'emploi, les salaires et des conditions de travail et culturelles décentes. Une telle lutte nécessite une perspective diamétralement opposée, qui part des réalités de la lutte des classes et de la nécessité de briser la mainmise des conglomérats sur la production cinématographique et télévisuelle par le biais d'une réorganisation socialiste de la société. [...]

10 millions de dollars de dettes d'étudiants annulés grâce à des militants à Atlanta (USA)

DATE Des militants de la lutte contre l'endettement ont racheté les dettes d'études de la quasi-totalité des étudiants d'un établissement d'enseignement supérieur historiquement noir pour un centime de dollar – et les ont entièrement annulées. Le syndicat de débiteurs appelé Debt Collective a annoncé qu'en collaboration avec son organisation sœur, le Rolling Jubilee Fund, il avait racheté près de 10 millions de dollars de dettes au Morehouse College pour la modique somme de 125 000 dollars, soit un peu plus d'un centime par dollar. Le Morehouse College est un établissement d'enseignement supérieur d'arts libéraux pour hommes, historiquement noir, situé à Atlanta, qui compte parmi ses anciens élèves des personnalités telles que Martin Luther King Jr.

Avec l'autorisation de l'établissement, la Société de gestion de la dette a ensuite libéré l'ensemble de la dette, éliminant les soldes de 2 777 comptes de la session d'automne 2022 et des sessions antérieures, sans aucune condition. Cela a été rendu possible en partie par le fait que la dette était détenue par l'université et non par le gouvernement fédéral. L'annulation permet aux emprunteurs d'accéder à leurs relevés de notes et de recevoir leurs diplômes sans que des milliers de dollars de dettes ne pèsent sur eux.

Il s'agit de l'une des plus importantes annulations de dette que le Collectif pour la dette et le Rolling Jubilee Fund aient entreprises au cours de leur décennie d'histoire d'achat stratégique de dettes et d'élimination de celles-ci. Cette action spectaculaire donne un regain d'énergie au mouvement

d'annulation de la dette à un moment où il semble que l'administration Biden ait mis de côté l'idée d'une annulation généralisée de la dette étudiante.

Aux États-Unis d'Amérique, au cours des années précédant la crise financière de 2007-2008, la dette personnelle non immobilière (prêts automobiles, cartes de crédit, prêts étudiants, etc.) a augmenté de manière significative, passant d'environ 2,05 trillions de dollars au début de 2003 à un pic de 2,71 trillions de dollars au quatrième trimestre de 2008. Ce n'est qu'au troisième trimestre 2012 que les dettes personnelles non garanties ont à nouveau atteint ce niveau. Depuis lors, la dette personnelle non garantie n'a cessé d'augmenter pour atteindre 3,76 trillions de dollars à la fin du troisième trimestre 2017[10]. L'autre grand changement dans la dette personnelle non garantie est qu'une part croissante de celle-ci est désormais constituée de prêts étudiants, passant de 12 % au premier trimestre 2003 à 53 % au troisième trimestre 2017.

En 2019, la législature du Texas a effacé une dette estimée à 2,5 milliards de dollars en abolissant[14] sa "Driver Responsibility Surcharge"[15] dans tous les cas, à l'exception de la conduite en état d'ébriété (DWI). Cette surcharge était une sanction civile supplémentaire de trois ans qui s'ajoutait à certaines infractions routières criminelles comme la conduite en état d'ivresse ou la conduite sans permis ou sans assurance.

Les ouvriers de l'usine Milk-Bone se mettent en grève (New York)

Les machinistes de Buffalo, New York, rejettent un accord de principe et lancent une grève

Les travailleurs ont quitté le travail à l'usine Milk-Bone de J.M. Smucker à Buffalo, dans l'État de New York, le 16 octobre, après avoir rejeté un accord de principe et refusé de prolonger l'ancien contrat. Les grévistes sont des électriciens, des mécaniciens, des graisseurs et des tuyauteurs, membres de l'International Association of Machinists Lodge 330.

Les travailleurs ont rejeté à 90 % une offre de l'entreprise qui prévoyait des augmentations annuelles de 8, 3 et 3 %, qui, selon les grévistes, avaient déjà été absorbées par l'inflation. Au lieu de cela, les travailleurs réclament une augmentation de salaire globale de 20 % sur trois ans, avec une augmentation initiale de 13 % au cours de la première année du contrat.

Au troisième jour de la grève, la police a été convoquée à l'usine après qu'une voiture a heurté un gréviste sur le piquet de grève.

L'entreprise s'est vantée que la production se poursuivait dans l'usine en grève, car les 40 grévistes ne représentent qu'une partie des 277 travailleurs de l'usine de Buffalo. Les travailleurs restants sont représentés par deux autres syndicats.

« Nous maintiendrons également la production de nos snacks pour chiens Milk-Bone dans notre usine de Topeka, au Kansas, ainsi que chez plusieurs partenaires », indique un communiqué de l'entreprise.

Presque un mois de grève pour les 135 travailleurs de la raffinerie de sucre de Vancouver

Alors que les pénuries de sucre commencent à se faire sentir dans les magasins de détail et les boulangeries commerciales du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, 135 travailleurs de la raffinerie de sucre Rogers poursuivent leur grève contre toute une série de concessions contractuelles exigées par la direction. La pénurie de sucre s'aggrave malgré le déploiement par l'entreprise de cadres qui dorment souvent à l'intérieur de l'usine et tentent de faire le travail des grévistes.

Rogers Sugar appartient à Lantic Inc. qui a enregistré des ventes canadiennes d'un milliard de dollars l'année dernière. La société est le plus grand fournisseur de sucre raffiné de l'ouest du Canada. La raffinerie de Vancouver approvisionne également l'ouest des États-Unis.

Manifestation du collectif de femmes de ménage de Santa Cruz de Tenerife le 9 novembre (Espagne)

« Nous ne sommes pas esclaves et nous luttons pour nos droits » : Kellys Union Tenerife annonce des manifestations le 9 novembre contre les employeurs des hôtels et le silence des institutions

Santa Cruz de Tenerife est une ville portuaire de l'île de Tenerife, dans les Canaries espagnoles.

Le 9 novembre, le collectif des femmes de ménage des hôtels de la province de Santa Cruz de Tenerife descendra dans la rue pour revendiquer leurs droits et attirer l'attention sur leurs problèmes liés à leur travail et à leurs conditions de vie.

Le collectif des femmes de ménage des hôtels de la province de Santa Cruz de Tenerife, connu sous le nom de Kellys Union Tenerife, a annoncé une manifestation le 9 novembre 2023 pour revendiquer leurs droits et dénoncer leur situation de précarité et d'exploitation. (...) Comme l'a expliqué la présidente de Kellys Unión Tenerife, Mónica García, à El Digital Sur, le collectif est né de l'union d'employées de Kellys entre différentes régions qui luttent depuis des années pour améliorer leurs conditions de travail et leurs conditions de vie, avec le soutien de l'université de La Laguna.

Mónica García a déclaré que depuis 2014, elles ont frappé à toutes les portes possibles, des syndicats, des employeurs, de l'inspection du travail, du député du Common, des partis politiques, des députés, des sénateurs, des maires, jusqu'à Bruxelles et Moncloa, mais elles n'ont pas obtenu de solution effective à leurs revendications. En ce sens, elles ont rappelé qu'elles avaient « vécu des appels à la grève en 2017, annulés par les mêmes personnes qui nous disaient qu'elles allaient nous

aider, puis à nouveau en 2018, pour lutter pour les droits des femmes de ménage de l'hôtellerie, avec un calendrier d'actions et de mobilisations annulées à nouveau par les mêmes personnes ».

La présidente du collectif a dénoncé le fait qu'elles sont aujourd'hui « plus mal loties qu'au début de leur lutte » et qu'il s'agit d'un collectif féminisé, vivant dans la précarité, composé essentiellement de femmes, de familles monoparentales et de familles nombreuses, qui « ont peur de perdre les moyens de subsistance de leurs familles ». Elle a également critiqué les récentes déclarations du président de l'ASHOTEL et du CEHAT, Jorge Marichal, qui a annoncé vouloir faire venir des femmes de l'étranger pour travailler « parce qu'il n'y en a pas à Tenerife », et a rappelé [le décès de sa collègue María Belén](#), décédée à l'Apartahotel Los Olivos, laissant derrière elle quatre enfants. Elle déclare à ce sujet : « La seule chose qui a été dite sur elle, c'est qu'elle avait une cardiopathie congénitale, personne ne parle du contrôle qu'on lui avait donné pour ce jour-là, ni de beaucoup d'autres détails qu'il faudrait des heures pour raconter ». García regrette que le silence se soit à nouveau installé après ces événements et qu'ils n'aient eu de nouvelles de personne pour les aider, pas même de la commission mise en place pour étudier leurs problèmes, dont ils n'ont été « ni informés ni consultés ».

« Pour toutes ces raisons et bien d'autres encore », explique le collectif, « nous sommes arrivées à la conclusion que nous avons entre les mains la seule solution possible à cette barbarie qui est perpétrée contre nous, on nous traite comme des esclaves et on enrichit nos patrons ». Pour ces raisons, elles ont appelé toutes les travailleuses de Kellys et le public à participer à la manifestation qui aura lieu le 9 novembre à partir de 16h30 dans la commune d'Arona, au rond-point situé au croisement de l'avenue Santiago Puig et de la rue Arquitecto Gómez Cuesta (Estadio Antonio Domínguez), derrière le slogan « Nous ne sommes pas esclaves et nous luttons pour nos droits ». Kellys-Se Acabó (K-SEA) est le nom qu'elles ont choisi pour cette mobilisation qui se veut un tournant dans leur lutte et un message clair aux autorités et à la société qu'elles ne « toléreront plus les mauvais traitements et les injustices »...

[Article paru sur digitalsur](#)

Bientôt 35 000 employé.es des casinos en grève au Nevada

[07/11/2023](#)

par Hong Jian, Jacob Crosse

Vendredi dernier, le syndicat des travailleurs culinaires (Culinary Workers Union Local 226) a annoncé que les 60 000 employés des casinos de Las Vegas et de l'État du Nevada avaient jusqu'au 10 novembre pour se mettre en grève.

Cette grève concerne quelque 35 000 travailleurs de 18 casinos de la bande de Las Vegas. Les employés du secteur de l'hôtellerie et de la restauration travaillent sans contrat depuis près de deux mois, après avoir voté à une écrasante majorité en septembre en faveur d'une grève.

Dans un communiqué publié vendredi dernier, le syndicat a déclaré que si un accord de principe n'était pas conclu avant le 10 novembre à 5 heures du matin, les travailleurs se mettraient en grève.

Ted Pappageorge, secrétaire-trésorier, négociateur principal et ancien président du Culinary Workers Union, a déclaré que la fixation d'une date limite pour la grève visait à envoyer un message fort aux entreprises. « Nous sommes unis et les entreprises ne peuvent pas fonctionner sans ces travailleurs. »

Mais les travailleurs ne doivent pas prendre pour argent comptant tout ce que disent Pappageorge et d'autres bureaucrates syndicaux bien rémunérés. Le Culinary Workers Union, membre de Unite-Here, mène depuis avril des négociations distinctes avec MGM Resorts International, Caesars Entertainment et Wynn/Encore, trois des plus grandes chaînes de centres de loisirs au monde.

Ces négociations se sont déroulées à huis clos et dans l'ombre des membres. Après des mois de silence radio, le syndicat a commencé ces dernières semaines à affirmer qu'il y avait eu des « progrès », sans toutefois préciser la nature exacte de ces prétendus progrès.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, le Culinary Workers Union n'a même pas encore fait part publiquement de ses revendications précises, sachant pertinemment que si les travailleurs connaissaient le salaire dérisoire qu'ils « négocient », ils se révolteraient.

Des milliers de travailleurs ont voté à la fin du mois de septembre en faveur de la grève, mais le syndicat vient seulement de fixer une date limite pour la grève. Même le vote de la grève de septembre n'a été convoqué que 10 jours après l'expiration de toutes les prolongations du contrat. En d'autres termes, les travailleurs sont au travail depuis près de deux mois sans contrat, ce qui les expose au harcèlement et aux pressions.

[...]

Les actions du syndicat montrent clairement qu'il n'est pas sérieusement engagé dans une lutte. Au lieu d'appeler à la grève après que les travailleurs l'ont voté, le syndicat a mis en place une série de piquets de grève fictifs qui ont entraîné l'arrestation de travailleurs et épuisé les fonds du syndicat.

Même si la grève est déclenchée, le syndicat a annoncé qu'il ne verserait que quelques centaines de dollars par semaine aux travailleurs en grève. Le syndicat a déclaré qu'une caisse de grève verserait aux travailleurs 300 dollars la première semaine et 400 dollars la semaine suivante, s'ils participent à un piquet de grève.

Le syndicat n'a pas précisé comment les travailleurs devraient vivre avec ce montant, qui est inférieur à celui de l'assurance chômage au Nevada. Alors que les grévistes devraient compter sur quelques centaines de dollars par semaine, Pappageorge et le reste des bureaucrates continueraient à percevoir leurs salaires astronomiques.

Pour que les travailleurs gagnent leur combat contre les multinationales, ils doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour élargir leur lutte au plus grand nombre de secteurs de la classe ouvrière. Pourtant, les dirigeants syndicaux, liés par mille fils au parti démocrate, existent précisément pour isoler et diviser chaque lutte afin d'imposer des contrats favorables aux entreprises qui maintiennent le statu quo de l'appauvrissement continu des travailleurs.

Tesla

Les travailleurs danois et norvégiens se joignent aux grèves des travailleurs suédois de Tesla pour obtenir une convention collective

Mardi, les travailleurs portuaires et les chauffeurs routiers danois ont entamé une grève de solidarité en soutien aux travailleurs suédois des ateliers de maintenance de Tesla. Les travailleurs suédois sont en grève depuis plus d'un mois pour réclamer une convention collective au constructeur américain de voitures électriques.

Environ 130 membres du syndicat IF Metall ont débrayé le 27 octobre. Ils ont été rejoints par 370 collègues et soutenus par des grèves de solidarité dans plusieurs secteurs. Les dockers suédois ont refusé de manipuler la cargaison de Tesla, mais l'entreprise a continué à importer des véhicules par voie terrestre après les avoir déchargés ailleurs. Selon Dagens Nyheter, deux fois plus de voitures Tesla ont été immatriculées en Suède en novembre pendant la grève qu'au cours du mois précédent.

Les postiers suédois ont également refusé de délivrer des plaques d'immatriculation à Tesla, l'empêchant ainsi de livrer des voitures à ses clients. La semaine dernière, un tribunal a toutefois ordonné à l'Agence suédoise des transports de veiller à ce que Tesla puisse récupérer ses plaques d'immatriculation, faute de quoi il lui infligerait une amende d'un million de couronnes.

La grève de solidarité des membres de la Fédération unie des travailleurs danois (3F) signifie que les voitures de Tesla ne doivent pas être déchargées dans les ports danois ni transportées par des camions danois.

La Confédération norvégienne des syndicats a également annoncé qu'elle prendrait des mesures similaires à partir du 20 décembre si Tesla ne signait pas de convention collective. La filiale suédoise de Tesla aurait reçu l'ordre du propriétaire de Tesla, le milliardaire fasciste et personne la plus riche du monde Elon Musk, de ne pas conclure de convention collective.

Les peintres rejoignent le mouvement à Tesla (Suède)

[13/11/2023](#)

Le syndicat industriel suédois IF Metall poursuit Tesla en justice pour avoir refusé de négocier une convention collective et veut faire grève pour obtenir gain de cause

« Le syndicat suédois IF Metall se prépare à une confrontation avec le constructeur de voitures électriques Tesla. La tentative du syndicat de négocier une convention collective pour ses membres qui entretiennent et réparent les véhicules Tesla chez TM Sweden AB est dans l'impasse. (...) Malgré les difficultés connues pour organiser les travailleurs dans les entreprises de Tesla en raison d'une culture d'entreprise antisyndicale, le nombre de membres requis pour conclure une convention collective a été atteint dans les ateliers de réparation suédois de Tesla. Cependant, les

négociations étant au point mort, l'action collective, y compris les grèves, est désormais une possibilité réelle... » [dépêche en anglais du 11.10.2023 d'industriAll Europe](#).

Grève à Tesla: un compromis à l'horizon? (Suède)

[09/01/2024](#)

IF Metall a proposé un compromis qui pourrait enfin mettre fin à la grève contre Tesla. Le combat entre Tesla Sweden et IF Metall se prolonge jusqu'en 2024, le syndicat suédois reprenant la grève.

Le média local Dagens Nyheter s'est récemment entretenu avec IF Metall pour faire le point sur son combat contre Tesla Suède. La détermination d'IF Metall semble aussi solide en 2024 qu'elle l'était en 2023, mais le syndicat a également proposé un compromis qui pourrait mettre fin à la grève de Tesla Sweden.

Selon Veli-Pekka Säikkälä, secrétaire contractuel d'IF Metall, la grève contre Tesla Suède pourrait prendre fin si le constructeur automobile suivait l'exemple d'Amazon et engageait un sous-traitant. Amazon s'est retrouvé dans une situation similaire à celle de Tesla lorsqu'il a tenté pour la première fois d'entrer sur le marché suédois en 2020.

La grève de IF Metall contre Tesla Suède a commencé fin octobre. Les deux parties semblent vouloir rester sur leurs positions, sans aucun compromis en vue. IF Metall veut que Tesla signe une convention collective, une pratique courante entre les entreprises et les syndicats en Suède. De son côté, Tesla Suède aurait reçu l'ordre direct d'Elon Musk de ne pas conclure de convention collective.

En attendant, les employés sont pris en étau entre IF Metall et Tesla Sweden, même ceux qui ne sont pas membres du syndicat suédois. IF Metall n'aurait pas reçu beaucoup de soutien de la part des employés de Tesla qui sont membres du syndicat. Toutefois, la lutte du syndicat contre Tesla a gagné en force auprès d'autres syndicats et dans d'autres pays sous la forme de grèves de sympathie.

Le nouvel espoir du syndicat dans la grève de Tesla : un morceau de métal suédois

Depuis près de trois mois, Tesla résiste à l'action industrielle d'IF Metall. Le syndicat espère que l'absence d'une pièce en aluminium en provenance de Suède mettra des bâtons dans les roues de Tesla. Le syndicat a demandé à trois experts d'évaluer l'impact de la grève.

Un mois après le début de la grève de Tesla, IF Metall a arrêté la production de composants pour les voitures Tesla à Hydro Extrusion à Vetlanda.

Il s'agit de profilés en aluminium utilisés dans la protection contre les chocs des voitures.

Veli-Pekka Säikkälä, secrétaire aux négociations collectives de l'IF Metall, estime que cette action industrielle est efficace et est convaincu qu'elle contribuera à ce que Tesla arrête une grande partie de la production dans son usine de Berlin dans un avenir proche.

Le syndicat suédois IF Metall lève partiellement le blocus contre les réparations de Tesla (09/02)

Le syndicat suédois IF Metall a annoncé cette semaine qu'il lèverait l'interdiction faite à ses membres de réparer les voitures Tesla dans des ateliers tiers. Le blocus imposé à Tesla visait à soutenir la grève des mécaniciens des ateliers Tesla, débutée en octobre par environ 500 travailleurs qui réclament une convention collective.

IF Metall a déclaré qu'entre la semaine prochaine et la fin du mois d'avril, il autoriserait ses membres travaillant dans des ateliers n'appartenant pas à Tesla à réparer les voitures Tesla qui ne sont pas en état de rouler, estimant que cela concernerait entre 100 et 200 véhicules au total. Le syndicat nie qu'il s'agisse d'une concession, affirmant que cette décision « doit être interprétée comme un signal indiquant que nous sommes prêts à continuer pendant longtemps ».

Les dockers et les transporteurs suédois, ainsi que ceux des pays voisins (Danemark, Norvège et Finlande), ont tous refusé de manipuler les véhicules Tesla en soutien aux mécaniciens en grève. Rappelons que des grèves de solidarité ont eu lieu en Suède portées par les travailleurs des pièces détachées automobiles, les nettoyeurs, les électriciens et les postiers.

Le plus grand syndicat suédois se joint à la grève des mécaniciens de Tesla

Le plus grand syndicat suédois a soutenu la grève des mécaniciens de Tesla, qui dure depuis six mois, aggravant ainsi le conflit social en cours chez le constructeur automobile américain. La grève se concentre sur le refus de Tesla de signer une convention collective avec le syndicat des métallurgistes, qui cherche à négocier des accords pour tous les employés.

Le mois dernier, M. Musk a affirmé que les problèmes de main-d'œuvre étaient résolus, mais IF Metall, le syndicat des métallurgistes, a déclaré que la grève se poursuivait. Selon le syndicat, environ 44 de ses membres, soit un tiers des mécaniciens suédois de Tesla, ont cessé le travail. Tesla assure l'entretien des véhicules localement en Suède, mais ne les produit pas dans ce pays.

"La grève se poursuit et nous n'avons aucun signe de parvenir à un accord dans un avenir proche", a déclaré Marie Nilsson, responsable d'IF Metall. "Nous avons eu quelques réunions avec la direction suédoise au cours du mois d'avril, mais Tesla a montré peu d'empressement à parvenir à la fin du conflit."

Plus d'une douzaine de syndicats ont soutenu IF Metall, Unionen étant le plus récent et le plus important. "Il est fondamental de protéger notre système de conventions collectives", a déclaré Martin Wastfeldt, responsable des négociations chez Unionen.

Unionen a entamé un blocus mardi 14 mai, affectant tout le travail de Tesla chez DEKRA Industrial AB, qui effectue des inspections d'équipement. M. Wastfeldt a indiqué que l'Unionen était prête à aller plus loin si Tesla cherchait d'autres fournisseurs, en impliquant éventuellement des membres de l'entreprise produisant des plaques d'immatriculation pour Tesla ou du personnel administratif de Tesla elle-même.

L'accès aux plaques d'immatriculation a été un problème majeur, Tesla poursuivant les syndicats qui ont tenté d'interrompre les services postaux destinés au constructeur automobile. Le syndicat des employés des services et de la communication, Seko, a déclaré qu'il prenait des mesures pour combler une lacune dans le blocus utilisé par Tesla.

Tesla a déjà déclaré que ses employés suédois bénéficiaient de conditions aussi bonnes, voire meilleures, que celles demandées par le syndicat. L'issue de ce conflit est importante pour Tesla, dont la position ferme à l'égard des syndicats au niveau mondial pourrait être affaiblie si elle cède en Suède ou si la grève s'étend à des marchés plus importants comme l'Allemagne.

Bien que le nombre de grévistes en Suède soit faible, les implications sont considérables. "Pour IF Metall, il est très important de ne pas perdre. Ils ne peuvent tout simplement pas le faire", a déclaré l'expert syndical Anders Kjellberg. Les syndicats suédois, forts de leurs succès passés, disposent de ressources importantes, le fonds de grève d'IF Metall dépassant les 10 milliards de couronnes (presque un million d'euros).

Les actions syndicales ont causé quelques perturbations, mais les immatriculations de véhicules Tesla en Suède sont restées stables. Depuis février, Tesla a fait appel à environ 25 travailleurs temporaires d'autres pays européens, alors que l'année précédente, aucun travailleur de ce type n'avait été employé.

M. Kjellberg a suggéré des solutions potentielles, notant qu'Amazon, par exemple, utilise des sociétés tierces ayant des conventions collectives pour gérer ses entrepôts suédois, évitant ainsi une implication directe. "Cela pourrait durer des mois, voire des années, car IF Metall ne peut pas abandonner", a déclaré M. Kjellberg. "Mais avec le temps, il est possible que les deux parties veuillent trouver une solution.

Grève spontanée des travailleurs de Brussels Airlines mardi 23/01

Les travailleurs du service de maintenance de Brussels Airlines, la plus grande compagnie aérienne de Belgique, ont cessé le travail pendant environ 24 heures lors d'un débrayage spontané mardi après-midi, retardant ainsi deux vols long-courriers.

Selon le Nieuwsblad, un nouveau directeur opérationnel du département s'est rendu sur le lieu de travail pour se présenter, mais les travailleurs n'étaient pas satisfaits de ses réponses à leurs questions sur les changements à venir, notamment sur le remplacement des équipements obsolètes.

Brussels Airlines a déclaré qu'elle discutait avec les syndicats sur toutes les questions, mais RTL a rapporté qu'elle cherchait des « solutions équilibrées », ce qui impliquait de vagues promesses de « donner à notre entreprise et à nos employés des opportunités de croissance, tout en contrôlant nos coûts dans un marché très compétitif ».

Grèves de Noël des bus de l'Ouest de Londres: la RATP en conflit

[12/12/2023](#)

La colère des travailleurs de London Transit, propriété de la RATP, aggravée par une nouvelle offre « insultante »

Les grèves de Noël dans les bus de l'ouest de Londres commenceront un jour plus tôt à la suite d'une nouvelle offre insultante de London Transit, propriété de la RATP, a déclaré aujourd'hui (lundi 11/12) Unite, le principal syndicat du Royaume-Uni.

Les grèves des 350 chauffeurs et ingénieurs commenceront désormais le 21 décembre, et non plus les 22 et 23 décembre, comme prévu précédemment. L'action syndicale s'intensifiera si le conflit n'est pas résolu.

Les travailleurs font grève après avoir rejeté une offre salariale de 6,8 %. Il s'agit d'une baisse de salaire significative en termes réels, car le taux d'inflation réel (RPI) s'élevait à 11,4 % lorsque l'augmentation de salaire était censée être appliquée en avril.

Le conflit porte également sur la tentative de l'entreprise de réduire les conditions de travail, notamment en supprimant l'indemnité de repas de 500 livres sterling versée de longue date et en s'attaquant aux modalités de prise des jours de congé compensatoire par les travailleurs.

La dernière offre de l'entreprise ne comportait que des changements extrêmement mineurs qui n'incluaient pas d'augmentation du salaire horaire.

Le fait qu'il faille sept ans aux travailleurs pour atteindre le taux plein de rémunération, alors que dans la plupart des autres compagnies de bus, il ne faut que trois ans de service, ne fait qu'aggraver le sentiment d'insatisfaction au sein de l'entreprise.

Sharon Graham, secrétaire générale de Unite, a déclaré : « La RATP est une grande entreprise multinationale : « La RATP est une grande entreprise multinationale qui peut se permettre de proposer une augmentation de salaire équitable et d'abandonner ses attaques contre les conditions de travail de ces travailleurs. Au lieu de cela, elle aggrave le conflit en insultant les travailleurs avec des offres totalement inacceptables. Unite ne tolérera aucune attaque contre les emplois, les salaires ou les conditions de travail de ses membres, et les travailleurs de London Transit bénéficient du soutien total de leur syndicat ».

Les travailleurs sont basés au garage de Westbourne Park et les grèves auront un impact sur les lignes 13, 23, 28, 218, 295, 414, 452 et N28.

Michelle Braveboy, responsable régionale du syndicat Unite, a déclaré : « La RATP est en train de causer des problèmes pour les fêtes de fin d'année : « La RATP cause la misère de Noël à ses passagers en refusant de payer raisonnablement ses travailleurs. Unite est prêt à reprendre les négociations à tout moment pour mettre fin à ce conflit, mais la RATP doit revenir avec un accord que nos membres peuvent accepter ».

Soignants et travailleurs des services de l'URMC en grève mercredi 13/12 (USA)

[12/12/2023](#)

Les syndicats du personnel soignant et de service du centre médical de l'université de Rochester sont prêts à se mettre en grève cette semaine.

Les syndicats, qui représentent 1 800 employés, ont annoncé qu'ils feraient grève pendant 17 heures, de 6 heures à 23 heures, mercredi, pour protester contre ce qu'ils appellent des pratiques déloyales de la part de l'URMC.

La convention collective a expiré le 31 octobre. Les syndicats ont émis un préavis de grève de 10 heures le mois dernier.

Les syndicats affirment qu'ils sont toujours en désaccord avec l'URMC au sujet d'un salaire décent pour les travailleurs et d'un ensemble d'avantages sociaux de qualité afin de recruter et de retenir davantage de travailleurs pour s'occuper des patients, fournir des services aux étudiants et atténuer les problèmes de dotation en personnel.

Les aides-soignants et les travailleurs des services aux patients de l'hôpital Strong Memorial de l'URMC sont représentés par le 1199SEIU United Healthcare Workers East. Les travailleurs des services du River Campus de l'URMC sont représentés par la section locale 200 United du SEIU.

Les deux syndicats affirment qu'ils négocient au nom de leurs travailleurs depuis août 2022. Les deux parties ont repris les négociations avec la 31e session lundi.

Trahison syndicale à Sao Paulo

Début décembre, moins d'un mois après avoir enterré une grève contre 1 200 licenciements dans trois usines de General Motors dans l'État de São Paulo, les bureaucraties syndicales ont commencé à imposer un nouveau « Plan de licenciement volontaire » (PDV). La même proposition, avec des modifications mineures, avait déjà été rejetée par les travailleurs en septembre. En réponse, GM a imposé les licenciements sommaires qui ont déclenché la grève.

Dans un article publié le 12 novembre dénonçant la fin précipitée de la grève par les syndicats corporatistes, le WSWS mettait en garde : « Après avoir déclaré une 'victoire' des travailleurs, les bureaucrates syndicaux se préparent à imposer les coupes exigées par l'entreprise ». C'est exactement ce qui se passe aujourd'hui.

Pour promouvoir le « nouveau » plan de licenciement, les syndicats ont vanté l'amélioration des compensations offertes par l'entreprise. Un article reproduit par l'ABC Metalworkers' Union, contrôlé par la CUT, annonçait : « Le plan de licenciement volontaire de GM, également approuvé à [São Caetano do Sul], offre jusqu'à un [véhicule] Onix ». Ce n'est qu'un pot-de-vin, utilisé par l'entreprise en combinaison avec la menace ouverte de licenciements sommaires, pour diviser les travailleurs et briser leur résistance.

L'hostilité des bureaucrates syndicaux à l'égard du mouvement ouvrier a été démontrée dans les points négociés avec GM spécifiquement en rapport avec la grève. Ils ont convenu que l'entreprise

ne paierait que 50 % des salaires pour les jours passés sur les piquets de grève, « en respectant les besoins de la production », jusqu'en juin 2024. Le paiement des jours de grève était l'une des principales raisons invoquées par les responsables syndicaux pour mettre fin à la grève.

Cependant, l'élément principal de l'accord PDV est l'absurde « stabilité de l'emploi jusqu'au 3 mai 2024 », ce qui signifie que les travailleurs qui refusent de renoncer immédiatement à leur emploi et à leur niveau de vie risquent de les perdre de toute façon dans cinq mois, sans recevoir aucune compensation.

Ce plan montre la véritable signification de l'« inversion des licenciements » célébrée par les syndicats pour enterrer la grève.

Le 22 octobre, les employés des usines de São José dos Campos, Mogi das Cruzes et São Caetano do Sul ont reçu des lettres de licenciement sommaire. Ces lettres ont été immédiatement suivies d'un vote approuvant une grève dans les trois usines, dont la principale revendication était l'annulation immédiate des licenciements et la garantie des emplois.

Le premier jour de grève, Valmir Mariano, dirigeant du Syndicat des métallurgistes de São José dos Campos (SMSJC), contrôlé par le Parti socialiste unifié des travailleurs (PSTU), un parti de pseudo-gauche, a déclaré : « Nous ne produirons pas un seul kilogramme d'acier, ni un seul kilogramme d'aluminium : « Nous ne produirons pas une seule vis tant que les licenciements ne seront pas annulés ». Tout en faisant des déclarations rhétoriques en faveur de l'emploi, les bureaucrates se sont efforcés de maintenir la lutte des travailleurs sous le contrôle sûr des tribunaux du travail et de détourner leurs revendications en faisant appel au gouvernement de l'État de São Paulo de l'ancien ministre de Bolsonaro, Tarcísio de Freitas, et au gouvernement fédéral de Lula da Silva du Parti des travailleurs (PT).

Après les décisions de justice rendues les 2 et 3 novembre pour « suspendre » les licenciements, ce qui a permis à GM de procéder ultérieurement aux réductions, les syndicats ont cyniquement annoncé une « victoire » et convoqué les travailleurs dans l'enceinte de l'usine pour qu'ils votent la fin de la grève.

Le 4 novembre, alors que GM déclarait encore qu'elle résisterait à la décision du tribunal, Mariano a déclaré : « La reprise des emplois est une victoire historique, fruit de la lutte acharnée des travailleurs des trois villes » : « La reprise des emplois est une victoire historique, fruit de la lutte acharnée des travailleurs des trois villes ». Après avoir enterré le mouvement de grève, Opinião Socialista, le journal du PSTU, a publié le titre suivant : « Avec des emplois garantis et [une compensation pour] les jours de grève, les métallurgistes de General Motors suspendent la grève ».

Contrairement aux déclarations rhétoriques des directions syndicales au début de la grève appelant à « l'annulation des licenciements » et à « la garantie des emplois », la réalité est que les syndicats eux-mêmes ont traité les licenciements comme un fait accompli. Le secrétaire général de la CSP-Conlutas, la fédération syndicale dirigée par le PSTU morenoite, a déclaré le 1er décembre : « Le syndicat est contre toute suppression d'emploi, mais le PDV était déjà à notre ordre du jour comme une alternative aux licenciements arbitraires effectués par GM ».

Le problème auquel sont confrontés les bureaucrates qui contrôlent l'appareil syndical est que leurs manœuvres sordides, répétées année après année, se révèlent de plus en plus incapables d'obscurcir la perspective menaçante du chômage et de l'appauvrissement pour des milliers de travailleurs.

Les Moreno à la tête de la CSP-Conlutas et du syndicat SMJSC ont joué un rôle central dans le détournement de l'énorme opposition des travailleurs de GM qui sont restés en grève pendant 17 jours. Supervisant la mise en œuvre des coupes corporatistes à l'usine de São José dos Campos depuis des années, Conlutas cherche à se présenter faussement comme une alternative de « gauche » aux appareils bureaucratiques discrédités de Força Sindical et de la CUT, liée au PT.

Le programme anti-ouvrier de la bureaucratie morenoite a été exposé de manière flagrante dans sa défense du syndicat réactionnaire United Auto Workers (UAW) aux États-Unis. Quelques semaines avant le déclenchement de la grève chez GM au Brésil, les bureaucrates du CSP-Conlutas se sont rendus aux États-Unis pour soutenir le sabotage systématique par l'UAW de la lutte contractuelle menée par 150 000 travailleurs de l'automobile, dont la grande majorité a été maintenue au travail dans le cadre de la stratégie de grève bidon de la bureaucratie, dite « stand up ». Outre les Moreno brésiliens, l'UAW a accueilli sur les piquets de grève le président Joe Biden, qui considérait la répression du mouvement des travailleurs de l'automobile comme essentielle pour faire avancer sa politique de guerre impérialiste mondiale et fiévreuse.

Peu après l'annonce des licenciements dans les usines de São Paulo, le dirigeant de la CSP-Conlutas, Mariano, a annoncé : « Nous avons vu aux États-Unis la force des travailleurs de GM et d'autres constructeurs automobiles. ... Avec les licenciements au Brésil, il y aura certainement un impact mutuel de la situation entre les deux pays. La solidarité internationale sera très importante à ce moment-là ».

La seule forme de « solidarité internationale » prônée par les Morenoites est la solidarité des bureaucraties syndicales corporatistes contre l'opposition croissante à laquelle elles sont confrontées de la part de la classe ouvrière dans le monde entier. Le CSP-Conlutas a délibérément caché aux travailleurs brésiliens l'opposition croissante des ouvriers de l'automobile aux États-Unis, organisée en comités de base indépendants de la bureaucratie de l'UAW. Au lieu de cela, ils ont présenté la direction illégitime de ce syndicat corrompu et chauvin comme « combative » et internationaliste.

Alliés à l'UAW, les Morenoites ont systématiquement encouragé l'isolement de la grève brésilienne de GM du mouvement ouvrier aux États-Unis. En présentant les décisions des tribunaux du travail et les pressions exercées sur le gouvernement Lula comme des moyens nécessaires pour garantir les emplois, ils ont cherché à subordonner les travailleurs brésiliens à l'État capitaliste national en faillite.

Les travailleurs doivent de toute urgence retirer le contrôle de leurs propres luttes des mains de la bureaucratie syndicale. Si ces organisations en faillite et réactionnaires sont autorisées à rester au pouvoir, toutes les expressions d'opposition seront supprimées au profit des intérêts des entreprises, ce qui se traduira inévitablement par de nouvelles réductions de salaires et d'emplois.

Par-dessus tout, les travailleurs doivent comprendre que pour mettre en échec les plans de réduction des effectifs des constructeurs automobiles à l'échelle mondiale, leur lutte doit revêtir un caractère consciemment international. La seule alternative est que les travailleurs s'organisent indépendamment des syndicats et des gouvernements capitalistes et dans l'unité avec les travailleurs d'autres pays par le biais de l'Alliance internationale des travailleurs des comités de base (IWA-RFC).

Les travailleurs des brasseries Anheuser-Busch votent à 99 % en faveur de la grève

Les travailleurs des brasseries du pays ont voté à 99 % pour autoriser le syndicat des Teamsters à appeler à la grève 5 000 travailleurs d'Anheuser-Busch à l'expiration de leur contrat le 29 février 2024. Le syndicat des Teamsters affirme que l'entreprise a accepté de mettre fin aux soins de santé à paliers et de rétablir les prestations médicales des retraités, mais qu'elle a « retardé les négociations sur d'importants avantages liés à la sécurité de l'emploi depuis la mi-novembre ». Aucune nouvelle date n'a été fixée pour les négociations.

Anheuser-Busch, qui a été rachetée par la multinationale belge InBev en 2008, a réalisé 31,4 milliards de dollars de bénéfices bruts en 2022 et a récemment annoncé des rachats d'actions pour un montant d'un milliard de dollars pour ses actionnaires.

Les infirmières de Providence à Everett, Washington, sont toujours sans contrat après un mois de grève

[02/01/2024](#)

Les infirmières du Providence Regional Medical Center d'Everett, dans l'État de Washington, une ville d'environ 100 000 habitants située juste au nord de Seattle, sont toujours sans contrat de travail un mois après leur grève avortée de novembre dernier. Le 15 décembre, les infirmières ont rejeté à 51,8 % un projet de contrat qui leur avait été présenté par leur syndicat, la section locale 3000 de l'United Food and Commercial Workers (UFCW).

Les ratios infirmières/patients restent la question centrale. L'incapacité de Providence et de l'UFCW 3000 à s'attaquer sérieusement à ce problème a conduit au rejet du dernier accord. Les infirmières ont voté « non » malgré l'offre d'une augmentation de 21,5 % sur trois ans, un montant qui est en réalité à peine suffisant pour compenser l'inflation des trois dernières années.

Grève du rail à durée indéterminée en Allemagne

[09/01/2024](#)

Les affiliés du syndicat ferroviaire allemand GDL se sont prononcés mardi à 97% en faveur d'un mouvement de grève à durée indéterminée, a indiqué son président Claus Weselsky. Les discussions avec la Deutsche Bahn au sujet d'une nouvelle convention collective de travail sont dans l'impasse. Un précédent mouvement avait déjà paralysé le rail ce mois-ci. Les nouvelles actions ne devraient pas intervenir avant le 8 janvier. « *Mais ce qui arrivera après sera plus dur* », promet le syndicat. La grève de 24 heures début décembre avait notamment entraîné la suppression du train de nuit entre Bruxelles et Vienne. Le personnel réclame de meilleures conditions salariales et une charge hebdomadaire ramenée de 38 à 35 heures pour certains collaborateurs. Une demande jugée irréaliste par la société de chemins de fer.

Les salariés des aéroports, du rail, du fret maritime, des sociétés d'autoroutes, des transports locaux avaient appelé lundi 8 janvier à minuit à 24 heures d'arrêt de travail. Cette mobilisation s'inscrit dans un contexte de tensions sociales croissantes en Allemagne, où les grèves pour les salaires se multiplient depuis le début de l'année, des écoles aux hôpitaux, en passant par la Poste. Contrairement à des pays comme la France, un tel mouvement unitaire entre les syndicats EVG et Ver.di, représentant respectivement 230.000 salariés des sociétés ferroviaires et 2,5 millions d'employés des services, est extrêmement rare.

Cette « Mega-Streik » (méga-grève), comme l'ont déjà baptisée les médias allemands, touche un pays où les prix se sont envolés depuis plus d'un an, avec une inflation qui a atteint 8,7 % en février. Les syndicats demandent plus de 10 % de revalorisation salariale. En face, les employeurs (Etat, communes, entreprises publiques) proposent une augmentation de 5 % avec deux versements uniques de 1.000 et 1.500 euro.

Les grèves des cheminots en Allemagne font écho à d'autres rapports de force entre classes. En Tunisie, des milliers de personnes ont participé à une manifestation antigouvernementale pour dénoncer les mauvaises conditions de vie et le taux de chômage élevé, officiellement supérieur à 50 pour cent. Au Nigeria, où l'inflation dépasse les 30 pour cent, les travailleurs ont mené une grève nationale.

En France, où les agriculteurs ont manifesté en masse au début de l'année, les travailleurs font pression pour que la grève des services publics coïncide avec les Jeux olympiques de Paris. Aux États-Unis, le nombre de grandes grèves a augmenté de 238 pour cent l'année dernière, tandis que le nombre de travailleurs impliqués dans les grèves a quadruplé. Cette semaine, 7.000 travailleurs de Daimler Trucks aux États-Unis ont voté à 96 pour cent pour autoriser la grève.

Une tempête se prépare dans la lutte des classes. En Allemagne, les conducteurs de train, les travailleurs des aéroports et les employés des transports publics ont été en grève pendant des semaines. À plusieurs reprises, les trains, les bus et le trafic aérien ont été paralysés le même jour.

Des grèves nationales ont eu lieu dans les transports publics, les aéroports et les cabines de la Lufthansa, ainsi que dans le parc d'approvisionnement de Ford à Saarlouis. Le personnel de vente dans le secteur du commerce de détail fait également l'objet de grèves répétées depuis des mois. La vague de licenciements dans les secteurs de l'automobile, de la sidérurgie et de la chimie poussera des dizaines de milliers de personnes à déclencher la grève.

Allemagne

Mardi, une grève des conducteurs de train en Allemagne a paralysé une grande partie des transports longue distance et régionaux. Selon certaines informations, 80 pour cent des trains ont été annulés. Le même jour, le personnel de cabine de Lufthansa a débrayé. La grève se poursuivait mercredi.

Les entreprises et les gouvernements ne sont pas prêts à céder sans combattre. La hausse du prix des actions – le marché boursier allemand a atteint mardi un nouveau record historique – exige une exploitation toujours plus grande de la classe ouvrière.

En retenant les cheminots allemands, les bureaucrates du syndicat sectoriel allemand des conducteurs de train (GDL), du grand syndicat des chemins de fer et des transports en commun (EVG), du syndicat de la fonction publique Verdi et d'autres jouent le même rôle que leurs homologues aux États-Unis et dans le reste du monde. Bien que le GDL ait lancé sa septième grève d'avertissement, comme tous les autres syndicats, ses dirigeants soutiennent la politique de guerre du gouvernement.

Claus Weselsky, membre de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), est d'accord avec le gouvernement, comme tous les autres dirigeants syndicaux, pour dire que les coûts du renforcement militaire doivent être payés par des réductions de salaires et de dépenses sociales, et par des niveaux d'exploitation accrus. Face à la détermination des conducteurs de train à se battre, il tente de briser leur résistance par des «grèves d'avertissement» limitées et stériles.

Le conflit salarial des conducteurs de train dure depuis près de cinq mois. À la mi-décembre, 97 pour cent des membres concernés du GDL ont voté en faveur d'une grève totale illimitée. Depuis, sept grèves d'avertissement ont eu lieu avec l'appui du public malgré les restrictions qu'elles imposent à de nombreux voyageurs.

Cependant, la direction du GDL refuse d'organiser la grève totale illimitée demandée par les membres. Elle a largement abandonné ses revendications initiales et a proposé de prolonger la durée de la convention collective de 12 à 24 mois et de reporter la réduction du temps de travail hebdomadaire à 2028.

La nouvelle offensive des conducteurs de train en Allemagne

Voici l'appel lancé aux travailleurs des autres secteurs par un membre du Comité de la base des travailleurs ferroviaire.

La grève de six jours à la Deutsche Bahn (DB) lancée par le syndicat allemand des conducteurs de train (GDL) doit être soutenue par l'ensemble des travailleurs. Alors que la DB, soutenue par le gouvernement, veut faire un exemple de l'une des sections les plus militantes de la classe ouvrière, les cheminots ne sont pas prêts à accepter les attaques prévues. Ils passent à l'offensive et se défendent contre les baisses de salaires réels, le massacre des emplois, la dégradation des conditions de travail et les coupes sociales qui touchent tous les travailleurs.

Il est donc important de soutenir activement et d'étendre la grève des conducteurs de train. Il faut en faire le point de départ d'une large mobilisation de l'ensemble de la classe ouvrière. Dans une situation où un mouvement de masse contre le virage à droite de tous les partis de l'establishment, les coupes sociales et la guerre se développe en Allemagne et dans le monde entier, et où la résistance augmente parmi les travailleurs de tous les secteurs, il y a une base solide pour cela.

Les négociations collectives pour les quelque 15 600 employés de l'opérateur de transport public BVG (Berliner Verkehrsbetriebe) ont débuté mercredi, le même jour que la grève de la GDL. Bien que l'obligation contractuelle de ne pas faire grève dans les entreprises de transport ait expiré au début de l'année, le syndicat Verdi a jusqu'à présent refusé de prendre l'initiative d'une action industrielle conjointe des travailleurs des transports publics et des conducteurs de train. La direction de la GDL et l'ensemble de la bureaucratie syndicale jouent le même rôle.

La troisième offre faite par DB vendredi dernier était une provocation.

La Deutsche Bahn avait proposé de payer 2 850 euros pour compenser l'inflation et d'augmenter les salaires en deux étapes, de 4,8 % le 1er août 2024 et de 5 % le 1er avril 2025, avec un contrat d'une durée de 32 mois (du 1er novembre 2023 au 30 juin 2026). Le temps de travail hebdomadaire sera réduit d'une heure pour atteindre 37 heures le 1er janvier 2026, pour tous ceux qui le souhaitent, avec le même salaire. Ceux qui ne réduisent pas leur temps de travail recevront une augmentation supplémentaire de 2,7 %.

Après plusieurs cycles de négociations, deux grèves d'avertissement l'année dernière et la grève de trois jours au début du mois de janvier, la DB n'offre même pas aux conducteurs de train l'accord misérable qu'elle a conclu l'année dernière avec son syndicat interne, l'EVG.

Les médias ont gonflé l'offre salariale de la DB à « environ 13 % », conformément à la propagande de la DB et du gouvernement. Mais toute personne capable de faire le calcul sait qu'il ne s'agit que de 9,8 % ou – si l'on renonce à la réduction du temps de travail – de 12,5 % sur une période de 32 mois.

L'objectif de cette opération de blanchiment est de dénoncer les conducteurs de train comme un groupe professionnel privilégié et avide d'argent, qui prend en otage des millions de clients des chemins de fer et l'ensemble de l'économie du fait de sa position de force.

La GDL a accepté des augmentations salariales de 420 euros en deux tranches sur une période de 24 mois, ainsi qu'une compensation de l'inflation de 3 000 euros. La semaine de 35 heures ne sera pas introduite par étapes avant le 1er janvier 2028. En contrepartie, les options « 12 jours de vacances en plus » et « réduction du temps de travail » – toutes deux sans compensation salariale – ne s'appliqueront plus à partir du 1er janvier 2026.

Mardi soir, peu après le début de la grève du transport de marchandises, le GDL a également offert à la Deutsche Bahn une « proposition de règlement » correspondante et s'est déclaré prêt à suspendre la grève si la DB acceptait de négocier sur cette base.

Cependant, Weselsky a déjà souligné qu'il n'était « pas engagé dans la lutte des classes, mais dans l'économie de marché ». Il refuse donc d'appeler à une grève illimitée, qui a été approuvée par 97 % des membres de la GDL.

Début du mouvement de grève dans les transports en commun de Vancouver

[09/01/2024](#)

Bien qu'ils soient entrés en position de grève légale le week-end dernier, les représentants du Syndicat canadien de la fonction publique, qui syndiquent 180 superviseurs, ingénieurs et agents d'entretien du transport par autobus dans le Lower Mainland de la Colombie-Britannique, ont décidé d'interdire les heures supplémentaires au lieu de déclencher une grève totale. Le mois dernier, les travailleurs avaient voté à 100 % en faveur de la grève.

Les travailleurs sont employés par la Coast Mountain Bus Company (CMBC). Cette société est une filiale de Translink, l'autorité organisatrice des transports en commun de la région métropolitaine de Vancouver. Les travailleurs sont sans nouveau contrat depuis octobre 2022. Les représentants syndicaux affirment qu'en raison de l'interdiction des heures supplémentaires, certains bus seront en retard sur leurs itinéraires.

Les travailleurs demandent que si le conflit n'est pas réglé rapidement, une grève totale soit organisée. Leurs revendications contractuelles portent sur une augmentation significative des salaires et la fin des charges de travail onéreuses qui peuvent amener les travailleurs à travailler 70 heures par semaine ou plus, en raison de niveaux d'effectifs extrêmement bas.

Le syndicat indique que la dernière convention collective a expiré à la fin de 2022 et que les négociations n'ont commencé qu'en octobre dernier.

Extrait de l'appel du Comité de la base des travailleurs universitaires de l'Université d'État de San Diego

Alors que 29 000 travailleurs de l'université de l'État de Californie se mettent en grève, le Comité de la base appelle à ne pas se faire spolier cette grève par les directions syndicales.

Cette semaine, 29 000 professeurs, conférenciers, conseillers et entraîneurs de la CSU entament une grève puissante pour exiger des augmentations de salaire significatives et des avantages sociaux face à la montée en flèche du coût de la vie et à la précarisation des emplois.

Le Comité de la base des travailleurs universitaires de l'Université d'État de San Diego (AWRFC-SDSU) appelle à l'extension de cette lutte et au contrôle de la base. Il représente 55 000 travailleurs, et nous devrions naturellement lutter ensemble non seulement pour nos revendications immédiates, mais aussi contre le dépeçage continu de l'éducation publique, qui se fait au nom du profit.

le plan pluriannuel du Conseil d'administration de la CSU, qui prévoit d'augmenter les frais de scolarité de 6 % pour l'année scolaire à venir et de 34 % au total à la fin du plan, signifie que l'année prochaine, près de la moitié de notre augmentation sera récupérée par les frais de scolarité. Les frais de scolarité devraient augmenter de 342 \$, passant de 5 742 \$ à 6 084 \$, pour l'année universitaire 2024-25.

Les travailleurs de la FCA et des Teamsters ont voté à 95 et 94 % pour autoriser une grève en novembre et en octobre, mais vos grèves ont été limitées à des grèves d'une journée ou à quatre grèves isolées d'une journée sur seulement quatre campus.

Grève des travailleurs de l'alimentaire à Oshawa, Ontario

Soixante et onze travailleurs syndiqués à Unifor en sont à leur première semaine de grève contre les salaires de misère. Les travailleurs sont presque tous des immigrants récemment arrivés qui ont été embauchés par Swipe Jobs, un tiers contractant pour Del Monte et d'autres employeurs à bas

salaires. Swipe Jobs se présente comme une agence de recrutement totalement virtuelle. Elle opère au Canada et aux États-Unis.

Les grévistes découpent des fruits et des légumes pour des plateaux emballés. Ils travaillent de longues heures dans des conditions inférieures aux normes, au salaire minimum provincial de 16,55 dollars de l'heure.

Les travailleurs ont voté à 75 % pour rejeter un nouveau contrat qui leur offrait une augmentation dérisoire de 5 cents de l'heure. Les représentants d'Unifor ont déjà réduit leur revendication salariale de 20 à 18 dollars de l'heure. En outre, le syndicat a abandonné sa « demande » d'un ensemble d'avantages sociaux de base comprenant trois jours de maladie payés et trois jours de congé de deuil.

Les pilotes de Qantas organisent une grève de six jours (Australie)

La Fédération australienne des pilotes d'avion (AFAP), qui représente environ 250 pilotes des filiales Network Aviation et QantasLink de Qantas en Australie occidentale, a annoncé mardi à l'entreprise que ses membres feraient grève pendant six jours à compter du lendemain. Il s'agit de la deuxième grève au cours des sept derniers jours, après un arrêt de travail de 24 heures la semaine dernière qui a entraîné l'annulation de 35 vols.

L'AFAP tente d'obtenir un nouvel accord d'entreprise avec Qantas depuis plus de 18 mois. Les pilotes ont rejeté à trois reprises l'offre d'entreprise proposée.

L'accord actuel des pilotes a expiré en 2020 et ils n'ont pas eu d'augmentation de salaire depuis 2019. L'AFAP affirme que ses membres sont les moins bien payés du groupe Qantas, bien qu'ils pilotent les mêmes avions sur des itinéraires similaires. Ils veulent que les salaires et les conditions soient améliorés pour correspondre à ceux des autres pilotes de Qantas et être conformes à l'Air Pilots Award.

Les pilotes ont refusé la dernière offre de Qantas, qui prévoyait une augmentation de salaire de 25 %, ainsi que des augmentations annuelles de 3 % dans le cadre d'un accord de trois ans.

Les pilotes veulent que le temps de pause soit porté de 90 minutes à 2 heures, que l'heure de départ après un jour de congé soit déplacée de 4 heures à 6 heures du matin, que les vols de service soient effectués dans un siège de classe affaires, que les heures de service soient égalisées, que dix jours de congé soient accordés au lieu de huit, et que les heures supplémentaires soient augmentées selon la même formule.

Grève des conducteurs de train de minerai de fer en Australie

Les conducteurs de trains de minerai de fer de BHP dans la région de Pilbara, en Australie occidentale, ont cessé le travail pendant 24 heures vendredi pour réclamer une meilleure offre d'accord d'entreprise. L'accord couvre plus de 400 membres du syndicat des mines et de l'énergie

(MEU), dont des conducteurs, des agents de manœuvre et des stagiaires. Les membres du MEU ont voté la semaine dernière en faveur d'une action industrielle, y compris des grèves et des ralentissements de cadence. La grève empêchera BHP de transporter le minerai de fer de ses mines à Port Hedland pour l'exportation.

Les négociations en vue d'un nouvel accord sont en cours depuis deux ans. En décembre, les travailleurs ont rejeté une offre révisée de la direction, qui prévoyait une augmentation des salaires et des indemnités, ainsi qu'une prime d'embauche de 40 000 dollars. Le syndicat a fait valoir que les problèmes de fond concernant les listes et les normes d'hébergement n'avaient pas été abordés et que les membres considéraient la prime comme un pot-de-vin. Le MEU a affirmé que l'offre laissait encore de nombreuses conditions importantes au bon vouloir de l'entreprise.

Les cheminots de V/Line à Victoria à nouveau en grève

Le personnel d'exploitation de V/Line, notamment les chefs de train, les contrôleurs de train, le personnel des gares et du service à la clientèle, a cessé le travail pendant 4 heures entre 3 heures et 7 heures du matin du lundi au vendredi, interrompant temporairement le réseau ferroviaire régional de Victoria. Cette action fait suite aux grèves de décembre et janvier. Le Rail Tram and Bus Union (RTBU) a annoncé que des arrêts de travail similaires de 4 heures étaient prévus les 19 et 23 février.

Depuis le mois de juin, le RTBU négocie avec V/Line les salaires et les conditions d'un nouvel accord. Les travailleurs souhaitent une augmentation des effectifs pour faire face à la pénurie de personnel et aux exigences accrues des consommateurs, une meilleure sécurité de l'emploi avec l'introduction de nouvelles technologies et des salaires plus élevés pour faire face aux pressions du coût de la vie. La demande d'augmentation salariale de l'UTR est de 17 % seulement, étalée sur quatre ans, soit 4,25 % par an.

En novembre, près de 1 000 membres de l'UTR V/Line ont voté en faveur d'une action syndicale. Les conducteurs de train ne participent pas à l'action actuelle, bien qu'ils soient membres de l'UTR.

Les travailleurs de la santé de Spokane se préparent à lancer une grève d'une semaine à partir du 7 avril (USA)

Le syndicat représentant 1 400 infirmières, techniciens et travailleurs des services des hôpitaux MultiCare Deaconess et Valley à Spokane, dans l'État de Washington, a lancé un préavis de grève de dix jours le 27 mars, après 19 séances de négociation infructueuses qui n'ont pas permis de répondre aux demandes des travailleurs en matière de salaires et d'amélioration des niveaux de personnel. Les membres de la section locale de l'Union internationale des employés de service (SEIU) ont voté à 93 % le 16 mars l'autorisation de grève. Un débrayage de sept jours est prévu à partir du 7 avril.

Le SEIU a demandé une augmentation de 6 % au titre du coût de la vie pour toutes les catégories de travailleurs, ainsi que des augmentations supplémentaires pour chaque catégorie afin de les rendre compétitives par rapport aux autres établissements de soins de santé. Mais selon le syndicat, MultiCare n'a accordé que des augmentations supplémentaires minimales en plus de l'augmentation salariale dérisoire de 6 %. MultiCare cherche également à augmenter la part des travailleurs dans les

frais de santé, à réduire les congés personnels (PTO) et les congés de maladie, et a rejeté les clauses contractuelles prévoyant des protections pour les heures supplémentaires, le repos entre les équipes et les rappels.

Deuxième semaine de grève au Musée des Beaux-Arts de l'Ontario

Nous vous en parlions déjà la semaine dernière, et à présent, la grève de plus de 400 travailleurs culturels du Musée des beaux-arts de l'Ontario (AGO) est entrée dans sa deuxième semaine. Le musée a été contraint de fermer ses portes pour une durée indéterminée.

Les membres de la section locale 535 du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (OPSEU/SEFPO) ont entamé leur grève le mardi 26 mars, à la suite de l'échec de dix mois de négociations. La veille, les travailleurs avaient rejeté la dernière offre contractuelle de la galerie, qui ignorait les principales revendications des travailleurs, notamment des augmentations salariales significatives liées au coût de la vie et des protections contre la sous-traitance pour les travailleurs à temps partiel.

Parmi les grévistes figurent des conservateurs adjoints, des archivistes, du personnel de restauration et d'accueil, des chercheurs, des instructeurs, des charpentiers, des électriciens et du personnel chargé de l'accueil des visiteurs. Les travailleurs à temps partiel, qui représentent déjà 60 % du personnel du musée, gagnent en moyenne 34 380 dollars par an, ce qui est bien inférieur au seuil de 45 591 dollars fixé pour un salaire annuel décent dans la région de Toronto. À l'inverse, les cadres supérieurs du musée gagnent plus de 200 000 dollars par an, selon le syndicat. La grève a lieu alors que le projet d'agrandissement du bâtiment de l'AGO, d'une valeur de 100 millions de dollars, devrait débiter au printemps.

Les travailleurs des aéroports espagnols se mettent en grève

Les travailleurs de plusieurs aéroports espagnols font grève pendant les vacances de Pâques pour réclamer de meilleures conditions de travail. Mercredi 3 avril, les travailleurs de l'aire de trafic de l'aéroport de Madrid se sont joints à une grève appelée par l'Union générale des travailleurs (UGT), rapporte La Neuva España, et une autre grève d'une journée est prévue pour vendredi 5 avril. Les travailleurs de l'aire de trafic sont chargés de guider les mouvements des avions au sol, un rôle essentiel pour la sécurité.

L'UGT réclame des augmentations de salaire et une nouvelle convention collective pour le service privatisé, estimant que les salaires mensuels des nouveaux embauchés ont été réduits de près de 30 % sous l'actuel opérateur Skyway. La grève a entraîné l'annulation de 800 à 1 000 vols.

Les contrôleurs aériens de l'aéroport de Valence ont également entamé une grève partielle de cinq jours à partir de jeudi, arrêtant le travail pendant deux heures chaque jour jusqu'au lundi de Pâques. Selon Europa Press, le comité d'entreprise demande des changements dans le système des équipes et souhaite la création d'une commission chargée d'améliorer les niveaux de personnel. Il demande également l'amélioration de la cantine et des congés pour compenser les heures supplémentaires obligatoires, afin que les travailleurs puissent "équilibrer leur vie privée et professionnelle".

Les travailleurs de la sécurité de l'aéroport d'Alicante-Elche, également dans la Communauté valencienne, ont entamé une grève partielle d'une heure chaque matin et chaque soir à partir de jeudi. Les syndicats représentant les travailleurs des contrôles de sécurité de l'aéroport exigent que le nouvel opérateur Sureste Seguridad respecte la convention collective signée avec l'opérateur précédent, Ilunion. Les travailleurs demandent également la suppression de l'équipe commençant à 3h30, une réduction des autres équipes matinales, "des pauses repas à des heures raisonnables et des pauses supplémentaires". Ces grèves partielles pourraient durer jusqu'en septembre. Un service minimum extrêmement élevé a été imposé aux 250 travailleurs de l'aéroport d'Alicante-Elche, ce qui a empêché 85 % d'entre eux de se joindre à la grève.

Les cheminots du CN et du CPKC votent en faveur d'une grève (Canada)

Lundi, plus de 9 000 cheminots des deux plus grands opérateurs ferroviaires du Canada ont commencé à voter concernant la mise en œuvre d'une grève, un vote qui se poursuivra tout au long du mois.

Quelque 6 000 chefs de train, mécaniciens de locomotive et agents de triage du Canadien National (CN) et près de 3 200 chefs de train, mécaniciens de locomotive, agents de triage et environ 90 contrôleurs de la circulation ferroviaire du Canadien Pacifique Kansas City (CPKC), tous représentés par la Conférence ferroviaire des Teamsters Canada (TCRC), voteront en faveur de la grève. Si les cheminots votent en faveur d'une grève, un débrayage pourrait avoir lieu au plus tôt le 22 mai.

Les négociations infructueuses entre la TCRC et la direction ont débuté à l'automne dernier et font l'objet d'une médiation de la part des conciliateurs fédéraux depuis le 1er mars. La convention collective des cheminots a expiré le 31 décembre 2023.

Dans un bulletin syndical, la TCRC écrit que le CPKC a rejeté la majorité des demandes des membres concernant l'amélioration des salaires et des conditions de travail et que la proposition du CN "détruirait" leurs conditions de travail. En outre, les propositions de taux horaire du CN et du TCRC entraîneraient une baisse de salaire pour la moitié de leurs membres, supprimeraient "toutes les dispositions relatives à la qualité de vie obtenues après des années de lutte" et rendraient l'ancienneté superflue en éliminant la distinction entre les équipes de route et les équipes d'aiguillage. Le syndicat a également noté que l'objectif des chemins de fer est de priver les conventions collectives des "dispositions relatives au repos essentiel à la sécurité".

Le porte-parole de la TCRC, Christopher Monette, a déclaré que "le syndicat ne négociera pas avec Canadian lives", ce qui est précisément ce que la TCRC s'est engagée à faire. Depuis des décennies, elle applique les politiques criminelles des barons du rail qui privilégient les profits avant la vie, en sabordant les grèves et en faisant passer en force des contrats qui imposent des conditions de travail de plus en plus dangereuses dues à la réduction des effectifs et à des horaires de travail excessivement étendus.

Unifor impose un contrat au rabais aux travailleurs d'Autoport, mettant fin à une grève d'un mois

Unifor, qui représente près de 240 travailleurs en grève à l'installation d'expédition de véhicules Autoport à Eastern Passage, en Nouvelle-Écosse, a fait adopter un nouveau contrat de trois ans, pratiquement identique à celui que ses membres avaient rejeté au début du mois de février.

Après le vote du mercredi 3 avril, Jennifer Murray, directrice régionale d'Unifor pour l'Atlantique, a annoncé que l'accord ratifié était "très similaire" à l'accord de principe précédemment rejeté par les membres, ajoutant avec résignation que "cela a été incroyablement difficile pour nos membres, comme vous pouvez l'imaginer".

Murray n'a pas mentionné que la grève était "difficile" parce qu'Unifor l'a étranglée jusqu'à ce qu'elle étouffe. Dans les heures qui ont suivi le déclenchement de la grève, Autoport a mobilisé en coordination avec sa société mère, le géant ferroviaire CN, son plan d'urgence et a fait appel à des briseurs de grève pour maintenir les services en activité. Au cours des 37 jours de grève, Unifor, le plus grand syndicat du secteur privé au Canada, n'a pour autant rien fait pour étendre la grève aux travailleurs de l'ensemble du port ou pour mobiliser ses nombreux membres dans tout le pays afin de soutenir les travailleurs d'Autoport. Au lieu de cela, le syndicat a organisé des rassemblements de "solidarité" éparses et a lancé des appels creux au gouvernement libéral provincial hostile aux travailleurs pour qu'il adopte une législation anti-briseurs de grève.

Les travailleurs ubérisés arrachent une victoire inespérée au niveau européen

Malgré l'opposition franche de la France, l'Union européenne adoptera d'ici quelques semaines une directive pensée pour mettre un coup d'arrêt à la précarité des travailleurs des plateformes numériques. Deux ans de bataille âpre et une défaite nette pour Emmanuel Macron.

Lundi 11 mars, après des mois de discussions tendues et des semaines de blocage, les États membres de l'Union européenne (UE) ont trouvé un accord pour valider une directive améliorant les conditions de travail des travailleuses et travailleurs « ubérisés ».

Le texte, que ni l'Allemagne ni la France n'ont soutenu, « *améliorera les droits et les conditions de plus de 28,5 millions d'Européens* » travaillant par le biais de plateformes numériques, au premier rang desquelles Uber et les entreprises de livraison comme Deliveroo, a assuré le Conseil européen, présidé par la Belgique.

Le compromis trouvé lundi, dans le cadre d'une réunion des ministres du travail européens, prévoit notamment que ces travailleurs et travailleuses puissent contester devant les tribunaux de leur pays leur statut d'indépendant·es si elles ou ils considèrent que le statut de salarié·e (et la couverture sociale afférente : congés payés, paiement des heures supplémentaires, couverture maladie) devrait leur être appliqué.

2200 infirmières du secteur public de San Francisco votent en faveur de la grève (USA)

Quelque 2 200 infirmières diplômées du département de la santé publique de San Francisco, qui travaillent à l'hôpital général Zuckerberg SF, à l'hôpital Laguna Honda et dans d'autres cliniques de la ville, ont voté à 99,5 % le 17 mai en faveur d'une grève, à moins que la ville ne réponde à leurs revendications concernant les ratios de personnel insuffisants, les salaires et les conditions de

travail. La section locale 1021 de l'Union internationale des employés de service affirme que la dotation en personnel a entraîné l'absence de 16 000 pauses pour les infirmières.

Selon le syndicat, les infirmières du secteur privé ont bénéficié de quelques augmentations de salaire depuis la pandémie, tandis que le ministère de la santé publique n'a pas avancé sur la question. Il en résulte une rotation massive du personnel infirmier.

"Nous manquons de personnel depuis longtemps", a déclaré Heather Bollinger, infirmière depuis 16 ans. "Ce n'est pas tenable. Personne ne veut qu'un tiers de ses collègues soient remplacés toutes les 12 semaines, surtout dans nos établissements de soins de longue durée".

L'accord contractuel actuel expirera le 30 juin, c'est dans cette perspective que les négociations requièrent une mobilisation sous forme de grève.

Près de 500 travailleurs de l'usine Nestlé de Toronto entament leur quatrième semaine de grève

[30/05/2024](#)

Entamant leur quatrième semaine de grève contre le conglomérat alimentaire multinational Nestlé, 461 opérateurs de machines, emballeurs, expéditeurs et réceptionnaires, manœuvres et ouvriers qualifiés se sont rassemblés la semaine dernière devant l'usine de confiserie de Toronto (Ontario). Membres de la section locale 252 d'Unifor, les travailleurs produisent des Smarties ainsi que des barres chocolatées Kit Kat, Aero et Coffee Crisp.

La grève a débuté peu de temps après que les membres ont voté à 65 % pour rejeter un accord de principe insultant qui leur avait été présenté par les responsables syndicaux locaux et qui prévoyait un gel de deux ans des ajustements au coût de la vie. Les négociations étant désormais dans l'impasse, les grévistes se sont rassemblés jeudi dernier devant l'usine avec leurs sympathisants pour faire valoir leurs revendications en vue d'un nouveau contrat.

La société Nestlé, basée en Suisse, est la plus grande entreprise de production et de transformation de produits alimentaires au monde. La valeur nette de l'entreprise dépassait ce mois-ci 275 milliards de dollars américains. La valeur de sa marque est estimée à 22,4 milliards de dollars. Son bénéfice brut annuel pour 2023 était de 47,9 milliards de dollars, soit une augmentation de 6,27 % par rapport à 2022. Elle tire ses profits d'une main-d'œuvre mondiale systématiquement exploitée par le biais de bas salaires, de conditions de travail souvent exécrables et même d'intimidations physiques. Dans plusieurs pays en développement d'Afrique de l'Ouest, l'entreprise a été accusée d'exploiter sans pitié le travail des enfants et d'avoir carrément recours à l'esclavage dans les plantations de cacao.

Les travailleurs de l'usine de Toronto mènent depuis des années un combat permanent contre Nestlé pour obtenir des salaires et des avantages sociaux décents et contre un système à deux vitesses. Avant l'action industrielle actuelle, les travailleurs ont fait grève en 2021, 2017, 2014 et 2001. À l'heure actuelle, les travailleurs permanents à temps plein de l'échelon salarial le plus élevé gagnent 25 dollars canadiens de l'heure, ce qui correspond à peine au seuil de subsistance (pour survivre) dans l'une des villes les plus chères d'Amérique du Nord. Les travailleurs ayant moins d'ancienneté gagnent encore moins en termes de salaires et d'avantages sociaux. En outre, environ 65 travailleurs

saisonniers temporaires sont employés au salaire minimum provincial de 17,20 dollars canadiens et ne bénéficient d'aucun avantage social.

Le syndicat a négocié en 2014 le système de paliers tant détesté qui divise les travailleurs et supprime les avancées en matière de salaires et d'avantages sociaux. Après trois ans de travail sous ce système oppressif, les travailleurs ont à nouveau fait grève en 2017. Cependant, le système à niveaux a été renforcé depuis lors.

Dans la lutte actuelle, les grévistes exigent des améliorations du régime de retraite, qui a été transformé en 2014 en un régime inférieur à cotisations définies pour environ un quart de la main-d'œuvre et tous les nouveaux employés. Les travailleurs demandent également des protections salariales contre l'inflation et la fin du système de rémunération à deux niveaux. Au cours des négociations, l'entreprise a insisté pour maintenir le gel des ajustements au coût de la vie pour au moins deux années supplémentaires.

La bureaucratie d'Unifor a systématiquement isolé les grévistes de Nestlé des travailleurs d'autres secteurs à Toronto et des opérations à grande échelle de la société en Amérique du Nord. Nestlé se vante fièrement sur son site Internet d'employer quelque 33 000 personnes dans 105 sites au Canada et aux États-Unis. Parmi eux, 3 700 travaillent au Canada, notamment à Brampton, North York, Montréal, Richmond Hill, Etobicoke et Mississauga. Mais Unifor n'a pas l'intention de faire appel aux travailleurs d'autres sites pour obtenir un soutien concret. Il est déterminé à maintenir les travailleurs confinés dans le régime rigide de la « négociation collective », car c'est de là que la bureaucratie tire ses privilèges et renforce son « partenariat » avec la direction.

La présentation initiale par le syndicat d'une offre misérable de Nestlé fait suite à des manœuvres similaires de la bureaucratie d'Unifor lors de récents conflits. Le bilan de la présidente d'Unifor, Lana Payne, au cours de ses premières années à la tête du syndicat, depuis qu'elle a remplacé Jerry Dias, tombé en disgrâce à la suite d'un scandale de pots-de-vin, a atteint de nouveaux sommets en matière de fausses déclarations, de double jeu, de capitulation abjecte et de trahison. Les grèves importantes d'Unifor dans les entrepôts d'alimentation en gros de la région métropolitaine de Toronto, à Windsor Salt et dans les magasins d'alimentation de détail de la région métropolitaine de Toronto ont toutes montré que les travailleurs rejetaient catégoriquement les contrats de principe misérables présentés et recommandés avec enthousiasme par Unifor. [...]

4 mois de grève des infirmières de l'hôpital Robert Wood Johnson du New Jersey: quel résultat?

[18/12/2023](#)

Le 15 décembre, le Syndicat uni des Métallurgistes a annoncé que 1 700 infirmières de l'hôpital universitaire Robert Wood Johnson (RWJUH) de New Brunswick, dans le New Jersey, avaient ratifié un nouveau contrat. Cette ratification marque la trahison par le syndicat d'une grève qu'il a laissé s'éterniser pendant plus de quatre mois. La date de reprise du travail des infirmières n'a pas encore été annoncée, mais il est probable qu'elle se situe au début du mois de janvier.

Le vote en faveur du nouvel accord aurait été de 88 %. Cette marge ne reflète pas l'enthousiasme pour l'accord, mais le manque de confiance dans les dirigeants pour se battre pour obtenir mieux.

Le nouveau contrat de trois ans établit des ratios infirmières-patients pour différents services. Les ratios sont de 1:5 pour le service médico-chirurgical, 1:5 pour le service des urgences, 1:4 pour les soins intermédiaires, 1:4 pour la pédiatrie, 1:4 pour l'oncologie et 1:2 pour l'unité de soins intensifs. L'hôpital RWJUH peut être pénalisé si les unités soumises à des directives de dotation en personnel sont en sous-effectif de plus de 18,5 % au cours d'un trimestre. Dans ce cas, les infirmières qui ont travaillé pendant un quart de travail en sous-effectif auront droit à une récompense de 100 dollars par quart de travail. Ainsi, l'hôpital est autorisé à maintenir un sous-effectif de 18,5 % – un niveau qui pourrait présenter des risques pour la sécurité des patients et augmenter la charge de travail des infirmières – en toute impunité.

Bientôt trois mois de grève à la raffinerie de sucre de Vancouver

La semaine dernière, les négociations ont de nouveau échoué dans la grève acharnée de 138 travailleurs de la raffinerie de sucre Rogers à Vancouver, en Colombie-Britannique. L'impasse dans laquelle se trouvent actuellement les négociations découle de l'insistance de l'entreprise à mettre en place un système onéreux de travail par équipe 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 dans l'usine. Les travailleurs seraient tenus d'effectuer des quarts de travail de 12 heures, avec obligation de travailler le week-end et sans paiement d'heures supplémentaires.

La raffinerie de Rogers est l'un des principaux producteurs de sucre au Canada. Le débrayage a entraîné des pénuries sporadiques de sucre dans tout l'ouest du Canada, malgré les tentatives de la direction non formée, qui dort souvent dans l'usine en grève, de maintenir un semblant de production.

Les travailleurs, membres de la section locale 8 du Syndicat des travailleurs du secteur public et privé du Canada, sont sans contrat depuis février. Ils réclament une augmentation de salaire de 6 % pour chaque année d'un contrat de trois ans. La direction a proposé une augmentation dérisoire de 3 % par an dans le cadre d'un contrat de cinq ans. Les travailleurs gagnent un salaire de base de seulement 23 dollars de l'heure.

2) Négocier le salaire

Bien souvent, il s'agit d'adapter le salaire à l'inflation, autrement dit à compenser la baisse du salaire réel. Notons que pour les en Belgique...

La grève des ambulanciers du Rajasthan entre dans sa 4e semaine

[24/09/2023](#)

Environ 6 000 ambulanciers employés par EMRI-GHS, une société privée qui gère les 108 et 104 services d'ambulance d'urgence du gouvernement dans l'État du Rajasthan, sont en grève depuis le 1er septembre. Plus de 1 300 ambulances sont hors service.

Les travailleurs organisent des piquets de grève dans les dépôts pour empêcher les briseurs de grève nouvellement nommés de faire leur travail. EMRI-GHS a réagi en licenciant plus de 630 grévistes et en déposant des plaintes auprès de la police contre des grévistes dans de nombreux districts.

Les travailleurs demandent au gouvernement de modifier leur statut d'emploi et de mettre fin au système d'intermédiaires en vigueur, en vertu duquel EMRI-GHS reçoit des centaines de milliers de roupies par ambulance et par mois pour couvrir le carburant, l'entretien et d'autres dépenses. Les chauffeurs, quant à eux, ne reçoivent qu'un maigre salaire de 8 000 roupies (96 dollars américains) par mois.

Les travailleurs veulent être placés dans la catégorie des emplois réguliers, qui offre une plus grande sécurité de l'emploi et des salaires plus élevés dans le cadre de la loi sur le travail contractuel. Deux cycles de négociations avec le gouvernement n'ont pas permis de parvenir à un consensus.

Les services d'ambulance du Rajasthan sont perturbés par la grève de milliers de travailleurs. Le personnel protestataire a demandé au gouvernement du Rajasthan, dirigé par le ministre en chef Ashok Gehlot, de transformer leur statut d'emploi en postes contractuels et de mettre fin au système d'intermédiaires en vigueur, connu sous le nom de « tradition du Thekedar ».

Plus de 1 300 ambulances se sont retrouvées bloquées au Rajasthan, car quelque 6 000 ambulanciers ont appelé à la grève, ce qui a perturbé les services de santé dans tout l'État.

Les grévistes, parmi lesquels des chauffeurs et du personnel infirmier ayant plusieurs années de service, sont descendus dans les rues de Jaipur pour exprimer leurs revendications et leurs griefs.

Leur principale revendication est que le gouvernement du Rajasthan, dirigé par le ministre en chef Ashok Gehlot, transforme leur statut d'emploi en postes contractuels et mette fin au système d'intermédiaires en vigueur, connu sous le nom de « tradition du Thekedar ».

« Nous sommes exploités depuis des années. Nous implorons le gouvernement de l'État de reconnaître notre situation critique et de mettre fin au 'theka pratha' (système d'intermédiaires) », a déclaré l'un des ambulanciers protestataires à India Today.

Un autre manifestant a souligné les disparités salariales flagrantes au sein du système : « Le thekedaar reçoit 1 lakh 60 000 roupies par ambulance et par mois, ce qui couvre des dépenses telles que le carburant et l'entretien. En revanche, les chauffeurs se retrouvent avec un salaire mensuel dérisoire de 8 000 roupies. Le gouvernement Gehlot devrait s'attaquer à ce problème et abolir le « theka pratha ».

Virendra Singh Shekhawat, président du syndicat représentant le personnel protestataire, a donné un aperçu de la situation actuelle : « Plus de 1 300 ambulances des catégories 104 et 108 au Rajasthan sont à l'arrêt en raison de la grève entamée par environ 6 000 membres du personnel de différentes régions de l'État. Ils manifestent actuellement à Jaipur ».

Selon les manifestants, les intermédiaires, ou thekedaars, reçoivent une somme mensuelle substantielle de 1,6 lakh de roupies par ambulance, couvrant des dépenses telles que l'entretien et le carburant.

En revanche, ces intermédiaires ne versent aux ambulanciers qu'un maigre salaire mensuel de 8 000 roupies.

Nous demandons instamment au gouvernement de l'État de tenir compte de notre situation difficile, de faire passer notre emploi au statut de samvida (contractuel) et d'éliminer le « theka pratha ». Nous sommes exploités depuis trop longtemps. Pendant la pandémie de COVID-19, ce sont les ambulances 104 et 108 qui ont inlassablement servi la population. Nous sommes déterminés à poursuivre notre grève jusqu'à ce que nos revendications soient satisfaites », a déclaré un autre ambulancier.

6 000 travailleurs en grève dans une usine de chaussures

[04/10/2023](#)

Pas moins de 6 000 travailleurs de l'entreprise de fabrication de chaussures en cuir Viet Glory, à participation taïwanaise, dans la province de Nghe An, au centre-nord du Vietnam, sont en grève depuis lundi après-midi pour réclamer des salaires plus élevés.

Mardi, les travailleurs se sont rassemblés devant l'usine de l'entreprise dans le district de Dien Chau, dans la province de Nghe An.

Kha Van Tam, président de la confédération du travail de Nghe An, a déclaré au journal Tuoi Tre (Jeunesse) que la confédération et les autorités du district de Dien Chau travaillaient avec les travailleurs et les dirigeants de l'entreprise pour parvenir à un accord.

Lundi, 6 000 travailleurs de l'entreprise ont cessé le travail et ont commencé à exiger que l'entreprise augmente les salaires de base des travailleurs et modifie ce qu'ils considèrent comme une culture d'entreprise toxique au sein de la direction de l'entreprise.

À 13h30, lundi, plus de 5 000 travailleurs avaient quitté l'usine.

Quelques 6 000 travailleurs de Viet Glory Co. Ltd. dans la province de Nghe An se mettent en grève pour réclamer des salaires plus élevés.

En réponse aux grévistes, Viet Glory a expliqué que le salaire minimum régional dans le district de Dien Chau est de 3,64 millions VND (149,4 dollars) et que l'entreprise offre actuellement un salaire de base de 4,13 millions VND (169,5 dollars), plus élevé que le salaire minimum régional, ce qui est conforme à la loi.

L'entreprise a également déclaré qu'elle n'était pas en mesure d'augmenter les salaires des travailleurs.

– Quảng cáo –

Dans un curieux ajout à sa déclaration, l'entreprise a rappelé aux travailleurs qu'elle autorisait ceux qui en étaient à leur septième mois de grossesse à quitter le travail une heure plus tôt.

Dimanche, Viet Glory a augmenté les primes de rendement pour ses employés afin de les encourager à reprendre le travail. L'entreprise a également indiqué qu'elle pourrait envisager d'offrir aux travailleurs un treizième mois de salaire et une augmentation des indemnités pour travail dans des conditions dangereuses.

Le conseil d'administration de l'entreprise a demandé à tous les travailleurs de reprendre le travail mardi et leur a rappelé que ceux qui prennent cinq jours de congé par mois sans autorisation seront licenciés.

L'usine de fabrication et de transformation de chaussures Viet Glory a été créée dans le district de Dien Chau en 2019. Elle est entièrement financée par des capitaux étrangers et peut produire jusqu'à 25 millions de produits par an.

L'entreprise emploie actuellement 6 000 travailleurs.

Auparavant, les travailleurs de l'entreprise s'étaient mis en grève après les vacances du Nouvel An lunaire en 2021 et 2022 pour réclamer des salaires plus élevés.

S'en était suivi ensuite la création d'un syndicat en mars 2021.

Grève et lock-out des infirmières de l'hôpital Ascension Providence dans la banlieue de Détroit

[13/09/2023](#)

Les méthodes pour faire baisser le salaire des travailleuses et des travailleurs sont diverses. Elles consistent bien souvent à faire pression en employant des personnes n'ayant pas le statut d'employés permanent, souvent en ayant recours à des intérimaires dont les salaires peuvent être ensuite être ajustés vers le bas après avoir été plus élevés pour les attirer. C'est ce qui s'est passé à l'hôpital de Providence à Détroit en septembre 2023.

Le 11 septembre, la direction de l'hôpital Ascension Providence Rochester a mis en lock-out les infirmières diplômées (RN) et les techniciens en radiologie (RT) en grève. Ces travailleurs sont représentés par la section locale 40 de l'Office and Professional Employees International Union (OPEIU).

À la fin du mois d'août, les travailleurs ont voté à 99 % pour une grève de trois jours en raison de multiples allégations de pratiques de travail déloyales à l'hôpital. Ascension a répondu aux travailleurs par une provocation. Elle a transformé la grève en un lock-out de quatre jours, annonçant que le contrat conclu avec les infirmières d'une agence de recrutement exigeait qu'elles travaillent comme briseurs de grève pendant au moins quatre jours.

Bien que le syndicat n'ait pas publié le nombre exact de travailleurs qu'il représente, Ascension Providence est un grand hôpital de 226 lits. Selon les documents fiscaux disponibles sur ProPublica, l'hôpital a traité 11 034 patients au cours de l'année fiscale 2022 et employait 1 619 personnes. L'hôpital appartient à Ascension Health, une organisation catholique à but non lucratif.

Le SIEPB négocie avec Ascension Providence depuis l'année dernière. Il prétend que l'hôpital ne coopère pas aux négociations et se livre à des pratiques déloyales de travail (ULP). Une affiche de grève réalisée par le syndicat mentionne également « le manque de sécurité des patients, de recrutement, de rétention et de respect » comme autres raisons de la grève.

Une lettre non datée, apparemment écrite avant le vote de grève, adressée par l'équipe de négociation de la section locale au conseil d'administration de l'hôpital, fournit des détails supplémentaires sur ce à quoi les travailleurs sont confrontés à l'Ascension Providence.

Comme dans tous les hôpitaux de l'État et du pays, l'Ascension Providence perd constamment du personnel en raison de la faiblesse abyssale des salaires. Selon la lettre, les salaires payés à Providence sont inférieurs à ceux des autres hôpitaux Ascension de la région. Bien qu'Ascension refuse de divulguer les salaires versés dans d'autres établissements, le syndicat affirme disposer de fiches de paie prouvant que les infirmières et infirmiers auxiliaires d'autres hôpitaux Ascension perçoivent des salaires « nettement plus élevés » que le salaire le plus élevé au cours de la troisième année de la proposition de contrat actuelle de Providence.

Parmi les accusations ULP déposées par le syndicat contre Ascension Providence, l'une d'entre elles évoque une conspiration de l'hôpital pour précariser sa main-d'œuvre. Selon la lettre de l'équipe de négociation, l'hôpital embauchera des infirmières auxiliaires temporaires pour un montant pouvant atteindre 100 dollars de l'heure, en invoquant la grave pénurie. Le syndicat affirme que l'hôpital agit ainsi délibérément pour limiter le nombre d'infirmières syndiquées au sein de son personnel.

Toutefois, il ne s'agit pas d'une attaque dirigée contre le SIEPB. La campagne de précarisation du personnel de santé est une vaste initiative mondiale dont l'objectif est de diviser les travailleurs de la santé et d'empêcher, avant tout, l'organisation de la base parmi eux. Les entreprises peuvent recourir à des salaires extraordinaires pour attirer les travailleurs dans cette gig economy, mais ces salaires sont un expédient temporaire et seront rapidement supprimés une fois qu'un personnel, même minimal, sera en place.

L'OPEIU a appelé à la grève, non pas dans l'optique de résister à une attaque plus large contre la classe ouvrière, mais pour permettre aux infirmières de se défouler et pour renforcer la revendication du syndicat sur l'argent des cotisations de la main-d'œuvre.

Les IA et les TR de l'Ascension Providence ne devraient pas faire confiance à la bureaucratie du SIEPB pour défendre leurs intérêts. Avant même de procéder à un vote d'autorisation de grève, l'équipe de négociation de la section locale 40 a écrit une lettre dans laquelle elle supplie le conseil d'administration de l'hôpital de faire entendre raison à la direction. Ces appels bidons aux capitalistes pour qu'ils fassent ce qu'il faut ne servent qu'à démoraliser et à trahir les travailleurs.

L'objectif de la grève de trois jours est d'isoler et d'épuiser les infirmières diplômées et les techniciens en radiologie de l'Ascension Providence. Le SIEPB n'a pas essayé de coordonner une action commune entre ces travailleurs et d'autres travailleurs de l'hôpital, ou avec les travailleurs d'autres établissements de l'Ascension dans la région.

Il s'agit d'une politique délibérée de la part de la bureaucratie syndicale, d'une procédure opérationnelle standard dans la plupart des grèves de ce type, et pas seulement dans le secteur de la santé. Le SIEPB ne manque pas d'autres travailleurs à qui faire appel pour une action commune. La section locale 40 représente également les infirmières diplômées et les travailleurs des services de l'hôpital McLaren-Macomb, un hôpital de formation de 288 lits situé à Mt. Clemens, dans le Michigan, dans le comté voisin de Macomb. Selon son site web, l'OPEIU représente plus de 100 000 travailleurs aux États-Unis et au Canada.

Nous espérons que cette situation servira de signal d'alarme à l'administration

La présidente locale et vice-présidente régionale de l'OPEIU, Dina Carlisle, a expliqué ce que le syndicat espère accomplir à Ascension Providence avec cette grève :

« Nous espérons que cette situation servira de signal d'alarme à l'administration, l'incitant à réévaluer ses priorités et à répondre activement aux préoccupations soulevées par les défenseurs de la sécurité et de la protection des patients. Le bien-être des patients devrait toujours être au premier plan de toute institution de soins de santé, et il est grand temps que l'administration aligne ses actions sur ce principe essentiel et sur les valeurs catholiques fondamentales ».

En d'autres termes, le syndicat entend s'adresser au côté « bon catholique » de la direction. Un tel appel est destiné à tomber dans l'oreille d'un sourd.

Selon les derniers documents fiscaux de l'hôpital, consultés par ProPublica, le Dr Jeffery Declaire, directeur de l'hôpital, a vu son salaire presque tripler par rapport à l'année précédente, pour atteindre 1,3 million de dollars, à égalité avec le PDG Christopher Palazzolo, qui a quitté l'hôpital en avril 2022. Le nouveau PDG, Gary Druskovich, a gagné 648 412 dollars pour le temps qu'il a travaillé cette année-là.

De toute évidence, même les hôpitaux à but non lucratif sont gérés comme n'importe quelle entreprise à but lucratif : des sommes considérables servent à payer les salaires faramineux des cadres supérieurs. Les documents fiscaux de l'Ascension Providence confirment cette réalité. La déclaration la plus récente, qui couvre l'année fiscale 2021-2022 (les années fiscales de l'hôpital vont du 1er juillet au 30 juin), montre que l'hôpital a payé près de 15 millions de dollars de plus en salaires que l'année précédente, ce qui représente une augmentation de 16,23 %. En revanche, les recettes n'ont augmenté que de 0,34 % au cours de la même période.

En plus de faire appel au conseil d'administration et à la direction de l'hôpital, l'OPEIU a lancé des appels aux politiciens capitalistes. Ils sont allés jusqu'à demander que le procureur général du Michigan, Dana Nessel, et le procureur du comté d'Oakland, Karen McDonald, enquêtent sur

l'hôpital pour ses pratiques illégales et déloyales. Et pourtant, le syndicat attend des travailleurs qu'ils croient que ce même hôpital reviendra avec un meilleur accord après une grève de trois jours.

La provocation de l'Ascension Providence, qui a transformé la grève prévue en lock-out, montre clairement comment l'hôpital traitera ses travailleurs. Ce n'est pas en demandant à la direction de faire ce qu'il faut ou à l'État que les infirmières diplômées et les techniciens en radiologie obtiendront gain de cause. Au contraire, ils doivent former leurs propres comités de base et se battre pour rejoindre les autres travailleurs de l'Ascension Providence et des autres hôpitaux de la région.

Grève des travailleurs des maisons de retraite dans la banlieue de Détroit

Plus de 250 travailleurs de trois maisons de repos de la région métropolitaine de Détroit sont en grève depuis les 10 et 11 octobre. Ces trois maisons de repos appartiennent à Optalis Healthcare, une division d'Optalis Management Solutions.

Les établissements en grève sont Four Seasons à Westland, Greenfield à Royal Oak et Fountain Bleu à Livonia. Avec un total de 396 lits, ces maisons de repos ne représentent qu'une petite partie d'un système de santé à but lucratif de plusieurs millions de dollars. En 2019, seule année connue, Optalis possédait 15 établissements, employait 3 000 personnes et réalisait un chiffre d'affaires annuel de plus de 200 millions de dollars.

La même année, Optalis a reçu un prêt de 109,8 millions de dollars pour acheter quatre maisons de retraite dans la région de Détroit, bien qu'il ne soit pas clair si l'un des quatre établissements en grève faisait partie de cet accord.

Les revendications des travailleurs reflètent celles d'autres travailleurs du secteur de la santé dans tout le pays : des effectifs sûrs, des salaires décentes et des avantages sociaux améliorés.

« Je suis ici depuis 27 ans », a déclaré un employé de Greenfield au WSWS, « et je gagne 18 dollars de l'heure. Le salaire de départ est de 14 dollars de l'heure et nous demandons 2,50 dollars de plus. Ils veulent nous donner 50 cents – c'est une insulte – les salaires sont déjà une insulte !

« Maintenant, le centre nous oblige à démonter notre tente, une fois de plus. La première fois, c'était parce que nous l'avions installée sur leur propriété, mais l'église [voisine du GRC] nous a laissés l'installer sur la sienne. Maintenant, le Centre a fait pression sur l'église pour que nous l'enlevions à nouveau. Mais nous restons ici, qu'il pleuve ou non, ils ne peuvent pas nous intimider ».

Elle poursuit : « Nous voulons récupérer les deux jours de maladie qu'ils nous ont retirés dans le dernier contrat de deux ans. Nous en avons douze, nous n'en avons plus que dix. Nous voulons des taux d'assurance maladie plus bas, nous voulons le congé du 19 juin. Mais ce n'est pas qu'une question d'argent, nous voulons être traités avec dignité ».

L'impact du manque de personnel est apparu clairement lorsque, l'année dernière, deux infirmières ont dû s'occuper seules des 70 résidents pendant presque toutes les heures de travail. Le soir, il n'y avait que trois aides-soignantes en service.

L'établissement de Greenfield, dont le taux de rotation du personnel infirmier est de 54 %, est classé 1 étoile sur 5 par Medicare pour les inspections sanitaires et a reçu 22 condamnations sanitaires au cours des trois dernières années. En 2022, l'établissement s'est vu infliger trois amendes fédérales d'un montant de 75 550 dollars.

Les taux de rotation dans les deux autres établissements sont tout aussi abyssaux : près de 45 % à Four Seasons et 52 % pour les infirmières diplômées. À Fountain Bleu, le taux de rotation du personnel infirmier est de 64,6 %.

Angela Davenport, employée de restauration depuis 5 ans chez Fountain Bleu, a déclaré au SEIU : « Au lieu de nous verser les arriérés de salaire que nous avons gagnés grâce à notre action auprès du National Labor Relations Board, Fountain Bleu paie des centaines de dollars par heure à des avocats qui refusent de négocier un contrat équitable avec nous. C'est scandaleux – cela fait près de 5 ans que nous allons et venons de l'avant. Il est temps d'agir et d'obtenir un contrat qui respecte les travailleurs de Fountain Bleu ».

La stratégie du SEIU contre Optalis est de faire appel à la direction et aux politiciens capitalistes. Ils ont permis aux travailleurs de Fountain Bleu de travailler pendant cinq ans sans contrat, sans aucune preuve d'action de grève jusqu'à présent. L'idée selon laquelle la direction ferait soudainement volte-face et répondrait aux demandes des travailleurs après cinq ans est absurde. Sur son site Internet, SEIU Healthcare Michigan encourage tout le monde à « amener des gens, du café, des pizzas, de l'eau, des snacks et de la solidarité ».

Notamment, le SEIU ne se bat pas pour des salaires décents mais, comme il le dit, pour des « salaires compétitifs ». Il s'agit simplement d'aligner les salaires sur les niveaux de pauvreté offerts dans les autres maisons de retraite de la région.

Le SEIU a accueilli la représentante démocrate et membre des Socialistes démocrates d'Amérique, Rashida Tlaib, présente au piquet de grève du Four Seasons le 10 octobre. Mme Tlaib a prononcé un bref discours composé de platitudes et d'une promesse vide de sens selon laquelle le syndicat négocierait un contrat répondant à toutes leurs demandes. Alors que les grèves se poursuivent, les travailleurs doivent être avertis : toutes ces promesses sont vides. Les démocrates et les républicains soutiennent à cent pour cent un système de santé qui fait passer les profits avant tout.

Pour mener à bien leur combat, les travailleurs doivent retirer la lutte des mains de la bureaucratie du SEIU. Les travailleurs des maisons de retraite ont de puissants alliés dans tout le pays et dans le monde entier. Récemment, une coalition de syndicats, dont le United Healthcare Workers du SEIU, a appelé à une grève de trois jours, renvoyant les travailleurs au travail sans contrat.

La voie à suivre pour les travailleurs n'est pas une série de grèves isolées. Les travailleurs doivent prendre la lutte en main en constituant des comités de base capables de se battre pour des soins de santé qui s'occupent des personnes et non des propriétaires capitalistes qui engrangent des millions.

Les grévistes des maisons de retraite font partie d'une vague croissante de luttes de la classe ouvrière à travers le monde, qui comprend des grèves en cours dans l'industrie automobile américaine, dont le centre est à Detroit, ainsi que des grèves des travailleurs de la Blue Cross Blue Shield du Michigan.

« Le père de mes enfants travaille chez Stellantis », a déclaré un travailleur. « Si son usine est fermée, nous serons tous les deux en grève. Il est déjà difficile d'avoir assez d'argent pour acheter des choses. Avec ce qu'ils nous paient, nous pouvons à peine survivre. Si son usine s'arrête, ce sera à nous de décider quelles factures seront payées et lesquelles ne le seront pas. »

Entendant cela, un autre travailleur a dit : « C'est déjà comme ça pour nos salaires, quelles factures payer et quelles factures ne pas payer ».

« Oui, mais nous devons nous battre », répond le premier travailleur.

L'autre est d'accord. « Ils paient les infirmières intérimaires qui ont franchi notre piquet de grève 30,00 \$ de l'heure, c'est comme une gifle pour nous ».

Cette grève n'est pas la première dans les maisons de retraite à Détroit.

Un article du Michigan Advance publié le **24 août 2020** relate la situation pendant le confinement du COVID 19 ([article à lire ici](#), mais l'accès est restreint selon le pays):

Optalis Healthcar:

Peu d'informations disponibles sur cette entreprises, un résumé disponible [ici](#):

Description de l'activité de l'entreprise:

Opérateur de centres de santé et de réhabilitation destinés à servir les résidents, les familles et les invités. L'entreprise propose plusieurs niveaux de soins, notamment des soins infirmiers qualifiés et de longue durée, des services d'aide à la vie autonome et des services de santé à domicile.

Direction; Raj Patel. (Chief Executive Officer & Principal) (à ne pas confondre avec l'autre [Raj Patel](#), lui britannique)

Nombre d'employés: 3000

Pas mations précises trouvées sur les bénéfices réalisés par l'entreprise.

Affilié à [Optalis Management Group](#)

Propriétaires d'Optalis Healthcare: [voici la liste](#)

1300 grévistes à PeaceHealth, établissement de santé géré par des Jésuites (Washington)

L'une des plus grandes grèves de l'histoire dans le secteur du soin par des non infirmières de la côte américaine nord-ouest a commencé le 22 octobre à 6h30 ce matin, mettant en lumière les travailleurs qualifiés qui sont souvent négligés.

Les revendications des grévistes sont les suivantes : augmenter les salaires et remédier au manque criant de personnel, deux questions étroitement liées. Les grévistes sont 1 300 travailleurs de deux hôpitaux du sud-ouest de l'État de Washington : PeaceHealth Southwest à Vancouver et PeaceHealth St. John à Longview. La grève durera cinq jours ; les travailleurs reprendront le travail le 28 octobre. PeaceHealth avait annoncé qu'elle couperait l'assurance maladie si la grève se poursuivait en novembre. Bien que techniquement légale, cette mesure est peu courante pour les employeurs du secteur de la santé. Il s'agit d'une menace importante, car certains employés reçoivent des soins de longue durée pour un cancer, ou une aide pour un handicap ou une maladie chronique. Une fois que les travailleurs ont donné le préavis de grève de 10 jours requis par la loi, la direction a décidé d'annuler toutes les dates de négociation prévues, plutôt que d'accélérer les négociations dans l'espoir d'éviter une grève.

Grève de 75.000 travailleurs de la santé pendant 3 jours chez Kaiser Permanente: et maintenant?

75.000 travailleurs de la santé ont fait grève pendant 3 jours chez Kaiser Permanente, maintenant on négocie et on prépare une grève encore plus « grande et forte » pour début novembre.

« Une grève massive dans le secteur de la santé, portant sur les salaires et le manque de personnel, est entrée dans son dernier jour vendredi, sans qu'un accord ne soit trouvé entre le géant du secteur Kaiser Permanente et les syndicats représentant les 75.000 travailleurs qui ont mis en place des piquets de grève cette semaine. La grève de trois jours, qui s'est déroulée dans plusieurs Etats, doit officiellement prendre fin samedi à 6 heures du matin et les travailleurs des hôpitaux et cliniques de Kaiser, qui fournissent des soins à près de 13 millions d'Américains, devraient retourner à leur poste. (..) Les employés de Kaiser Permanente à D.C. et VA sont en grève ; les syndicalistes de MD commencent des « piquets de grève informels

La coalition des syndicats de Kaiser Permanente entreprend des « actions escaladées », ce qui signifie que le syndicat retient la pleine force de la coalition syndicale pour le moment et prévoit de nouvelles grèves en novembre si nécessaire.

Les dernières négociations collectives se sont achevées mercredi midi. D'autres réunions ont été fixées par les parties pour les 12 et 13 octobre, ont annoncé les syndicats vendredi ». [dépêche AP anglaise du 6.10.](#)

« ... s'ensuivit la semaine dernière une grève de trois jours de 75 000 employés de l'association de santé à but non lucratif Kaiser Permanente, dont des infirmières, des pharmaciennes, des employés des services d'urgence et de nombreux autres groupes professionnels dans les Etats de Californie, de Virginie, de Washington, du Colorado, de l'Oregon ainsi que dans la capitale Washington D.C. Samedi, ils ont repris le travail – sans qu'un accord ne soit trouvé. Si les choses en restent là, une grève beaucoup plus longue pourrait se profiler dans les cliniques et les pharmacies de l'entreprise, qui est également active en tant qu'assureur santé. Les négociations avec la direction doivent se poursuivre jeudi, comme l'a indiqué à la chaîne de télévision CNN le syndicat qui a rassemblé les salariés de Kaiser pour une action collective. Les critiques des salariés portent principalement sur les mauvaises conditions de travail et le sous-effectif chronique dans les hôpitaux. Ils dénoncent la contradiction flagrante entre la rhétorique sur les « travailleurs de première ligne » et la « main-d'œuvre indispensable » pendant la pandémie de Corona et l'absence d'améliorations concrètes pour les travailleurs du secteur de la santé.

« Les travailleurs de première ligne dans le secteur de la santé restent prêts à prendre les mesures nécessaires pour protéger nos patients des risques liés au sous-effectif chez Kaiser et pour défendre nos droits », a déclaré l'alliance. La ministre fédérale du Travail par intérim, Julie Su, a également l'intention d'assister aux négociations et de jouer un rôle de médiateur. Le plus grand syndicat individuel de la fédération, le Service Employees International Union (SEIU), a annoncé une grève « plus importante et plus forte » pour début novembre. Une convention collective pour les employés de Kaiser dans l'État de Washington, au nord-ouest du pays, arrivera alors à échéance. (...) Selon les informations fournies par la section californienne du SEIU à la NPR, un accord aurait déjà été conclu lundi avec Kaiser Permanente pour que l'entreprise augmente de 40 pour cent ses dépenses en matière de formation et de perfectionnement. Il n'y a en revanche pas d'accord sur le deuxième point de désaccord important entre les parties à la convention collective : la question des augmentations de salaire. Les syndicats demandent une augmentation des salaires de 25 pour cent – notamment pour garder plus de salariés dans l'entreprise, comme ils le soulignent. Cela correspondrait à peine plus que le taux d'inflation cumulé des quatre dernières années, et serait en premier lieu une compensation pour l'augmentation du coût de la vie. Kaiser Permanente propose jusqu'à présent 12,5 à 16 pour cent d'augmentation de salaire sur quatre ans – ce qui, par rapport au pouvoir d'achat réel, équivaldrait à une nette réduction de salaire. Les travailleurs soulignent que cela est inacceptable pour eux. Beaucoup ne peuvent tout simplement plus se permettre l'augmentation du coût de la vie, surtout dans les grandes villes. « En ce moment, les infirmières et infirmiers dorment dans leur voiture pour deux raisons », a déclaré Rocio Chacon, employé de Kaiser et membre de la délégation de négociation, à CNN. « Tout d'abord, ils ne peuvent pas se permettre de payer le coût de la vie sur place, ce qui les oblige à vivre à deux ou trois heures de route. De plus, en raison du sous-effectif, ils travaillent 14 à 16 heures d'affilée et sont très fatigués », explique Chacon. « Leur meilleur choix est de vivre dans leur voiture du lundi au vendredi »... ». [Article de Julian Hitschler du 08.10.2023 dans ND online](#)

Grève des travailleurs des usines de transformation de la volaille d'Inghams (Australie)

[24/09/2023](#)

Environ 1 000 membres de l'United Workers Union (UWU) et de l'Australian Manufacturing Union (AMWU) des usines de transformation de volaille d'Inghams en Australie occidentale (WA) et en Australie méridionale (SA) ont débrayé pendant 24 heures vendredi pour réclamer une augmentation de salaire dans le cadre de l'accord d'entreprise proposé par l'entreprise.

Inghams a proposé des augmentations salariales inférieures à l'inflation dans le cadre d'un accord triennal de 3,9, 3,5 et 3,5 pour cent pour ses travailleurs de SA, et de 3,85, 3,45 et 3,5 pour cent pour ses travailleurs de WA. Les syndicats réclament des augmentations salariales annuelles modestes de 6 %, qui ne compenseront pas des années d'augmentations inférieures à l'inflation.

Les syndicats réclament également le droit pour les travailleurs occasionnels de passer à un emploi permanent au bout de six mois, ce qu'Inghams a rejeté. D'autres revendications portent sur l'intégralité des arriérés de salaire liés à l'expiration de l'accord précédent en janvier.

Selon l'UWU, bon nombre de ses membres travaillant dans les usines d'Osborn Park (WA) et de Burton (SA) sont payés environ 25 dollars de l'heure. Ce salaire est à peine supérieur au salaire minimum de pauvreté en Australie, qui est de 23,23 dollars de l'heure. La revendication salariale du syndicat permettrait d'augmenter les salaires de 1,50 dollar de l'heure.

Inghams est la plus grande entreprise de transformation de volailles et d'aliments pour animaux d'Australie, présente dans tous les États et dans le Territoire du Nord. Plus de 8 000 personnes travaillent dans 260 fermes, huit couvoirs, huit usines d'aliments pour animaux et douze usines de transformation. L'entreprise fournit du poulet transformé à Woolworths, Coles, Aldi, KFC, McDonald's et Subway. Le mois dernier, l'entreprise a déclaré que le chiffre d'affaires pour l'exercice 2023 avait augmenté de 12,2 % pour atteindre 3,04 milliards de dollars et que le bénéfice net avait augmenté de 72 % pour atteindre 60,4 millions de dollars.

Une lutte mieux couverte par les médias, voici un autre article:

Grève des ouvriers de l'industrie avicole chez Ingham's à Adélaïde et Perth en raison d'un conflit salarial

Points clés :

Les travailleurs de deux sites d'Ingham's à Perth et Adélaïde ont débrayé. Le syndicat qui les représente déclare qu'ils veulent une augmentation de salaire correspondant à l'augmentation du coût de la vie. Il affirme que la grève se poursuivra pendant le week-end si aucun accord n'est conclu.

Les travailleurs d'une grande entreprise de volaille qui fournit des poulets aux supermarchés et aux géants de la restauration rapide dans tout le pays ont lancé un mouvement de grève dans le cadre d'un conflit salarial.

L'United Workers Union a déclaré que des centaines de membres de deux sites d'Ingham's – l'usine de transformation de Bolivar, dans le nord d'Adélaïde, et celle d'Osborne Park, dans la banlieue de Perth – ont débrayé pendant au moins 24 heures.

Le syndicat réclame une augmentation de salaire de six pour cent sur trois ans, ce qui équivaldrait à une augmentation de 1,50 dollar par heure.

Il a déclaré que la grève aurait des « ramifications significatives » pour l'approvisionnement en poulets des principaux détaillants, « non seulement en Australie-Méridionale, mais aussi sur toute la côte est ».

« Les travailleurs négocient avec Ingham's depuis le début de l'année pour tenter d'obtenir une augmentation de salaire liée au coût de la vie dans le cadre de leurs négociations triennales », a déclaré Tim Kennedy, secrétaire national du syndicat, à ABC Radio Adelaide.

« Pendant ce temps, Ingham's a réalisé d'énormes bénéfices.

« L'année dernière, ils ont augmenté leurs bénéfices de 72 % pour atteindre 60,5 millions de dollars.

Selon son site web, Ingham's approvisionne des supermarchés tels que Woolworths, Coles et Aldi, ainsi que les chaînes de restauration rapide KFC, McDonald's et Subway.

L'entreprise a été contactée pour un commentaire.

M. Kennedy a déclaré qu'environ 1 000 employés étaient impliqués dans l'action industrielle d'aujourd'hui qui, selon lui, « se poursuivra tout au long du week-end » et la semaine prochaine si aucun accord n'est conclu.

« Les travailleurs ont notifié 24 heures supplémentaires samedi et 24 heures supplémentaires dimanche », a-t-il déclaré.

Michelle Tan, conditionneuse à Ingham et déléguée syndicale, a déclaré que la disparité salariale entre les cadres et les travailleurs était inacceptable à une époque où le coût de la vie augmente considérablement.

« Tous ces gens viennent ici tous les jours, ils essaient de faire vivre leur famille pour 25 dollars de l'heure au minimum et ils sont poussés à bout », a-t-elle déclaré.

« Vous emballez la même chose encore et encore. Il n'y a pas de rotation.

Mme Tan a déclaré que les travailleurs bénéficiaient de deux pauses d'un quart d'heure, mais qu'ils souhaitaient des dispositions plus souples.

« Nous n'avons pas 15 minutes – nous devons être de retour sur la ligne avant ce quart d'heure et si nous ne le faisons pas, nous recevons un avertissement », a-t-elle déclaré.

« Ils attendent de nous que nous produisions autant de produits en quelques heures, ce n'est pas possible. Peut-être que certains membres de la direction devraient descendre, mettre des vêtements blancs et essayer de faire ce que nous faisons ».

Rosie Wright, une autre employée, a déclaré qu'elle travaillait chez Ingham's depuis 25 ans, qu'elle en avait « assez d'être malmenée » et qu'elle voulait plus qu'un « salaire de misère ».

« À chaque négociation d'entreprise, ils nous ont donné une toute petite somme et nous en avons assez », a-t-elle déclaré.

« Nous sommes tous en difficulté. Je paie un loyer de 590 dollars par semaine.

« Je n'ai pas de partenaire, je suis une mère célibataire.

Bayan Mohamed, un travailleur, a déclaré qu'il souhaitait une augmentation de salaire « juste et élémentaire, compte tenu du coût de la vie ».

« Nous essayons de joindre les deux bouts », a-t-il déclaré.

« C'est une entreprise très prospère, qui fait beaucoup de bénéfices.

3 jours de grève nationale des livreurs de iFood (Brésil)

[04/10/2023](#)

Les plates-formes de transport et de livraison sont également en plein essor au Brésil, avec des conditions de travail comparables à celles du monde entier et des luttes similaires contre celles-ci : Du 29 mars au 3 avril 2022, des livreurs de repas se sont mis en grève dans 16 villes du Brésil pour réclamer des salaires plus élevés, et une journée d'action nationale a eu lieu le 1er avril. A Rio de Janeiro et Sao Paulo, les chauffeurs de taxi des plateformes Uber et 99 ont également fait grève à plusieurs reprises, exigeant que les entreprises ne conservent que 20 % de la rémunération des courses (actuellement plus de 30 %), que les trajets soient payés aux passagers et qu'ils soient informés du prix par Uber avant les courses. En outre, ils demandent l'installation de caméras dans les voitures pour les conductrices.

Grève nationale de trois jours et appel au boycott des fournisseurs d'applications après l'échec des négociations sur le salaire minimum et le temps de travail au sein du groupe de travail mis en place par le gouvernement fédéral brésilien et avant son projet de loi

Week-end sans iFood : les Motoboys entament une grève nationale à partir de vendredi (29 septembre)

« Selon la catégorie, le service de livraison, notamment de repas, sera suspendu entre vendredi (29 septembre) et dimanche (1er octobre). Pour obtenir de meilleurs salaires et conditions de travail, les Motoboys promettent d'entamer une grève nationale du service de livraison à partir de ce vendredi (29.9), y compris dans le district fédéral. En principe, la « grève générale » doit durer jusqu'à dimanche (1er octobre). Selon l'Association des coursiers indépendants à moto du District fédéral (Amae-DF), la catégorie réclame un paiement de 35 R\$ par heure logée chaque jour de travail pour les applications. L'association estime que le modèle actuel est injuste, car les coursiers ne sont payés pour leurs livraisons que s'ils sont effectivement à la disposition de l'application pendant l' »heure d'enregistrement « correspondante du service de livraison. « Si on est dans la rue toute la

journée et qu'on ne livre rien, on n'est pas payé. Nous voulons être payés de la même manière que les serveurs », commente le directeur d'Amæ, Eduardo Couto (Du Colt).

Inacceptable

Selon les Motoboys, la proposition des entreprises consiste à payer 17 R\$ par heure de travail. « C'est inacceptable pour nous », résume Du Colt. En plus de la grève, les Motoboys prévoient de manifester dans tout le district fédéral. « Nous allons faire grève et tout arrêter. Personne ne prendra plus de commandes dans les centres commerciaux et les restaurants », a déclaré Du Colt. Amæ a envoyé un communiqué à la fédération patronale de l'hôtellerie et de la restauration (Sindhobar-DF). Selon Du Colt, le groupe a l'intention d'organiser une manifestation pacifique. « Nous prêchons la paix. Tous ceux qui ne peuvent pas participer doivent rester chez eux. Allez vous promener en famille. Prenez les trois jours de congé », a-t-il dit ». [Article de Francisco Dutra du 28.09.2023 dans Metropoles](#)

Les travailleurs d'applications réagissent à la précarité et se mettent en grève vendredi. Le groupe de travail (GT) mis en place par le gouvernement fédéral avec des représentants des travailleurs n'a pas réussi à trouver un accord.

« Face à l'impasse dans laquelle se trouve la réglementation du travail basé sur les apps au Brésil, les livreurs organisent une manifestation ce vendredi (29) pour réclamer de meilleures conditions de travail. Sous le hashtag #baratoquesaicaro, les travailleurs impliqués dans la mobilisation ont créé une vidéo sur la létalité du métier et du matériel invitant les restaurants à se joindre à un boycott les jours de grève. L'action aura lieu à São Paulo devant la Bovespa à 9 heures et devant le siège d'iFood à partir de 12h30. En fin de journée, un hologramme sera tenu à 18 heures pour dénoncer les conditions de travail précaires de la catégorie. La manifestation vise également à attirer l'attention sur l'insécurité et les décès récurrents sur les routes. A Rio de Janeiro, la manifestation débutera à 9 heures (...)

Heures enregistrées

L'absence d'accord ne concerne pas seulement le salaire minimum, mais aussi la question de savoir ce qui est considéré comme temps de travail, ce que les travailleurs appellent le « temps enregistré ». Pour les entreprises – et, selon certaines informations, pour le gouvernement fédéral – seule la période pendant laquelle une personne ou une marchandise est transportée compte comme temps de travail. Les coursiers et les chauffeurs, en revanche, font valoir qu'ils travaillent à partir du moment où ils se connectent et sont à la disposition de la plateforme. Comme par exemple un serveur, dont le salaire ne se limite pas au moment où il sert une table. Brasil de Fato fait toutefois remarquer qu'il est question de fixer un salaire horaire minimum de 30 R\$ pour les chauffeurs de transport individuel et de 17 R\$ pour les coursiers à moto. Ces chiffres sont rejetés par les travailleurs. Cette question est l'une des principales controverses dans le débat sur la réglementation... » [dépêche du 29.9.2023 dans Brasil de Fato](#)

Début juillet 2023, les riders brésiliens se sont mis en grève pour obtenir une loi sur les applications avec un salaire minimum. Les riders employés dans des sous-traitants luttent également pour de meilleures conditions.

Unis dans la lutte contre l'exploitation » : les livreurs appellent à la grève les 1er et 2 juillet

« Je peux l'attacher à ton sac ? Après avoir lancé l'invitation à l'action et à la grève des 1er et 2 juillet, Renato Assad, un livreur de São Paulo, a collé les affiches sur les sacs à dos de travailleurs à moto garés dans le centre commercial Morumbi, au sud de la ville. La distribution de tracts était l'une des actions qui préparent depuis des mois la grève nationale à laquelle le groupe Entregadores Unidos pela Base a appelé, tout comme les petits déjeuners communs. La revendication, selon le tract, est une « loi populaire qui oblige les entreprises d'application à garantir, entre autres, un salaire minimum de 10 R\$ par livraison, un salaire minimum catégoriel, la fin des blocages sans justification, un abaissement de l'âge de la retraite et une limitation du temps de travail avec majoration des heures supplémentaires ». Dans la capitale São Paulo, d'où est parti l'appel à la grève, une action est également prévue samedi prochain. Le rendez-vous est fixé à 9 heures devant le stade Pacaembu. Selon Entregadores Unidos pela Base, des mobilisations sont confirmées au moins dans les États de São Paulo, Rio de Janeiro, Goiás, Piauí, Maranhão et Rio Grande do Sul. Dans la capitale du Rio Grande do Sul, dit le livreur Ângel Rosseti, « nous prévoyons de fermer les hubs et les plus grands points de collecte à Porto Alegre. iFood a commencé à faire de la publicité pour la démobilitation de notre mouvement. Mais nous montons au créneau et montrons que ce n'est qu'une ruse, comme le fait toujours iFood ». Mister, président de la Motoboy and Bike Union Association de São Gonçalo et Niterói, explique que dans l'État de Rio de Janeiro, l'organisation se fait principalement via des groupes Whatsapp. « Nous avons reçu du soutien parce que tout le monde parle de l'abolition et de la dévaluation de notre catégorie.

Grèves dans les rues, rassemblements à Brasilia

Sous le slogan « Unissons la lutte contre l'exploitation », la grève des 1er et 2 juillet intervient moins d'un mois après une autre mobilisation nationale. Le 9 juin, en pleine Fête-Dieu, les travailleurs de toutes les macro-régions du pays ont fait grève avec des objectifs similaires. Tout cela coïncide avec les réunions d'un groupe de travail mis en place par le gouvernement fédéral à Brasilia, qui, selon un décret présidentiel signé le 1er mai, doit élaborer avant le 28 septembre une proposition de réglementation du travail basé sur des applications dans le pays. Le groupe se compose de 15 membres du gouvernement fédéral, de 15 représentants d'entreprises et de 15 travailleurs. Ces derniers sont représentés par des centrales syndicales, à l'exception de quatre membres de l'Alliance nationale des travailleurs de la livraison (ANEA), qui ne sont pas syndiqués. Les prochaines réunions auront lieu les 4, 5, 18 et 19 juillet... » [Article de Gabriela Moncau du 26 juin 2023 dans Brasil de Fato](#) (« 'Unificar a luta contra a exploração' : entregadores convocam breque para 1 e 2 de julho »)

[Extraits du dossier publié sur Labournet.de](#)

Grève des travailleurs et travailleuses de Veolia dans le Nottinghamshire

[30/09/2023](#)

[General, Municipal, Boilermakers' and Allied Trade Union](#) (GMB) a lancé une campagne de grève dans le Nottinghamshire pour protester contre les bas salaires, dans le cadre d'un conflit avec Veolia, une société transnationale qui, par ailleurs, opère toujours en Russie. Veolia UK réalise des bénéfices grâce aux services de recyclage et de gestion des déchets via des contrats financés par l'État auprès de nombreuses autorités locales, notamment le conseil du comté du Nottinghamshire.

Le responsable du syndicat GMB, Mick Coppin, a déclaré : « *Veolia Nottinghamshire récolte d'énormes sommes d'argent auprès des contribuables locaux. En échange, ils attendent des travailleurs locaux qu'ils effectuent un travail dangereux, difficile et malodorant pour le salaire minimum. Nos membres n'ont plus les moyens de chauffer leur maison et de payer leurs factures. Ils sont conduits à bout par une entreprise qui vaut plusieurs millions de livres. Veolia, qui sait discuter d'opérations commerciales avec le régime russe, refuse d'entamer des négociations avec le syndicat GMB. C'est une honte.* »

GMB fait partie des syndicats qui ont amené à ce que la confédération syndicale anglaise, les TUC, adopte une claire motion de soutien à la résistance ukrainienne lors de son récent congrès[1]. Pour GMB, ce conflit social est directement lié à l'aide humanitaire et aux syndicalistes en première ligne dans les forces armées ukrainiennes, soutien assuré depuis le début de l'invasion du territoire ukrainien par l'armée russe.

En cohérence avec nos activités de soutien avec la résistance syndicale et populaire ukrainienne et par solidarité syndicale internationaliste, les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes affirment leur soutien avec la grève entamée par les travailleurs et travailleuses de Veolia dans le Nottinghamshire ! Nous la faisons connaître dans nos pays respectifs et appelons à la solidarité sous les formes les plus appropriées, et à dénoncer la politique anti ouvrière de la multinationale Veolia.

[1] [TUC Congress: A Victory for Solidarity with Ukraine, a Victory for Truth.](#)

[Congrès du TUC : Une victoire pour la solidarité avec l'Ukraine, une victoire pour la vérité](#)

[Article publié sur le site de laboursolidarity](#)

Écosse : Des centaines de membres d'Unite rejettent une offre salariale « inacceptable »

Unite a confirmé aujourd'hui (mardi 17 octobre) que ses membres travaillant chez Chivas Brothers en Écosse ont catégoriquement rejeté une offre salariale, le syndicat avertissant qu'une action de grève est désormais envisagée.

Les membres d'Unite ont rejeté à 97 % une offre salariale de 6,4 %. L'inflation s'élève à 11,3 %. Chivas Brothers Limited a réalisé un bénéfice après impôts de 168,5 millions de livres sterling en 2022. Chivas emploie environ 1 500 personnes en Écosse. La société produit des marques de whisky écossais, notamment Chivas Regal, Ballantine's, Royal Salute et The Glenlivet.

Après 73 jours de grève, les travailleurs occupent le toit pour revendiquer de meilleurs salaires (Turquie)

La grève lancée par les travailleurs d'Aksa Firat Electricity Services Inc. (FEDAŞ), affiliés à la Confédération des syndicats progressistes de Turquie (DİSK) – Syndicat des travailleurs de l'énergie, pour réclamer une augmentation des salaires et une amélioration des conditions de travail, est entrée dans son 73e jour.

Aujourd'hui (le 22/10), dans une démonstration audacieuse de leur résistance continue, sept des 120 travailleurs de FEDAŞ sont montés sur le toit du bâtiment de la direction provinciale de l'électricité de Firat Tunceli, déployant une banderole sur laquelle on pouvait lire « Tenez votre promesse, répondez à nos demandes », sous les yeux de la police, des pompiers et des équipes d'ambulanciers qui s'étaient rassemblés sur les lieux. Il convient de noter que les familles des travailleurs se sont également rassemblées devant le bâtiment en signe de solidarité.

360 grévistes bloquent le transport maritime à Saint-Laurent (Canada)

Quelque 360 ingénieurs, opérateurs, travailleurs d'entretien, superviseurs et personnel administratif ont débrayé tôt dimanche matin, interrompant la navigation dans la Voie maritime du Saint-Laurent.

Organisés en cinq sections syndicales distinctes, ces travailleurs hautement qualifiés, membres d'Unifor, réclament une augmentation de salaire significative afin de se prémunir contre l'érosion passée et présente des salaires due à l'inflation. Quelques heures après le lancement de la grève, les organisations professionnelles ont réclamé au gouvernement libéral de M. Trudeau une législation brise-grève, qui a criminalisé la grève de 7 200 dockers de Colombie-Britannique l'été dernier.

Sans contrat depuis le mois de mars, les travailleurs ont rejeté un accord de principe qui leur avait été présenté par Unifor à la fin du mois de juillet. Reflétant le fossé grandissant entre les travailleurs de base et la bureaucratie d'Unifor, l'accord était l'un des trois contrats rejetés par les membres d'Unifor dans tous les secteurs en l'espace de seulement deux semaines au milieu de l'été. Dans la région du Grand Toronto, 3 700 travailleurs de l'épicerie se sont mis en grève après avoir rejeté catégoriquement une offre misérable qui avait été présentée par le syndicat comme le « meilleur accord depuis des décennies ». À Windsor, en Ontario, 250 mineurs de sel en grève depuis février ont tenu bon et rejeté une offre de contrat inférieure, également recommandée par le syndicat.

Dnipro : les coursiers en grève manifestent

Le 6 octobre à Dnipro, les coursiers de Bolt Food ont de nouveau protesté contre le nouveau système de calcul des revenus proposé par l'entreprise de livraison où ils travaillent. Ils se sont

rassemblés sur la place Heroiv Maidan. Depuis début octobre, ils ne sont moins payés pour leur livraison. Et ils doivent parcourir toute la ville pour 15 hryvnias [0,39 euro].

Les coursiers ont adressé leurs revendications à Bolt Food, mais ils ne sont pas satisfaits de la réponse. « La réponse de leur part était aussi ridicule que possible. Ils ont justifié leur décision par le fait que le prix de l'essence avait augmenté. Mais cette augmentation des prix ne les concerne pas directement, elle nous concerne, car nous payons nous-mêmes le carburant» explique Oleksandr, coursier en grève. Les coursiers promettent donc de continuer la grève jusqu'à ce que leurs salaires soient augmentés.

La grève a commencé le 2 octobre. Pour Oleksandr la principale raison de la grève est que l'entreprise a supprimé le paiement du trajet jusqu'au restaurant mais ajoute que cette grève n'est pas totale car tous les coursiers ne sont pas en grève. Dans un courrier, de son côté le PDG de Bolt Food a expliqué que les coursiers « habitaient dans le mauvais pays pour faire grève ».

Les paysagistes d'Oakville et de Whitby en grève depuis le 2 novembre (Ontario)

[07/11/2023](#)

Environ 285 travailleurs externes employés par la ville d'Oakville, à l'ouest de Toronto, ont entamé une grève la semaine dernière (2 novembre) pour obtenir une augmentation de salaire significative et contre les tentatives de la direction d'imposer des équipes de 12 heures et d'augmenter le recours à des travailleurs temporaires au détriment des postes à temps plein. Les travailleurs assurent l'entretien des parcs et autres installations récréatives publiques, des routes, du port local et des cimetières de la ville.

Les grévistes, membres du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), réclament une augmentation de salaire annuelle de 4,2 % pour chaque année d'un contrat de trois ans. La direction n'a proposé qu'une augmentation de 12,75 % répartie sur quatre ans. Les travailleurs sont sans contrat depuis février.

La grève des travailleurs extérieurs a débuté le 2 novembre, au moment même où les travailleurs intérieurs de la municipalité, également membres du SCFP, votaient leur propre contrat de travail provisoire. Les résultats et les détails de cette proposition ne seront pas communiqués avant la fin de la semaine.

Les conflits de travail parmi les travailleurs du SCFP dans les municipalités de la région de Toronto se poursuivent. À Whitby, en Ontario, juste à l'est de Toronto, 300 travailleurs de la collecte des ordures, des arènes et des centres communautaires sont en grève depuis le 14 octobre.

La direction a proposé une augmentation salariale dérisoire de 9,5 % répartie sur un contrat de trois ans et cherche également à imposer des horaires de travail plus onéreux. La municipalité est en train d'embaucher des briseurs de grève pour travailler dans les arènes lors de deux tournois de hockey à venir.

Les travailleurs du musée de Brooklyn prêts à se mettre en grève

[07/11/2023](#)

Les travailleurs du musée de Brooklyn prêts à se mettre en grève si les négociations sont toujours dans l'impasse

Les travailleurs du musée de Brooklyn devraient se mettre en grève le 8 novembre, après dix mois de négociations infructueuses. Les travailleurs, membres de la section locale 2110 de l'United Auto Workers, réclament une augmentation de salaire de 19,5 % sur un contrat de quatre ans et demi. Ils souhaitent que le personnel à temps partiel bénéficie du même pourcentage d'augmentation de salaire que le personnel à temps plein.

Lauren Bradley, conservatrice associée, a déclaré à Hyperallergic.com : « Les bas salaires et l'absence d'une véritable évolution de carrière font qu'il n'est pas possible de rester longtemps au Brooklyn Museum. J'ai vu plusieurs professionnels extrêmement qualifiés quitter mon département pour de meilleures offres ailleurs ».

La section 2110 a déposé plusieurs plaintes pour pratiques déloyales de travail auprès du National Labor Relations Board, accusant la direction de modifier les conditions d'emploi sans en informer le syndicat. Le musée cherche également à faire appel à des travailleurs intérimaires pour effectuer le travail syndical.

Les travailleurs ont adhéré pour la première fois à la section 2110 en août 2021.

Les travailleurs des transports en commun de Santa Clarita entament leur 2e mois de grève

[07/11/2023](#)

La grève de 200 travailleurs des transports en commun de Santa Clarita, en Californie, entre dans son deuxième mois, alors que la ville continue de réduire ses services de transport. Après 12 mois de négociations avec MV Transportation, l'entreprise qui signe le contrat avec la ville, les membres de la section locale 572 des Teamsters ont déclenché une grève le 9 octobre et sont toujours sur le piquet de grève.

MV Transportation dit reconnaître « les défis que nous pose à tous la récente inflation », mais s'est obstinée à refuser ce qu'elle prétend être des « augmentations salariales énormes », soit une offre salariale de seulement 18 % sur un contrat de quatre ans. L'entreprise affirme qu'il n'y a plus d'argent dans le budget de la ville pour des augmentations supplémentaires.

Le syndicat Teamsters a demandé à l'administration municipale de s'impliquer dans les négociations, bien que la ville ait rejeté à plusieurs reprises toute intervention dans la lutte contractuelle, ce qui indique clairement qu'elle soutient la ligne dure de MV Transportation à l'égard des travailleurs.

MV Transportation, dont le siège se trouve à Dallas, au Texas, est la plus grande entreprise privée de services de transport de passagers des États-Unis.

Grève nationale des livreurs Uber Eats : à Roanne, l'ensemble des coursiers a cessé le travail depuis ce lundi

Le mouvement national de grève des livreurs a touché Roanne où les coursiers ont cessé de travailler depuis ce lundi 6 novembre.

Chaque jour, ils avalent les kilomètres à la force de leurs jambes ou à l'électrique. Chaque jour, ils digèrent le froid et dévorent la nuit pour livrer les clients et leur apporter leur commande. Les livreurs Uber Eats régurgitent leurs conditions de travail et ils le font savoir. Un mouvement national de grève a été lancé le 3 novembre depuis le Nord de la France. Roanne, où travaillent de cette manière entre 70 et 80 personnes, a suivi. Les coursiers de la nourriture ont stoppé leur activité lundi 6 novembre et pour trois jours. Depuis peu, Uber Eats a mis en place une tarification unique au temps estimé. Concrètement, le calcul du tarif proposé pour une course prend désormais en compte, en plus du temps nécessaire pour effectuer la livraison, le temps nécessaire pour se rendre au restaurant ainsi que le temps d'attente au restaurant et chez le client. Afin de réaliser l'estimation du temps nécessaire pour réaliser la course, la plateforme prend en compte la distance et d'autres critères tels que les conditions de circulation. "On a eu une perte de 30 à 40 % sur le prix des courses depuis le 1er novembre", témoigne anonymement l'un d'entre eux qui sillonne les rues de l'agglomération depuis 2021.

Soutien de la restauration

Les livreurs affirment aussi avoir d'autres raisons de protester. "Aucune prime n'a été versée depuis presque deux ans. On n'a plus de revenus garantis lors des heures où la demande est forte (entre midi et deux et de 18 heures à 21 heures)", énumère le livreur local. "A Roanne, on n'a aucun bonus le vendredi, samedi, dimanche contrairement aux autres villes de toute la France. Et cela dure depuis plus d'un an", précise-t-il.

Dans les faits, il n'est pas possible de se faire livrer avec Uber Eats en ce début de semaine à Roanne. Les grévistes ont distribué un tract aux commerçants dans lequel ils expliquent les raisons de leur mécontentement. Une démarche mise en place pour ne pas pénaliser le restaurateur et le client. "Si on n'avait pas prévenu, ils auraient accepté les commandes et ils auraient préparé les commandes. Ils se seraient ensuite retrouvés en perte de matière première. Toutes les commandes auraient fini à la poubelle", explique le jeune homme. Les professionnels de la restauration acceptent la commande mais sans la faire.

Indépendants comme grandes chaînes soutiennent les revendications. "Ils ont raison", indique un restaurateur questionné sur le sujet. "Ils ont compris", constate pour sa part le livreur.

Les coursiers roannais posent leurs moyens de locomotion et se retrouvent devant les enseignes de restauration sans se connecter. Au début, les clients ont pu commander sans être livrés et en étant remboursés. "Le but était de faire grève sans pénaliser personne sauf Uber", résume le frondeur. Rapidement, il n'était plus possible de se faire livrer. La plate-forme proposait uniquement de récupérer la livraison.

Le mouvement devrait durer trois jours et un point sera fait mercredi 8 novembre pour une éventuelle poursuite en fonction des retours de la part des responsables d'Uber Eats.

Contactée par nos soins sur ce mouvement de grève national qui touche Roanne, la société Uber Eats répond que "ce nouveau système de tarification a pour objectif de mieux prendre en compte le temps nécessaire aux différentes étapes du processus de livraison." L'entreprise développe. "Il tient par exemple compte du temps d'attente au restaurant et du temps nécessaire pour s'y rendre, un enjeu fort pour les livreurs." Les livreurs et les représentants syndicaux ont été informés de ces changements fin septembre.

"Si ce changement peut faire varier certaines courses à la hausse ou à la baisse, il ne vise pas à diminuer la rémunération moyenne par course", assure Uber Eats. La plate-forme cite en exemple trois villes, Avignon, Lille et Rouen, où la nouvelle tarification a été lancée. "La rémunération moyenne des courses est restée stable avec une augmentation moyenne du revenu par course de 1,4 %", indique la société. Pour elle, "ce changement s'inscrit dans le cadre d'une évolution globale du système tarifaire d'Uber Eats à travers le monde pour mieux prendre en compte les différentes étapes du processus de livraison."

Depuis le 3 novembre, un mouvement de grève national touche les livreurs indépendants en France. À Montpellier près d'une cinquantaine a défilé dans les rues du centre-ville en début d'après-midi pour dénoncer une baisse de rémunération et obtenir un meilleur statut.

Du bruit et de la colère pour dénoncer une nouvelle grille tarifaire qui a bien du mal à passer. 11 €75 de l'heure. C'est la rémunération accordée désormais par Uber Eats à ses livreurs mais pour eux le compte n'y est pas. *"On est payé 1€,26 le kilomètre mais ça ne compte pas l'attente. Plus la ville est importante plus il y a de temps d'attente car il y a plus de coursiers, moins de demandes et le temps d'attente sont excessifs"*, indique Jason Le Grux, représentant de [l'association des coursiers engagés](#).

Statut précaire

Les livreurs ont manifesté la défense de leur statut notamment celui d'autoentrepreneur imposé par les plateformes de livraison ou les droits sociaux sont souvent bafoués. Ils ne sont pas salariés des plateformes avec lesquelles ils travaillent. Ils doivent se connecter sur l'application pour pouvoir réaliser des courses et ils peuvent d'ailleurs travailler pour plusieurs employeurs.

Trois plateformes

Il y a trois plateformes principales : l'Américaine [Uber Eats](#), la Britannique Deliveroo et l'Anglo-Néerlandaise Just Eat. En 2021 Uber Eatsemployait 35.000 livreurs en France, 25.000 restaurants inscrits dans 230 communes. Deliveroo,14.000 livreurs pour 20.000 restaurants dans 300 communes. Pour Just Eat était présente dans 2.000 communes en France

Le mouvement des coursiers engagés, qui regroupe des livreurs de différentes plateformes, dont Uber Eats et Deliveroo, appelle à un rassemblement le samedi 28 octobre à 15 heures sur

la place de la Comédie, à Montpellier. Le Poing a rencontré Jason Legrux, président de la jeune association à l'origine de la mobilisation

Le Poing : Quand et comment l'association du mouvement des coursiers engagés a vu le jour ?

Jason Legrux : C'est une association locale qui est née en juin 2023, pour regrouper les livreurs des différentes plateformes dans l'Hérault. C'est une jeune association en cours de structuration, donc on recherche des bénévoles. Le but, c'est de se fédérer pour rentrer en négociations avec les plateformes pour lesquelles on travaille. Il existe d'autres associations de ce type en France, comme la maison des livreurs à Bordeaux ou les coursiers Rennais. On a pris contact avec eux et on discute des suites à donner. On a déjà organisé plusieurs rassemblements, notamment à Béziers, pour se rencontrer, discuter, et aussi **interpeller les gens sur nos conditions de travail**. C'est le but du [rassemblement de samedi](#), sur la place de la Comédie. On a créé une association, car comme nous sommes auto-entrepreneurs, c'était compliqué de monter un syndicat.

Quelles sont vos revendications ?

On demande à ce que le matériel de travail soit fourni gratuitement par les plateformes. Aujourd'hui, quand vous commencez chez Uber Eats, vous devez acheter le sac, qui coûte entre 70 et 90 euros, et une veste floquée aux couleurs de l'entreprise, qui coûte 60 euros. De plus, on demande une **revalorisation du prix des courses**. Depuis six mois, Uber a baissé le montant des courses de 35 %. Avant, pour une course de sept kilomètres, on touchait un peu plus de six euros, maintenant c'est descendu à quatre euros. Pendant le covid, on était bien payés, et on avait des primes pour les intempéries ou la canicule, aujourd'hui on ne les a plus, donc on demande à ce qu'elles soient de nouveau actives. On demande également une paie de nuit. Et puis il faut plus de sécurité au travail. Récemment, un livreur que je connais a eu un accident et il n'a pas été indemnisé par Uber. Pareil pour un collègue qui s'est fait agresser par un client, la plateforme n'a pas réagi. L'objectif, c'est d'avoir une **reconnaissance légale**. Beaucoup aimeraient être salariés, comme en Angleterre. Au moins, on pourrait cotiser pour le chômage et la retraite. Après, là dessus, on est un peu divisés, car certains aiment la flexibilité des horaires de l'auto-entreprenariat, et de pouvoir décider quand ils travaillent. Enfin, il y a le problème de la sous-location des comptes. Les plateformes sont conscientes que cela sert à faire bosser des personnes sans-papiers, et on se doute bien que cela peut les arranger. Nous, on demande leur régularisation.

Comment se mobiliser quand on est indépendant et que la grève n'est pas un levier d'action évident, dans la mesure où les plateformes peuvent supprimer un compte en un clic ?

C'est vrai que la grève c'est compliqué. Ça s'est déjà vu, mais le statut d'auto-entrepreneur fait que c'est dur à organiser, et on risque de ne pas être assez nombreux. Il faut qu'on se structure pour construire un rapport de forces, et puis on va écrire aux différentes plateformes pour commencer des négociations. On peut imaginer des actions comme des rassemblements, ou des blocages...

Luttes pour le salaire minimum au Bangladesh

Les luttes de classe dans le textile au Bangladesh en octobre 2023 – mai 2024

Fin 2023, de violents affrontements ont éclaté aux quatre coins du Bangladesh. À l'origine, un projet d'augmentation du salaire minimum, inchangé depuis 2018. Dans le sillage de cette vague d'affrontements, la répression s'abat, et les salaires impayés provoquent eux aussi une résurgence de grèves et de manifestations depuis le mois de février.

Pour du pain et du beurre

Les négociations débutent dès avril 2023, alors qu'une alliance de 11 fédérations et de syndicats du secteur de l'habillement au Bangladesh rejoint l'appel du *Garment Workers Trade Union Centre (GWTUC)* à lutter pour une augmentation du salaire minimum à 25 000 taka par mois, une augmentation de plus de 200 %. Le secteur comptabilise environ 4 millions d'ouvrier·es pour une population totale de 170 millions. Dans le secteur de l'habillement il existe 54 fédérations industrielles et 945 syndicats de base. 773 syndicats de base ont été créés entre 2013 et août 2020. Bien que l'on ait affirmé qu'après 2013, la majorité des syndicats ont été fondés dans les petites usines de confection, et non dans les moyennes et grandes usines qui emploient entre 3 000 et 20 000 ouvrier·es, environ 90 % des syndicats créés pendant cette période n'appartiennent à aucune fédération syndicale nationale. Dans ce secteur, 286 351 ouvrier·es sont affiliés, pour un taux de syndicalisation de 7,2 %⁴².

Dans les huit zones franches d'exportation du pays il est interdit aux travailleurs de constituer des syndicats ou d'exercer librement leurs droits. Les tentatives de formation de syndicats sont impitoyablement entravées, tandis que la police industrielle du pays réprime les grèves avec brutalité. La procédure d'enregistrement qu'imposent les autorités empêche également la création de nouveaux syndicats. Depuis l'effondrement de l'atelier de textile du Rana Plaza en 2013, qui avait fait plus de 1 100 morts, de nombreuses contestations pour de meilleures conditions de travail ont éclaté. Un accord de sécurité (*Safety Accord*) plus strict existe depuis 2022 dans l'industrie textile du Bangladesh, et plus récemment au Pakistan. Plus de la moitié des organisations syndicales enregistrées depuis l'incident du Rana Plaza sont des syndicats qui sont restés inactifs dans les luttes.

Les usines de confection produisent pour des marques telles qu'Adidas, H&M, Nike, Marc O'Polo et Zara. L'industrie bangladaise de l'habillement est le plus grand secteur industriel du pays. Au cours du dernier exercice financier, l'industrie a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 47 milliards de dollars. Cela représente environ 85 % des exportations annuelles du pays et plus de 10 % du PIB. Après des débuts modestes (entre 1977 et 1983), le secteur a connu une croissance phénoménale au cours des deux dernières décennies, le nombre d'unités atteignant aujourd'hui environ 4 500⁴³.

42Ces chiffres nous proviennent de l'ILO : https://webapps.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/---ilo-dhaka/documents/publication/wcms_854371.pdf. Une autre étude révèle que les 21 fédérations RMG comptent moins de 2 000 travailleurs. Les adhérents se situent entre 2 000 et 4 000 et entre 4 000 et 6 000 dans cinq et quatre fédérations respectivement. Trois fédérations ont chacune entre 6 000 et 10 000 membres. Il convient de noter que onze fédérations comptent plus de 10 000 membres.

43 Source: Raw data collected from BGMEA and BKMEA, à lire dans l'article : <https://textilelearner.net/prospects-of-garments-industry-in-bangladesh/>

Une chemise H&M « Pattern Resort Shirt », fabriquée dans une usine de Mirpur se vend jusqu'à 25 dollars en Australie. Un ouvrier travaillant en équipe dans une usine de confection bangladaise peut fabriquer chaque jour pour plus de 1 000 dollars de ces chemises, tout en recevant moins de 10 dollars en retour. Les ouvrier·es de ces usines sont pour l'écrasante majorité des femmes issues de la campagne. Sabina Begum, une couturière de 22 ans, a déclaré à dw.com qu'elle s'était jointe aux manifestations parce qu'elle « luttait pour s'assurer d'avoir du pain et du beurre » pour sa famille, le salaire minimum mensuel actuel ne couvrant pas les besoins de base. Les ouvrier·es effectuent en général 16 heures de travail quotidien, avec une cadence élevée ⁴⁴.

Dans le cadre du cycle de négociations sur le salaire minimum, des grèves éclatent à partir du 23 octobre dans les usines à Mirpur, Narayanganj, Ashulia, Savar et Gazipur, après que les patrons de l'industrie du textile n'ont proposé qu'une augmentation de salaire de 25 %, alors que les travailleurs réclament 200 %. Samedi 4 novembre, dans la ville industrielle d'Ashulia située à l'ouest de la capitale Dacca, des heurts éclatent avec la police alors que 10 000 ouvrier·es tentent d'empêcher leurs collègues de reprendre leur poste. Rapidement, les syndicats parviennent à juguler un mouvement qui tend à les déborder, dès le 6 novembre, à la suite d'une promesse du Conseil tripartite du salaire minimum (MWB ⁴⁵) d'annoncer un taux de salaire plus élevé. Le 7 novembre, la commission salariale déclare que le salaire minimum mensuel passerait de 8 000 à 12 500 taka à partir du mois de décembre. Pour attendre que soit cette augmentation, les ouvrier·es d'usine et leurs syndicats s'opposent alors fermement à cette décision, impliquant également que la prochaine augmentation n'ait pas lieu avant 2028.

Jeudi 9 novembre, 25 000 ouvrier·es affrontent la police sur une autoroute et saccagent Tusuka, une usine de premier plan, ainsi qu'une douzaine d'autres usines. *Dès novembre, la répression judiciaire s'abat massivement sur les prolétaires en lutte.* Usant du *lock-out*, autorisé par le droit bangladais ⁴⁶, les patrons ferment immédiatement 150 usines « pour une durée indéterminée », la police ayant par ailleurs lancé des poursuites contre 11 000 ouvrier·es associé·es à de violentes manifestations réclamant un salaire minimum plus élevé. La police bangladaise a pour habitude de lancer des accusations contre des milliers de personnes – sans préciser leurs noms – à la suite de grandes manifestations.

Après que le ministre du Travail et de l'Emploi, Monnujan Sufian, annonce que le nouveau salaire minimum sera de 12 500 taka, 10 000 ouvrier·es quittent leurs usines à Gazipur, des manifestations éclatent et entraînent la fermeture d'environ 500 usines. La police réprime les manifestations le lendemain, tuant une ouvrière et en blessant dix autres à Gazipur. Un autre manifestant, Jalal Uddin, 42 ans, décède le 12 novembre après avoir reçu une balle dans l'estomac. Le bilan de ce mouvement de lutte de novembre s'élève à quatre morts, tués par la police, et le fameux bataillon d'action rapide (RAB).

Le conflit est particulièrement marqué à Ashulia, ville qui concentre 350 usines de confection, parmi les plus grandes du Bangladesh, certaines employant jusqu'à 15 000 ouvrier·es. Au départ, l'agitation est limitée à quelques unités, mais elle se propage rapidement dans d'autres usines, notamment par la diffusion massive de tracts. Le conflit reprend de la vigueur lorsque les dirigeants du syndicat

⁴⁴Catherine Dauriac, dans l'article d'Alexandre Carré pour Vert, <https://vert.eco/articles/au-bangladesh-une-greve-historique-chez-les-ouvriers-du-textile>

⁴⁵ Le MWB est composé de représentants de l'Association des fabricants et exportateurs de vêtements du Bangladesh (BGMEA), de certains dirigeants syndicaux et de fonctionnaires.

⁴⁶ Notamment au chapitre 2 du *Bangladesh Labor Act* de 2006, (Act No. 42 of 2006): Chapter II : 13 (1) “*On account of an illegal strike in any branch or department of an establishment, the owner may close down the said branch or establishment in whole or in part, and in case of such closure the workers participating in the strike shall not receive any wages.*”

Garment Sramik Front annoncent, lors d'une conférence régionale du syndicat le 25 novembre, réclamer un salaire minimum de 16 000 taka par mois.

Un appel international se répand sur les réseaux sociaux pour un 25 novembre internationaliste, qui converge avec un mouvement massif de luttes internationales à l'occasion du Black Friday, et auquel répondent des camarades dans de nombreuses villes : à Bâle contre H&M, à Göttingen, la FAU Hambourg et à Zurich, l'Organisierte Autonomie.

Le 26 novembre, la commission du salaire minimum a fixé à 12 500 taka le salaire mensuel minimum des ouvrier-es de l'habillement. La situation ne se calme pas et prend la forme de saccages et de manifestations violentes. Soixante propriétaires d'usines suspendent alors leurs activités le 11 décembre, utilisant le droit de *lock-out*. Cependant, le lundi 18 décembre, toutes les unités ont repris leurs activités à la suite d'une directive du Premier ministre. Les propriétaires d'usines déclarent qu'environ 90 % des ouvrier-es ont repris le travail.

Lutter pour se faire payer

L'accalmie encore une fois est de courte durée, et après que la force de l'État a fait couler le sang, c'est le fouet économique qui s'abat avec des licenciements et des salaires impayés. Les patrons affichent les listes des travailleurs licenciés, accompagnées de leurs photos, aux portes de leurs unités. Le 6 janvier, nous apprenons dans un article du *Daily Star* que plus de 1 600 ouvrier-es des ateliers de confection à Ashulia ont été licencié-es au cours de la semaine pour leur participation présumée aux manifestations. La Fédération des travailleurs de l'industrie et de l'habillement du Bangladesh (*Bangladesh Garment and Industrial Workers Federation*) a elle estimé le nombre d'ouvrier-es licencié-es à 3 500 et déclaré que 50 organisateurs de manifestations ont été contraints de se cacher. Les autorités ont alors recours à une loi controversée datant de l'époque militaire pour mettre fin aux manifestations, la loi sur les pouvoirs spéciaux (*Special Powers Act*) qui permet d'arrêter les dirigeants syndicaux et les ouvrier-es.

Si le résultat est une répression policière, pénale et économique particulièrement violente, les patrons sont parvenus à faire revenir les ouvrier-es dans les usines. Deux mois plus tard pourtant, des conflits d'ampleur éclatent à nouveau.

Le 17 février environ 4 500 ouvrier-es de l'usine de vêtements Mahmud Jeans à Gazipur, cessent le travail pendant cinq heures à partir de 9 heures du matin pour réclamer des salaires impayés. Les ouvrier-es se plaignent de n'avoir reçu que 40 % de leur salaire de base pour le mois de janvier. Les congés annuels acquis l'année dernière n'ont pas non plus été payés. Les ouvrier-es acceptent de mettre fin à leur protestation après avoir reçu la promesse que les arriérés seraient payés d'ici le 22 février.

Le 18 février, des centaines d'ouvrier-es du textile de deux usines fermées à Fatuallah (Narayanganj) manifestent pour protester contre les fermetures et réclamer les salaires impayés pour décembre et janvier. Les ouvrier-es de l'usine Abanti Colour Tex, qui emploie 7 000 personnes, ont manifesté dans les locaux de l'usine pendant deux heures dans la matinée, puis se sont rendus sur la route régionale Dhaka-Munshiganj, provoquant des embouteillages. Les ouvrier-es ont mis fin à leur protestation après qu'un représentant de la police industrielle a assuré verbalement que l'usine serait ouverte et que les salaires seraient versés le lundi suivant. Le même jour, plus d'une centaine d'ouvrier-es d'une usine fermée du Rupashi Group of Industries ont manifesté devant le Narayanganj Press Club. La

Fédération unie des travailleurs du textile a déclaré que 700 ouvrier-es n'ont pas été payés depuis novembre.

Vague ou tsunami ?

Ce mouvement de grève ne se démarque pas particulièrement de l'accroissement d'intensité des affrontements de classe qu'implique le grand retour de l'inflation dans le monde ⁴⁷. Le taka bangladais a été dévalué de 30 % par rapport au dollar américain depuis le début de l'année dernière et le taux d'inflation actuel est de 10 %, l'inflation alimentaire ayant atteint un nouveau record de 12,56 % le mois dernier (avril). Si les chiffres impressionnants de dizaines de milliers d'ouvrier-es mobilisé-es ont de quoi « nous en boucher un coin », rapportés aux 4 millions d'ouvrier-es réparties en 3 500 usines, ils ne correspondent qu'à moins de 1 %.

Cette séquence se télescope avec des enjeux politiques, qui permettent aux membres du gouvernement d'associer le mouvement à l'opposition (argument semble-t-il suffisant pour le criminaliser). Ainsi, en octobre 2023, plus de 100 000 manifestant-es s'étaient déjà rassemblé-es dans la capitale, Dacca, pour réclamer la démission de la Première ministre, Sheikh Hasina, quelques mois avant les élections, prévues début 2024. Dans le sillage de ce conflit, plus de 8 000 membres de l'opposition avaient été arrêté-es ⁴⁸. Rappelons également que des grèves impressionnantes ont eu lieu durant la phase 2010-2019 ⁴⁹. Au Bangladesh, le 4 juin 2022, la police de Dhaka avait fait de nombreux blessés en usant d'armes à feu, de gaz lacrymogène et de matraques contre des ouvrier-es de l'habillement qui manifestaient dans les quartiers de Mirpur et d'Azampur.

En mai 2024, les dirigeants syndicaux ont exhorté le gouvernement à fixer le salaire minimum des ouvrier-es à 20 000 Taka et à garantir la sécurité sur le lieu de travail. S'adressant au rassemblement lors du 1^{er} mai, l'ancien président du Parti communiste du Bangladesh, Mujahidul Islam Selim, a demandé que le salaire minimum des ouvrier-es de l'habillement soit fixé à 30 000 taka par mois.

Le processus de prolétarisation du Bangladesh s'accompagne de luttes intenses, d'émeutes et de l'émergence d'une nouvelle main-d'œuvre migrant des campagnes vers les villes, notamment des jeunes femmes, qui préféraient travailler en usine plutôt que de subir la domination patriarcale dans les villages. Le rôle encadrant des syndicats s'exprime sans réserve, et la violence de la répression (arrestations massives, morts, licenciements, salaires impayés, etc.) montre l'intensité de la lutte de classe en cours.

Bangladesh: 150 usines textiles fermées « indéfiniment » et 11 000 travailleurs inculpés

[13/11/2023](#)

⁴⁷ Une étude de la Friedrich-Ebert-Stiftung recense plus de 12 500 manifestations dans 148 pays entre novembre 2021 et octobre 2022. Les gens sont descendus dans la rue pour réclamer une baisse des prix de l'énergie, en particulier pour les transports, la cuisine, le chauffage et l'électricité.

⁴⁸Dépêche AFP du 5 novembre 2023 : https://www.mediapart.fr/journal/fil-dactualites/051123/bangladesh-plus-de-8000-membres-de-l-opposition-arretes-media?utm_content=&utm_term=&xtor=EPR-1013-%5Barticle-offert%5D%20&M_BT=8452826694064

⁴⁹Voir à ce sujet l'article traduit dans Le Bulletin international de Wildcat « L'heure est grève » (<https://interbulletin.noblogs.org/?p=416>)

Depuis deux semaines, des dizaines de milliers d'ouvriers du textile au Bangladesh sont en grève pour leurs salaires et conditions de travail. Les fabricants de vêtements bangladais ont fermé samedi 150 usines « pour une durée indéterminée », la police ayant par ailleurs lancé des poursuites contre 11 000 travailleurs en lien avec de violentes manifestations réclamant un salaire minimum plus élevé.

Les 3 500 usines de confection du Bangladesh représentent environ 85 pour cent de ses 55 milliards de dollars d'exportations annuelles, fournissant de nombreuses grandes marques mondiales, notamment Levi's, Zara et H&M. Mais les conditions de travail sont désastreuses pour bon nombre des quatre millions de travailleurs du secteur, dont la grande majorité sont des femmes dont le salaire mensuel, jusqu'à récemment, démarrait à 8 300 taka (75 dollars).

De violentes manifestations réclamant de meilleurs salaires ont éclaté le mois dernier, avec au moins trois travailleurs tués et plus de 70 usines saccagées ou endommagées depuis, selon la police.

Une commission nommée par le gouvernement a augmenté mardi le salaire du secteur de 56,25 %, mais les travailleurs du textile ont rejeté la hausse, exigeant à la place un salaire minimum de 23 000 taka. « Leur proposition est inacceptable. C'est en deçà de nos attentes », a déclaré Kalpona Akter, présidente de la Fédération des travailleurs de l'industrie et de l'habillement du Bangladesh. Jeudi 9 novembre, 25 000 travailleurs ont affronté la police sur une autoroute et ont saccagé Tusuka, une usine de premier plan, ainsi qu'une douzaine d'autres usines.

Jeudi, la police a tiré des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes sur environ 10 000 travailleurs d'Ashulia lorsqu'elle a attaqué des policiers et les usines avec des briques et des pierres. Au moins 20 usines ont également été fermées à Gazipur, qui est la plus grande zone industrielle du pays.

Bangladesh: 4 morts lors d'affrontements entre les ouvriers et la police

[13/11/2023](#)

La police du Bangladesh tue quatre ouvriers du secteur textile lors de manifestations de masse en faveur d'une augmentation des salaires

Des dizaines de milliers d'ouvriers du textile bangladais continuent de manifester, pour la troisième semaine consécutive, afin de réclamer des salaires plus élevés. Jusqu'à présent, quatre travailleurs ont été tués lors d'attaques brutales menées par la police et le fameux bataillon d'action rapide (RAB).

Les grévistes, qui travaillent dans des usines à Mirpur, Narayanganj, Ashulia, Savar et Gazipur, ont entamé une action industrielle le 23 octobre après que les patrons de l'industrie du textile n'ont offert qu'une augmentation de salaire de 25 pour cent. Les travailleurs veulent que leur salaire mensuel minimum de base soit porté à 23 000 taka (208 dollars américains), soit près de trois fois le salaire minimum actuel de 8 000 taka imposé en 2018.

La police a brutalement agressé les manifestants, notamment en utilisant des gaz lacrymogènes et des grenades assourdissantes. Au cours des premières semaines d'action, deux travailleurs ont été tués et quatre-vingts blessés lors d'affrontements avec la police. Les travailleurs ont affirmé que la police était soutenue par des voyous de la Ligue Awami du Premier ministre Sheik Hasina.

Les ouvriers du textile ont mis fin à leurs manifestations lundi dernier [6 novembre] sur instruction des syndicats, à la suite d'une promesse du Conseil tripartite du salaire minimum (MWB)

d'annoncer un taux de salaire plus élevé. Le MWB est composé de représentants de l'Association des fabricants et exportateurs de vêtements du Bangladesh (BGMEA), de certains dirigeants syndicaux et de fonctionnaires.

Les travailleurs du textile ont toutefois rapidement repris leur action après que le ministre du travail et de l'emploi, Monnujan Sufian, a déclaré la semaine dernière que le nouveau salaire minimum serait de 113,50 dollars, soit environ la moitié du montant demandé par les travailleurs. Jusqu'à présent, les manifestations ont entraîné la fermeture d'environ 500 usines.

La police a attaqué les manifestations le lendemain, tuant une ouvrière et en blessant dix autres dans le quartier de Konabari, à Gazipur. Un autre manifestant, Jalal Uddin, 42 ans, abattu par la police, est décédé le 12 novembre à la faculté de médecine de Dhaka. Son beau-frère, Rezaul Karim, a déclaré aux journalistes qu'il avait reçu une balle dans l'estomac.

Des milliers d'ouvrier·es du textile du Bangladesh sont en grève pour exiger un triplement de leur salaire et de meilleures conditions de travail.

Par Alexandre Carré

Il y a une semaine, de violents affrontements ont éclaté aux quatre coins du pays, où des ouvrier·es du textile ont entamé une grève, qui a entraîné la fermeture de centaines d'usines. Samedi 4 novembre, dans la ville industrielle d'Ashulia située à l'ouest de la capitale Dacca, des heurts ont eu lieu alors que 10 000 ouvrier·es ont tenté d'empêcher leurs collègues de reprendre leur poste, [rapporte France 24](#). Les usines à l'arrêt fournissent notamment Gap, H&M, Zara, Levi's, Primark et bien d'autres.

Dans ce pays dont dépend l'industrie mondiale de la mode, *«les ouvriers ne sont payés que l'équivalent de 70€ par mois, explique à Vert Catherine Dauriac, journaliste et présidente de l'association Fashion Revolution France. Tous subissent – et surtout les femmes –, du harcèlement moral et physique sur une base de 16 heures de travail quotidien, avec une cadence de folie»*.

Alors que leur pouvoir d'achat n'a jamais été aussi bas en raison de l'inflation, les manifestant·es demandent une hausse de près de trois fois leur salaire actuel, soit 190 euros. Un *«salaire vital»* pour Catherine Dauriac, qui décrit un environnement plus que tendu, avec des ouvrier·es qui n'arrivent plus à subvenir à leurs besoins, ou à ceux de leur famille.

Depuis l'effondrement de l'immense atelier de textile du Rana plaza en 2013, qui avait fait plus de 1 100 morts, de nombreuses contestations pour de meilleures conditions de travail ont éclaté, sans grand succès jusqu'ici.

Cette fois-ci, même si l'ampleur de l'engagement est inédite, la journaliste craint les répercussions. *«Les patrons des usines sont membres du gouvernement, donc ça va être très compliqué. C'est une grève très politique.»* En octobre dernier, plus de [100 000 manifestant·es s'étaient déjà rassemblé·es](#) dans la capitale, Dacca, pour réclamer la démission de la première ministre, Sheikh Hasina, quelques mois avant les élections, prévues début 2024.

Deuxième exportateur mondial de vêtements après la Chine, le Bangladesh emploie pas moins de quatre millions de personnes dans le textile, réparties dans 3 500 usines. Le bas coût du travail attire les entreprises étrangères et encourage le gouvernement à maintenir de mauvaises conditions de travail.

Pour Majdouline Sbai, sociologue spécialisée en environnement, «*ces mobilisations sont une alerte pour les grandes marques.*» Selon elle, «*la prise de conscience collective de la vulnérabilité de l'approvisionnement amènera les patrons à se questionner sur les limites de leur méthode*». Elle craint cependant que les grandes marques ne se détournent vers d'autres pays où le coût du travail est très faible, comme l'Éthiopie.

Grève en Australie des enseignants le 9/11 contre la réduction des salaires

[13/11/2023](#)

Le personnel des écoles publiques d'Australie-Méridionale se met à nouveau en grève pour obtenir de meilleurs salaires et conditions de travail

Des milliers d'enseignants d'Australie-Méridionale ont entamé une grève jeudi, la deuxième action d'une journée depuis septembre, pour s'opposer à la campagne de réduction des salaires du gouvernement travailliste de l'État et à la détérioration des conditions de travail dans les écoles publiques.

L'action portait sur la proposition d'un nouvel accord de négociation d'entreprise (EBA) d'une durée de trois ans pour le personnel des écoles publiques. L'action massive de jeudi a entraîné la fermeture de 172 écoles et de 200 autres établissements d'enseignement, y compris des écoles maternelles, et de nombreux établissements ont dû modifier le déroulement de la journée. Les enseignants se sont rassemblés devant le parlement, dans le centre d'Adélaïde, pour exprimer leur colère et leur détermination à lutter contre les conditions épouvantables qui règnent dans les écoles et à rejeter la dernière offre inadéquate du gouvernement en matière de salaires et, en particulier, de charge de travail.

Trahis par leur syndicat, les conducteurs de bus toujours sans contrat (New York)

[13/11/2023](#)

Sans contrat depuis des mois, les employés des bus scolaires de la ville de New York dénoncent des conditions de travail intolérables

Plus de quatre mois après l'expiration de leur ancien contrat, les employés des bus scolaires de la ville de New York sont toujours contraints de travailler sans nouvel accord. Ils sont privés des augmentations de salaire dont ils ont désespérément besoin. Dans le même temps, les responsables de la section locale 1181 de l'Amalgamated Transit Union ont cherché à saboter le mouvement de grève que les membres ont voté à une écrasante majorité.

À la fin du mois de septembre, des accords de principe pour un sous-ensemble d'entreprises de transport scolaire ont été annoncés dans les médias et salués pour avoir permis d'éviter une grève. Cependant, depuis lors, les travailleurs des bus scolaires n'ont toujours pas vu les détails de l'accord supposé, et encore moins reçu un contrat sur lequel voter.

La section locale 1181 de l'ATU négocie toujours des pactes avec un groupe plus restreint d'entreprises de transport par autobus. Il s'agit notamment de NYCSBUS, que la ville a créé en 2021 en tant qu'organisation à but non lucratif afin de refuser aux travailleurs les avantages et les salaires accordés aux employés directs de la ville. L'entité créée par la ville a été l'une des plus obstinées dans ses demandes de concessions supplémentaires de la part d'une main-d'œuvre en sous-effectif et sous-payée.

Grève des contrôleurs de train en dehors des syndicats en France

En France, les contrôleurs de train ont organisé une grève de grande ampleur en dehors des syndicats officiels. Les contrôleurs de la Société nationale des chemins de fer français (SNCF) se sont mis en grève pour le week-end du 15-16 février.

Le préavis de grève a été déposé par les syndicats Solidaires et Confédération générale du travail, mais selon Le Monde, il a été déposé au nom du Collectif national des contrôleurs de trains commerciaux (CNA). La CNA a demandé aux syndicats de déposer le dossier car elle n'était pas légalement en mesure de le faire, mais elle se déclare « apolitique et non syndiquée ». Les syndicats estiment qu'au moins 70 % des contrôleurs de train se sont joints aux grèves.

La CNA est née d'un groupe Facebook populaire d'environ 3 800 conducteurs de train, qui a organisé des grèves en décembre 2022. Les contrôleurs de train demandent une augmentation de salaire et la prise en compte de la pénibilité de leur travail, ainsi que des dispositions spécifiques pour les travailleurs proches de la retraite. Ils affirment également que les accords conclus après la grève de 2022 n'ont pas été respectés. En particulier, ils affirment qu'il n'y a pas toujours deux contrôleurs sur les services à grande vitesse, qui peuvent transporter plus de 500 passagers par train.

Le gouvernement a réagi à la grève par une série de dénonciations des contrôleurs de train. Faisant écho à une attaque courante de la droite contre les travailleurs du rail, qu'il considère comme des « privilégiés », le nouveau ministre des Transports Patrice Vergriete s'est dit « surpris », affirmant que les contrôleurs s'étaient vu offrir « des primes et des augmentations de salaire qui feraient l'envie de beaucoup de nos concitoyens », a rapporté Le Figaro.

Le Premier ministre Gabriel Attal, qui incarne l'adoption par le gouvernement Macron du programme d'extrême droite du Rassemblement national, a déclaré mercredi : « Les Français savent que la grève est un droit » mais « aussi que travailler est un devoir. » Cette menace implicite a été rendue explicite par Éric Ciotti, chef du parti Les Républicains, le plus grand parti au Sénat (la chambre haute de l'assemblée législative française), qui a déclaré à TF1 : « Il faut arrêter de prendre les Français en otage. » Il s'est engagé à « établir très clairement des textes législatifs pour encadrer » le droit de grève.

Un électricien sur le toit: victoire des grévistes de Dersim (Turquie)

[14/11/2023](#)

Nous avons [relayé il y a quelques temps l'existence d'une lutte](#) de plus de 70 jours en Turquie le secteur de l'électricité. Les grévistes étaient montés sur le toit. La lutte a payé.

Voici ce que les travailleurs ont obtenu, d'après le compte rendu qu'en fait Vecih Cuzdan:

DİSK/Enerji-Sen a déclaré : « Après la réunion entre les dirigeants de Fırat Aksa et la délégation des représentants des travailleurs, un accord a été conclu concernant la satisfaction des revendications. »

Le ralentissement du travail débuté le 9 août par les travailleurs d'Aksa Fırat Elektrik Hizmetleri AŞ (FEDAŞ), membres de l'Union des travailleurs de l'électricité, du gaz, de l'eau et des barrages affiliée à DİSK/Enerji-Sen, qui réclamaient une augmentation des salaires et une amélioration des conditions de travail, s'est achevé à son 73e jour (le 20 octobre) par des victoires.

DİSK/Enerji-Sen a annoncé sur son compte de médias sociaux : « Un accord a été conclu, les revendications ont été satisfaites après la réunion entre les dirigeants de Fırat Aksa et la délégation des représentants des travailleurs. »

Las Vegas sans parano: face à la menace de grève, les directions cèdent augmentations et concessions

[14/11/2023](#)

Le secteur de l'hôtellerie et de la restauration de Las Vegas achète, par de fortes augmentations de salaire et d'autres concessions, le renoncement à la plus grande grève de l'histoire des États-Unis

« Selon le syndicat Culinary, l'accord avec Caesars a entraîné la plus grande augmentation de salaire de l'histoire du syndicat, ainsi que des taux de charge de travail réduits, des mesures de sécurité au travail étendues et davantage de droits de rappel. Les membres du syndicat pourront également organiser des piquets de grève pour soutenir les employés non syndiqués des restaurants dans les casinos », [communiqué du 10.11.23 du Culinary Union](#) (« Culinary Union et MGM Resorts parviennent à un accord provisoire et empêchent la plus grande grève dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration de l'histoire des États-Unis à Las Vegas, traduit par machine ») et en outre sur Twitter le 12 nov. 2023 : « ... Le syndicat a déclaré que les contrats de cinq ans proposés apporteront aux employés des augmentations de salaire historiques, une réduction de la charge de travail et d'autres réalisations sans précédent – y compris le nettoyage quotidien obligatoire des chambres ». #OneJobShouldBeEnough » – même Biden aurait félicité ce mouvement.

Deuxième semaine de grève pour 3500 membres de l'Éducation publique à Portland (Oregon)

[13/11/2023](#)

Les enseignants de Portland entament leur deuxième semaine de grève alors que les démocrates refusent de garantir un financement plus important pour les écoles

Environ 3 700 enseignants, psychologues scolaires et autres personnels certifiés de Portland, dans l'Oregon, sont entrés dans leur deuxième semaine de grève. Le débrayage, qui a débuté mercredi dernier, est le premier dans l'histoire des écoles publiques de Portland (PPS), le plus grand district de l'État avec 45 000 élèves.

Le personnel et les enseignants du service public de l'éducation, membres de l'Association des enseignants de Portland (PAT), réclament des augmentations de salaire qui suivent le taux d'inflation, des classes moins nombreuses, plus de temps pour la planification de l'enseignement et le personnel scolaire nécessaire, comme les conseillers et les infirmières, pour faire face à la crise sociale qui s'aggrave.

24h de grève des travailleurs indépendants à Athènes (22/11)

[25/11/2023](#)

Les chauffeurs de taxi et autres travailleurs indépendants manifestent à Athènes contre la nouvelle loi fiscale du gouvernement grec

Mercredi, les chauffeurs de taxi d'Athènes ont organisé une grève de 24 heures et des milliers d'autres travailleurs indépendants ont manifesté dans la capitale grecque.

Ils s'opposent à la nouvelle loi fiscale présentée par le gouvernement de droite de la Nouvelle Démocratie, qui prétend s'attaquer à l'évasion fiscale en remplaçant les bénéficiaires nets auto-déclarés par une « présomption » qui peut théoriquement être contestée.

Selon ef.syn, une déclaration de plusieurs organisations professionnelles a dénoncé la loi, qui « assimile les indépendants à des voleurs d'impôts et ferme les yeux sur le grand capital ».

Selon les calculs du syndicat des chauffeurs de taxi de l'Attique, si un chauffeur de taxi qui travaille depuis 2012 a enregistré des tarifs de 45 000 euros en un an, il paierait environ 1 900 euros d'impôts et de taxes dans le cadre du système actuel, mais plus de 7 000 euros dans le cadre de la nouvelle loi. Le syndicat a déclaré que le projet de loi favorisait les grandes entreprises telles qu'Uber tout en attaquant les chauffeurs indépendants, a rapporté Kathimerini.

Vague de grèves en Espagne: 30 secteurs touchés

Une nouvelle vague de grèves a éclaté en Espagne après l'installation du nouveau gouvernement pro-guerre et pro-austérité du Parti socialiste social-démocrate (PSOE) et de Sumar, une coalition de partis pseudo-de gauche et staliniens.

Plus de 30 secteurs différents, dont la santé, l'éducation, les transports, les services d'incendie, la logistique, les mines, le pétrole, l'aéronautique, la métallurgie, les industries automobiles auxiliaires et l'assainissement, entre autres, sont touchés.

Les grèves montrent la détermination de centaines de milliers de travailleurs en Espagne comme dans le monde à mettre fin aux coupes drastiques qui ravagent leur niveau de vie. Mais elles prouvent également qu'ils ne peuvent défendre leurs intérêts s'ils restent soumis au contrôle des cliques bureaucratiques qui dirigent les syndicats, liées à des partis comme le PSOE et Sumar, qui polissent la lutte des classes dans l'intérêt des trusts.

Lundi, 1 500 travailleurs du centre logistique d'Amazon à Dos Hermanas (Séville) dans le sud du pays, ont entamé une grève illimitée pour exiger de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail. La grève est suivie par 90 pour cent des travailleurs selon les syndicats UGT (Union générale des travailleurs, social-démocrate) et CCOO (Commissions ouvrières, aligné sur Sumar). Les travailleurs qui ne gagnent en moyenne que 1 400 euros par mois tentent d'obtenir la parité salariale avec d'autres centres où les salaires sont en moyenne de 2.000 euros. Ils demandent aussi une meilleure compensation des heures supplémentaires et que les jours fériés soient comptabilisés dans le repos hebdomadaire.

Dos Hermanas est l'un des centres logistiques les plus modernes d'Amazon en Espagne. Entièrement robotisé, il a commencé à fonctionner en septembre 2020 et couvre une superficie de près de 180 000 mètres carrés, soit 26 terrains de football. Il a une capacité de stockage de 25 millions de produits et une moyenne de 450 000 unités sont préparées chaque jour.

Dans la région nord-est de la Catalogne, 55 000 infirmières sont en grève illimitée depuis la semaine dernière. Elles protestent contre un accord signé entre le gouvernement régional catalan et les syndicats UGT et CCOO, qui n'augmente pas leurs salaires et ne reconnaît pas leur catégorie professionnelle.

Bien que la grève n'ait été déclenchée que par les syndicats minoritaires du secteur et que des niveaux de service minimum draconiens aient été imposés par le gouvernement régional catalan, allant jusqu'à 100 pour cent dans certains postes, un grand nombre de travailleurs y participent; une large manifestation de milliers d'infirmières a été organisée le 15 décembre.

Des grèves régulières ont éclaté dans le secteur de la santé tout au long de l'année, dans différentes régions. Elles ont mobilisé des médecins, des infirmières et d'autres travailleurs de la santé, reflétant la détérioration de la santé publique sous l'effet de l'austérité. Toutefois, les syndicats ont délibérément isolé ces luttes et refusé d'appeler à une action unifiée dans tout le pays.

La semaine dernière, 9 000 travailleurs de Technological company, une filiale fournissant des services informatiques à la société de conseil Accenture, se sont également mis en grève. Dans certains centres, 100 % du personnel a participé à la grève. Les travailleurs réclament de meilleurs salaires.

Selon les syndicats, la main-d'œuvre a perdu un pouvoir d'achat équivalent à 58 jours de travail au cours des trois dernières années. Pendant ce temps, les membres du conseil d'administration de l'entreprise ont augmenté leurs salaires de 36 %. Le secteur du conseil est connu pour sa forte exploitation des travailleurs, forcés de respecter des délais stricts.

Dans le secteur aérien, 3 000 employés des services au sol d'Iberia, la compagnie aérienne nationale espagnole, qui fait partie de l'International Airlines Group, se sont mis en grève dans huit aéroports

du pays. Ils réclament la fin de la sous-traitance à d'autres entreprises, qui entraîne souvent une détérioration de leurs conditions de travail.

Dans l'entreprise publique Correos, chargée des services postaux, les travailleurs ont été appelés à se mettre en grève pour le 29 décembre. Des grèves répétées ont eu lieu ces dernières années dans l'entreprise pour obtenir de meilleures conditions de travail.

Ce ne sont là que quelques-unes des grèves qui touchent des centaines de milliers de travailleurs, mais il y en a bien d'autres, notamment dans les écoles privées du Pays basque, chez les éboueurs de La Corogne (Galice), dans l'entreprise de machines de loisirs et de paris Operibérica à Getafe (au sud de Madrid), dans l'entreprise de plaques à induction et de fours BHS-Balay à Saragosse, dans l'entreprise de chaussures Pablosky à Tolède, dans l'entreprise de composants automobiles Airtel à Saragosse, et dans l'entreprise sidérurgique Comforsa, la plus grande entreprise industrielle détenue par le gouvernement catalan.

Ces grèves sont alimentées par une forte inflation, qui a fait chuter les salaires réels ces trois dernières années, ainsi que par la précarité à long terme et les mauvaises conditions de travail. En Espagne, les salaires réels ont baissé de 5,3 % entre 2019 et 2022.

L'année dernière, le nombre de grèves a été le plus élevé depuis 2012, année d'explosion des conflits sociaux suite à la révolution égyptienne et à l'austérité imposée à l'ensemble de l'Union européenne dans le sillage de la crise financière mondiale de 2008.

La tendance s'est accélérée en 2023, avec une augmentation de 21 % du nombre de grèves par rapport à la même période en 2022. Cette tendance s'est partiellement interrompue avec les élections législatives de juillet 2023, les longues négociations pour former un nouveau gouvernement et les vacances d'été.

Le loyer d'un logement de 60 mètres carrés à Madrid représente 112 pour cent du salaire minimum.

En ce qui concerne les conditions de travail, selon un rapport publié cette année par le ministère du Travail, 46,9 pour cent des travailleurs (8,1 millions) ont un emploi précaire. Si l'on ajoute les chômeurs et les travailleurs indépendants précaires, le total s'élève à 11,9 millions de personnes. Ces travailleurs souffrent énormément, le rapport estimant qu'en 2020, 170 000 des 500 000 cas de dépression diagnostiqués (34 pour cent) étaient dus à la précarité de l'emploi.

Cette nouvelle vague de grèves soulève la nécessité de rompre avec les bureaucraties syndicales, qui ne servent pas les intérêts des travailleurs mais s'allient contre eux avec le gouvernement PSOE-Sumar. Ils sont tous déterminés, au nom de la compétitivité internationale, à infliger une défaite à toutes les luttes menées par les travailleurs en alliant trahison bureaucratique, répression policière féroce et lois draconiennes sur le service minimum.

Pour riposter, les travailleurs doivent coordonner leurs luttes sur les différents lieux de travail, dans les différentes industries et dans les différents pays, en opposition à la tactique des syndicats corporatistes pour les diviser et les vaincre. Cela signifie qu'il faut créer de nouveaux comités de la base pour unifier et mobiliser le pouvoir social collectif de la classe ouvrière internationale.

Accord de dernière minute après la menace de grève illimitée en Roumanie

[27/12/2023](#)

Le syndicat roumain AgroStar a reporté la grève générale illimitée qui devait commencer jeudi par les travailleurs de l'Agence de paiement et d'intervention pour l'agriculture (APIA), l'agence responsable de la distribution des subventions agricoles de l'Union européenne.

Le syndicat a conclu un accord de dernière minute avec le Premier ministre Marcel Ciolacu pour que tous les travailleurs de l'APIA bénéficient de la même échelle salariale, a rapporté Agro Inteligența.

Les travailleurs de l'APIA protestent depuis deux semaines contre l'inégalité salariale au sein de l'agence et le gel des salaires depuis 2015, et ont entamé des piquets de grève quotidiens devant le ministère de l'Agriculture cette semaine. Selon Cluj 24, le salaire dans les bureaux de comté de l'APIA, où 4 500 travailleurs sont affectés, est inférieur de 10 % à celui des 500 travailleurs des bureaux centraux.

Grève des travailleurs des médias l'État de Kwara, au Nigeria

[27/12/2023](#)

Les travailleurs des médias publics de l'État de Kwara, au Nigeria, ont observé un arrêt de travail de deux jours, les 19 et 20 décembre, pour exiger d'être reconnus comme des travailleurs essentiels et de recevoir les 100 % d'indemnités qui s'appliqueraient alors.

Les grévistes étaient des travailleurs de Herald Newspapers, Radio Kwara et Kwara TV, ainsi que de Kwara State Arts and Culture.

Les syndicats – dont le National Union of Paper Products, Printing, and Publishing Workers et le Nigeria Union of Journalists – ont réclamé une révision à la hausse de l'indemnité, conformément au salaire minimum de 30 000 N, ainsi qu'une augmentation de 27 % en fonction de la classification.

Fin de 156 jours de grève à Corning Cable, Gebze (Turquie)

[27/12/2023](#)

Fin d'une grève de plusieurs mois à l'usine Corning Cable de Gebze, en Turquie, pour l'alignement des salaires sur l'inflation

Les travailleurs de l'usine Corning Cable, située dans le centre industriel turc de Gebze, qui étaient en grève depuis 156 jours pour des raisons salariales, ont repris le travail lundi à la suite d'un accord entre le syndicat Lastik-İş et Corning.

Evrensel a rapporté les détails de l'accord avec Corning rendus publics par Lastik-İş. Les salaires augmenteront de 75 % au cours des six premiers mois, de 30 % supplémentaires au cours des six

mois suivants et de l'inflation plus 2 % au cours des six mois suivants, avec des modifications basées sur tout changement du salaire minimum légal.

Les travailleurs ont débrayé le 14 juillet après que le fabricant américain leur a proposé une augmentation de salaire de 60 % seulement, rejetant leur demande d'une augmentation de 105 %. À l'époque, même les chiffres officiels de l'inflation, dont on se méfie largement, montraient que les prix avaient augmenté de 62,6 % entre juillet 2022 et juillet 2023.

New York JFK8: Les travailleurs d'Amazon débrayent pendant le Prime Day d'octobre

Les travailleurs d'Amazon ont débrayé mercredi dernier dans l'entrepôt JFK8 de Staten Island, à New York, pour réclamer un salaire décent et de meilleures conditions de travail. Le débrayage a coïncidé avec les soldes Prime Big Deal Days de cette année et s'est déroulé de 17 heures à 19 heures. Les travailleurs de l'équipe de jour ont quitté l'entrepôt une heure plus tôt et ceux de l'équipe de nuit sont arrivés au travail avec une heure de retard.

Les Prime Days sont des ventes géantes qu'Amazon organise chaque année pour ses membres Prime. Cette année, les Prime Days ont permis de vendre 375 millions d'articles dans le monde entier. En plus de cette vente, que l'entreprise organise généralement en juillet, Amazon a inauguré un deuxième événement, les Prime Big Deal Days, en octobre. Ces deux événements exigent des heures supplémentaires épuisantes de la part des travailleurs d'Amazon pour répondre à la demande.

Les travailleurs des entrepôts d'Amazon font grève à Coventry (Grande Bretagne)

[28/11/2023](#)

Les travailleurs de l'entrepôt BHX4 d'Amazon à Coventry, au Royaume-Uni, ont organisé une grève d'une journée le 24 novembre pour réclamer une amélioration de leurs salaires et de leurs conditions de travail. Ces débrayages s'inscrivaient dans le cadre d'une manifestation internationale organisée à l'occasion du « Black Friday », l'une des journées les plus rentables pour les entreprises de vente au détail.

Le « Black Friday » a été exporté des États-Unis, où il marque le lendemain de Thanksgiving et le début de la période de vente au détail de Noël. Amazon a été frappé par des actions similaires aux États-Unis, en Allemagne et en Italie, dans le cadre de l'un des plus grands débrayages de l'histoire de la société transnationale, qui s'étend sur trois décennies. Selon le syndicat GMB, une forme ou une autre d'action a eu lieu dans 30 pays.

À Coventry, 1 000 travailleurs ont débrayé. Environ 800 travailleurs ont tenu un piquet de grève ou participé à des manifestations devant l'entrepôt d'Amazon situé dans une zone industrielle à l'extérieur de Coventry, dans les Midlands.

Situé sur le site de l'ancienne usine Jaguar de Browns Lane, le centre de traitement des commandes BHX4 emploie environ 2 700 personnes. Coventry est un « centre de réception » et une plaque tournante essentielle des activités d'Amazon au Royaume-Uni, puisqu'il approvisionne en marchandises les entrepôts locaux qui livrent les clients. Il fait partie d'un réseau logistique international qui comprend des dizaines d'installations à travers le continent.

Amazon exploite brutalement son personnel logistique en lui imposant des salaires bas et des conditions de travail pénibles. De nombreux travailleurs vivent dans la pauvreté et prennent un deuxième emploi ou dépendent des banques alimentaires pour joindre les deux bouts. L'inflation galopante réduit considérablement le pouvoir d'achat et le niveau de vie des travailleurs. Amazon a récemment augmenté le salaire horaire à 13 livres sterling.

Alors qu'Amazon engrange plus de profits que la plupart des entreprises mondiales, elle soumet ses employés d'entrepôt à des quarts de travail de 10 heures physiquement éprouvants. Les employés ont été contraints de travailler dans les entrepôts surpeuplés de l'entreprise pendant toute la durée de la pandémie de COVID.

Ce débrayage fait suite à une autre grève de trois jours à Coventry au début du mois. Les travailleurs de Coventry ont ouvert la voie au mouvement des travailleurs des entrepôts en Grande-Bretagne. La grève a été déclenchée par une série de débrayages spontanés sur plusieurs sites d'Amazon en août 2022, en réaction à des réductions salariales insultantes en termes réels et à des conditions de travail pénibles.

Le GMB s'est démené pour contenir ce mouvement. Vendredi dernier était le 28e jour d'action syndicale depuis le début de cette phase du conflit. La première grève menée sous l'égide du GMB a été organisée en janvier et concernait plusieurs centaines d'opérateurs d'entrepôts.

En mai, le GMB a demandé la reconnaissance officielle de l'entrepôt de Coventry. Cette demande a été rejetée par le Comité central d'arbitrage (CAC), un tribunal du ministère des affaires et du commerce, car les membres représentent moins de 50 % de la main-d'œuvre. Le GMB affirme que l'entreprise a embauché des travailleurs supplémentaires pour faire baisser le nombre de ses adhérents.

Le développement des grèves sauvages dans les entrepôts d'Amazon a marqué l'entrée d'une des sections les plus critiques de la classe ouvrière internationale dans la vague de grèves qui a émergé en Grande-Bretagne au cours des 18 derniers mois. Les syndicats des secteurs privé et public ont utilisé tout leur arsenal tactique pour diffuser, détourner et vendre la vague de grève, qui avait le potentiel de faire tomber les conservateurs tant détestés.

Les syndicats n'ont rien organisé chez Amazon pendant l'année, ce qui signifie que la lutte des travailleurs britanniques de l'entreprise est largement limitée à un seul entrepôt. Un autre centre d'exécution d'Amazon dans les Midlands, à Rugeley, a fait l'objet d'un scrutin de grève réussi en juillet, après que 100 membres du GMB ont voté à une majorité de 86 % en faveur de l'action. Pourtant, depuis lors, le GMB n'a mené que deux jours d'action sur ce site.

La stratégie du GMB consiste à utiliser une action industrielle limitée comme levier pour faire pression sur Amazon afin qu'elle invite les bureaucrates à participer à la gestion de l'entreprise.

Le GMB, qui perçoit les cotisations de plus de 600 000 membres, dispose des ressources nécessaires pour mobiliser les travailleurs d'Amazon, mais il s'efforce systématiquement d'empêcher les grèves dans le secteur. Bien qu'il ait qualifié d'« historique » le caractère mondial

des manifestations du vendredi noir, le GMB, comme les syndicats d'autres pays, y compris l'Amazon Labor Union (ALU) aux États-Unis, a mis en avant une perspective nationaliste et pro-capitaliste.

Le GMB a mis fin à des luttes dans d'autres secteurs de la logistique. L'année dernière, le syndicat a signé un accord avec la société de livraison de repas rapides Deliveroo pour représenter ses livreurs surexploités. Dans leur dos, le GMB a accepté un compromis pourri consistant à s'asseoir sur les grèves et à soutenir le « succès commercial durable » de l'entreprise de l'économie de l'abondance.

Le GMB travaille en étroite collaboration avec le parti travailliste pour faire avancer son programme de contrôle du mouvement, en prévision de la victoire attendue du parti aux élections générales de l'année prochaine. Sir Keir Starmer a personnellement appelé Amazon à reconnaître le GMB. M. Starmer indique que la bourgeoisie craint que des tensions sociales insoutenables n'engendrent un mouvement social irrépressible au sein de cette section de plus en plus volatile de la classe ouvrière, dont une grande partie est constituée de jeunes. Les travaillistes se sont engagés à promulguer, pendant leur mandat, de nouvelles lois visant à faciliter l'établissement de la bureaucratie syndicale et sa collaboration avec les entreprises. [...]

Les travailleurs doivent tirer les leçons politiques de l'expérience de leurs collègues travaillant pour des entreprises de logistique. Le Communication Workers' Union (CWU) a trahi l'action industrielle déterminée menée pendant un an par plus de 100 000 travailleurs postaux contre Royal Mail. Les membres du CWU paient cette trahison par des salaires de misère, une victimisation punitive des militants et un feu de joie des conditions de travail.

Les grèves dans les entrepôts d'Amazon ont le potentiel de créer un mouvement social d'une force considérable. Le secteur de la logistique se développe rapidement et emploie des millions de travailleurs dans des chaînes d'approvisionnement couvrant le monde entier. Cela signifie que la classe ouvrière doit également organiser une riposte au-delà des frontières nationales.

La question clé est de savoir sur quelle perspective politique ce mouvement se fonde. Il faut un programme fondé sur l'internationalisme, la lutte des classes et la primauté des besoins des travailleurs sur les profits d'Amazon. Pour y parvenir, les travailleurs doivent créer des comités de base pour mener une rébellion contre la bureaucratie syndicale qui cherchera à trahir leurs intérêts.

Les comités de base coordonneront les luttes des travailleurs d'Amazon au niveau international, sous l'égide de l'Alliance internationale des comités de base. Nous invitons les travailleurs à suivre l'International Amazon Workers Voice et à nous contacter pour participer au travail politique nécessaire pour résister aux grandes entreprises, aux États nationaux et à leurs complices syndicaux.

Grève de l'Université des Antilles (Jamaïque)

[09/01/2024](#)

Le vendredi 5 janvier, 900 enseignants et administrateurs employés par le campus de Mona de l'Université des Indes occidentales en Jamaïque se sont mis en grève. Les salaires sont en cause. Les travailleurs réclament une augmentation de 25 % des salaires à compter du 29 février. Les autorités gouvernementales ont jusqu'à présent ignoré cette demande.

La grève comprend l'arrêt, jusqu'au 22 janvier, des cours, de la livraison du matériel académique, des réunions avec les tuteurs et des cours de rattrapage pour les étudiants.

« Notre principale source de revenus, le gouvernement de la Jamaïque, est notre cible. Malheureusement, l'action de protestation est le seul moyen d'attirer leur attention », a déclaré le syndicat qui représente les travailleurs du campus de Mona.

La West Indies University possède des campus à Trinidad, à la Barbade et en Jamaïque (Mona).

Chine : les livreurs de colis de Huolala en grève

[09/01/2024](#)

Depuis 2022, les livreurs de colis sous contrat avec la plateforme Huolala organisent des grèves ad hoc dans tout le pays pour protester contre le montant trop bas de leur rémunération et les frais élevés de commission et d'enregistrement. Selon le China Labor Bulletin (CLB), les chauffeurs de Huolala à travers la Chine ont organisé 14 grèves en 15 mois. Huolala souhaite être cotée à la bourse de Hong Kong.

Le 16 octobre, les chauffeurs de trois villes ont fait grève contre le nouveau modèle de commande. Les chauffeurs de Guangzhou ont soumis une liste de seize demandes concrètes liées aux changements intervenus dans l'entreprise, qui ont réduit la rémunération des chauffeurs de 20 %. Une autre vague de grèves a éclaté en 2023, les chauffeurs protestant contre une baisse des prix unifiée.

Grève des 70 000 junior doctors des hôpitaux publics anglais

[09/01/2024](#)

Les « junior doctors », médecins au statut proche de celui des internes en France, ont démarré ce matin en Angleterre leur mouvement de grève de six jours, une longueur inédite pour le système de santé public britannique déjà à bout de souffle.

Ce mois de janvier pourrait être « *l'un des pires débuts d'année* » que le NHS, le système de santé public britannique, a connu, a averti un responsable du NHS, Stephen Powis, qui a appelé les malades à ne pas renoncer aux soins pour autant.

Après trois jours de grève avant Noël et de nombreux autres débrayages ces derniers mois, les jeunes médecins, qui réclament des augmentations de salaire, durcissent leur mobilisation après les fêtes de fin d'année, faute d'accord trouvé avec le gouvernement face à la crise provoquée par l'inflation.

Le mouvement des « *junior doctors* », qui sont près de 70 000 en Angleterre, a débuté à 7 h ce matin (3 janvier) et prendra fin mardi prochain à la même heure.

Les junior doctors anglais annoncent une nouvelle grève (Grande-Bretagne)

Les jeunes médecins anglais entameront une grève de cinq jours le samedi 24 février.

Il s'agira de la dixième série de grève des membres de la British Medical Association (BMA), dont la dernière a été un débrayage de six jours au début du mois de janvier. Depuis lors, le comité des médecins en formation de la BMA a participé à des négociations avec la ministre de la santé du gouvernement conservateur, Victoria Atkins, mais sans succès.

Leur revendication initiale était le rétablissement intégral des salaires perdus depuis 2008. Cela signifierait une augmentation de 35 %. Le gouvernement a augmenté de 3 % l'augmentation précédente de 8,8 %.

Les grèves précédentes des médecins en formation ont eu lieu alors que d'autres personnels de santé, notamment les infirmières et les ambulanciers, étaient déjà pris dans un conflit salarial. Les syndicats représentant ces travailleurs de la santé ont conclu des accords inférieurs à l'inflation, isolant ainsi la lutte des médecins en formation. Les médecins en formation membres de la BMA en Angleterre votent actuellement pour prolonger la grève.

Les médecins en formation appartenant à l'Hospital Consultants and Specialists Association se mettront en grève aux mêmes dates. Au Pays de Galles, quelque 3 000 médecins en formation, également membres de la BMA, feront une grève de 72 heures le 21 février, suivi d'un arrêt de quatre jours le 25 mars, dans le cadre du conflit salarial qui les oppose au gouvernement travailliste gallois.

1600 licenciements suite à la grève à Ashulia (Bangladesh)

[09/01/2024](#)

Article du 06/01/24 du Daily Star:

Plus de 1 600 travailleurs d'un certain nombre d'ateliers de confection à Ashulia ont été licenciés au cours de la semaine écoulée pour leur participation présumée à des manifestations concernant les salaires, a déclaré la police hier.

Cependant, la Fédération des travailleurs de l'industrie et de l'habillement du Bangladesh (Bangladesh Garment and Industrial Workers Federation) a estimé le nombre de travailleurs licenciés à 3 500 et a déclaré que des dizaines d'organiseurs de manifestations ont été contraints de se cacher.

45 000 travailleurs municipaux externalisés en grève en Andhra Pradesh (Inde)

[09/01/2024](#)

Environ 30 000 travailleurs municipaux externalisés de 123 municipalités de l'Andhra Pradesh sont en grève depuis le 26 décembre pour réclamer l'égalité de rémunération et des emplois permanents. La grève a été déclenchée par l'Andhra Pradesh Municipal Workers and Employees Union, mais

d'autres syndicats ont déclaré qu'ils se joindraient à la grève d'ici mercredi, portant le nombre total de grévistes à 45 000.

Les autorités municipales ont engagé des briseurs de grève pour conduire les véhicules de ramassage des ordures. Les travailleurs municipaux et les chauffeurs ont été expulsés par la police le 31 décembre, après avoir entravé les véhicules de ramassage des ordures conduits par des briseurs de grève.

Les travailleurs ont annoncé mardi que leur grève illimitée se poursuivrait, après qu'une deuxième série de pourparlers avec le gouvernement de l'Andhra Pradesh n'a pas permis de résoudre les problèmes. Un porte-parole du syndicat a déclaré que le gouvernement n'avait pas donné de réponse claire à leurs principales revendications, à savoir un salaire égal pour un travail égal et la permanence de l'emploi.

Des centaines de travailleurs du secteur pétrolier en grève depuis un mois au Kazakhstan

[10/01/2024](#)

Des centaines de travailleurs du secteur pétrolier de la région occidentale de Manghystau, en grève depuis 29 jours, ont publié une déclaration vidéo le 8 janvier, demandant au président kazakh Qasym-Zhomart Toqaev d'intervenir dans leur situation. Les travailleurs de la société West Oil Software se sont mis en grève le 11 décembre, réclamant l'intégration de leur système de rémunération dans celui de la société nationale d'énergie KazMunaiGas, ce qui leur assurerait une augmentation de salaire ainsi que le renouvellement de leur équipement technique. Les procureurs locaux ont déclaré précédemment qu'une enquête avait été ouverte à l'encontre des travailleurs pour grève illégale.

Grève interpro dans le public en Irlande du Nord le 18/01

[27/12/2023](#)

Les travailleurs du secteur public d'Irlande du Nord organisent une journée de grève coordonnée

Les travailleurs du secteur public d'Irlande du Nord, notamment les professionnels de la santé, les enseignants, les fonctionnaires, les radiographes et les sages-femmes, ont annoncé une grève simultanée le 18 janvier.

Cinq syndicats d'enseignants d'Irlande du Nord, regroupés au sein du Northern Ireland Teachers' Council (NITC), ont déjà annoncé que leurs membres seraient en grève ce jour-là.

Les membres de la National Association of Head Teachers (NAHT), de l'Ulster Teachers Union (UTU), de la NASUWT, du National Education Union (NEU) et de l'Irish National Teachers' Organisation (INTO) réclament une augmentation de salaire.

Selon l'UTU, les salaires de départ des enseignants nouvellement qualifiés en Irlande du Nord sont inférieurs de 8 000 livres à ceux de l'Écosse. Les enseignants d'Irlande du Nord n'ont pas eu d'augmentation de salaire depuis près de trois ans.

Grève partielle illimitée des conducteurs de trains de banlieue à Varsovie

Jeudi 18/01, les conducteurs du train de banlieue de Varsovie (WKD) ont entamé une campagne de grèves quotidiennes aux heures de pointe, après l'échec des négociations sur la date d'une augmentation de salaire.

Selon Wawa.info, les membres du syndicat des machinistes de Pologne cesseront le travail de 6 à 8 heures et de 15 à 17 heures tous les jours.

Le vice-président du syndicat a déclaré à PAP que l'année dernière, il n'y avait pas eu d'augmentation de salaire, mais seulement une prime unique. Le syndicat demande une augmentation mensuelle de 800 złoty (182 euros), tandis que WKD ne propose que 500 złoty. Une grève d'avertissement de deux heures a eu lieu en novembre.

400 grévistes chez un constructeur d'autobus à Falkirk, en Écosse

Environ 400 carrossiers et peintres travaillant pour le carrossier Alexander Dennis Limited (ADL) à Falkirk, en Écosse, ont entamé lundi une grève de deux semaines après avoir rejeté une offre salariale de 4,5 %.

Les membres du syndicat Unite ont organisé un arrêt de travail de deux semaines au début du mois de décembre, votant à une majorité de 81% le débrayage après avoir rejeté une offre salariale de 4%.

À la suite de la grève de décembre, l'ADL a augmenté son offre de 0,5 %, mais celle-ci a été rejetée à une écrasante majorité et une deuxième série de grèves a été lancée. L'offre représente une baisse de salaire en termes réels. ADL, le plus grand fabricant mondial d'autobus à impériale, a un carnet de commandes bien rempli.

Environ 300 grévistes à Fujitsu en Grande Bretagne (17/01)

Environ 300 travailleurs britanniques employés par Fujitsu à Stratford-upon-Avon et Telford ont observé un arrêt de travail d'une journée mercredi 17 janvier.

Les membres du syndicat des services publics et commerciaux sont employés par Fujitsu sous contrat avec His Majesty's Revenues and Customs, le service de recouvrement des impôts. Ils

s'opposent à l'application d'une augmentation de salaire de 3 à 4 %, alors que les travailleurs de Fujitsu à la maison mère au Japon se voient offrir des augmentations allant jusqu'à 29 %.

La grève et les quatre semaines d'heures supplémentaires et de grève qui s'ensuivront devraient avoir un impact sur le service. Fujitsu est l'entreprise au centre du scandale des Postes, où son logiciel Horizon défectueux a conduit à des condamnations injustifiées et à l'emprisonnement d'employés pour des allégations de vol et de fausse comptabilité.

La grève se prépare dans l'hôpital ProMedica Charles and Virginia Hickman d'Adrian (Michigan)

Les infirmières de l'hôpital ProMedica Charles and Virginia Hickman d'Adrian, dans le Michigan, ont voté le 11 janvier à 98 % en faveur d'une grève pour un certain nombre de questions cruciales. Les infirmières réclament des salaires plus élevés et exigent que l'hôpital continue à contribuer à leur plan de retraite 401(k). Les demandes de concessions sur le libellé du contrat de retraite auraient pour effet de créer un système à deux vitesses.

Les 140 infirmières, membres de l'Association des infirmières du Michigan (MNA), craignent que l'effet cumulatif du contrat ne les laisse bien en dessous des salaires et des avantages sociaux des infirmières de la région et n'aggrave encore les ratios de personnel en raison des démissions et de l'incapacité d'attirer de nouvelles recrues.

La MNA a accusé l'hôpital de ne pas avoir fourni d'informations financières après quatre mois de négociations. ProMedica possède 11 hôpitaux dans le nord-ouest de l'Ohio et le sud-est du Michigan. Le système hospitalier affirme avoir perdu des centaines de millions de dollars au cours des deux dernières années.

Annonce d'une nouvelle grève des travailleurs de l'organisme britannique de régulation des retraites

Environ 300 travailleurs employés par The Pensions Regulator (TPR), l'organisme britannique de régulation des retraites basé à Brighton, ont annoncé un nouveau mouvement de grève.

Les membres du syndicat Public and Commercial Services (PCS) ont accumulé plus de 50 jours de grève depuis le 5 septembre, après avoir rejeté une offre d'augmentation de 3 %. Ils réclament une augmentation de 4,5 %, avec un supplément de 0,5 % pour les salaires les plus bas. C'est l'accord accepté par le syndicat pour les autres travailleurs de la fonction publique.

Les nouvelles dates de débrayage sont les 28 et 29 février, ainsi que les 1er, 4, 6, 13, 15 et 18-20 mars.

400 ouvriers de la brasserie Molson Coors au Texas votent pour entrer en grève

Comme nous le relations la semaine dernière, les travailleurs de la brasserie Molson Coors de Fort Worth, au Texas, avaient voté à 93 % pour refuser une offre de contrat de la société et entrer en grève. Cette action à l'initiative du syndicat des Teamsters touche une majorité des ouvriers de l'entreprise. La brasserie Coors compte 420 membres du syndicat Teamsters sur un effectif de 520 personnes.

Les travailleurs de la brasserie Molson Coors de Fort Worth, au Texas, se sont mis en grève samedi 17 février car ils rejettent le contrat proposé par l'entreprise.

La grève chez Coors est potentiellement le prélude à une grève nationale encore plus importante de 5 000 travailleurs d'Anheuser-Busch, où les travailleurs ont voté à 99 % en faveur de la grève, cette fois parce que le contrat actuellement en vigueur à Anheuser-Busch expire le 29 février.

Il s'agit de la première grève à la brasserie Coors de Fort Worth depuis son ouverture en 1969. C'est également la première grève contre un employeur important à Fort Worth, cinquième ville du Texas.

Les pourparlers entre Coors et les Teamsters durent depuis des mois. Aucun détail sur la proposition de contrat rejetée n'a été divulgué par l'entreprise ou le syndicat, mais une déclaration des Teamsters annonçant la grève a donné un aperçu des propositions de la direction. La dernière offre de l'entreprise ne prévoyait qu'une augmentation d'un dollar par heure « pour la majorité des membres des Teamsters ».

Toutefois, le fait que les Teamsters soumettent un tel contrat au vote est un avertissement qu'ils chercheront en fin de compte à imposer un contrat favorable à la direction. L'année dernière, le syndicat a fait passer un contrat chez UPS qu'il a faussement qualifié de victoire « historique ». En réalité, il a ouvert la voie à plus de 12 000 suppressions d'emplois, sur lesquelles le syndicat a gardé un silence coupable.

Grève des métallurgistes à Ahvaz (Iran)

Lundi, les travailleurs du National Steel Industrial Group à Ahvaz, dans le sud-ouest de l'Iran, ont organisé une manifestation qui a entraîné l'arrêt de certaines lignes de production. Ils se sont également rassemblés devant le bureau du vice-président des affaires sociales pour exprimer leurs revendications.

Les revendications portent notamment sur la mise en œuvre d'un plan de catégorisation des emplois et sur l'alignement des salaires avec les autres usines sidérurgiques voisines. Les manifestations font suite à une grève des travailleurs de l'acier samedi. L'arrêt de travail de samedi faisait partie d'une série de grèves menées par les sidérurgistes d'Ahvaz dans le cadre de leur conflit prolongé.

Samedi, des métallurgistes ont également manifesté dans les installations de Khazar Iron and Steel à Gilan, dans le nord-ouest de l'Iran. Ils protestaient contre la fermeture de l'usine et les retards de salaires.

L'Iran, dont l'inflation avoisine les 35 %, a été durement touché par les sanctions américaines et se trouve dans le collimateur de la guerre que les États-Unis et l'OTAN mènent de plus en plus au Moyen-Orient et en Ukraine contre la Russie.

Les travailleurs de la raffinerie Marathon de Detroit votent en faveur de la grève

Les travailleurs de la raffinerie Marathon Petroleum de Detroit ont voté à une majorité de 90 % en faveur d'une grève la semaine dernière, selon la section locale 283 du syndicat des Teamsters. Le contrat des 273 travailleurs a expiré le 31 janvier. Il s'agit d'opérateurs de bord, d'opérateurs de terrain, de chimistes, de techniciens de laboratoire, d'électriciens et de mécaniciens.

Selon les responsables de la section locale 283, les travailleurs réclament une augmentation de salaire de 20 % face à l'inflation qui a dévasté leur niveau de vie. Toutefois, les négociations se poursuivent et les Teamsters n'ont pas fixé de date limite pour la grève.

L'administration Biden a travaillé en étroite collaboration avec les dirigeants syndicaux pour imposer des contrats de vente aux travailleurs des raffineries de pétrole afin de maintenir les profits élevés et l'écoulement du pétrole.

La dernière grève des travailleurs de la raffinerie remonte à 20 ans et a duré 90 jours. Marathon a menacé de poursuivre la production en faisant appel à des travailleurs extérieurs en cas de grève. Les habitants de la région se plaignent depuis des années de la qualité de l'air dans les environs de la raffinerie, qui émet des polluants toxiques tels que le dioxyde de soufre.

La sécurité est un problème majeur dans les raffineries de pétrole américaines. En mai 2023, Scott Higgins, 55 ans, est mort dans une explosion à la raffinerie Marathon Galveston Bay de Texas City, au Texas. En mars 2005, une explosion dans cette même raffinerie, alors propriété de BP, avait fait 15 morts et 180 blessés.

Grève des travailleurs sociaux ruraux (ASHA) de l'État du Maharashtra (Inde)

Les travailleurs sociaux agréés (ASHA) de l'État du Maharashtra ont débuté une grève illimitée le 9 février pour réclamer une augmentation de salaire et une prime. Bravant la chaleur, ils se sont rassemblés sur le terrain de sport de Mumbai.

Les travailleurs des ASHA réclament un salaire de 7 000 roupies (84 dollars américains) et une prime de 2 000 roupies pour le Diwali (fête hindoue), ce qui avait été accepté par le gouvernement de l'État lors d'une manifestation des travailleurs en novembre. Les travailleurs ont déclaré qu'ils poursuivraient leur grève jusqu'à ce que le gouvernement honore ses accords.

La grève à l'aéroport d'East Midlands se poursuit (Grande-Bretagne)

Environ 180 travailleurs employés par DHL Aviation à l'aéroport East Midlands (Angleterre) ont commencé une grève le 9 février. Ils devaient initialement rester en grève jusqu'au 19 février, mais ils l'ont prolongée de 14 jours à compter de cette date.

Les membres du syndicat Unite ont rejeté une offre de 9,8 % proposée en avril 2023, alors que l'inflation était de 11,3 %. Les travailleurs affectés à la manutention des avions et à la surveillance de la tour de l'aéroport sont payés à peine 10,96 livres sterling de l'heure. Ils sont mécontents que leur offre salariale soit inférieure à celle faite à leurs homologues des aéroports de Bristol et de Gatwick. Les bénéfices de DHL pour l'année dernière s'élevaient à 66 millions de livres sterling.

Les conducteurs de train de deux entreprises ferroviaires en Angleterre se mettent en grève

Les conducteurs de train des compagnies ferroviaires LNER et Northern (TOC) en Angleterre se mettront en grève le 1er mars et interdiront les heures supplémentaires les 29 février et 2 mars.

L'action des membres de l'ASLEF est motivée par le fait que les deux entreprises n'ont pas respecté les accords existants.

Le conflit est distinct du conflit salarial en cours, relatif au fait que les conducteurs n'ont pas eu d'augmentation de salaire depuis 2019. Mercredi, l'ASLEF a annoncé les résultats du nouveau scrutin dans cinq TOC : dans chaque entreprise, les membres ont voté à 89 % ou plus pour la poursuite de l'action.

Les travailleurs mis en lock-out à GFL Environmental à Kelowna (Canada)

Les travailleurs syndiqués d'une entreprise de traitement des déchets de Kelowna, en Colombie-Britannique, ont déclenché la grève le 27 mars, une semaine après avoir été mis en lock-out par leur employeur.

Le porte-parole des Teamsters, Rob Cook, a admis aux médias locaux que les négociations avec l'entreprise étaient en cours " depuis un certain temps ". Plus tôt en mars, les membres de la Section locale 213 de Teamsters Canada ont rejeté la dernière offre contractuelle de GFL Environmental, qui ne répondait pas à leurs revendications salariales. Le 21 mars, la direction a envoyé une lettre au syndicat pour l'aviser de la mise en lock-out à compter de la semaine suivante.

GFL Environmental, dont le siège social se trouve en Ontario, est la quatrième plus grande "société de services environnementaux diversifiés en Amérique du Nord", selon son site web. Elle est cotée aux bourses de Toronto et de New York et devrait réaliser un chiffre d'affaires de plus de 7 milliards de dollars en 2022.

Nouvelle grève du personnel d'assistance au sol d'Austrian Airlines

Jeudi, le personnel d'assistance au sol d'Austrian Airlines (AUA), qui fait partie du groupe Lufthansa, a entamé une grève de 36 heures pour des raisons salariales, ce qui a entraîné l'annulation d'environ 400 vols.

Les membres du syndicat Vida réclament l'égalité salariale, car ils sont payés 40 % de moins que le personnel d'autres parties du groupe Lufthansa.

L'AUA aurait proposé un accord sur deux ans pour augmenter les salaires de 18 % pour le personnel de cabine et les pilotes, et de 28 % pour les copilotes. Vida a qualifié ces chiffres de "fictifs", car ils incluent plusieurs paiements uniques.

Les travailleurs d'Amazon en grève à Minworth (Grande-Bretagne)

Environ 200 travailleurs d'Amazon sur le nouveau site high-tech de Minworth, près de Birmingham, en Angleterre, qui a ouvert ses portes en octobre dernier, ont entamé une grève de 48 heures le 27 mars dans le cadre de leur campagne pour obtenir 15 livres sterling de l'heure.

Les membres du GMB sur le site ont organisé leur tout premier arrêt de travail en janvier de cette année.

La semaine dernière, les membres du GMB du site BHX4 de Coventry ont organisé un arrêt de travail de 48 heures. Ils ont débrayé à plusieurs reprises depuis janvier de l'année dernière pour obtenir une amélioration de leur salaire. Ils réclament 15 livres sterling de l'heure.

Le GMB fait campagne pour la reconnaissance syndicale chez Amazon et a récemment déposé une nouvelle demande de reconnaissance syndicale auprès de l'organisme gouvernemental, le Comité central d'arbitrage (CAC). Le CAC peut imposer la reconnaissance syndicale à une entreprise si le syndicat est en mesure de recruter plus de 50 % de la main-d'œuvre.

Grève au Liban des travailleurs des télécommunications et du personnel de l'UNRWA

Les travailleurs de l'entreprise publique libanaise de télécommunications Ogero et de l'entreprise de téléphonie mobile Alfa ont observé un arrêt de travail mercredi 28/03.

Les grévistes soulignaient l'érosion de la valeur de leurs salaires, qui ne représentent plus qu'un cinquième de leur valeur avant la crise économique qui frappe le Liban. Ils demandent que leur valeur soit rétablie.

Les travailleurs de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) sur les sites de Saïda, Ain al-Hilweh et Mieh w Mieh au Liban ont organisé une grève d'une journée mardi. Cette grève répondait à la suspension d'un employé de l'UNRWA qui avait exprimé son soutien à la cause palestinienne.

Les travailleurs libanais assistent à une érosion continue de la valeur réelle de leurs salaires, car ils sont touchés par une inflation de plus de 177 % et par la forte dévaluation de la livre libanaise.

La grève des médecins kenyans entre dans sa troisième semaine

Les médecins kényans ont entamé une grève nationale le 14 mars, pour protester contre le fait que le gouvernement n'a pas tenu les promesses qu'il avait faites pour mettre fin à une grève de 100 jours en 2017.

Les revendications des membres du Kenya Medical Practitioners Pharmacists and Dentists Union comprennent une couverture médicale complète, l'attribution de postes permanents aux internes et la fin des bas salaires et des mauvaises conditions de travail.

Une réunion de sept heures entre le gouvernement et le KMPDU le 22 mars n'a pas permis de progresser. Au cours de la deuxième semaine de grève, les médecins ont cessé d'assurer les services d'urgence.

Alors que la grève nationale des médecins kenyans est entrée dans sa deuxième semaine, des centaines de membres du personnel médical sont descendus dans les rues de Nakuru en chantant des chansons de protestation.

Le Conseil des gouverneurs (CoG) exige maintenant que les médecins mettent fin à leur grève conformément aux décisions de justice rendues les 13 et 15 mars, faute de quoi ils s'exposeront à des conséquences juridiques sans qu'aucune amélioration n'ait été apportée. Si la grève n'est pas levée, "leurs employeurs seront libres de prendre toutes les mesures appropriées", selon les termes du président du CdG.

Les mêmes problèmes ont été à l'origine de plusieurs grèves depuis 2017, chaque grève se terminant par des promesses qui n'ont jamais été tenues.

Les médecins et dentistes slovènes entament leur cinquième semaine de grève illimitée

Les médecins et dentistes de Ljubljana sont engagés dans une grève sans précédent, réclamant une amélioration de leurs salaires et de leurs conditions de travail. Malgré l'annulation de 6 900 rendez-vous, le nombre de patients en attente de services n'a pas augmenté, ce qui suscite des inquiétudes quant à l'avenir du système de santé slovène.

Les médecins et dentistes slovènes en sont à leur cinquième semaine de grève illimitée depuis le 15 janvier. Le service minimum requis par la loi signifie que de nombreux médecins restent au travail pour couvrir les cas d'urgence, mais un grand nombre d'entre eux refusent de faire des heures supplémentaires à partir du mois de mars.

Le syndicat Fides demande au gouvernement d'honorer les promesses qu'il a faites à la fin de l'année 2022 concernant une augmentation de salaire pour les médecins et les dentistes. Le Premier ministre a insisté sur le fait que la question des salaires ne serait abordée que dans le cadre des négociations en cours pour l'ensemble du secteur public et a refusé de négocier séparément avec

Fides. Le Slovenia Times a résumé la raison de son refus comme étant « la crainte d'ouvrir la voie à des demandes similaires [d'augmentation salariale] de la part d'autres groupes ».

Petite victoire grâce à une grève des postiers roumains

Environ 7 000 grévistes de la société nationale des postes roumaines, Poșta Română, ont repris le travail mercredi 3 avril après avoir entamé lundi matin une grève illimitée.

Le syndicat des postiers roumains (SLPR) avait initialement demandé des augmentations de salaire mensuelles de 400 leu (environ 80 euros) ainsi qu'une augmentation de la "prime de fidélité" pour les travailleurs qui travaillent pour Poșta Română depuis de nombreuses années.

Poșta Română a engagé deux procédures judiciaires pour tenter de faire cesser la grève et aurait fait appel à des briseurs de grève. La SLPR a publié des images de 13 employés de Poșta Română de Bucarest envoyés pour remplacer les grévistes dans la région de Cluj, à plus de 300 km de là.

La SLPR a averti qu'en juillet de cette année, si les salaires n'étaient pas augmentés, 90 % des travailleurs de Poșta Română ne gagneraient pas plus que le salaire minimum. Le ministre de la recherche a déclaré que la grève avait pris fin après que la SLPR ait accepté une offre qui était "assez proche" de ses demandes, entre 350 et 370 leu (entre 70 et 75 euros).

Nouvelles grèves des conducteurs de train britanniques

Les conducteurs de train de 16 compagnies ferroviaires en Angleterre ont débrayé à partir de vendredi 5 avril.

Les membres du syndicat Aslef de quatre compagnies, dont Avanti West Coast et Cross Country, ont débrayé vendredi. Samedi, les membres de cinq compagnies, dont Northern, LNER et TransPennine, se sont mis en grève. Le 8 avril, les conducteurs de sept compagnies, dont Greater Anglia et Southeastern, se sont aussi mis en grève.

Les membres du syndicat Aslef sont en conflit depuis plus de 18 mois et demandent une augmentation de salaire après n'en avoir reçu aucune au cours des cinq dernières années.

Les conducteurs ont refusé également d'effectuer des heures supplémentaires les 4-6 et 8-9 avril.

Les membres de l'Aslef travaillant comme conducteurs dans le système ferroviaire du métro de Londres (le Tube) préparent des grèves de 24 heures les 8 avril et 4 mai. Transport for London, qui gère le métro, souhaite modifier unilatéralement les contrats des conducteurs, notamment en leur imposant des heures de travail plus longues. Les conducteurs ont voté à 98 % en faveur de cette action.

Grève des chauffeurs de bus d'Arriva Northumberland (Grande-Bretagne)

Environ 300 chauffeurs de bus travaillant pour Arriva Northumberland, en Angleterre, s'apprêtent à entamer un arrêt de travail d'une semaine dimanche.

Les membres du syndicat Unite basés dans les dépôts de Blyth et d'Ashington d'Arriva cherchent à obtenir une meilleure offre salariale après avoir rejeté à une écrasante majorité l'offre de 4 % de l'entreprise. Les conducteurs d'Arriva sont moins bien payés que les autres conducteurs de la région travaillant pour Go North East et Stagecoach. Un nouveau mouvement de grève d'une semaine est prévu à partir du 21 avril.

Arriva a récemment été rachetée par la société américaine d'investissement dans les infrastructures « I Squared » pour un montant estimé à environ 1,4 milliard de livres sterling (1,6 milliards d'euros).

Les pompiers des aéroports australiens se mettent en grève

Le 15 avril, la branche aviation de l'Union des pompiers unis (UFUAV) organisera des grèves de quatre heures dans les aéroports du pays pour réclamer une augmentation des salaires et des effectifs. Plus de 800 membres ont interdit les heures supplémentaires pour une durée indéterminée le 5 avril. Les négociations entre le syndicat et Airservices Australia en vue d'un nouvel accord d'entreprise ont débuté en septembre.

Les travailleurs réclament une augmentation de salaire de 20 % sur trois ans, afin de compenser les augmentations inférieures à l'inflation accordées pendant la pandémie de COVID-19. Airservices a refusé de proposer une augmentation supérieure à la limite générale de 11,2 % sur trois ans fixée par la Commission australienne des services publics, ou des augmentations annuelles de 3,7 %. L'indice des prix à la consommation (IPC) moyen actuel de l'Australie a augmenté de 4,1 %.

Les pompiers s'inquiètent du manque chronique et dangereux d'effectifs dans les aéroports. L'UFUAV affirme que des vols nationaux et internationaux en Australie ont décollé et atterri sans le nombre requis de pompiers de l'aviation et de camions pour protéger l'avion et les passagers.

Selon le syndicat, des documents internes d'Airservices démontrent que les passagers de 13 grands aéroports australiens courent un risque "extrême", tandis que "les voyageurs aériens courent un risque élevé dans les 14 autres aéroports australiens, dont Sydney, Canberra et Hobart". Le syndicat affirme qu'Airservices a refusé d'accepter une clause d'effectif minimum dans l'accord qui permettrait de résoudre les problèmes de sécurité.

Des milliers d'employés municipaux en grève pour des raisons salariales à İzmir, Turquie

Mardi 05/03, les 5 560 employés municipaux d'İzmir, la troisième plus grande ville de Turquie, ont entamé une grève d'une demi-journée, a rapporté Evrensel.

La ville a proposé une augmentation de salaire de 30 %. Les membres du syndicat Belediye-İş ont rejeté cette offre, car elle représente moins de la moitié du taux d'inflation officiel de 67,07 % pour le mois de février. Le président de la section locale du syndicat a déclaré, lors d'un rassemblement

de milliers de travailleurs, que les chiffres de l'organisme indépendant Inflation Research Group indiquaient une « inflation réelle » de 120 %.

Grève à Manpower (France)

Grève nationale pour les salaires en France à l'agence de recrutement Manpower

Les travailleurs de l'agence de recrutement Manpower ont organisé une grève nationale en France mardi (05/03), pour réclamer une augmentation de salaire pour tous les employés permanents de l'entreprise. La grève a été déclenchée par cinq syndicats de la branche française de la multinationale.

Un représentant syndical a déclaré à L'Union que Manpower avait annoncé des augmentations de salaire de 3 % pour certaines personnes « en fonction du mérite », ce qui pourrait signifier un gel des salaires pour certains travailleurs, avec une augmentation totale de la masse salariale de 5,5 millions d'euros.

Les syndicats ont demandé à Manpower de dépenser 7 millions d'euros au total pour les augmentations de salaire afin de garantir une augmentation d'au moins 3 % pour tous. Ils ont cité les 125 millions d'euros de bénéfices réalisés cette année et les dividendes massifs versés aux actionnaires.

Grève de dix jours des travailleurs de l'industrie chimique à Oelegem, Belgique

Lundi (11/03), le travail a repris dans l'usine de produits chimiques Oleon à Oelegem, près d'Anvers, en Belgique, après une grève de dix jours.

Les membres de la Fédération générale du travail de Belgique et de la Confédération des syndicats chrétiens ont débrayé pour réclamer un paiement unique destiné à compenser l'inflation, mais Oleon a invoqué de mauvais résultats en 2023 pour dire qu'elle ne pouvait pas se permettre de payer une prime, a rapporté le Nieuwsblad.

Les grévistes ont déclaré aux médias qu'aucun des cinquante ouvriers de production de l'usine d'Oelegem ne travaillait. Seuls 20 % des cols blancs ont franchi le piquet de grève.

Les contrôleurs de bus de Londres (Royaume-Uni) en grève

Une quarantaine de contrôleurs de bus travaillant pour la société Abellio London Bus devraient entamer jeudi neuf jours de grève. Les arrêts de travail se poursuivront jusqu'au 29 mars.

Les membres du syndicat Unite ont voté en faveur de cette action après qu'Abellio n'a pas amélioré son offre salariale. Les contrôleurs sont chargés de contrôler les itinéraires empruntés par les bus. Abellio paie ses contrôleurs environ 10 000 livres sterling de moins que le personnel similaire exerçant la même fonction dans d'autres compagnies de bus.

Les grèves devraient avoir un impact sur les services de 12 lignes dans le sud de Londres.

Grève des enseignants brésiliens contre les mesures libérales du gouvernement Lula

Depuis le début du mois de mars, les travailleurs des établissements fédéraux d'enseignement sont en grève au Brésil, contestant l'affirmation du gouvernement du président Luiz Inácio Lula da Silva (Parti des travailleurs - PT) selon laquelle « il n'y a pas d'argent » pour l'enseignement public. Le mouvement de grève a été lancé le 11 mars par les employés de 66 universités fédérales. Il a été suivi le 3 avril par les enseignants et le personnel de 522 unités fédérales d'enseignement général, professionnel et technologique et le 15 avril par les enseignants de 31 universités fédérales. Il s'agit de la plus grande grève contre le gouvernement Lula depuis son investiture au début de l'année dernière.

Cette semaine, les étudiants de plusieurs universités fédérales se sont également mis en grève pour obtenir de meilleures conditions d'enseignement. Ils protestent également contre une réduction de 4 milliards de réais (782 millions de dollars) du budget de la santé et de l'éducation annoncée le 11 avril par le gouvernement Lula.

Lors de la dernière négociation entre les représentants du gouvernement Lula et les syndicats d'enseignants et de personnel, le 19 avril, le gouvernement Lula a maintenu la proposition de l'année précédente de geler les salaires cette année, en n'augmentant que les prestations alimentaires, de santé et de garde d'enfants. Ces prestations ne touchent pas les retraités.

Le gouvernement Lula a également proposé d'augmenter les salaires de 9 % à 13 % en 2025 et 2026. Ces chiffres sont toutefois loin de couvrir les pertes de salaires réels qui, depuis 2016, ont totalisé 39 % pour les enseignants et 53 % pour les employés de l'enseignement fédéral. [...]

S'attaquant au droit de grève, le gouvernement Lula a exigé, le 10 avril, que les négociations avec les syndicats soient conditionnées à la fin des grèves. Face à la levée de boucliers, il a été contraint de faire marche arrière.

Grève des travailleurs de la transformation du lait de Saputo en Tasmanie

Les travailleurs de la transformation du lait de l'usine Saputo de Burnie, en Tasmanie, ont entamé une campagne d'action industrielle, comprenant notamment des grèves, le 23 avril.

Environ 22 ouvriers de maintenance et de transformation de Saputo - membres de l'Australian Manufacturing Workers' Union et du Communication Electrical Plumbing Union (CEPU) - ont voté à l'unanimité la grève et ont appliqué une série d'interdictions pour obtenir gain de cause dans le cadre d'un nouvel accord d'entreprise.

Alors que les négociations entre Saputo et l'AMWU et le CEPU ont débuté en décembre 2023, date à laquelle le dernier accord a pris fin, les pourparlers sont maintenant dans l'impasse. L'entreprise refuse de négocier sur la principale revendication des travailleurs, à savoir l'alignement des taux de rémunération en Tasmanie sur ceux des travailleurs de Saputo sur le continent.

Les syndicats affirment que les travailleurs de Saputo à Victoria gagnent actuellement 15 à 21 % de plus que leurs camarades effectuant un travail équivalent à Burnie. Cet aveu met en cause la décision du syndicat d'autoriser l'alignement des salaires des travailleurs de Tasmanie sur le coût de la vie moins élevé dans cet État. Les travailleurs de Burnie, quant à eux, doivent désormais faire

face à des prix de l'immobilier prohibitifs, à des loyers en hausse et à des factures de services publics augmentant jusqu'à 20 %.

Les médecins néo-zélandais préparent une grève pour le 7 mai

Environ 2 500 jeunes médecins travaillant dans les hôpitaux publics de Nouvelle-Zélande se mettront en grève en mai après avoir rejeté la dernière offre salariale faite par Health NZ-Te Whatu Ora. La NZ Resident Doctors Association (NZRDA) a émis un préavis de grève après avoir déclaré que les négociations étaient dans une « impasse ».

La grève, la première depuis cinq ans pour les médecins internes, se traduira par un arrêt de travail total de 25 heures à partir de 7 heures du matin le 7 mai. La NZRDA a déclaré que les propositions de Health NZ comprenaient un ensemble « d'options de rémunération inacceptables », y compris des réductions ou un gel des salaires pour près de 600 médecins, dont 300 médecins généralistes stagiaires, en 2025.

Parmi les autres points abordés figurent des réductions de salaire pouvant aller jusqu'à 12 %, une réduction des salaires pour les postes de stagiaires en médecine générale, l'abaissement du plafond de la progression salariale et la suppression de l'échelon supplémentaire dans l'échelle des salaires lorsqu'un titulaire réussit son premier examen de formation spécialisée. Bien que l'offre contienne une augmentation de salaire allant jusqu'à 25 % pour certains médecins internes, le modèle salarial rend les impacts très inégaux.

Les travailleurs de Wilmar Sugar dans le Queensland font grève pour obtenir une augmentation de salaire

Environ 700 travailleurs de huit usines appartenant au plus grand producteur de sucre d'Australie, Wilmar Sugar, sur la côte est du Queensland, ont cessé le travail pendant 12 heures à 6 heures du matin jeudi 9 mai pour réclamer une augmentation de salaire. Des membres de l'Australian Manufacturing Workers Union, de l'Australian Workers Union et de l'Electrical Trades Union se sont rassemblés devant leurs usines respectives en brandissant des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : "Les travailleurs de Wilmar en ont assez" et "Wilmar pousse les travailleurs dans la pauvreté".

Leur dernière augmentation de salaire a été de 2,25 % en décembre 2022. Cette augmentation était bien inférieure au taux annuel de l'IPC (indice des prix à la consommation), qui était alors de 7,8 %, ce qui représentait une véritable baisse de salaire. Les syndicats n'ont pas précisé leur revendication actuelle en matière d'augmentation salariale. L'IPC actuel est de 3,6 %, l'inflation des loyers et des denrées alimentaires étant beaucoup plus élevée. Les travailleurs ont donc besoin d'une augmentation de salaire bien supérieure à 10,5 % dans le cadre d'un accord triennal pour suivre l'inflation et compenser les augmentations salariales antérieures inférieures à l'inflation.

En Inde, des ouvrières textile du Tamil Nadu en grève

Les ouvrières du textile du Tamil Nadu, près de Chennai, font grève pour obtenir une augmentation de salaire

Une centaine d'ouvrières de l'usine Jeans Knit de SIPCOT Apparel Park à Irungattukottai, près de Chennai, ont organisé une grève et un sit-in mercredi 8 mai pour réclamer une augmentation de salaire de 1 500 roupies (18 dollars américains) par jour.

Les travailleurs sont actuellement payés moins de 1 000 roupies par jour. L'entreprise s'appelle également FFI Global.

Les enseignants et les travailleurs de la santé argentins en grève dans la province de Misiones

Les enseignants et les travailleurs de la santé de la province de Misiones, dans le nord-est de l'Argentine, en lutte depuis le 18 avril, se sont mobilisés la semaine dernière dans le cadre d'une grève de protestation à l'échelle de la province, avec des marches et des rassemblements dans l'ensemble de la province. Les hôpitaux municipaux ne sont ouverts que pour les urgences et les soins d'urgence ; les cliniques privées sont fermées. Les grévistes réclament une augmentation de salaire de 100 %.

Le jeudi 16 mai, à Posadas, capitale de la province de Misiones, un rassemblement a eu lieu devant le parlement provincial, les manifestants ont franchi les barrages de police et occupé le bâtiment, obligeant les députés à s'enfuir par les portes latérales et les portes arrière.

Les enseignants et les travailleurs de la santé bloquent alors également l'autoroute principale qui relie la province à Buenos Aires. Un contingent de grévistes se dirige actuellement vers le sud de Buenos Aires.

La police envoyée pour les réprimer soutient parfois leur lutte. Le 17 mai, la police de Posadas a occupé les bureaux du Comando Radioeléctrico (commandement radioélectrique), également pour réclamer des augmentations de salaire. L'occupation se poursuivait encore dimanche 19 mai.

Le syndicat du personnel de cabine d'Air India Express met fin à la grève sous la pression du gouvernement

Environ 300 membres du personnel de cabine de la compagnie aérienne à bas prix Air India Express, une filiale d'Air India appartenant au groupe Tata, se sont fait porter pâle et ont éteint leurs téléphones le 7 mai, ce qui a entraîné l'annulation massive de vols. Les travailleurs protestaient contre la modification de leurs indemnités et de leurs nouvelles conditions d'emploi.

La compagnie aérienne a réagi en licenciant 25 membres du personnel de cabine. Le syndicat des employés d'Air India Express a accusé la direction de "manquer à ses engagements", tandis que le commissaire régional du travail à New Delhi aurait souligné les "violations flagrantes du droit du travail" par la compagnie et déclaré que les griefs du personnel étaient légitimes.

Le commissaire principal au travail est intervenu le 9 mai et le syndicat a accepté un accord dans lequel la compagnie aérienne s'engageait à retirer les avis de licenciement des 25 travailleurs licenciés si tous les employés reprenaient le travail. Les médias et le syndicat n'ont pas révélé si les griefs initiaux des travailleurs avaient été résolus.

Les agents de service des villages sri-lankais poursuivent leur grève

Environ 12 000 agents de service de Grama (représentants du gouvernement villageois sri-lankais) maintiennent la grève qu'ils ont entamée le 6 mai. Les travailleurs de la province centrale de Kandy, de Ratnapura et Kegalle dans la province de Sabaragamuwa, de Galle et Kalutara dans la province méridionale, de Chilaw dans la province du nord-ouest ont fermé leurs bureaux. Ils réclament des uniformes, des indemnités de bureau et de déplacement sur le terrain.

Les travailleurs non universitaires restent en grève au Sri Lanka après trois semaines

Environ 13 000 travailleurs non académiques de 17 universités publiques du Sri Lanka sont en grève depuis le 2 mai, ce qui a entraîné l'arrêt de tous les services essentiels et poussé les étudiants à quitter les campus. Les travailleurs ont formé des piquets de grève dans plusieurs universités.

Ils réclament notamment une augmentation de 25 % de l'indemnité mensuelle, une augmentation de 15 % de leurs salaires, conformément au reste du secteur public, la fin des coupes budgétaires dans les universités publiques, le recrutement de personnel supplémentaire et l'arrêt des coupes dans leur fonds de pension.

Les employés de la catégorie des cadres ont entamé mercredi un mouvement de grève pour réclamer des salaires correspondant à leur service et plusieurs autres revendications.

Grève à Morrisons dans le Yorkshire (Grande-Bretagne)

Près de 1 000 travailleurs de deux entrepôts Morrisons vont faire grève pendant les trois prochains jours pour protester contre une réduction des contributions de l'entreprise à leurs retraites qui, selon eux, représente jusqu'à 10 millions de livres sterling par an.

Les contrôleurs de stocks, cuisiniers, employés de cantine et administrateurs des entrepôts de Gadbrook, dans le Cheshire, et de Wakefield, dans le West Yorkshire, qui gagnent entre 12 et 13 livres de l'heure, affirment qu'ils perdront en moyenne 500 livres par an chacun en raison du plan de l'entreprise visant à réduire le montant des cotisations de retraite, tout en obligeant les travailleurs à payer davantage.

Unite, le syndicat qui représente les travailleurs, affirme que Morrisons abandonne également la prime d'ancienneté et augmente la vitesse à laquelle les marchandises doivent être traitées dans les entrepôts.

Le régime de retraite et le taux de cotisation sont aussi des enjeux centraux de cette lutte.

À l'heure actuelle, les travailleurs qui gagnent moins de 10 000 livres sterling par an ne sont pas automatiquement affiliés à un régime de retraite et les entreprises ne sont pas tenues de verser des cotisations sur les revenus inférieurs à 6 240 livres sterling. Morrisons a déclaré que les deux entrepôts touchés par l'action syndicale continuaient à fonctionner, mais à "capacité réduite".

Sri Lanka : les employés universitaires non académiques en grève

[30/05/2024](#)

Alors que la grève des travailleurs non académiques des universités du Sri Lanka, qui réclament des augmentations de salaires et d'indemnités, entre dans sa quatrième semaine, le gouvernement et les autorités universitaires se préparent à réprimer l'action syndicale.

Le tribunal de district de Kandy doit entendre aujourd'hui une plainte déposée par le Dr. Prabhath Ekanayake, doyen de la faculté des arts de l'université de Peradeniya, contre le personnel non académique en grève de l'université. Il a demandé à la Cour d'émettre une ordonnance interdisant la grève actuelle.

Cette affaire est clairement un test pour des mesures répressives similaires dans d'autres universités. Le 24 mai, un éditorial de Dinamina, un porte-parole du gouvernement, a déclaré son soutien à l'action en justice et a attaqué les grévistes. « Les travailleurs non universitaires sont devenus un casse-tête » qui a conduit à « gâcher la vie des enfants pour une faute qu'ils n'ont pas commise », a déclaré l'éditorial.

Le Sunday Times du 19 mai a rapporté que le gouvernement avait décidé « d'appliquer des mesures disciplinaires strictes au personnel non universitaire des universités actuellement en grève, alors que les étudiants de premier cycle continuent de subir l'impact de l'action syndicale ». Il a notamment demandé aux doyens de toutes les facultés de veiller à ce que tous les services soient assurés.

Selon l'article, le gouvernement a indiqué qu'une circulaire de 2007 autorisant les déductions salariales pour les grévistes restait en vigueur. La circulaire répressive émise par l'University Grants Commission (UGC) déclare que les jours de travail des employés universitaires impliqués dans toute forme d'action industrielle doivent être considérés comme non payés.

Le 4 juin 2007, les travailleurs des 15 universités du pays ont participé à une journée de grève. Les employés de l'université de Colombo ont toutefois poursuivi la grève contre la décision de l'administration d'augmenter la charge de travail et d'introduire des machines à empreintes digitales pour contrôler l'assiduité. Les autorités universitaires ont suspendu plusieurs travailleurs et, sur la base de la fameuse circulaire de l'UGC, ont réduit les salaires des employés en grève de neuf jours.

Le Parti de l'égalité socialiste (SEP) et l'Internationale des jeunes et des étudiants pour l'égalité sociale (IYSSE) condamnent avec véhémence les préparatifs d'une répression de la grève des employés non universitaires et appellent tous les travailleurs à les défendre. Environ 13 000 travailleurs de toutes les universités participent à l'action industrielle.

L'Alliance des syndicats universitaires non académiques (UNATUA) a présenté des revendications limitées qui sont tout à fait insuffisantes pour faire face à la montée en flèche du coût de la vie. Cependant, le rejet par le gouvernement de ces petits montants montre qu'il ne s'écartera pas du programme d'austérité dicté par le Fonds monétaire international (FMI).

Le président Ranil Wickremesinghe a récemment déclaré au parlement qu'il y avait plusieurs demandes d'augmentation des salaires, mais que les revenus du gouvernement n'avaient pas augmenté suffisamment pour les mettre en œuvre en 2024 et qu'elles ne pourraient être envisagées qu'en 2025. Les travailleurs ne devraient pas se fier aux déclarations de Wickremesinghe, dont la

seule préoccupation est de rembourser les dettes étrangères et d'augmenter les profits des grandes entreprises.

La direction de l'UNATUA est le principal obstacle à une lutte politique du personnel non académique pour vaincre la répression du gouvernement, obtenir une augmentation de salaire décente et s'opposer aux coupes dans l'enseignement public. La revendication salariale actuelle des syndicats est la même qu'il y a huit ans. Dans une lettre adressée au ministre de l'éducation le 1er mai, l'UNATUA a clairement indiqué qu'elle s'était sentie obligée d'appeler à la grève en raison de la « pression des membres ».

Pendant la grève, Mangala Dabarera, président du Non-Academic Union Joint Committee (NUJC), a clairement indiqué que les syndicats avaient accepté le fait que le gouvernement n'avait pas les moyens d'accorder des augmentations de salaire. Il a déclaré lors d'une émission d'information d'Ada Derana le 14 mai : « Nous savons qu'il y a une crise financière dans le pays et c'est pourquoi nous avons dit qu'ils [le gouvernement] peuvent accorder des augmentations de salaire lorsque l'argent est disponible. Nous n'avons jamais dit qu'il fallait augmenter les salaires.

Les syndicats ont annulé une manifestation de tous les travailleurs non académiques de l'université à Colombo hier en invoquant le « mauvais temps ». En réalité, les appareils syndicaux sont déterminés à éviter toute confrontation avec le gouvernement.

Si cette lutte prolongée est laissée aux bureaucrates syndicaux pro-capitalistes, elle sera trahie. Le Parti socialiste de l'égalité (PSE) appelle les travailleurs non universitaires en grève à prendre les choses en main en formant des comités d'action démocratiquement élus, indépendants des syndicats et des partis politiques capitalistes auxquels ils sont affiliés.

Ces comités d'action devraient se tourner vers les étudiants, le personnel universitaire et d'autres sections de travailleurs pour mener une lutte politique contre le gouvernement Wickremesinghe et son recours à la répression étatique. Il a déjà imposé des ordres de service draconiens dans un certain nombre de secteurs industriels et déployé des policiers armés pour attaquer violemment les manifestations de travailleurs. [...]

3) Négocier les conditions de travail

Les travailleurs de Howard Brown Health entament une grève de deux jours dans les cliniques de Chicago

[15/11/2023](#)

Pour la deuxième fois cette année, des travailleurs ont débrayé dans les cliniques de Howard Brown Health. Les travailleurs de Howard Brown Health, y compris les assistants médicaux, les infirmières praticiennes et les représentants des services aux patients, ont entamé un piquet de grève mardi matin.

« Nous avons tous ces problèmes qui empêchent notre personnel de se concentrer sur les soins que nous donnons à nos patients. Nous avons des employés qui ne peuvent pas payer leurs factures et qui sont constamment préoccupés par ces questions », a déclaré Louis Spraggins, coordinateur des services aux partenaires de santé d'Howard Brown.

C'est la deuxième fois cette année que les travailleurs appellent à une action syndicale. Ils réclament de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail. Les employés de la clinique d'Englewood participent à la grève, qui devrait durer deux jours.

Brésil : les travailleurs temporaires de l'aéroport international de Guarulhos à São Paulo font grève

Le 03.10.2023, un groupe de travailleurs temporaires de l'aéroport international de Guarulhos s'est mis en grève contre l'interdiction d'utiliser des téléphones portables pendant les heures de travail. Il s'agit d'une réaction spontanée à l'interdiction introduite par l'autorité de sécurité dans les zones de sécurité des terminaux de passagers, car le crime organisé utilisait les téléphones portables pour commettre des délits. Le syndicat compétent aurait approuvé l'interdiction, mais insiste sur les exceptions pour les personnes ayant des enfants en bas âge ou des membres de la famille malades. Les travailleurs intérimaires critiquent la gestion raciste de l'interdiction ainsi que les pertes de temps dues aux contrôles et insistent sur le fait qu'ils doivent rester en contact avec le monde extérieur. Ils ont entamé la grève du traitement des bagages à 3 heures du matin, avec une marche dans les halls de l'aéroport. Plus de 30 vols auraient été touchés. Voir les articles avec photos et vidéos :

Selon un travailleur : « Tous les jours, je dois faire la queue. Hier, j'ai passé une heure dans la file d'attente pour ranger mon téléphone portable et mon sac. La file est longue et il n'y a pas de possibilité de les ranger parce qu'il faut attendre que quelqu'un d'autre prenne son téléphone et son sac. Il n'y a pas de casier pour ranger ses affaires. On ne peut pas se permettre de subir la même chose tous les jours ».

Selon les travailleurs, l'interdiction est entrée en vigueur le 30 septembre. Mais avant cela, les

travailleurs qui avaient des téléphones portables sur eux ont été fouillés, leurs cartes d'identité leur ont été retirées et ils ont été expulsés de la cour. L'un des grévistes avec qui nous sommes entretenus est d'accord avec les restrictions imposées dans certains domaines, comme le tapis à bagages ou même dans l'entreprise, mais n'accepte pas l'interdiction d'utiliser des téléphones portables, qui s'étend à l'attente de l'arrivée des vols et même aux pauses pendant le travail.

L'interdiction des téléphones portables et des sacs à dos est encore plus grave pour ceux qui travaillent pour deux entreprises différentes à l'aéroport et qui, en plus des heures supplémentaires, font des quarts de 12 heures. La conséquence pratique est qu'ils ne peuvent pas emporter leurs repas dans leurs sacs à dos et ne peuvent pas communiquer avec leurs familles pendant la moitié de la journée.

Les discussions avec les travailleurs révèlent leur inquiétude de ne pas être joignables en cas d'urgence familiale : « Il devait y avoir des exceptions. Il devrait y avoir au moins une zone qui n'interdise pas à l'homme d'entrer avec son portable, mais un endroit qu'il puisse utiliser. Pour voir si quelqu'un a appelé. Et si c'est quelque chose d'important ? Est-ce que c'est quelqu'un de la famille qui est malade ? L'homme doit le voir. Ils disent qu'ils ont laissé les téléphones portables de la société en cas d'urgence. Mais comment peuvent-ils trouver des représentants dans cette cour ? Il y a peu d'employés pour une si grande entreprise. Et toutes les entreprises ne fournissent pas de téléphones portables à leurs employés ».

Tant les banderoles peintes et portées pendant la grève que les discussions que nous avons eues avec les personnes qui se sont mobilisées montrent à quel point elles sont en colère d'être traitées comme des criminels. Le rapport ci-dessous montre clairement que la criminalisation des travailleurs suit le racisme présent dans la société : « Ils ont abordé deux employés de la même entreprise qui portaient des téléphones portables, un Blanc et un Noir. Au blanc, qui était accompagné de sa femme enceinte, ils ont retiré sa carte d'identité et l'ont mis en congé pour une journée. Le garçon, qui était noir, a reçu 15 jours. Est-ce qu'ils prennent aussi en compte la couleur de la peau ? Ils nous traitent comme des bandits. L'échange de sacs a-t-il eu lieu ? Oui. Mais il n'y a pas que des employés qui sont impliqués. Il y a beaucoup de pères de famille qui veulent travailler. Est-ce qu'ils font passer tout le monde pour des voleurs ? Ils criminalisent tout le monde ». La grève a été organisée en créant des groupes WhatsApp avec des personnes de différentes couches sociales. Ils se donnaient rendez-vous pour l'équipe de 3 heures et parlaient à chaque groupe qui arrivait. Cette dynamique s'est poursuivie jusqu'à l'équipe de nuit, avec quelques marches dans le hall de l'aéroport pour parler aux passagers... » [article du 4.10.2023 sur passapalavra.info avec des photos de l'action](https://passapalavra.info)

Représailles

Les travailleurs des entreprises externalisées qui travaillent dans la zone restreinte de l'aéroport international de Guarulhos sont victimes d'intimidations et de licenciements arbitraires en représailles à la grève qui a eu lieu mardi dernier, le 3 octobre.

Peu après le mouvement, les 5 et 6 octobre, les travailleurs d'au moins trois entreprises (Swissport, Dnata et Orbital) ont été informés de leur licenciement. Les entreprises affirment que les licenciements doivent avoir lieu en masse et pour un motif valable. Même des employés qui avaient été titularisés parce qu'ils étaient membres de la Commission interne de prévention des accidents

(CIPA) ont été licenciés. D'autres travailleurs ont été priés de rendre leur badge d'accès à la zone réservée de l'aéroport, ce qui les empêche de travailler, ce qui laisse présager un futur licenciement.

Il s'agit d'une attaque frontale contre le droit de grève et d'organisation, et jusqu'à présent le syndicat des travailleurs – qui ne s'est pas présenté le jour de la grève – ne s'est pas exprimé.

En outre, plusieurs travailleurs ont signalé qu'en plus d'être contraints et interrogés par les superviseurs de l'entreprise, ils sont convoqués pour être interrogés par la police fédérale.

La grève de 24 heures de mardi a été organisée par les employés eux-mêmes contre la politique d'interdiction stricte de l'utilisation des téléphones portables dans la zone réservée à l'embarquement. Sous prétexte de « lutte contre la criminalité », la mesure des autorités aéroportuaires ne sert qu'à accroître le contrôle et la pression sur le travail de ces employés.

Le mouvement a eu lieu le jour même où São Paulo était également secouée par des grèves et des manifestations de travailleurs du métro, de la Sabesp, de la CPTM et d'étudiants universitaires.

Article de [passapalvra du 06/10/2023](#)

Les employés de l'aéroport de Denver en grève pour dénoncer des conditions de travail dangereuses

[12/12/2023](#)

Quelques dizaines de travailleurs se sont rassemblés pendant une heure et demie lundi sur l'esplanade de l'hôtel Westin. Les travailleurs de Swissport à l'aéroport international de Denver se sont rassemblés pour faire grève en raison de ce qu'ils appellent des conditions de travail dangereuses.

Les agents s'occupent du fret et des colis livrés par la DIA.

Andrew Guttman est un agent de fret de Swissport qui s'est joint au rassemblement. Il a déclaré que les travailleurs avaient remis des pétitions et déposé de nombreuses plaintes auprès de l'OSHA. Il a ajouté que Swissport refusait toujours de répondre à leurs préoccupations et mettait leur vie en danger pendant leur travail.

« Il s'agit maintenant d'une grève, mais auparavant, nous avons fait circuler deux pétitions demandant que les mêmes problèmes soient résolus, et la réponse de la direction a été bien en deçà de la réalité », a déclaré M. Guttman.

M. Guttman a déclaré que les équipements étaient défectueux et cassés et que les températures de travail étaient dangereuses dans les installations. Il a ajouté que nombre de ses collègues se sont retrouvés dans des situations dangereuses au travail à cause de ces problèmes.

Au début de l'année, les travailleurs de Swissport à la DIA ont affirmé qu'un incendie s'était déclaré dans l'entrepôt après qu'un camion de chargement eut heurté une machine de chauffage au sol qui avait été exposée sans aucune protection. Ils veulent simplement que l'entreprise réponde.

« Nous voulons que la direction prenne ces préoccupations au sérieux, qu'elle mette à jour l'équipement et qu'elle nous montre les mesures qu'elle prend pour s'assurer que Swissport est un lieu de travail sûr », a déclaré M. Guttman.

La grève durera toute la journée d'aujourd'hui. Nous avons également contacté Swissport pour obtenir des commentaires, mais nous n'avons pas eu de réponse.

Les travailleurs affirment qu'une réponse est également essentielle pour qu'ils puissent continuer à fournir des services et à s'assurer que les colis sont livrés à temps.

Les travailleurs affirment également que les problèmes ne se limitent pas à Denver. Au début de l'année, les travailleurs de Swissport ont également exigé une réponse de l'entreprise pour des conditions de travail dangereuses et des salaires décents à l'aéroport de LaGuardia et à l'aéroport O'Hare de Chicago.

Extension de la grève des Teamsters à DHL-CVG: plus de 1000 grévistes

[Voici la déclaration des Teamsters du 14/12/23:](#)

(HERBON, Kentucky.) – Les membres de la Section locale 100 des Teamsters en grève contre DHL Express à l'aéroport international de Cincinnati/Northern Kentucky (CVG) ont étendu leurs piquets de grève à de nombreux endroits dans tout le pays.

Le 7 décembre, DHL a quitté la table de négociation dans le but de ralentir les négociations jusqu'en janvier, ce qui n'a laissé d'autre choix à la Section locale 100 que de déclencher une grève pour pratique déloyale de travail pendant la période des Fêtes.

Les membres des Teamster, de Boston à Los Angeles, se sont montrés solidaires de la section 100, refusant de franchir les piquets de grève mis en place par les travailleurs de CVG sur les différents sites de DHL à travers les États-Unis.

« Le choix des Teamsters de tout le pays d'honorer nos piquets de grève montre ce que sont la solidarité et l'unité », a déclaré Ryan Doyen, agent de piste à CVG et membre de la section locale 100. « Notre grève pour pratique déloyale de travail était nécessaire parce que DHL nous traite comme des pièces d'équipement. En fin de compte, nous sommes des êtres humains et nous méritons le respect sur notre lieu de travail.

Les 1 100 Teamsters de DHL travaillant à CVG se battent pour obtenir des normes similaires et les mêmes conditions de travail sûres que celles dont bénéficient les autres Teamsters de DHL dans tout le pays.

Grève à la tour Eiffel mercredi 27/12

[27/12/2023](#)

La tour Eiffel fermée en raison d'une grève des salariés, qui menacent de recommencer pendant les Jeux olympiques

Prisée des touristes qui affluent à Paris en fin d'année, la tour Eiffel est restée fermée au public ce mercredi 27 décembre en raison d'une grève de ses salariés, organisée à la date symbolique du 100e anniversaire du décès de son créateur, l'ingénieur Gustave Eiffel.

Les salariés de la tour Eiffel ont le sens du symbole. A l'occasion du 100e anniversaire de la mort de Gustave Eiffel a gardé ses portes closes en ce mercredi 27 décembre. La raison : une grève des salariés de la tour Eiffel. «*Les salariés en grève*» de la société d'exploitation de la tour Eiffel (Sete) se sont justifiés dans un communiqué : ils entendent dénoncer la «*gestion irréaliste*» de ce monument emblématique dont ils jugent désormais le modèle économique «*trop ambitieux et intenable*».

Grève à l'aéroport de Barcelone

[09/01/2024](#)

À l'aéroport Barcelona-El Prat, les retards de bagages se multiplient en raison de la grève du personnel au sol de la compagnie aérienne Iberia. Les syndicats n'excluent pas de convoquer une nouvelle grève.

Rentrer chez soi sans sa valise, c'est la situation qu'ont vécu des centaines de passagers ces derniers jours. Une partie du personnel au sol d'Iberia était [en grève](#) depuis vendredi et jusqu'à lundi dans plusieurs aéroports d'Espagne. Ceux de Barcelona-El Prat, Bilbao et Gran Canaria ont été particulièrement touchés, notamment dans la gestion des bagages. Selon les syndicats, 750 sont restés à terre lors de la première journée de grève, vendredi 5 janvier.

Outre ce décalage, ce sont 400 vols qui ont été annulés en quatre jours.

Les salariés craignent que leurs conditions de travail soient revues à la baisse, voire d'être licenciés. Les syndicats n'excluent pas d'étendre la grève à d'autres services, comme la maintenance des avions.

Grève des infirmières à Hawaï

Les 600 infirmières du Kapi'olani Medical Center for Women and Children à Honolulu, Hawaii, ont lancé une grève d'une semaine le 21 janvier après que la direction a rejeté les demandes de ratios de personnel sûrs. Les infirmières ont voté à 96 % le 5 janvier pour rejeter l'offre finale de l'hôpital et l'Association des infirmières d'Hawaï (HNA) a suivi en déposant un préavis de grève de 10 jours.

Le président de HNA, Daniel Ross, a publié un communiqué dans lequel il déclare : « Les infirmières ne pouvaient pas, en toute conscience, continuer à travailler dans un environnement qui compromet la qualité des soins aux patients et notre éthique professionnelle. Des ratios infirmiers-patients appropriés sont et seront toujours notre priorité ».

Hawaii Pacific Health (HPH), propriétaire de Kapi'olani et de trois autres établissements, a tenté de contourner la question des ratios de personnel en avançant des « lignes directrices » en la matière. Gidget Ruscetta, directrice de l'exploitation de Kapi'olani, a déclaré au Star-Advertiser : « Nous

avons proposé des lignes directrices en matière de personnel, qui sont différentes des ratios stricts proposés par le syndicat, et la différence réside dans la flexibilité. »

Les négociations doivent reprendre le 31 janvier. Les deux parties négocient depuis septembre 2023, l'ancien accord contractuel ayant expiré le 30 novembre.

Grève au port international d'Iquique (Chili)

Une grève des dockers du port international d'Iquique, qui dessert le Chili et la Bolivie, a perturbé le camionnage du côté bolivien du terminal. Pendant la grève, 1 000 dockers ont bloqué l'accès au terminal.

Le problème est le manque de sécurité dans les ports : 12 travailleurs ont été tués en 2023 à cause d'accidents dans les ports. En outre, les travailleurs se plaignent de maladies parmi les travailleurs portuaires causées par le manque d'hygiène dans les ports chiliens.

Les travailleurs ont repris le travail le 28 mars ; environ 200 camions sont toujours bloqués au terminal international, y compris des camions chargés de marchandises d'exportation de la Bolivie et d'importations vers la Bolivie.

Le syndicat des pilotes de navires (SICONARA) a déclaré l'état de mobilisation contre les mesures proposées par l'administration Milei qui imposent une taxe importante sur les revenus des travailleurs. Un porte-parole du syndicat a déclaré que la nouvelle loi confisquait les revenus des travailleurs, en particulier ceux des travailleurs maritimes, qui doivent souvent travailler de longues heures sans être correctement rémunérés.

Les 26 et 27 mars, les travailleurs des ports, des aéroports et des douanes ont mené une grève contre les licenciements, par l'administration Milei, de 30 pour cent de la main-d'œuvre, ce qui éliminera les dispositions en matière de santé et de sécurité dans les ports et les aéroports.

Les journalistes italiens font grève pour s'opposer à la vente de presse AGI à un député d'extrême droite

Les journalistes de l'agence de presse italienne AGI ont organisé une grève de deux jours la semaine dernière après qu'il ait été rapporté que le député Antonio Angelucci de la Lega d'extrême droite avait offert 40 millions d'euros pour acheter l'agence, a rapporté Euractiv.

M. Angelucci possède déjà plusieurs journaux et les journalistes ont déclaré que son achat d'AGI menacerait les emplois, ainsi que "l'indépendance et l'autonomie des journalistes".

La direction d'AGI a nié l'existence de négociations avec Angelucci, mais a confirmé qu'il avait fait une "déclaration d'intérêt spontanée" et qu'elle l'avait rencontré à ce sujet.

Grève de 24 heures après un décès sur les chantiers navals de Chalkida, Grèce

Les travailleurs des chantiers navals de la ville grecque de Chalkida ont entamé une grève de 24 heures lundi 8 avril, à la suite d'un accident qui a coûté la vie samedi à un homme de 42 ans qui s'était retrouvé coincé dans l'écouille d'un ferry pour passagers.

Un responsable de l'entreprise privée qui employait la victime a été arrêté, mais les syndicats qui ont appelé à la grève ont estimé qu'il s'agissait d'un des nombreux "crimes de l'employeur et du gouvernement". Les syndicats ont demandé que les inspections de sécurité soient renforcées et rendues indépendantes des propriétaires de navires.

Les métallurgistes poursuivent une grève d'un mois en Espagne

Les travailleurs de l'usine d'acier inoxydable de Los Barrios, dans la communauté autonome espagnole d'Andalousie, sont en grève illimitée depuis le début du mois de février dans le cadre d'un conflit portant sur une convention collective relative aux salaires et aux conditions de travail conclue avec Acerinox.

Selon Europa Press, les membres du syndicat ATA ont débrayé le 5 février, suivis par les membres de trois autres syndicats le 10 février.

Les Commissions des travailleurs (CCOO), l'un des syndicats concernés, ont déclaré qu'elles exigeaient qu'Acerinox, l'un des plus grands producteurs d'acier au monde, retire ses projets de conditions de travail plus « flexibles ». Les syndicats affirment que cela conduira à des emplois précaires. Le CCOO a également demandé à l'entreprise de renoncer à ses tentatives de faire déclarer la grève illégale, a rapporté Europa Press.

Grève dans les usines d'engrais en Asturies (Espagne)

Les travailleurs d'Asturiana de Fertilizados, une entreprise d'engrais opérant dans les Asturies, en Espagne, ont fait grève mardi (05/03) pour exiger la mise en place de mesures de santé et de sécurité.

Selon La Nueva España, le syndicat SOMA-FITAG-UGT a déclaré que l'entreprise « continue simplement à dire que la poussière en suspension dans l'air est un sous-produit de l'activité » et a menacé d'organiser une grève illimitée si des mesures n'étaient pas prises.

Le syndicat a déclaré que les travailleurs avaient été « trompés par l'entreprise Asturiana de Fertilizados » à la suite d'une grève de deux mois sur la sécurité en 2021. Asturiana de

Fertilizados aurait cité l'avis de la Cour supérieure de justice de la Principauté des Asturies selon lequel les travailleurs de l'usine n'étaient pas éligibles aux primes de risque.

Les travailleurs de Costco en Corée du Sud se mettent à nouveau en grève

Le 27 avril, les membres du Costco Korea Workers Union ont cessé le travail et manifesté devant la succursale Kwangmyong de Costco, le siège social à Séoul. **Costco** est une entreprise américaine de grande distribution fonctionnant sur le principe de libre-service de gros avec adhésion.

En 2023, le groupe détient 587 magasins dans différents pays. Il réalise près de 90% de son chiffre d'affaires aux Etats-Unis, au Canada et au Mexique.

Aux Etats-Unis, c'est le troisième groupe de grande distribution, derrière Amazon et Walmart.

Les employés ayant manifesté devant le siège social réclament de meilleurs salaires et l'amélioration des conditions de travail. Ils protestent en particulier contre l'inaction de la direction suite au décès d'un jeune travailleur du magasin de Hanam City en juin 2023 par un épuisement dû à la chaleur.

Le travailleur décédé, Kim Dong-ho, âgé de 29 ans, avait été contraint de récupérer les chariots du magasin sur le parking pendant une vague de chaleur, sans aucun abri. Le dernier message qu'il a envoyé à sa famille le jour de sa mort était le suivant : "J'ai la poitrine serrée et je ne peux pas respirer correctement". Les travailleurs se sont plaints de l'absence d'air conditionné et de thermomètre là où Kim travaillait.

Les travailleurs se sont mis en grève en février et ont obtenu des augmentations de salaire et la création de plusieurs sections syndicales, mais Costco a refusé leur demande d'une nouvelle convention collective. Lors de la manifestation du 27 avril, les grévistes ont scandé des slogans tels que "Présentez vos excuses pour les accidents mortels des travailleurs", "Mettons fin aux pratiques de travail déloyales", "Améliorons notre environnement de travail" et "Obtenons une convention collective".

Grève dans un centre médical d'urgence (Haïti)

[21/12/2023](#)

Dans le cadre d'une protestation mondiale en faveur de la sécurité, le personnel de l'hôpital CHM a organisé une manifestation contre l'escalade de l'insécurité sur son lieu de travail. Cette manifestation souligne les défis croissants en matière de sécurité auxquels sont confrontés les travailleurs de la santé et les patients, ainsi que le besoin urgent de mesures de sécurité renforcées dans les environnements hospitaliers.

Cette manifestation fait suite à la suspension pour une durée indéterminée des activités de l'organisation caritative internationale Médecins sans frontières (MSF) dans un centre

médical d'urgence à Port-au-Prince, en Haïti. Cette mesure drastique a été prise à la suite du meurtre brutal d'un patient gravement malade, sorti d'une ambulance et abattu par un groupe armé. La violence dans la région, contrôlée par des gangs puissants, a non seulement entravé l'accès aux installations de soins de santé, mais a également forcé la fermeture d'écoles et de cliniques, intensifiant les pénuries alimentaires.

Grève à Sudamin Brasil (Baía de Guanabara, à Rio de Janeiro)

Les employés d'un terminal pétrolier brésilien font grève pour défendre les travailleurs intérimaires

Les travailleurs intérimaires à temps plein et à temps partiel se sont mis en grève le 13 octobre au centre de stockage et de transfert de Baía de Guanabara, à Rio de Janeiro. Le 11 octobre, les travailleurs se sont rassemblés au terminal pour protester contre le licenciement de deux travailleurs à temps partiel. Depuis, ils ont formulé d'autres revendications.

Les travailleurs réclament notamment l'égalité des droits, des salaires et des avantages pour les travailleurs à temps partiel et les travailleurs à temps plein. En outre, les grévistes demandent des conditions de travail plus sûres, afin d'éviter les accidents de bateaux à moteur et les accidents dans les ascenseurs qui les hissent sur les navires et les réservoirs de stockage.

« Nous avons eu deux employés de Sudamin Brasil qui ont été licenciés sans raison, sans explication, pendant leur période d'essai. Ils ont été licenciés au début de leur contrat, sans aucune indemnité. Ces licenciements représentent une perte technique avec des risques opérationnels, car ces postes vacants seront remplacés par des personnes sans expérience, mettant en péril les opérations ici au terminal », explique Victor Dantas, directeur de Sindipetro-RJ.

4) Lutter contre la privatisation de services publics

Grève massive au Pendjab (Inde)

Une grève réussie des employés du gouvernement est en cours dans tout le Pendjab contre la privatisation des écoles publiques et d'autres institutions dans le cadre du programme du FMI. Des milliers d'employés de plus de 30 départements du gouvernement provincial de toute la province sont présents dans la manifestation qui dure depuis deux jours à Lahore. Les employés demandent que

- Le processus de privatisation doit être arrêté immédiatement.
- Le programme de cession des établissements d'enseignement aux ONG doit être abandonné.
- Le projet d'amendement de la réforme des pensions doit être retiré.
- Les employés de tous les établissements d'enseignement, du département de la santé et de la municipalité doivent recevoir leur salaire en temps voulu.
- Les employés ayant plus de trois ans de service devraient être considérés comme salariés permanents.

Il convient de rappeler que pour la protection des droits des employés du gouvernement, les organisations d'employés de toutes les organisations protestent ensemble. Cette année, une série de manifestations nationales a été organisée au nom des employés du gouvernement.

Les travailleurs de l'assainissement municipal de l'Haryana poursuivent leur grève illimitée

Les travailleurs contractuels de l'assainissement de la Corporation municipale de Gurugram (MCG) sont en grève depuis le 18 septembre pour demander l'annulation des appels d'offres et pour que la corporation emploie directement les travailleurs de l'assainissement recrutés par les agences existantes.

La grève a provoqué une crise sanitaire dans la ville. Les rues sont encombrées d'ordures et les habitants ont commencé à les brûler ou à payer des éboueurs illégaux pour les enlever.

Les cheminots protestent contre les plans de privatisation (Argentine)

Le vendredi 22 décembre, les cheminots de la ligne Roca ont manifesté dans le hall principal de l'une des principales gares de la ville de Buenos Aires, la Place de la Constitution (Plaza Constitución). Des dizaines de passagers de la gare se sont rapidement joints à cette action spontanée – organisée par le biais des médias sociaux en quelques heures – pour dénoncer les projets de privatisation des chemins de fer publics de l'administration Milei.

À la suite d'un discours télévisé national du président Milei mercredi dernier, une série de manifestations massives de travailleurs a eu lieu dans toute l'Argentine, à l'initiative des travailleurs de base employés par les entreprises publiques menacées de privatisation.

Outre Buenos Aires, des manifestations ont eu lieu dans d'autres grandes villes, notamment La Plata, Rosario, Córdoba, Río Negro, Mendoza, Jujuy, Mar del Plata, Morón, Laferrere et San Miguel, pour défier les menaces du gouvernement.

Les chemins de fer argentins ont été nationalisés, avec compensation, en 1948 par le général Juan Perón sous la pression des cheminots.

Deuxième grève contre la privatisation de la vente de billets à l'Acropole d'Athènes, Grèce

Les gardiens des sites archéologiques de toute la Grèce ont observé une grève de quatre heures mardi 23/01, s'opposant au projet du gouvernement de privatiser la vente des billets et les entrées à l'Acropole d'Athènes. Selon l'Union panhellénique des gardiens d'antiquités (PEYFA), tous les sites ont été fermés entre 8 heures et midi.

Le PEYFA demande au gouvernement d'annuler la procédure d'appel d'offres et d'embaucher davantage de personnel pour faire face à l'augmentation du nombre de visiteurs, plus de 20 000 par jour en août, a rapporté Kathimerini.

En décembre, les membres de la PEYFA à l'Acropole ont également organisé une grève de 24 heures contre le plan de privatisation.

Privatisation: les grèves et manifestations se poursuivent en Grèce

Les enseignants, les professeurs et les étudiants grecs poursuivent leurs grèves et leurs manifestations pour s'opposer au projet du gouvernement de créer des universités privées.

Plus de 15 000 personnes ont manifesté à Athènes la semaine dernière, et les syndicats représentant les enseignants du secondaire et les fonctionnaires ont appelé à la grève. D'autres rassemblements ont eu lieu ce lundi (19) et jeudi (22) de cette semaine.

L'association des membres du corps enseignant de l'université Panteion a également appelé à une grève de trois jours cette semaine, s'opposant à la fois aux universités privées et à une mesure gouvernementale qui vise à imposer que les étudiantes et étudiants passent leurs examens en ligne. Cette mesure a été prise en raison des occupations qui ont lieu sur les campus universitaires contre le projet de modification législatif sur l'ouverture d'universités privées. La révision législative entend modifier l'article 16 de la Constitution grecque qui empêche les personnes privées d'ouvrir des universités. Cet article stipule que « l'art et la science, la recherche et l'enseignement sont libres et que leur développement et leur promotion sont une obligation de l'État ».

Grève dans les hôpitaux en Grèce

[30/05/2024](#)

Les travailleurs du secteur de la santé en Grèce ont organisé une grève nationale jeudi 23 mai pour s'opposer à la privatisation croissante des services de santé.

La Fédération panhellénique des employés des hôpitaux publics (POEDIN) a déclaré dans un communiqué de presse que la Grèce avait « le système le plus privatisé d'Europe », avec 40 % des dépenses de santé allant à des prestataires privés. Elle demande que l'on mette fin à l'utilisation de médecins privés dans les hôpitaux publics.

POEDIN demande également une augmentation des salaires, des contrats à durée indéterminée, une augmentation des effectifs et une augmentation des dépenses pour les soins de santé publics, qui, selon lui, ne représentent que 5,5 % du PIB en Grèce. La moyenne européenne est de 7,5 %.

En 2015, le gouvernement Syriza a trahi son mandat populaire et mis en œuvre des mesures d'austérité dictées par l'UE, entamant une vague de privatisations.

5) Lutter contre la dégradation du service public

Les enseignants uruguayens mènent une grève de 24 heures

[28/11/2023](#)

Le mercredi 22 novembre, les enseignants uruguayens ont lancé une grève de protestation de 24 heures pour défendre les structures éducatives et les conditions salariales existantes dans les écoles publiques uruguayennes. La grève, qui comprenait un grand rassemblement dans le centre-ville de Montevideo, dénonçait les mesures d'austérité prises par le gouvernement à l'encontre des écoles publiques du pays. Outre les réductions salariales, le gouvernement actuel prévoit des licenciements massifs de personnel scolaire.

Grève nationale de 24h dans la santé en Italie (25/12)

[27/12/2023](#)

Des médecins, des spécialistes hospitaliers et même des vétérinaires se sont joints à une grève de 24 heures en Italie lundi. La manifestation a été convoquée par les syndicats à Rome pour défendre « le droit public à la santé garanti par le personnel public, étant donné que le gouvernement central chasse de l'emploi public les professionnels dont la santé publique a besoin ».

La participation a été massive, un syndicat représentant les anesthésistes estimant que neuf salles d'opération sur dix ont été fermées en raison de la grève. La grève des vétérinaires a eu un impact important sur l'agriculture et la chaîne d'approvisionnement alimentaire, selon l'ADN.

Les travailleurs de la santé s'opposent au budget du gouvernement d'extrême droite de Meloni pour 2024, qui ne prévoit pas les investissements nécessaires dans la santé pour faire face à la pénurie de personnel et à la détérioration des services.

Les enseignants grecs continuent de boycotter les évaluations scolaires

Les enseignants grecs ont indiqué qu'ils continueraient à boycotter un système d'évaluation scolaire malgré une décision de justice déclarant le boycott "illégal". ef.syn rapporte qu'un tribunal pénal de la ville de Chania a statué contre le syndicat du personnel des écoles secondaires (ELME) mardi, imposant une amende de 2 000 euros pour chaque jour de boycott. Le ministre de l'éducation aurait demandé une répression bien plus importante, demandant au tribunal d'imposer une amende journalière comprise entre 5 000 et 10 000 euros et une peine de prison pour le président du ELME de Chania, Christos Belbas.

M. Belbas a déclaré à ef.syn que les enseignants avaient l'intention de poursuivre le boycott : "Nous ne laisserons pas les inspecteurs entrer dans nos salles de classe, écrire ce qu'ils veulent sur le papier et faire en sorte que la permanence de 20 000 nouvelles recrues en dépende. Nous nous battons pour une école démocratique". Selon ef.syn, près de 20 membres de syndicats d'enseignants ont été

poursuivis en justice. Alfavita a rapporté que des dizaines de sections ELME à travers la Grèce ont déjà décidé d'annoncer la reprise du boycott avant la semaine prochaine.

Grève des enseignants et des fonctionnaires argentins : pour les salaires, les conditions de travail et contre les licenciements

Le jeudi 4 avril, des milliers d'instituteurs et de professeurs d'université en grève ont débrayé dans le cadre d'une grève nationale contre le président Javier Milei et ses politiques d'éducation publique. Les éducateurs exigent la réouverture des négociations salariales et la restitution du Fonds national de soutien des enseignants, supprimé par Milei. Les grévistes demandent également que les pensions des retraités soient protégées des ravages de l'inflation. Les enseignants n'ont pas encore reçu d'augmentation cette année.

Les enseignants, accompagnés de travailleurs d'autres secteurs, ont défilé dans le centre de Buenos Aires, rendant hommage à Carlos Fuentealba, un professeur de la province méridionale de Neuquen, tué par une grenade de la police le 4 avril 2007.

Le lendemain, vendredi 5 avril, des milliers de travailleurs gouvernementaux en grève, des membres de l'Association des travailleurs gouvernementaux (ATE) et des retraités ont manifesté et se sont rassemblés devant le ministère de l'économie à Buenos Aires pour protester contre la vague de licenciements de l'administration Milei. Plus de 11 000 travailleurs ont été licenciés jusqu'à présent ; beaucoup d'entre eux ont été licenciés pendant les vacances de Pâques et ont appris qu'ils avaient perdu leur emploi à leur retour.

Des sources gouvernementales ont indiqué que 70 000 autres travailleurs, dont les contrats ont pris fin en mars, pourraient être licenciés.

Les manifestants exigent le renouvellement de tous les contrats et le retour à leur poste de ceux qui ont déjà été licenciés.

Les travailleurs du gouvernement argentin bloquent un aéroport (18/04)

Le 18 avril, des membres de l'Association des travailleurs du gouvernement (ATE) ont bloqué l'aéroport de la station de ski de Bariloche, dans la province patagonienne de Rio Negro, déclarant le président Javier Milei indésirable en réponse à la réunion à huis clos du président avec un groupe d'oligarques parmi les plus riches du pays.

Des centaines de manifestants ont défié les forces de sécurité fédérales du gouvernement, rejetant les mesures d'austérité et de répression prises par le gouvernement à l'encontre des fonctionnaires et du reste de la classe ouvrière.

La réunion de Milei avec les principaux PDG argentins s'est déroulée dans le cadre exclusif de la conférence Llao Llao de Bariloche, une réunion annuelle « discrète » de hauts dirigeants, fermée à la presse. Dans son discours aux oligarques financiers, industriels, miniers et agricoles, Milei aurait fait l'éloge des tactiques de blanchiment et de fuite des dollars pratiquées par ces vautours de l'entreprise.

Jusqu'à présent, l'austérité de Milei a laissé des dizaines de milliers de fonctionnaires sans emploi, tout en détruisant le pouvoir d'achat de ceux qui sont encore employés et des retraités du gouvernement. Actuellement, plus de 23 millions d'Argentins vivent dans la pauvreté.

Pérou : Les travailleurs de l'éducation lancent une grève nationale de 24 heures et manifestent à Lima le 23 mai ; des manifestations pourraient avoir lieu dans d'autres villes.

Les travailleurs syndiqués de l'éducation, affiliés au Syndicat des travailleurs de l'éducation du Pérou (Sindicato Unitario de Trabajadores de la Educacion de Peru, SUTEP), ont lancé une grève nationale de 24 heures le 23 mai, pour une série de revendications, dont de meilleurs salaires pour les enseignants et des investissements plus importants dans l'éducation publique. Les manifestants prévoient d'organiser une marche à Lima, à partir de 10h30 ; ils se rassembleront le long de l'Avenida Arequipa, près du Parque de la Reserva, et marcheront ensuite jusqu'au ministère de l'éducation, situé le long de la Calle del Comercio. Le nombre de participants à cette manifestation n'est pas encore connu.

La marche devrait entraîner des perturbations dans les transports et les commerces le long de son parcours. Il est également probable que la sécurité soit renforcée à proximité des bureaux du gouvernement. Des manifestations dans d'autres villes sont possibles. La grève pourrait avoir un impact sur les perturbations commerciales.

Radio France, l'INA et France Télévisions sont en grève ce jeudi 23 et vendredi 24 mai 2024. En cause : la réforme très contestée de l'audiovisuel public.

Radio France, France Télévisions, l'INA et France Médias Monde seront en grève ce jeudi 23 et vendredi 24 mai 2024. La raison ? **L'examen de la réforme de l'audiovisuel public**, normalement prévu ce jeudi [*même si le calendrier reste flou, NDLR*].

Le texte prévoit, entre autres, **la fusion des quatre entités**. Si le texte est voté, elles seront incorporées dans une holding au 1^{er} janvier 2025, avant une fusion au 1^{er} janvier 2026.

Vos programmes et émissions seront sans doute chamboulés ces deux prochains jours, car le mouvement de grève **pourrait être « massif »**, notamment à Radio France. Tous les [syndicats](#) appellent d'ailleurs à la mobilisation.

Cette réforme de l'audiovisuel public, « **c'est pour faire des économies** », souffle Delphine Merlaud, secrétaire du [syndicat Sud à Radio France](#), sollicitée par *actu.fr*. Pourtant, du côté de la majorité, on martèle qu'au contraire, « ce n'est pas pour faire des économies ! », pour reprendre les mots de la rapporteuse de la proposition de loi, [Fabienne Colboc](#).

Alors pourquoi cette proposition est sur la table ? La députée (Renaissance) de l'Indre-et-Loire explique à *actu.fr* qu'il s'agit de « prévoir une **stratégie opérationnelle pour opérer l'avenir** [...] dans un paysage médiatique bouleversé par les [réseaux sociaux](#) et les plateformes ».

Du côté de France Télévisions, Force ouvrière dénonce « les risques que font peser cette réforme sur l'audiovisuel public », précise à *actu.fr* Renaud Bernard, délégué syndical chez Force ouvrière.

Le 1^{er} janvier 2026, « ce n'est que pour la forme juridique et comptable », reprend Fabienne Colboc, ajoutant que « les accords sociaux, les synergies, cela va mettre plus de temps. »

« Holding ou fusion, on demande le retrait », insiste Matthieu Darriet, co-secrétaire du SNJ à Radio France. Et si la question des contenus est évidemment primordiale, « l'avenir de tous les métiers est en jeu », assure-t-il.

Les métiers de la production, mais surtout, ceux des services, les ressources humaines ou encore les services informatiques ne voient pas d'un bon œil la réforme... « Ce sont eux les plus exposés à la fusion », estime Matthieu Darret.

6) Lutter contre les licenciements

Grève à GM Brésil

[07/11/2023](#)

Publié le 27 octobre

10 500 travailleurs de trois usines de General Motors au Brésil ont voté la grève à partir de lundi 23 pour protester contre les licenciements opérés par le constructeur automobile dans le pays.

Cette grève illimitée fait suite à l'envoi par GM, samedi 21, de lettres de licenciement par courrier électronique et par télégramme aux travailleurs, à leur domicile. Ces licenciements ont été effectués sans négociation préalable avec les syndicats. Les licenciements massifs de GM ont eu lieu dans trois usines de l'État de São Paulo. Outre São José dos Campos, des travailleurs ont été licenciés dans les villes de São Caetano do Sul et Mogi das Cruzes. L'entreprise n'a pas encore informé le syndicat du nombre d'employés licenciés.

La grève approuvée par les travailleurs ne permettra aux usines de reprendre la production que lorsque les licenciements auront été annulés et que la stabilité de l'emploi sera garantie pour tous. À l'usine de São José dos Campos, l'approbation a été massive, le vote ayant eu lieu lors d'une assemblée des travailleurs comprenant les trois équipes.

En juin, General Motors a signé un « accord de licenciement temporaire » avec le syndicat des métallurgistes de São José dos Campos, affilié à CSP-Conlutas. Le document signé garantissait des emplois protégés pour tous jusqu'en mai 2024. Le licenciement de samedi dernier a touché à la fois les travailleurs qui faisaient partie de l'« accord de licenciement temporaire » et ceux qui se trouvaient encore dans l'usine.

Faire pression sur le gouvernement

Les syndicats exigent une action immédiate de la part du gouvernement fédéral, de l'État et des municipalités afin d'annuler le licenciement collectif. Nous demandons au président Lula d'adopter une mesure provisoire garantissant la stabilité de l'emploi, ainsi qu'une réduction du temps de travail sans diminution de salaire.

Une partie des salaires des 1 200 travailleurs qui bénéficient de l'« accord de licenciement temporaire » est payée avec des fonds publics par le gouvernement fédéral.

En plus d'avoir enfreint l'accord, GM a violé la législation qui exige que les entreprises ouvrent des négociations avec le syndicat avant de procéder à des licenciements massifs.

Avec la grève, l'usine de São José dos Campos a cessé de produire environ 150 voitures par jour. GM emploie environ 4 000 personnes à São José dos Campos, où elle fabrique des moteurs, des boîtes de vitesses, le SUV Trailblazer et le S-10. L'usine située dans la ville de São Caetano do Sul produit les véhicules Spin, Tracker et Montana et emploie 6 200 personnes. L'usine de Mogi das Cruzes produit des pièces embouties et emploie 500 ouvriers de l'automobile.

Les travailleurs de GM dans l'État de São Paulo se soutiennent mutuellement et soutiennent les travailleurs de l'UAW aux États-Unis, qui sont en grève depuis plus d'un mois pour obtenir des contrats prévoyant des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail.

« GM a agi illégalement, au mépris de l'accord, de la législation du travail brésilienne et des travailleurs. Nous ne produirons pas une seule vis tant que les licenciements ne seront pas annulés », a déclaré le vice-président du syndicat, Valmir Mariano.

Grève sauvage dans une mine de platine (Afrique du Sud)

[27/12/2023](#)

Les mineurs sud-africains organisent une grève sauvage et un sit-in dans la mine de platine de la province du Nord-Ouest.

Plus de 2 000 mineurs de la mine de platine Impala Bafokeng Rasimone, dans la province du Nord-Ouest, en Afrique du Sud, ont entamé lundi (25/12) un sit-in souterrain dans les puits Nord et Sud pour une durée de trois jours.

La grève n'a pas été soutenue par le National Union of Mineworkers (NUM), le syndicat majoritaire de la mine, et a donc été déclarée illégale.

Selon SABC News, le conflit a débuté à la suite d'un désaccord sur les dividendes d'un accord de participation aux bénéfices de 104 millions de rands et sur les fonds de pension. La mine a récemment changé de propriétaire, passant de Royal Bafokeng Platinum à Impala Platinum Holdings. Les mineurs protestaient également contre les déductions fiscales sur les primes versées.

Impala a suspendu les activités de la mine et a envoyé des représentants du NUM sous terre pour persuader les mineurs de mettre fin au sit-in. Le syndicat a affirmé que les mineurs étaient retenus sous terre contre leur gré, créant ainsi une « situation d'otage », ce qui a été contesté par les travailleurs.

Les mineurs d'Impala Platinum et de Sibanye Stillwater risquent de perdre leur emploi en raison du faible prix du platine.

Les journalistes portugais de Global Media Group organisent une grève de 24 heures (10/01)

Les journalistes et autres travailleurs du Global Media Group (GMG), une société de médias qui possède de nombreux journaux portugais ainsi que la principale station de radio nationale TSF, ont organisé une grève de 24 heures le 10 janvier pour protester contre les plans de 150 à 200 licenciements. Des centaines de personnes se sont jointes aux manifestations organisées à Lisbonne et à Porto pour soutenir les travailleurs de GMG.

Les syndicats ont indiqué que la participation à la grève était unanime et que les journaux appartenant à GMG ne paraissaient pas le lendemain. Les journalistes de Lusa, dont environ un quart des actions sont détenues par GMG, ont également cessé le travail pendant une heure.

Les travailleurs réclament également le paiement intégral de leurs salaires. Après avoir annoncé début décembre qu'elle procéderait à une restructuration pour éviter "la faillite plus que prévisible du groupe", GMG n'avait pas versé les salaires de décembre, ni la prime de Noël, à la date de la grève, a rapporté CM.

Inde : Grève des travailleurs des agences gouvernementales de l'Uttarakhand

Des milliers de travailleurs des agences gouvernementales de l'Uttarakhand Purva Sainik Kalyan Nigam Limited (UPNL) ont entamé lundi une manifestation illimitée dans la capitale de l'État, Dehradun, pour réclamer des emplois permanents. Les manifestants, issus de différents départements gouvernementaux, dont la santé, l'agriculture, l'éducation et l'assainissement, ont marché du Parade Ground jusqu'au secrétariat de l'État.

La Haute Cour avait ordonné au gouvernement de salarier de manière permanente les travailleurs de l'UPNL, mais le gouvernement a déposé une requête auprès de la Cour suprême en 2018 contre cette décision.

La grève de la fédération de l'Uttarakhand Purva Sainik Kalyan Nigam Limited (UPNL) dans tout l'État continue d'affecter la vie des habitants de l'État. Les services de santé sont particulièrement touchés dans toutes les régions de l'État par cette grève depuis le 12 février.

Mahesh Bhatt, président de la fédération des employés de l'UPNL, a déclaré que la fédération souhaitait que le gouvernement retire sa Special Leave Petition (SLP) déposée auprès de la Cour suprême (SC) contre l'ordonnance de l'Uttarakhand High Court. Bhatt a déclaré que les travailleurs de l'UPNL revendiquaient la sécurité de l'emploi car un grand nombre d'entre eux sont licenciés par les départements où ils sont employés. La fédération souhaite également que le gouvernement donne l'assurance que leurs salaires seront augmentés de 20 % chaque année.

Deuxième semaine de grève à l'université de Boston : la direction menace de remplacer les enseignants par l'IA

Alors que la grève des diplômés de l'université de Boston en est à sa deuxième semaine, l'administration a envoyé un courriel aux enseignants recommandant l'utilisation d'outils d'intelligence artificielle (IA) pour remplacer certaines des fonctions affectées par la grève. Parmi les mesures proposées par l'administration pour faire face à l'impact de la grève, on trouve "l'utilisation d'outils d'intelligence artificielle générative pour donner un retour d'information ou faciliter la 'discussion' sur les cours".

Un membre de la faculté qui a parlé anonymement au journal du campus Daily Beast a déclaré : "C'est honnêtement assez choquant".

Un communiqué de presse du Boston University Graduate Workers Union, affilié au Service Employees International Union, indique que les étudiants diplômés gagnent actuellement entre 27 000 et 40 000 dollars par an, alors que le salaire de subsistance à Boston est de l'ordre de 62 000 dollars par an.

Les étudiants diplômés ont voté à une écrasante majorité pour la grève en mars, après neuf mois de négociations. Le débrayage a débuté le 25 mars. Les principales revendications portent sur une meilleure couverture des soins de santé, des subventions pour la garde d'enfants et une augmentation des salaires. Le plan de santé actuel ne couvre pas les soins dentaires ou ophtalmologiques, ni les visites aux urgences. L'administration a quant à elle suspendu les allocations des grévistes.

Amcor : stopper le licenciement collectif ! (France/Suisse)

Action de protestation : lundi 18 mars 2024, 10.30 Uhr, Thurgauerstrasse 34, 8050 Zürich (siège d'Amcor)

Le groupe d'emballage Amcor a annoncé le licenciement de 47 travailleuses et travailleurs sur un total de 230 sur son site de Sarrebourg (France). Les salarié-e-s et leur syndicat Force ouvrière font remarquer qu'il n'y a aucune nécessité économique à ce licenciement collectif. L'année dernière, Amcor a réalisé un chiffre d'affaires de 14 milliards de francs et un bénéfice record de plus d'un milliard de francs.

Le 18 mars, les salarié-e-s menacés de licenciement se joindront aux syndicalistes français et suisses pour protester contre les plans de démantèlement au siège d'Amcor à Zurich.

Coupes nettes dans les emplois de la production de véhicules (USA)

L'entreprise londonienne CNH Industrial a licencié quelque 220 travailleurs le 1er avril dans l'usine de tracteurs Case de Mount Pleasant, dans le sud-est du Wisconsin, près de Racine. Près d'un tiers des travailleurs de l'usine ont reçu un avis de « licenciement pour une durée indéterminée ».

Ces licenciements interviennent plus d'un an après que les Travailleurs unis de l'automobile (UAW) ont fait passer un contrat au rabais, mettant fin à une grève de près de neuf mois menée par quelque 1 100 travailleurs de l'industrie des équipements agricoles et de construction à Racine, dans le Wisconsin, et à Burlington, dans l'Iowa.

Le rapport sur les résultats de CNH pour 2023, publié en février, fait état d'un revenu net de 2,383 milliards de dollars, ce que Scott Wine, PDG de CNH, a décrit comme « un revenu record pour l'ensemble de l'année ».

Les licenciements interviennent dans un contexte d'attaques croissantes contre les travailleurs dans le monde entier. Aux États-Unis, des centaines de milliers de travailleurs ont perdu leur emploi. Le PDG milliardaire de Tesla, Elon Musk, a récemment annoncé que le fabricant de véhicules électriques allait supprimer 14 000 emplois.

Dans le nord du Wisconsin, dans le village de Hawkins, JELD-WEN, une entreprise de fabrication de portes et fenêtres, fermera son usine le 10 juin et licenciera 338 personnes. Dans le sud-est du Wisconsin, Conagra Brands prévoit de fermer son usine Birds Eye à Beaver Dam d'ici la fin de l'été et de supprimer 250 emplois.

Après que l'UAW a fait adopter à l'automne dernier un contrat qu'il a faussement qualifié de victoire « historique », les constructeurs automobiles de Detroit ont procédé à 8 000 licenciements. Pendant ce temps, le président de l'UAW, Shawn Fain, se rapproche de l'administration Biden.

Les travailleurs du tabac bangladais protestent contre les licenciements (14/05)

La police a été déployée à l'usine de cigarettes et de tabac Akij Biri dans le district de Lalmonirhat, à Rangpur, dimanche matin, lorsque quelque 600 travailleurs ont cessé le travail et manifesté devant l'usine pour protester contre des licenciements. Ils ont affirmé que les autorités de l'usine avaient licencié deux travailleurs dimanche matin sans donner de raison. Ce licenciement fait suite à celui de dix travailleurs le mois dernier, qui avaient participé à des manifestations pour réclamer une augmentation de salaire. Les travailleurs ont demandé la réintégration de leurs collègues licenciés.

Grève du personnel de Vetropack jusqu'à la réponse de la direction (Suisse)

[24/05/2024](#)

Vetropack restant sourd aux demandes minimales des salarié-e-s et n'ayant pas répondu favorablement au dernier ultimatum donné par le personnel, les travailleurs-ses de Vetropack St-Prex (verrière dans le canton de Vaud en Suisse) ont décidé, à l'issue d'une assemblée de débrayer depuis ce matin (vendredi 24 mai) 10h30. Depuis lors, le personnel se réunit en assemblée pour discuter du plan social.

A l'issue d'une assemblée tenue hier, le personnel a réitéré hier ses demandes légitimes :

- L'ouverture de véritables négociations avec la délégation syndicale, et en concertation avec l'ensemble du personnel, comme l'exige la convention collective de travail Vetropack SA et son application constante jusqu'ici.
- Aucun licenciement avant la fin des négociations et la signature du plan social. Car les salarié-e-s doivent pouvoir connaître l'ensemble des prestations du plan avant de devoir aller s'inscrire à l'Office régional de placement (ORP).
- Le maintien d'emplois industriels sur le site de Saint-Prex.

Fermeture patronale

En l'état, l'entreprise, par la voix de M. Claude Cornaz, refuse tout report de plus de la moitié des licenciements au-delà du 28 mai, délai fixé unilatéralement par la direction de Vetropack. En parallèle, l'entreprise n'a toujours pas clarifié sa volonté de négocier un plan social à part entière, annonce des prestations devant ses travailleurs puis revient dessus une semaine plus tard, puis enfin refuse toute consultation du personnel au cours de la procédure.

Débrayage déclenché

Le personnel a décidé de reprendre le travail ordinaire qu'une fois que ses 3 demandes seront exaucées. Dans l'intervalle, le personnel se réunit en assemblées et sera en débrayage pour discuter de son plan social. Les syndicats Unia et Syna soutiennent ce travail et ces actions conformément au vote général effectué hier. Des mesures de sécurité sont prises par les travailleurs-ses pour assurer la sécurité des installations.

Ce débrayage fait suite à l'annonce de la fermeture de l'usine:

Les employé-e-s de Vetropack ont appris par voie de presse la décision du conseil d'administration de fermer leur usine. La manière de faire est brutale et peu respectueuse. Avec leurs syndicats, ils exigent une négociation d'un plan social préalable à tout licenciement. À défaut, des mesures de lutte seront prises.

Les salarié-e-s, dont certains accumulent plus de 30 ans de bons loyaux services, ont été heurtés par l'attitude du conseil d'administration qui a choisi de communiquer en primeur sa décisions de fermer à des tiers aux médias, plutôt qu'aux personnes directement concernées par la décision.

7) Lutter pour le droit de grève

Finlande : grève pendant le semaine du 20 au 26 novembre

Les travailleurs finlandais ont entamé une série de grèves contre les projets du gouvernement visant à réduire les aides sociales et à restreindre le droit de grève. Ils ont organisé des débrayages et de manifestations depuis la fin du mois de septembre, mais les syndicats les ont limités à des arrêts de travail d'une journée ou de quelques heures.

Les travailleurs des transports de la ville de Tampere, employés par des opérateurs publics et privés, ont débrayé jeudi. Des milliers de travailleurs d'usines, de sociétés de production alimentaire et d'entreprises énergétiques ont également cessé le travail cette semaine. Un millier de personnes ont manifesté samedi à Helsinki contre les réformes du travail.

Grève des contrôleurs aériens français contre les restrictions du droit de grève

Lundi 20 novembre, les contrôleurs aériens français ont débrayé contre une nouvelle loi, adoptée par l'Assemblée nationale la semaine dernière, qui vise spécifiquement leur profession en imposant de nouvelles restrictions au droit de grève.

Selon La Montagne, le projet de loi exige que les contrôleurs aériens déclarent individuellement qu'ils se joindront à une grève 48 heures à l'avance, ainsi qu'un préavis de grève déposé par les syndicats. Cette restriction, déjà en vigueur à la RATP et à la SNCF, a été appliquée aux contrôleurs aériens à la suite d'une campagne menée par Ryanair et d'autres compagnies aériennes.

La grève aurait eu un impact important, avec des retards à l'aéroport Charles De Gaulle, l'annulation d'un quart des vols à Paris-Orly et la fermeture totale de plusieurs petits aéroports.

Les conducteurs de train entament une série de grèves reconductibles (Grande Bretagne)

Les conducteurs de train travaillant pour les sociétés d'exploitation ferroviaire (TOC) en Angleterre entameront une série de grèves reconductibles de 24 heures du 30 janvier au 5 février.

Les membres du syndicat Aslef sont en conflit depuis 18 mois, cherchant à obtenir une augmentation de salaire après n'en avoir reçu aucune au cours des cinq dernières années. À ce jour,

ils ont organisé 14 jours d'arrêts de travail. Les chauffeurs refuseront également d'effectuer des heures supplémentaires pendant la période des grèves tournantes. L'interdiction des heures supplémentaires risque d'avoir un impact important, car les transporteurs dépendent fortement des heures supplémentaires pour maintenir un service régulier.

Les transporteurs peuvent imposer un niveau de service minimum de 40 % au cours des grèves tournantes s'ils choisissent d'utiliser la nouvelle législation.

Le programme d'arrêts de travail rapporté par l'Aslef touchera une série de villes à des dates précises et de manière coordonnée entre le 30 janvier et le 5 février.

8) Changer les normes et/ou les subventions

Grève nationale de 200 000 conducteurs de Jeepney (Philippines)

[02/01/2024](#)

Les conducteurs de jeepney organisent une grève nationale de deux semaines contre les coûteux diktats du gouvernement en matière de modernisation

Plus de 200 000 conducteurs de jeepney (minibus) couverts par les syndicats PISTON et Manibela ont entamé une grève de deux semaines dans l'ensemble des Philippines. Le débrayage devait prendre fin le 29 décembre. Les conducteurs et les propriétaires de jeepneys traditionnels et d'autres petits véhicules d'utilité publique (PUV) s'opposent au programme de modernisation des PUV mis en place par le gouvernement. Le gouvernement Marcos prétend que cette modernisation est nécessaire pour réduire le nombre de vieux véhicules polluants dans les villes à forte densité.

Les conducteurs et les opérateurs sont contraints de se regrouper en sociétés et en coopératives d'au moins 15 véhicules d'ici le 31 décembre. Les chauffeurs se sont plaints d'être obligés d'emprunter des sommes importantes pour payer les véhicules modernes qui coûtent chacun au moins 2 millions de pesos (36 300 dollars américains).

Grève des agriculteurs en Allemagne

[09/01/2024](#)

Les agriculteurs allemands se mobilisent ce lundi 8 janvier contre un projet de suppression des subventions du diesel dans l'agriculture. Le mouvement de grève devrait durer une semaine. Leurs homologues haut-rhinois rejoignent ce matin le cortège, en soutien.

Les agriculteurs allemands se mobilisent en masse ce lundi 8 janvier. Motif ? Les réductions de subventions prévues par le gouvernement dans le contexte de crise budgétaire.

Face aux protestations qui durent depuis décembre dernier, le gouvernement a pourtant adouci jeudi 5 janvier ses projets : l'avantage fiscal accordé sur les quantités de gazole consommées sera ainsi

supprimé progressivement jusqu'en 2026 et non d'un coup, comme prévu initialement. De plus, l'avantage en matière de taxe sur les véhicules pour la sylviculture et l'agriculture sera maintenu.

Le prélude d'un mouvement qui devrait durer une semaine. Les agriculteurs et chauffeurs routiers allemands prévoient de manifester jusqu'au 15 janvier contre [la suppression progressive d'un avantage fiscal sur le gazole](#).

Soutien des agriculteurs alsaciens

Des agriculteurs alsaciens ont soutenu le mouvement de grève de leurs homologues allemands. Une mobilisation a été organisée à la frontière, côté alsacien, notamment à Seltz-Lauterbourg.

Une vingtaine de tracteurs, affrétés par la FDSEA et les jeunes Agriculteurs, ont pris le départ à 9h30 pour rallier leurs collègues allemands via le barrage d'Iffezheim. Pas de blocage de routes prévu, mais logiquement, de gros ralentissements sur une boucle de 8 km.

Manifestation et blocages des pêcheurs chiliens

Les pêcheurs de la région de Biobio, dans le centre-sud du Chili, ont manifesté et bloqué l'accès aux ports et aux autoroutes le 4 avril, exigeant un accord avec le gouvernement pour résoudre la "crise de la sardine et de l'anchois". La population de ces deux espèces de poissons est en déclin en raison de la crise climatique. Six mille pêcheurs opèrent à partir des ports de Biobio.

Les manifestants ont demandé au gouvernement l'autorisation d'ajouter le maquereau à la liste des poissons qui entrent dans les commandes collectives de l'État.

Le 5 avril, le lendemain des manifestations, le gouvernement a conclu un accord avec les pêcheurs qui leur a accordé certaines de leurs revendications.

Manifestation contre la répression gouvernementale des paysans opposés à l'expansion des mines en Equateur

Une alliance de groupes de paysans équatoriens a manifesté samedi 6 avril contre la violente offensive de l'administration du président Daniel Noboa et des conglomérats miniers visant à criminaliser les protestations contre l'expansion de l'exploitation minière et ses conséquences écologiques.

Les manifestants ont rappelé qu'au cours des deux dernières semaines, 91 paysans des provinces de Bolivar et Cotopaxi ont été réprimés par les sociétés minières transnationales. Six paysans ont été condamnés à trois ans de prison par Noboa, agissant au nom d'Adventus Mining, une entreprise canadienne. Soixante-douze autres paysans font l'objet d'une procédure pour "terrorisme".

L'entreprise anglo-américaine a également demandé à l'administration de Noboa de criminaliser 13 paysans.

Les manifestants ont souligné que les paysans victimes sont persécutés pour avoir utilisé leur droit d'expression afin de protéger leurs terres des oligarchies minières. L'alliance paysanne a lancé un

appel urgent aux travailleurs et aux citoyens pour qu'ils s'unissent en solidarité avec les paysans victimes équatoriens.

Grève d'avertissement des dockers au Chili

Le 4 avril, les dockers ont entamé une grève nationale d'avertissement d'une journée, menée par le syndicat des dockers (Union Portuaria, UP), interrompant les activités dans les ports chiliens du Pacifique. La bureaucratie de l'UP accuse l'administration Boric de ne pas être sérieuse dans l'application des accords passés avec les dockers. Son objectif est de faire pression sur l'administration Boric pour qu'elle tienne ses promesses électorales en matière de santé, de sécurité, de conditions de travail décentes, de "réformes socio-écologiques" et d'arrêt des licenciements. La grève devait durer trois quarts d'heure.

L'opportunisme de la bureaucratie syndicale a contrasté avec l'engagement et l'enthousiasme des grévistes. La grève a commencé par des marches et des blocages de routes dans les principaux ports chiliens.

9) Grèves politiques

Grève des femmes en Islande

Voici la traduction de la principale source de wikipedia sur l'événement:

En 1975, de nombreuses organisations se consacraient à la réalisation des pleins droits des femmes en Islande, s'appuyant sur l'histoire des mouvements féminins antérieurs qui traitaient des questions du suffrage, de l'indépendance nationale et de l'égalité des droits. Ces mouvements s'étaient essouffés depuis les années 1920, lorsque des groupes de femmes avaient constitué des listes de femmes pour les élections au parlement et aux administrations municipales.

En 1975, les Nations unies ont proclamé l'Année internationale de la femme. À cette occasion, un groupe de représentantes de cinq grandes organisations de défense des droits de la femme, dont le Mouvement de libération des femmes (Redstockings), s'est réuni pour planifier les événements de l'année. L'une d'entre elles était un « jour de congé » pour les femmes, afin de montrer l'importance des femmes pour le bien-être économique et social de l'Islande.

En Islande, les femmes qui travaillaient en dehors du foyer gagnaient moins de 60 % du salaire des hommes. En outre, les femmes étaient souvent incapables de trouver un emploi parce qu'elles s'occupaient de la plupart, voire de la totalité, des tâches ménagères et de l'éducation des enfants. L'objectif de la grève était de protester contre les disparités salariales et les pratiques d'emploi déloyales en démontrant le rôle crucial des femmes dans la société islandaise.

Les femmes ne devaient pas se rendre au travail si elles avaient un emploi rémunéré, ni effectuer les tâches ménagères ou s'occuper des enfants comme elles le faisaient habituellement. Les organisations de femmes ont rapidement fait connaître ce « jour de congé » dans ce petit pays de 220 000 habitants. Les employeurs se sont préparés à la présence d'un grand nombre d'enfants qui devraient venir travailler avec leurs pères. La grève est prévue pour le 24 octobre 1975.

Le jour venu, 90 % des femmes islandaises y ont participé. Il n'y avait pas de service téléphonique. Les journaux n'ont pas été imprimés parce que tous les compositeurs étaient des femmes. Les théâtres ont fermé leurs portes parce que les actrices refusaient de travailler. Les écoles ont fermé, ou ont fonctionné à capacité limitée, parce que la majorité des enseignants étaient des femmes. Des vols de compagnies aériennes ont été annulés parce que les hôtesses de l'air ne travaillaient pas ce jour-là. Des cadres de banque ont dû travailler comme caissiers pour garder les banques ouvertes parce que les caissières avaient pris leur jour de congé.

Pendant ce temps, les hommes devaient emmener leurs enfants au travail et leur donner à manger parce que les crèches étaient fermées et que les femmes ne faisaient aucun des travaux qu'elles effectuaient normalement à la maison.

Une réunion de masse était prévue dans le centre de Reykjavik, la capitale de l'Islande, à laquelle 25 000 femmes ont participé. Les femmes ont créé d'énormes embouteillages en se rendant à la réunion où les orateurs ont parlé de l'inégalité des femmes dans la société islandaise et de la nécessité d'une perspective féminine dans la politique nationale.

La grève a duré jusqu'à minuit cette nuit-là, lorsque les dactylographes sont retournés travailler sur les journaux du lendemain. Ces journaux ne contenaient rien d'autre que des articles sur la grève des femmes.

L'année suivante, le parlement islandais a adopté une loi garantissant l'égalité des droits entre les hommes et les femmes. Bien que cette loi de 1976 n'a guère provoqué de changement sur l'inégalité des salaires et les disparités en matière d'emploi des femmes, elle a constitué un grand pas politique vers une véritable égalité. Les grévistes ont clairement atteint leur objectif et démontré l'importance indéniable des femmes et de leur travail en Islande. La grève a également ouvert la voie à l'élection, cinq ans plus tard, de la première femme présidente démocratiquement élue en Islande et dans le monde.

L'inégalité entre les sexes est toujours un problème en Islande et tous les dix ans, à l'occasion de l'anniversaire de cette première grève, les femmes cessent toute activité professionnelle afin de démontrer l'importance de leur position et de poursuivre la lutte pour l'égalité.

[Article à retrouver ici en anglais](#)

Un mouvement spontané?

Cette grève a été à l'initiative du groupe féministe « Redstocking », dont l'affiliation au mouvement féministe international est indéniable, rien que dans le nom choisi, comme le note Philippe de Wolff [dans son article publié sur le site de l'Encyclopédie numérique de l'histoire en Europe](#):

« Le *Women's Lib* américain trouve sa traduction en 1968 dans le *Aktionsrat zur Befreiung der Frauen* (Conseil d'action pour la libération des femmes) à Berlin, puis en 1970 dans le *British Women's Liberation Movement*, l'*Irish Women's Liberation Movement* (IRWLM), le *Mouvement de libération des femmes* (MLF) en France, le *Movimento di Liberazione della Donna* (MLD) en Italie, le *Mouvement de libération des femmes* à Genève et le *Front de libération des femmes* (FLF) à Bruxelles. Au milieu des années 1970, le *Kinisi gia tin Apeleytherosi ton Gynaikon* (KAG, Mouvement de libération des femmes) est créé en Grèce, suivi par le *Frente de Liberación de la Mujer* (Front de libération de la femme) à Madrid en 1976. Souvent, le terme de « mouvement de libération des femmes » recouvre une multitude de petits groupes éphémères et éparpillés dans différentes régions du pays. L'influence américaine est aussi manifeste dans la récupération du nom du groupe new-yorkais des *Redstockings* (Bas rouges) au Danemark (*Rødstrømpe*) et en Islande (*Raudsokkahreyfingin*, un groupe pionnier ouvert aux deux sexes fondé 1970). »

Sur le caractère spontané, il est seulement possible de noter que la campagne n'a duré qu'un jour et que la participation a été massive:

« La campagne n'a duré qu'une journée et toutes les participantes ont pris part à la grève pendant toute la journée. Quatre-vingt-dix pour cent des femmes islandaises ont participé, qu'elles aient un travail rémunéré ou qu'elles s'occupent des enfants et du foyer. » ([Article de Max Rennebohm](#))

La pénurie de saucisses

Gudrun Jonsdóttir, alors âgée de 21 ans témoigne dans [les colonnes du Guardian](#) en 2005 des effets alors directs de cette grève: les pères contraints d'acheter des crayons de couleur mais surtout de cuisiner, et certainement dans le désarroi, ils se ruent sur un plat populaire, la saucisse: « En conséquence, les saucisses, un repas populaire, étaient en rupture de stock dans de nombreux magasins ce jour-là ». Il est intéressant qu'une grève se transforme ainsi en évènement synonyme de fête, au moins pour les enfants. Ne serait-il pas intéressant de prendre en compte cette composante dans nos luttes, sans pour autant sombrer dans une mise en spectacle ou du happening publicitaire souvent initié dans les universités, c'est-à-dire dans des contextes de luttes interclassistes.

Une grève décennale

Tous les dix ans, le jour anniversaire de cette journée, les femmes arrêtent de travailler en cours de journée pour « montrer leurs postes importants et continuer la lutte pour l'égalité ». On le voit: cette grève n'a pas lieu tous les ans, alors même que la loi « garantissant l'égalité des droits pour les femmes et les hommes » « n'a guère provoqué de changement sur l'inégalité des salaires et les disparités en matière d'emploi », comme le note le chercheur Max Rennebohm.

Celle qui a lieu aujourd'hui se donne pour slogan « *Kallarðu þetta jafnrétti* », traduisez : « *Vous appelez ça l'égalité ?* ».

Toujours à la date du 24 octobre tous les 10 ans, les femmes se mettent en grève mais à partir d'une heure précise. « Celle à laquelle elles n'étaient symboliquement plus payées, en fonction de l'écart salarial avec les hommes. Mais une partie du pays résiste encore, s'alarme Tatjana Latinovic, directrice de l'organisation islandaise pour le droit des femmes. « *Je pense que c'est parce que le patriarcat est tellement ancré. La société reste organisée de telle sorte qu'il est impossible pour nous d'atteindre l'égalité* », appuie-t-elle.

La Première ministre Katrín Jakobsdóttir a prévu de se joindre au mouvement. ». [Issu de l'article de RFI](#)

Interclassisme dans la grève

Nous attendrons de voir le succès de cette grève, qui si elle a eu des retombées législatives et sociétales indéniables, pose la question de l'internationalisme au mouvement pour le droit des femmes et des personnes non-binaires. Mais cette grève pose aussi la question de la stratégie consistant à se mettre en grève sur une durée limitée, selon un temps distinct (l'heure de début diffère selon l'écart salarial constaté) et enfin, du bienfait et de la signification de la participation de *toutes* les femmes même celles du gouvernement: alors toutes alliées?

Résultat de la journée

Jusqu'à 100 000 personnes à Arnahóll aujourd'hui (24 octobre)

En se basant sur les comptages précédents de la police lors de rassemblements dans le centre ville, la police estime qu'entre 70 000 et 100 000 personnes se sont rassemblées aujourd'hui.

Cela représente environ un quart de la population islandaise, sans compter les nombreuses manifestations organisées en dehors de la capitale.

Une seule agence bancaire ouverte dans tout le pays

Une seule agence bancaire est ouverte dans toute l'Islande : Íslandsbanki à Smáralind.

Des employés masculins d'autres agences de la capitale et du sud de l'Islande sont de service, mais la directrice, Sigríður Hrefna Hrafnkelsdóttir, était là ce matin pour ouvrir les portes.

« En tant que directrice, il est de mon devoir d'être présente », explique-t-elle.

Mais vous irez ensuite à la manifestation ?

« Bien sûr.

Ísak Sigurðsson travaille pour Íslandsbanki. Il admet qu'il était étrange de venir travailler ce matin.

« L'atmosphère était étrange. C'était très calme, mais nous continuons notre journée ».

Des écoles très affectées

Dans la plupart des écoles du pays, les activités sont soit annulées, soit considérablement réduites en raison de la grève des femmes.

Seljaskóli, à Breiðholt, est l'une des rares écoles à maintenir des cours pour certains des plus jeunes élèves pendant la grève des femmes.

Le directeur, Guðbjartur Ólason, affirme que les couloirs de l'école sont habituellement plus animés que ce matin.

Il ajoute que la proportion d'enseignants masculins est inhabituellement élevée à Seljaskóli, ce qui s'avère utile aujourd'hui.

« Oui, nous avons 22 employés masculins, et nous allons donc enseigner ici selon un emploi du temps allant de la première à la quatrième année. Nous sommes donc dans une situation assez favorable à cet égard. »

Ce n'est pas la première fois que Guðbjartur se retrouve à l'école avec seulement des hommes en raison d'une grève des femmes.

« Non, je suis allée avec mon père, en 1975, au bureau des enseignants, ma mère ayant cessé de travailler ce jour-là.

« Beaucoup de choses ont changé. À l'époque, il y avait surtout des hommes en costume qui fumaient dans la salle des professeurs en jouant aux échecs. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

« Heureusement, il y a beaucoup plus de diversité, tant au niveau du personnel que des méthodes d'enseignement.

Les secteurs vitaux ouverts malgré la grève

À l'hôpital Landspítali, le travail essentiel d'urgence se poursuivra bien sûr, ce qui signifie que toutes les femmes ne pourront pas participer à la grève.

Celles qui travaillent sont encouragées à partager une photo sur les médias sociaux avec le hashtag #ómissandi.

« Il y a des travailleurs qui sont extrêmement importants pour la société islandaise et qui ne peuvent pas s'absenter – il est important que les gens les connaissent », a déclaré Runólfur Pálsson, directeur de Landspítali, sur Rás 2 ce matin.

« C'est pourquoi nous avons encouragé les gens à faire preuve de solidarité de cette manière. »

EHNE : historique

Avec l'industrialisation progressive du continent au cours du xix^e siècle, l'arrêt de la production par la grève devient un mode d'action privilégié. Selon les secteurs, les grèves peuvent être masculines ou mixtes, mais des années 1860 ont lieu en Europe les premières grèves « de femmes ». Les revendications sont le plus souvent communes – temps et conditions de travail, salaires – et ne sont qu'exceptionnellement propres aux femmes jusqu'au milieu du xx^e siècle. C'est à partir des années 1960 que se multiplient les luttes pour l'égalité salariale, puis contre le chômage et la précarité en particulier dans les secteurs très féminisés des services. Plus récemment, la grève devient un instrument de lutte féministe au cours de laquelle égalité salariale, partage du travail domestique, refus des violences sont affirmés conjointement.

Genèse de la grève en Europe : une participation féminine permanente

Au fur et à mesure de l'industrialisation du continent, la grève s'étend comme mode d'action et souligne combien la condition ouvrière devient une question centrale. En quasiment une décennie, des lois autorisent associations ouvrières et grève dans de nombreux pays européens (France 1864, Belgique 1866, Prusse 1869, Pays-Bas 1872). Les grèves concernent alors aussi bien les lieux où la main-d'œuvre est principalement masculine, mais également mixte ou féminine.

C'est le cas des ouvrières, très nombreuses dans le textile. Dès 1869, les ovalistes (ouvrières de la soie) lyonnaises cessent près d'un mois le travail pour une journée de 11 heures et de meilleurs salaires. Deux grèves sont connues comme les premières « de femmes » : les grèves des ouvrières des allumettes, dont le phosphore ruine la santé, à Jönköping (Suède) en 1881 et à Londres en 1888.

Les paysannes se mobilisent également, dans les rizières de la plaine du Pô où, au tout début du xx^e siècle, les *mondine* (repiqueuses) luttent pour de meilleurs salaires. Leur chant de lutte *La Lega* a immortalisé ce combat jusqu'à aujourd'hui. Les revendications de ces femmes en grève ne se distinguent guère de celles des hommes : réduction et amélioration du temps de travail, augmentation de salaires qui, sans qu'elles soient exclusivement formulées en termes d'égalité, conduisent néanmoins une amélioration progressive de la condition ouvrière.

Dans les entreprises où la main-d'œuvre est largement mixte, les combats peuvent être menés de concert, comme pour la journée de 10 heures d'août 1903 à janvier 1904, l'une des plus longues

grèves de l'histoire allemande, dans les usines textiles de Crimmitschau (Saxe). Cependant, c'est pour les ouvrières une triple transgression : envers leur patron, envers les syndicats, souvent dominés par les hommes et envers leur mari enfin. On leur reproche alors de faire passer leur solidarité avant les obligations du foyer. La double journée de travail exclut bien souvent les femmes des réunions et de la prise de décision. Dans certains cas, elles sont accusées de briser la grève, soit en acceptant des emplois de jaune, soit en faisant pression sur leurs « hommes grévistes » au nom de l'entretien de la famille.

Gora borroka feminista ! Grève féministe au Pays basque le 30/11/23

[14/11/2023](#)

Reconnaissance du travail de soins

« Dans cette grève, il s'agit de s'arrêter, de ne pas travailler, de revendiquer. Mais il s'agit aussi de voir comment nous en sommes arrivés là et ce que nous devrions faire ensuite. Pour ces raisons, nous appelons à une grève générale contre le système capitaliste, patriarcal, colonial et raciste ». C'est ainsi que commence un article d'El Salto sur la grève générale féministe appelée pour le 30 novembre 2023 et dont l'enjeu est le soin dans la société.

Ainsi, le 30 novembre, le mouvement féministe du Pays basque appelle à une grève générale féministe, une journée de revendications pour un système public de soins, soutenue par les syndicats basques et relayée par des mouvements sociaux comme le mouvement des retraités.

Les hommes sont également appelés à participer à la grève générale féministe du 30 novembre 2023 au Pays basque. Ils doivent assumer plus de responsabilités à l'avenir et participer davantage à toutes sortes d'activités du soin. Le droit aux soins – indépendamment du sexe, de la classe sociale et de l'origine – doit s'appliquer à toutes et tous. Jusqu'à présent, le système de soins met en évidence les privilèges de celles et ceux qui ne s'occupent pas des soins, ainsi que les avantages de celles et ceux qui peuvent payer n'importe quel prix pour des soins dans le secteur privé.

Grèves de protestation en Haïti

Des grèves de protestation ont eu lieu cette semaine du 20 janvier dans tout le pays à l'appel de Guy Phillippe, un ancien chef rebelle. Les camions bloquent les autoroutes et les travailleurs appauvris perturbent les communications et paralysent les usines dans le Nord-Est.

Les manifestants exigent la démission du premier ministre Ariel Henry et la suppression des taxes excessives. Des rassemblements pacifiques et des occupations ont eu lieu dans les bureaux du gouvernement. Les manifestants ont également demandé aux parents de garder leurs enfants à la maison.

Dans son appel à la désobéissance civile, Phillipe a déclaré que « le moment est venu de renverser ce système » et a appelé les Haïtiens à se tenir prêts pour la révolution dans tous les coins d'Haïti.

Parmi les villes paralysées par les manifestations figurent Jérémie, dans la péninsule sud, Juana Méndez et Petit-Goâve (toutes deux situées à la frontière entre Haïti et la République dominicaine).

Grève générale en Cisjordanie en réponse à l'attaque israélienne qui a tué 10 Palestiniens

Une grève générale a eu lieu le 21 mars en réponse à une attaque de drone israélienne dans la ville de Jénine, en Cisjordanie, et dans le camp de réfugiés adjacent. L'attaque a tué trois Palestiniens et en a grièvement blessé un quatrième, portant le nombre de morts à 10 en 24 heures.

La grève générale a entraîné la fermeture des magasins et des écoles ainsi que la suspension des transports publics.

Depuis que l'armée israélienne est entrée dans Gaza et que le génocide des Palestiniens a commencé, elle a également intensifié ses raids en Cisjordanie, tuant des centaines de personnes depuis le 7 octobre.

Journée internationale des droits des femmes: un aperçu de la mobilisation dans le monde

Cet événement, célébré pour la première fois en 1911, trouve ses racines dans les premières luttes pour l'égalité des salaires et le droit de vote des femmes. C'est un jour férié dans plus de 20 pays, dont l'Afghanistan, le Burkina Faso, l'Ukraine, la Russie et Cuba, le seul dans les Amériques. Pourtant, force a été de constater que l'on ne trouve nulle part de synthèse des événements qui ont eu lieu. Nous avons tenté de le faire ici...

On trouve un magnifique portfolio des manifestations qui ont eu lieu à travers le monde sur [le site du Guardian](#)

Italie

En Italie, cette journée est l'occasion d'une grève générale nationale pour les droits des femmes, organisée par la plupart des syndicats, toutes tendances politiques confondues. Des secteurs tels que les écoles, les soins de santé et d'autres industries participent à la grève. Des perturbations mineures ont été signalées dans les services ferroviaires régionaux, tandis que les transports longue distance restent opérationnels.

Dans les grandes villes italiennes, dont Rome et Milan, des marches ont été organisées par les syndicats et les collectifs féministes, appelant entre autre à l'égalité de traitement entre les travailleurs masculins et féminins et appelant à des politiques plus énergiques contre la violence fondée sur le sexe et les féminicides.

Belgique

Les organisations féministes ont appelé les femmes à ne pas travailler vendredi, qu'il s'agisse d'un travail domestique non rémunéré, d'un emploi officiel ou non.

Un marche est partie de la place de l'Albertine, près de la gare centrale de Bruxelles, à 17h30. De nombreux événements sont également prévus tout au long de la journée. Un GréviBus (« bus de grève ») transportera les participants vers différentes manifestations organisées dans la ville à partir de 7 heures, comme à Anderlecht, place Poelaert et place Bethléem à Saint-Gilles.

Par ailleurs, The Nine, le premier club de membres féminins de Belgique, refuse d'organiser des événements. Inspiré par la grève de 2023 en Islande, le club organisera à la place des discussions informelles entre les femmes qui souhaitent y participer.

Les manifestations à Bruxelles devraient entraîner des « perturbations importantes » dans les réseaux de transport public, selon la STIB. L'opérateur a conseillé aux passagers d'opter pour d'autres moyens de transport.

Les initiatives visant à lutter contre la discrimination fondée sur le sexe se poursuivront jusqu'à la fin du mois à l'occasion de la Semaine des droits de la femme.

Du 8 au 15 mars, la ville de Bruxelles a organisé une série d'activités. Celles-ci comprennent des ateliers sur l'inégalité économique et la gestion financière, des débats sur la discrimination à l'égard des femmes issues de minorités ethniques, des projections de films, des pièces de théâtre, des tables rondes et bien d'autres choses encore.

Le programme de la semaine se terminera vendredi prochain (15 mars) par une visite guidée féministe de Bruxelles et un événement créatif en collaboration avec ZOART, une association à but non lucratif qui promeut les femmes artistes de la Méditerranée.

Espagne

Des dizaines de milliers de femmes ont participé vendredi à des manifestations dans toute l'Espagne pour protester contre les inégalités entre hommes et femmes et marquer la Journée internationale des droits des femmes.

A cette occasion, la ministre espagnole de l'égalité, Ana Redondo, a annoncé vendredi que le gouvernement allait relancer une loi sur la traite des êtres humains qui avait été proposée l'année dernière mais n'avait pas été adoptée en raison des élections générales de juillet. La nouvelle législation signifie, entre autres, que les victimes ne seront pas obligées de déposer de plaintes officielles, ce qui peut parfois les dissuader de porter plainte contre les trafiquants présumés.

À Madrid, la fontaine de la Plaza Cibeles a été illuminée en violet pour marquer la couleur du mouvement féministe, tandis que des manifestants portant des masques blancs et des déguisements

sont descendus dans la rue. Des milliers de groupes féministes ont manifesté dans 40 villes espagnoles.

Argentine

Des Argentines de tous horizons sont descendues dans la rue le 8 mars. La « revendication la plus importante » des manifestants est une solution à « l'urgence alimentaire » de l'Argentine, a déclaré María Claudia Albornoz, une militante de La Poderosa, un groupe qui défend les droits des cinq millions de personnes vivant dans les 6 500 bidonvilles du pays, ou villas miseria (villages de la misère).

Cette démarche est plus importante que jamais, car le discours misogyne dont Milei s'est régulièrement fait l'écho au cours de sa campagne électorale s'est matérialisé ces derniers mois par une avalanche de mesures régressives privant les femmes et les personnes LGBTIQ de leurs droits.

Le président a supprimé le ministère de la femme, du genre et de la diversité, remplaçant tout le département par un sous-secrétariat à la protection contre la violence de genre au sein du ministère du capital humain nouvellement créé.

Son gouvernement a également mis fin à deux programmes d'aide aux victimes de violences sexistes – l'un visant à renforcer leur indépendance économique et l'autre à leur apporter une aide psychosociale et juridique – et a licencié de nombreux fonctionnaires qui travaillaient sur la ligne d'assistance téléphonique destinée à conseiller et à aider les victimes.

Il y a eu 42 féminicides en Argentine en janvier et février de cette année. L'observatoire a enregistré le nombre le plus élevé de féminicides (297) en 2019, dernière année du mandat du président de droite Mauricio Macri, caractérisée par des politiques d'austérité dures mais pas aussi extrêmes que celles mises en place par Milei.

Pour la première fois depuis que les féministes ont commencé à tenir des assemblées décisionnelles ouvertes en 2015, les participantes ont convenu de faire de la lutte contre la faim la priorité de la manifestation.

Les organisatrices ont rédigé un manifeste à lire pendant la manifestation, qui comprend des déclarations visant à remettre en question les idées défendues par Milei, telles que : « Avec la faim et sans droits, il n'y a pas de liberté » et « Assez d'austérité et de répression ».

Les assemblées permettent à tout groupe de la société civile ou à tout individu de présenter ses préoccupations et d'en débattre. Elles ont réussi ce qu'aucun autre mouvement social en Argentine n'a réussi à faire : travailler ensemble pour aborder les questions portant sur la reproduction de la vie domestique et communautaire, ainsi que sur le travail formel et informel.

Au cours des années précédentes, les féministes de la classe moyenne des assemblées, qui sont plus susceptibles d'être instruites, ont cherché à donner la priorité aux protestations sur des questions telles que l'accès à l'avortement, les féminicides et la violence fondée sur le genre.

Les assemblées permettent aux villeras (femmes vivant dans les bidonvilles), aux universitaires féministes, aux syndicalistes et aux personnes LGBTIQ de partager leurs expériences vécues et leurs réflexions politiques, ce qui a permis aux féministes de se mettre d'accord sur des stratégies de résistance.

Mexico: 180 000 manifestant.es

Extraits de [l'article d'Al Jazeera](#): Le 8 mars 2024 à midi, de petits groupes de femmes vêtues de lilas et portant des bandanas violets autour des poignets, des cheveux et du cou ont commencé à se rassembler à Mexico. Bientôt, elles formèrent une foule de 180 000 personnes, défilant et chantant ensemble à l'occasion de la Journée internationale de la femme.

Les chants étaient amplifiés par des mégaphones ou des voix dirigées vers le haut, le visage tourné vers le ciel. Les bras en l'air, elles ont crié la force du nombre, l'absence de protection policière et leur intention de se battre pour leurs droits.

« No somos una, no somos diez ! ¡Somos un chingo, cuéntanos bien ! » (Nous ne sommes pas un. (« Nous ne sommes pas une, nous ne sommes pas dix, nous sommes un chingo, comptez-nous bien ! »)).

Près de 10 femmes ont été tuées chaque jour au Mexique en 2023 : il y a eu plus de 2 500 femmes victimes d'homicide et plus de 800 féminicides, selon le secrétaire à la sécurité et à la protection des citoyens. En 2021, plus de 40 % des femmes de plus de 15 ans avaient subi une forme de violence dans leur enfance, selon l'Institut national de la statistique et de la géographie du Mexique.

La marche s'est terminée sur la place centrale de Mexico, le Zocalo, qui est surplombée par les bâtiments gouvernementaux et la cathédrale métropolitaine. Alors que la place se remplissait de manifestants, les gens cherchaient à se protéger de la chaleur torride de 31°C (89°F) dans de petites poches d'ombre sous des tentes tenues par des vendeurs ambulants proposant des tasses de maïs, des tranches de mangues et des chips trempées dans du citron vert et de la sauce chili. L'insolation était la plainte la plus fréquente parmi les 112 patients qui ont reçu des soins médicaux au cours de la marche.

Derrière des barrières métalliques robustes aux pics métalliques en surplomb, des centaines de policiers se sont alignés, se tenant suffisamment en retrait pour éviter le barrage quasi-constant de gobelets en plastique, de déchets, de flashbangs et de fusées éclairantes violettes lancés par des manifestantes et manifestants en colère. Profitant des ouvertures dans les barrières, les femmes ont nargué la police, montrant leur majeur ou poussant des banderoles en carton en feu à travers les interstices.

Un groupe de femmes vêtues de noir, portant des cagoules et des masques de ski, appelé le « Black Block », a donné des coups de marteau contre la clôture métallique.

Kazakhstan

Les militants des droits de la femme ont organisé des manifestations à petite échelle dans les villes du Kazakhstan le 8 mars, à l'occasion de la Journée internationale de la femme. Les militants ont déjà demandé l'autorisation d'organiser des manifestations à Aktobe, Almaty, Astana, Karaganda, Kokshetau et Kostanay, mais les autorités avaient rejeté toutes leurs demandes en invoquant des menaces pour l'ordre public. Ces derniers jours, les organisateurs ont tenu des piquets de grève pour demander l'autorisation des manifestations prévues.

Les autorités ont approuvé un rassemblement de femmes organisé le 7 mars à Almaty par une organisation parrainée par le gouvernement. Les participantes se sont rassemblées dans le parc Mahatma Gandhi à partir de 12 heures. D'après les informations que nous avons, il y a eu des rassemblements dans les petites villes, malgré les refus des autorités.

Manifestation des travailleurs du Ministère de la Justice au Mexique

Les 16 et 17 octobre, les travailleurs du secteur judiciaire fédéral ont organisé des marches et des rassemblements dans tout le Mexique, pour protester contre la réduction des avantages accordés par le gouvernement aux travailleurs.

Les manifestations ont eu lieu à Mexico et dans les États de Morelos, Tamaulipas, Puebla, Michoacán, Veracruz et Jalisco. Ces manifestations de masse font suite à la décision de l'administration Lopez Obrador de supprimer 13 des 14 avantages dont bénéficiaient jusqu'à présent la Cour et d'autres employés fédéraux, notamment les transports subventionnés, les allocations d'essence et la réduction des péages autoroutiers. Les réductions s'élèvent à 859 millions de dollars en 2024. L'administration AMLO soutient que les avantages en question sont des « avantages économiques de privilège ». Le président insiste sur le fait que les travailleurs des tribunaux de niveau inférieur ne seraient pas affectés.

Cependant, la Cour suprême a reconnu qu'au moins six des 14 avantages sont des obligations nécessaires pour garantir les droits des travailleurs en matière de sécurité sociale. Il s'agit notamment des pensions, du logement, de la couverture santé et des droits à la retraite.

À Mexico et dans d'autres États, les travailleurs se sont rassemblés devant le parlement fédéral et ont bloqué la circulation dans toute la ville. Lors d'une manifestation à Mexico, les travailleurs ont brûlé en effigie une grande poupée à l'effigie du président Lopez Obrador.

Conclusion

La séquence de luttes qui s'étend entre juin 2023-juin 2024 montre ce à quoi ressemble la conflictualité de classe sans intensité particulière. Les conventions collectives négociées par de monstrueuses (par leur taille et leurs méthodes) centrales syndicales américaines pour des centaines de milliers de travailleuses et travailleurs ont encore été l'occasion d'évaluer en quoi les syndicats peuvent être lorsqu'ils ont ces dimensions des alliés ou des ennemis des intérêts du prolétariat. Les pôles qui se sont décantés au cours de notre recherche tournent autour de l'entérinement du rapport de force par des accords formels et écrits, le droit.

La nature des revendications portent tout d'abord sur le respect du droit : celui de se syndiquer (Turquie, Etats-Unis, avec Amazon), à ce que les salaires soient versés (Gräfenhausen, Bangladesh) à ce que les primes soient versées (Kaiser Permanente, Grande Bretagne), à ce que les personnes ayant mené une lutte ne soient pas réprimées (Turquie, Bangladesh).

On voit apparaître des spécificités liées aux contextes nationaux, qui s'inscrivent souvent dans des processus de vie politique locale, comme des élections, ou des mouvements populaires portant notamment sur le niveau de vie. Ces contextes tendent à soutenir ou parfois à marginaliser les grèves, il ne semble pas en ressortir de règle générale.

Comme le constatait la revue Wildcat, ce qui ressort de cette séquence de luttes, c'est la spécificité qui revient aux secteurs de la logistique et des chaînes d'approvisionnement internationalisées : véritables maillons faibles de la chaîne de production et de la vente des produits, ces pôles sont sous-investis par les syndicats. Les raisons en sont multiples, et ne peuvent pas se résumer à l'inadéquation provenant de l'opportunisme de ces organisations. L'une des préconisations qui ressort notamment de la grève de Gräfenhausen est celle de la mise en place de caisses de grève. Rien de bien nouveau, sinon la nécessité de leur autogestion, pour éviter l'opacité qui entoure leur versement. Bien que leur gestion requiert aussi une certaine discrétion afin de garantir le succès de la grève.

Les grands événements internationaux que sont le Black Friday et la période des fêtes occidentales sont utilisées par les syndicats de manière plus ou moins efficace. La mobilisation est cependant large et permet de « sensibiliser » les acheteurs sur les conditions d'exploitation sous-jacentes à la production capitaliste de marchandises. C'est un levier d'action qui semble encore sous-utilisé, sans pour autant affirmer qu'il constitue l'alpha et l'omega du succès d'une lutte. Il convient particulièrement au secteur des services, qui sont en France par exemple gérés de plus en plus par des associations employant des travailleuses et des travailleurs précaires.

Les grèves interprofessionnelles semblent totalement inappropriées à répondre autant aux enjeux directs que rencontrent les salarié-e-s, qu'à rendre conscient des modalités d'exercice de l'exploitation capitaliste des forces de travail.

L'évolution des normes impliquées par les changements de production énergétique traduisent la manière dont le capital entend résoudre la question écologique tout en conservant ses ratios de valorisation. Ceci passe cependant par une révision des normes en inadéquation avec les machines utilisées par certains travailleurs en auto-entrepreneuriat, notamment les véhicules électriques.

Dans une certaine mesure, il est impossible de parler de lutte offensive du prolétariat. Celui-ci ne peut que réagir à des conditions de travail préexistantes qui lui sont imposées. Il peut réclamer plus que ce dont il semblerait avoir été spolié, mais fondamentalement, la seule offensive qui puisse exister est la mise en place de structures internationales permettant un soutien rapide et efficace aux luttes isolées des syndicats et parfois même par les syndicats. C'est ce qui a été mis en œuvre par exemple lors de la grève de Gräfenhausen. C'est pourquoi il n'est pas possible de parler véritablement de victoires tant que ce qui est arraché n'est que ce qui permet de ne pas faire se précipiter trop rapidement dans les abîmes les corps et les collectifs, comme l'implique l'exploitation capitaliste des forces de travail. La victoire cela peut être cependant parfois de parvenir à arracher plus que ce qui semble revenir de droit à ceux qui sont exploités. Nous l'avons vu encore lors de cette séquence, la lutte de classe n'est pas intrinsèquement et nécessairement anticapitaliste. Comme le rappelle Michael Heinrich :

« Les luttes de classes sont tout d'abord des luttes *au sein* du capitalisme : le prolétariat lutte pour ses conditions d'existence *en tant que prolétariat*, pour des salaires plus élevés, de meilleures conditions de travail, la fixation légale de droits, etc. Dans cette mesure, les luttes de classe ne sont pas le signe d'une faiblesse particulière du capital, ou même d'une révolution imminente, mais bien plutôt la forme normale du mouvement que prend la conflictualité entre la bourgeoisie et le prolétariat. »⁵⁰

Dans la mesure où l'activité syndicale défend ou tend à améliorer la condition des travailleurs et des travailleuses, elle est, dans un sens, un élément aussi nécessaire au capital que l'est la lutte pour l'écologie⁵¹. Le capital est régi par une dynamique qui le contraint – et contraint ceux qui le représentent et remplissent sa fonction – à réduire le temps d'exploitation de la force de travail (appelée longévité de la vie et âge de départ à la retraite) ainsi que la fertilité de l'ensemble des sols. Après la première phase appelée de soumission (subsomption) formelle au capital, s'en est suivie celle dite de soumission réelle, qui consiste à intensifier l'extraction de plus-value pendant le temps de travail. L'intensification de cette extraction signifie une accélération des cadences, l'augmentation du degré de concentration psychique, la chasse aux pauses, la lutte contre la lenteur, etc.

C'est pour cette raison que l'activité syndicale est, sur le long terme, vitale au capital ; c'est pour cette raison que la durée de vie de la force de travail, conditionnée autant par la nature de son exploitation que par le temps sur lequel elle s'étend, constitue un enjeu central autant pour le capitaliste que pour le syndicaliste. Ils ont un intérêt commun, et pourtant s'affrontent dans une lutte sans merci. Marx nous permet de comprendre en quoi, dans cette lutte, « les dés sont truqués ».

Retenons une chose cependant qui nous sera utile pour comprendre la composition et les comportements de classe dans la société contemporaine : une classe répond à deux fonctions distinctes qui peuvent potentiellement être en contradiction. Une classe a une fonction économique : la classe capitaliste est faite de capitalistes qui ont pour fonction la valorisation infinie de capital. Cette classe, si elle remplit complètement sa fonction économique est une classe dépourvue d'argent puisque l'accumulation de biens se trouve en contradiction avec l'impératif de valorisation qu'elle suit. Ce que permet de saisir spécifiquement le *Capital* de Marx, c'est déjà la différence qu'il faut absolument faire entre *patrimoine* et *capital*.

50 Introduction, p.259.

51 En témoigne par exemple la transition énergétique programmée de la Chine qui en réformant sa production d'énergie favorise un renouvellement de ses infrastructures l'engageant déjà sur un plan de relance massif de son économie.

Cependant, une classe sociale a aussi une fonction historique qui consiste à disposer d'un pouvoir de décision politique, d'être représentée, d'être visible et d'avoir une légitimité. Il ne s'agit pas uniquement de stratégies discursives à un niveau gramscien de l'hégémonie, mais surtout de stratégies lui permettant de conserver une position dominante, par exemple en faisant des concessions à une autre classe afin de rétablir le calme propice à l'échange. Cette fonction est parfois en contradiction avec sa fonction économique qui, dans l'absolu, n'a d'autre fin que de valoriser toujours plus et toujours mieux le capital. Bien entendu, une classe ne constitue pas un ensemble homogène et uniforme, elle n'agit pas consciemment suivant un plan préétabli, ce que montre notamment la sappe systématique de la base sur laquelle se fonde le mouvement du capital, la force de travail.

C'est pourquoi le syndicat tend constamment à prendre la forme qui lui revient de fait dans le capitalisme, celle d'organe du capital. C'est pour cette raison strictement fonctionnelle-économique que le syndicat est un ennemi de la classe ouvrière. La seule garantie qu'il reste un organe d'émancipation est la manière dont il traite cette contradiction fondamentale, et donc son rapport au prolétariat. L'histoire de la lutte de classe nous montre les méfaits de l'hypertrophie du rôle de l'organisation, et la séquence que nous venons d'observer vient le confirmer. Elle vient apporter aussi des nuances bienvenues.